

Université de Montréal

Négocier la domination autoritaire au Soudan
Développement participatif et dynamiques de pouvoir dans la
province du Nord Kordofan

par Anne-Laure Mahé

Département de science politique
Faculté des Arts et Sciences

Thèse présentée
en vue de l'obtention du grade de doctorat
en science politique

Août, 2017

© Anne-Laure Mahé, 2017

Université de Montréal

Cette thèse intitulée:

Négocier la domination autoritaire au Soudan
Développement participatif et dynamiques de pouvoir dans la
province du Nord Kordofan

présentée par
Anne-Laure Mahé

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes:

Frédéric Mérand
Président rapporteur
Représentant du doyen

Mamoudou Gazibo
Directeur de recherche

Lee Seymour
Membre du jury

Cédric Jourde
Examineur externe

Résumé

En 1989, un coup d'État mené par une coalition d'islamistes et d'officiers militaires instaure un nouveau régime autoritaire au Soudan. Les théories existantes de la résilience de l'autoritarisme peinent à expliquer pourquoi ce régime, caractérisé par son instabilité interne, est encore en place vingt-huit ans plus tard. Son utilisation d'un haut degré de violence et ses échecs répétés en matière de développement représentent, en particulier, des énigmes pour ces théories. En analysant la mise en œuvre d'une politique de développement participatif dans la province du Nord Kordofan, la thèse démontre que le développement peut entretenir l'autoritarisme non pas par ses résultats, mais à travers ses discours et sa mise en œuvre en pratique. Lancée en 2013, la Renaissance du Nord Kordofan s'appuie sur des dispositifs participatifs qui permettent aux autorités locales d'étendre leur pouvoir sur la population, tout en s'inscrivant dans un discours dépolitisant qui donne au programme les apparences du consensus. Ce discours dissimule les processus de musèlement des voix dissidentes ainsi que les luttes d'intérêts qui se jouent au sein des différents projets. Il permet en particulier d'écarter la responsabilité de l'État central dans la situation économique de la province, alors même qu'il est un acteur à part entière de la Renaissance. En effet, la participation de la population est utilisée par les autorités locales pour pousser le gouvernement fédéral à contribuer financièrement à l'initiative. Ce faisant, une relation gagnant/gagnant se met en place, la participation constituant également une politique de pacification de la population à moindre coût. La thèse démontre donc que cette politique de développement locale contribue à entretenir le régime et attire l'attention sur la multi-dimensionalité du pouvoir autoritaire, qui n'est ni exercé ni vécu de la même façon dans partout dans le pays.

Mots-clés : Autoritarisme, résilience, développement participatif, autorités locales, Soudan, Nord Kordofan

Abstract

In 1989, a coup launched by a coalition of Islamists and military officers implemented a new authoritarian regime in Sudan. Existing theories of authoritarian resilience are unable to fully explain why this regime, which is characterized by its internal instability, has endured for twenty-eight years. The pervasiveness of repression and the repeated failures of the regime in terms of development are especially puzzling. By analyzing the implementation of a policy of participatory development in the province of North Kordofan, the dissertation demonstrates that development does not contribute to authoritarian resilience only when it bears results, but also through its discourses and practices. Launched in 2013, the Renaissance of North Kordofan is based on participatory devices that enable local authorities to extend their power upon the population, while using simultaneously a depoliticizing discourse that portrays the initiative as consensual. This discourse conceals how dissenting voices are silenced and how various vested interests are at play within the projects. It especially makes it possible to avoid talking about the central government's responsibility in the current economic situation of North Kordofan, even though the government is indeed taking part in the Renaissance. Popular participation is channeled by local authorities to push the central state to fund the initiative. Through this mechanism, a win/win relationship between the two governance levels is implemented, since participation is also a pacification strategy, mitigating the potential threat of popular insatisfaction. The dissertation thus demonstrate that this local development policy contributes to entrench the authoritarian regime. In doing so, it brings new insights about the multidimensional aspect of authoritarian power, which is not exercised nor experienced the same way in all the areas that are subjected to it.

Keywords : Authoritarianism, resilience, participatory development, local authorities, Sudan, North Kordofan

Table des matières

Résumé.....	i
Abstract.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des tableaux.....	vi
Liste des figures	vii
Liste des sigles	viii
Remerciements	x
Introduction	1
Instantané du pouvoir autoritaire	1
Garder le pouvoir de 1989 à 2017 ou la question à cinq millions	4
Le coup d'État des islamistes	5
Les crises de la révolution.....	10
Un défi théorique	16
Expliquer la résilience : des approches multiples	16
Se maintenir malgré la violence.....	21
Se maintenir malgré les échecs économiques	22
Argument et approche	24
Méthodologie.....	26
Plan de la thèse	28
Chapitre 1 : Comment le développement alimente la résilience de l'autoritarisme : outils d'analyse et démarche de recherche	29
1.1 Trois mécanismes.....	30
1.1.1 Coopter	32
1.1.2 Contrôler.....	46
1.1.3 Légitimer	60

1.1.4 Discussion et cadre théorique	73
1.2 Démarche de recherche.....	76
1.2.1 Le cas : la Renaissance du Nord Kordofan	76
1.2.2 L'enquête de terrain	80
1.2.3 La collecte des données : déroulement et outils.....	88
1.2.4 Les limites de l'enquête.....	91
Chapitre 2 : La tradition réinterprétée : convaincre et capturer une communauté	99
2.1 Mobiliser par le discours : intelligibilité et légitimité de la participation	99
2.1.1 Définir le <i>nafir</i>	100
2.1.2 Une relation d'interdépendance.....	107
2.1.3 Puiser dans le registre identitaire pour mobiliser	112
2.2 Les pratiques de la participation.....	124
2.2.1 La participation comme consultation	125
2.2.2 Vers davantage d'agentivité ? De participation à donation	134
2.2.3 De participation à taxation	142
Conclusion	150
Chapitre 3 : La fabrique du consensus : Renaissance et dissidence	152
3.1 Le développement dépolitisé	153
3.1.1 <i>The Anti-Politics Machine</i> au Nord Kordofan	153
3.1.2 La dépolitisation de l'approvisionnement en eau.....	159
3.2 Le développement : une mission au-delà du politique	170
3.2.1 De l'union Sacrée.....	170
3.2.2 ...Au musèlement	173
3.3 Le développement : au service de quels intérêts ?	182
3.3.1 Des projets localement contestés	182
3.3.2 La ville mise en chantier par le pouvoir.....	188
Conclusion	201
Chapitre 4 : La Renaissance : une stratégie de renégociation des relations entre la wilaya et l'État central	203
4.1 Une relation fondée sur la marginalisation et le contrôle	203
4.1.1 Un État construit sur la dichotomie centre / périphéries	204

4.1.2 L'exemple de la <i>Western Ingaz Road</i>	218
4.2 Combattre la marginalisation : l'extension de la logique de l'échange à l'État central	227
4.2.1 Qu'est-ce qu'on échange ? L'argent contre la paix.....	227
4.2.2 Comment faire l'échange ? La récupération des pratiques du régime	237
4.2.3 Qui échange ? Le rôle d'un « <i>big man</i> »	246
Conclusion	254
Conclusion	256
Contributions empiriques	260
Contributions théoriques	261
Contributions méthodologiques	264
Pistes pour un agenda de recherche	266
Bibliographie	i
Annexe 1 : Liste des entretiens	i
Annexe 2 : Liste des observations	v
Annexe 3 : Liste des documents	vi
Annexe 4 : Liste des sources audiovisuelles	vii
Annexe 5 : Carte du Soudan	viii
Annexe 6 : Carte des wilayas du Soudan	ix
Annexe 7 : Le triangle de Hamdi	x
Annexe 8 : Couverture du document officiel	xi
Annexe 9 : Les chantiers d'El Obeid	xii

Liste des tableaux

Tableau I.	Principaux projets de la Renaissance	79
Tableau II.	Relations des États avec le centre	216

Liste des figures

Figure 1.	La « Cité Olympique » en construction, El Obeid.....	122
Figure 2.	Reçus du nafir de la Renaissance pour 10 SDG	136
Figure 3.	Reçu du nafir de la Renaissance pour 5 000 SDG	136
Figure 4.	Une école à Bara	193
Figure 5.	Représentation du gouverneur Ahmed Haroun sur un mur d'El Obeid.....	194
Figure 6.	Panneau « Merci Président » à El Obeid	201
Figure 7.	Degré de séparation des États du Soudan	216

Liste des sigles

CAF : Confédération Africaine de Football

CP : Comités Populaires

CPA : Comprehensive Peace Agreement

CPI : Cour Pénale Internationale

DPU : Democratic Unionist Party

FM : Frères Musulmans

FMI : Fond Monétaire International

JEM : Justice and Equality Movement

NCP : National Congress Party

NIF: National Islamic Front

NISS : National Intelligence and Security Service

PDF : People's Defense Force

PCP : Popular Congress Party

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

RCC : Revolutionary Command Council of National Salvation

SPLM/A : Sudan People's Liberation Movement / Army

UNEP : Programme des Nations Unies pour l'Environnement

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

USAID : United States Agency for International Development

À mes parents.

Remerciements

En 2009, j'ai découvert l'existence d'une révolution islamique au Soudan au détour d'une note de bas de page, alors que je rédigeais un travail sur un tout autre sujet. Six ans plus tard, j'ai posé le pied pour la première fois à Khartoum, découvrant un pays conforme à mes attentes - la chaleur, le sable et le Nil-, mais également constamment surprise de l'hospitalité et de la gentillesse de ceux que j'ai croisés. Je remercie ainsi infiniment les Soudanais et Soudanaises qui ont accepté de me répondre et de m'aider au cours de cette recherche, avec une pensée particulière pour les traductrices et traducteurs sans qui cette thèse n'existerait pas, ainsi que les professeurs de l'Université de Khartoum qui m'ont accordé leur temps et leurs conseils.

Je remercie également le CEDEJ-Khartoum de m'avoir accueillie et offert un soutien financier, logistique et moral qui m'a permis de surmonter les aléas et difficultés de l'enquête de terrain. Merci avant toute chose à Alice Franck pour m'avoir poussée lorsque j'en avais bien besoin, à Elena Vezzadini pour son aide dans l'accès au terrain, et à tous les membres de la grande famille du CEDEJ-K: Alice K., Azza, Clément, Hind, Ihab, Khalid, Matthew, Nadine, Nathalie, Philippe, Peter et Soliman.

La thèse ne se serait en outre jamais concrétisée sans le soutien financier octroyé par le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM) et la Faculté des études supérieures et postdoctorales (FESP).

Merci à Mamoudou Gazibo de m'avoir accompagnée tout au long de ce parcours avec sérénité, sans jamais me faire ressentir davantage de pression que celle que je m'imposais et en me laissant une grande liberté, notamment lorsque j'ai décidé de suivre une nouvelle piste de recherche ou de réécrire tout un chapitre dans les derniers mois de la rédaction. Merci à Frédéric Mérand de m'avoir intégrée à l'équipe du CÉRIUM, prodigué de précieux conseils et soutenue dans mes projets de vulgarisation quelque peu farfelus. Merci également à Cédric Jourde pour son oreille attentive et à Sule Tomkinson pour son mentorat indispensable et inspirant au cours de la dernière année de thèse.

Le doctorat est bien entendu à la fois une expérience académique et humaine, s'accompagnant pour moi d'un processus d'expatriation. Celui-ci n'aura jamais été douloureux grâce aux relations nouées avec mes collègues au sein du département et au-delà. À ce titre, je me dois de remercier en premier lieu les sponsors officiels de mon expérience québécoise, Camille et Louis, mais également Stéphanie, Dominika, J-P et Adrien, qui ont été présents tout au long de l'aventure. D'autres amitiés se sont nouées au fil du temps, que ce soit en partageant un bureau - Ahmed, Alexandre, Joanie, Julien, Marième, Nordin -, par la fameuse *french connection* - Agathe, Annabelle, Antoine, Juliette, Marion, Romain -, ou encore par des hasards et relations qui ont bien fait les choses: Florian, Islam, JVBG, Marilou et Saaz.

Au-delà du département, un grand merci aux colocataires qui ont rendu ma vie plus agréable : Fannie, Fred, Joannie, le formidable Julien W.F, et bien sûr Ovule.

Loin des yeux mais jamais loin du coeur, merci à Coline, Pauline et Marie dont l'amitié m'est précieuse. Leurs accomplissements m'inspirent et me rappellent sans cesse qu'il n'y a pas que l'université dans la vie. Merci encore à Élise, entre autres pour sa relecture attentive de l'ensemble de cette thèse, ainsi qu'à Laura, Ugo, Constance et Paul. De grands remerciements

également aux amis d'Amérique qui m'ont accueillie pour vacances et/ou conférences, Stas et Melody.

Enfin, merci à ma famille: à ma soeur, dont le parcours et la ténacité m'impressionnent secrètement, et à mes parents pour leur soutien constant depuis toutes ces années, qu'il ait été émotionnel, logistique ou financier - malgré ma tendance à n'en faire qu'à ma tête- et dont j'ai hérité autant le goût du voyage que la dure tête de breton.

Introduction

Instantané du pouvoir autoritaire

C'est un soir de décembre et, malgré la nuit déjà tombée, il y a encore de l'activité sur la rue 15, une artère commerçante du quartier de Khartoum 2. Les femmes en tob¹ n'ont pas encore rangé leurs étals. Elles sont au moins une dizaine installées le long des 200 mètres qui séparent la rue Mohammed Najeeb et le supermarché Al Hawi, à vendre arachides, friandises et autres produits alimentaires. Tout à coup, un frémissement fébrile s'empare de la rue. En quelques secondes, il se transforme en agitation paniquée. Les femmes attrapent des seaux, des paniers, bref, tout ce dans quoi elles peuvent jeter leurs affaires et démontent à la hâte leurs étals. Au coin de la rue, un camion semi-remorque est apparu, entouré d'une nuée de jeunes hommes qui sautent sur le trottoir et, sans merci, arrachent aux femmes leurs marchandises. Les vendeuses les plus rapides ont eu le temps de mettre à l'abri leurs produits dans un recoin sombre, quelques mètres en arrière. Certaines trébuchent sur le trottoir, la plupart tentent de se cacher. Les plus malchanceuses sont bousculées, leurs étals détruits, la marchandise balancée dans la benne du camion ou, le plus souvent, rageusement piétinée au milieu des cris et des protestations. Les hommes leur répondent vertement et continuent inexorablement leur avancée dans une ambiance chaotique. Enfin, ils remontent dans le camion et partent. Les femmes s'avancent pour ramasser ce qu'elles peuvent et nettoyer les dégâts. Il ne reste plus grand-chose. Toute la scène

¹ Vêtement féminin traditionnel qui consiste en un long pan de tissu enroulé autour du corps.

a duré deux minutes tout au plus. Le lendemain, les femmes en tob sont de retour, de nouveau installées le long de la rue quinze.

La répression exercée par le régime militaro-islamiste qui dirige le Soudan depuis 1989 est ainsi parfois évidente, immédiatement visible, rappelant l'existence d'un pouvoir tout puissant et discrétionnaire qui peut à tout moment revenir sur son acceptation informelle de certaines activités. Cet aspect saillant est au cœur d'une grande partie des recherches conduites sur ce pays. Il existe ainsi une littérature abondante sur les différents conflits internes dont le régime est partie prenante qui met en évidence le rôle central de la stratégie classique de « diviser pour mieux régner² ». L'exercice de la répression a également fait l'objet d'enquêtes qui l'abordent à travers des objets variés : la société civile (Ali 2010), les projets de développement controversés (Askouri 2004), ou plus directement la restructuration des organes répressifs (Marchal 1992). Même quand le sujet n'est pas directement abordé, la répression reste une dimension importante du contexte des recherches. Il est vrai que l'usage de la violence physique caractérise ce régime depuis sa mise en place tant il est sans commune mesure avec les pratiques des précédents régimes militaires : celui du général Abboud (1957-1964) et du général Nimeiri (1969-1985). La dictature dirigée par Omar el-Béchir s'est ainsi illustrée dès le début des années 1990 par l'utilisation de *ghost houses*, des prisons secrètes gérées par les services de sécurité, le Service National de la Sûreté et du Renseignement (NISS), dans lesquelles les opposants étaient envoyés pour être tués et/ou torturés (International Crisis Group 2011, 60). Le régime n'hésite pas, en outre, à faire régulièrement le rappel de sa brutalité. Ainsi, en 2013, lors de d'importantes

² Il n'est pas possible de citer ici tous les ouvrages qui évoquent ce mécanisme, mais on pense notamment à Baas 2013; Flint and de Waal 2008; et Johnson 2003.

manifestations eurent lieu dans plusieurs grandes villes du pays, notamment à Khartoum et Port Soudan, il n'hésita pas à tirer à balles réelles sur la population, faisant plus de cent morts selon certains groupes soudanais de défense des droits humains (HRW 2013).

Les images, cependant, peuvent être lues différemment en fonction de la personne qui observe, comme dans la fameuse illusion d'optique où certains voient une vieille femme et d'autres une jeune fille. L'évènement qui s'est déroulé sur la rue quinze un soir de décembre peut également être interprété comme une représentation de la façon dont la population réagit à l'exercice du pouvoir autoritaire. Il ne s'agit pas de passivité mais d'acceptation, de négociation, de résistance. La répression n'empêche pas les femmes, résilientes, de revenir s'installer le lendemain. Quelqu'un aura peut-être entre-temps payé un haut fonctionnaire pour le permettre, mais ce ne sera jamais qu'un répit jusqu'à la prochaine descente, la répression fonctionnant comme un cycle bien huilé dont tous les acteurs et actrices connaissent les règles. Cette dimension de l'autoritarisme soudanais reste bien moins explorée que sa violence. Certes, les recherches s'intéressant aux guerres civiles et aux mouvements rebelles qui les mènent mettent en évidence comment la population peut réagir dans ce contexte, mais les façons plus subtiles d'agir - comme le fait de revenir sans cesse malgré la répression-, celles qui s'ancrent dans le quotidien et l'habitude, sont rarement mises en lumière. Par effet de miroir, les mécanismes plus subtils et discrets de reproduction de la domination autoritaire, ceux qui s'appuient sur des formes de violence moins évidentes ou des mécanismes de contrôle social, ont également moins attiré l'attention des chercheurs. Des auteurs comme Baillard et Haenni (1997) mettent pourtant bien en exergue les investissements réalisés par le régime dans divers mécanismes de contrôle

social, notamment à travers la récupération de traditions islamiques telles que la zakat³. La tendance des analyses sur le Soudan en science politique à se focaliser sur la violence⁴ et, en outre, sur une de ses formes spécifiques - la guerre civile-, ne permet donc que de brosser un portrait extrêmement partiel et lacunaire du régime autoritaire d'Omar el-Béchar. En cela, elle ne propose qu'un fragment de la réponse à la question qui vaut cinq millions de dollars⁵ : pourquoi ce régime est-il toujours là ?

Garder le pouvoir de 1989 à 2017 ou la question à cinq millions

Peu de recherches se sont attelées à répondre de façon systématique à cette question. Au sein de la très riche littérature sur la politique en contexte autoritaire, le cas du Soudan est rarement abordé. Cette tendance n'a pas été altérée par la multiplication des travaux sur la résilience de l'autoritarisme depuis le début des années 2000, après que de nombreux auteurs ont commencé à noter les résultats mitigés de la « troisième vague de démocratisation ». La plupart s'appuient sur des cas similaires : le Moyen-Orient, avec une préférence pour les États du Maghreb et notamment la Tunisie, et l'Asie avec un intérêt renouvelé pour le cas chinois. Ce manque d'intérêt pour le régime soudanais actuel est étonnant, car il s'agit d'un cas de résilience particulièrement surprenant étant donné les défis internes et externes auxquels il a dû faire face.

³ La zakat est une forme de charité obligatoire qui constitue l'un des cinq piliers de l'Islam.

⁴ Il est entendu qu'il existe des travaux s'intéressant à d'autres aspects de la politique soudanaise et qu'il s'agit ici d'un constat général.

⁵ Selon l'expression d'un enquêté rencontré sur le terrain.

Le coup d'État des islamistes

Le 30 juin 1989, un inconnu prend le pouvoir au Soudan en renversant le gouvernement démocratique du Premier Ministre Sadeq al-Mahdi mis en place après la chute du président Nimeiri en 1985. Le nouveau régime, qui prend le nom de « al-Ingaz », soit régime du Salut, est dirigé par un organe composé du petit groupe de militaires qui a réalisé le putsch, le *Revolutionary Command Council of National Salvation (RCC)*, avec à sa tête le brigadier Omar el-Béchir. Les partis politiques sont interdits, leurs dirigeants emprisonnés, les universités purgées. L'opinion internationale ne s'en inquiète pas particulièrement : le Soudan est simplement en train de vivre un énième coup d'État militaire. La « troisième vague » n'ayant, en outre, pas encore atteint le continent, ce retour à l'autoritarisme n'est pas une surprise pour la plupart des observateurs externes.

La réalité est en fait bien plus complexe, car juin 1989 est un jeu de dupes. Dans les faits, le Soudan vit une révolution islamique, dix ans après l'Iran. La faction militaire n'a en effet pas agi seule, mais bien sous le contrôle d'un parti politique islamiste, le Front National Islamique (NIF). Les racines de cette organisation remontent aux années 1940, lorsque l'Islam réformiste⁶ des Frères Musulmans (FM) d'Hassan al-Banna est importé au pays par de jeunes soudanais de retour de leurs études en Égypte. Les FM soudanais sont créés en 1954 et commencent alors à faire campagne pour la mise en place d'une Constitution islamique (Abdelwahid 2008). Le

⁶ Le terme d'Islam réformiste fait référence au courant de pensée qui émerge au XIX^e siècle et s'interroge sur les relations entre Islam et modernité. Il est popularisé pendant le XX^e siècle par des penseurs tels que Sayyid Qutb, Hassan al-Banna et Sayyid Abul Ala Maududi (Esposito 1983; Milton-Edwards 2004).

mouvement va prendre de l'ampleur sous l'impulsion d'Hassan al-Tourabi, intellectuel, homme politique et idéologue du régime de l'Ingaz.

Né dans la province de Kassala et fils d'un cheikh Soufi, al-Tourabi suit des études de droit à Khartoum et Londres, avant d'obtenir son doctorat à Paris. Après avoir participé à la fondation des FM soudanais en 1954, il revient définitivement au Soudan en 1964. Il occupe alors le poste de doyen à la faculté de droit de l'Université de Khartoum et contribue à l'agitation contre le régime militaire du Général Abboud (1958-1964). Son rôle dans la révolte populaire d'octobre 1964 qui met fin à cette dictature lui confère le statut de héros et le transforme en acteur majeur du jeu politique. Ce prestige lui permet de devenir Secrétaire général des FM et de développer, au sein de l'organisation, sa propre forme d'Islam politique. Il présente ainsi un discours religieux progressiste qui conteste certaines applications strictes de la Charia et séduit les élites, en particulier les jeunes et les femmes, qui forment alors l'assise du Parti Communiste Soudanais. Le prix de ce succès est toutefois la multiplication des ambiguïtés et des contradictions :

Al-Turabi's genius is most apparent in his ability to hover on the borderline between numerous antagonistic positions. He sits astride modernity and tradition, pragmatism and idealism, calculation and faith (Abdelwahid 2008, 132).

Cette forme d'Islam politique se pose en alternative aux pratiques des partis politiques traditionnels qui ont hérité de l'État soudanais en 1956, au départ du colonisateur britannique : le Parti Oumma et le Parti Démocratique Unioniste (DPU). L'Oumma a été fondé en 1945 mais ses origines remontent au XIX^e siècle. Il s'agit de l'organisation politique des partisans du

Mahdi⁷, les Ansars, et il est dirigé par ses descendants. Le DPU, fondé en 1952, est lié à la secte soufi des Khatmiyya et est dirigé par la famille al-Mirghani. Le ralentissement de l'essor économique dans les années 1960 ainsi que le maintien du statu quo par ces deux partis dynastiques contribue à l'émergence de la réaction islamiste et du communisme, notamment parmi les étudiants (Verhoeven 2015, 90). Le mouvement d'al-Tourabi

Identified the Sufi sects, and the networks through which they dominated political, social and commercial life, as the enemy: Ansar and Khatmiyya brought Sudan neither an empowering form of Islam, nor material progress. They collaborated with foreign overlords, kept their followers ignorant and rejected modernisation (Verhoeven 2015, 91).

Afin de conquérir le pouvoir, al-Tourabi transforme également le mode de recrutement des FM, jusque-là très élitiste et fondé sur un endoctrinement intensif, posant les bases d'un mouvement de masse. Il parvient également à tisser des liens étroits avec le pouvoir économique et financier. En 1969, la dictature militaire du général Nimeiri, dont le coup d'État a été parrainé par les communistes, met en place un programme socialiste qui pousse de nombreux membres de l'élite économique, parmi lesquels des soutiens des FM, à s'exiler dans les pays du Golfe et en Arabie Saoudite. Cela leur permet non seulement de continuer à alimenter financièrement le mouvement, mais également de développer d'étroites relations avec la famille royale saoudienne, et notamment avec le prince Mohammed Ibn al-Faisal Al Saud, le fondateur de la Faisal Islamic Bank.

⁷ Le Mahdi, Muhammad Ahmad Ibn'Abd Allah, est une figure soudanaise majeure. Né près de Dongola, c'est un leader religieux soufi qui migra au Kordofan d'où, en 1881, il prit les armes contre le système colonial, le Soudan étant à l'époque un condominium anglo-égyptien. Il déclara être le mahdi, nom donné au sauveur attendu par les musulmans et dont l'apparition signale la fin des temps. Il conquiert une grande partie du pays et prend le pouvoir à Khartoum en 1885. Il établit son siège à Omdurman mais décède peu après. C'est son successeur, Abdalli al-Ta'yshi, qui transforma le mouvement mahdiste en véritable État. Les britanniques reprennent cependant le contrôle du pays en 1899.

Ces réseaux s'avèrent particulièrement profitables pour le mouvement lorsque Nimeiri décide en 1974 d'assouplir son contrôle de l'économie et d'encourager le secteur privé et les investissements de capitaux étrangers. La banque s'implante alors au Soudan avec, aux postes de gestions, de nombreux islamistes. Les activités bancaires et les investissements vont en priorité aux membres des FM, l'organisation devenant alors un outil d'ascension sociale pour de nombreux jeunes diplômés dans un contexte économique difficile. En 1977, la signature d'un accord avec le régime permet l'entrée au gouvernement de nombreux islamistes, parmi lesquels se trouve, en 1979, al-Tourabi. Cela leur donne l'opportunité d'intensifier leur recrutement et de s'implanter dans tous les secteurs de la société soudanaise, y compris l'armée. Le déclin du parti communiste et de l'influence du nationalisme arabe après la guerre perdue de 1967 et la mort de Nasser en 1970 facilitent l'adhésion des militaires. L'influence des islamistes est telle que le régime adopte en 1983 les Lois de Septembre qui mettent en place la Charia, provoquant la rupture avec le Sud-Soudan⁸. Les officiers militaires de premier et de second rang sont obligés de suivre des enseignements islamiques correspondant à la ligne idéologique du mouvement. Ceux-ci jouent évidemment un double rôle d'endoctrinement et de détection des officiers favorables ou non au mouvement. En 1985, le régime nimeiriste est renversé, mais cela n'entraîne pas pour autant la mise à l'écart des FM. Tourabi les transforme en véritable parti politique en 1985. Le *National Islamic Front* (NIF) rassemble le noyau dur de l'organisation ainsi que de nombreux islamistes issus de groupes soufis. Aux élections de 1986, il est la

⁸ Les motifs du conflit entre le Nord et le Sud sont complexes, mais la religion y occupe une place importante. Le Sud a historiquement été opposé à la mise en place de la charia, n'ayant pas été islamisé au même degré que le Nord. La politique de développement séparé mise en place par les Britanniques a, par exemple, permis aux missionnaires chrétiens de jouer un rôle important dans cette région, notamment en faisant d'eux le seul moyen d'accès à l'éducation (Johnson 2003).

troisième force du pays derrière l'Oumma et le DPU et devant les communistes. En 1989, il prend le pouvoir grâce à un coup d'État.

La décision de s'emparer de la tête du pays de cette façon, et ce faisant d'abandonner la stratégie de conquête du pouvoir au long cours menée par Hassan al-Tourabi depuis plusieurs décennies, est motivée par plusieurs facteurs. Premièrement, le NIF n'accepte pas la décision du gouvernement de Sadeq el-Mahdi de signer avec le Mouvement Populaire de Libération du Soudan (SPLM/A), le principal mouvement rebelle sudiste, un accord de paix en novembre 1988. Le premier ministre a en effet décidé, afin de signer cet accord, de geler l'application des Lois de Septembre et propose, en juin 1989, un projet de loi pour suspendre leur application. Pour le NIF, cette décision est impensable. Le parti mobilise donc ses appuis au sein de l'armée, institution dont les intérêts convergeaient alors en partie avec ceux des islamistes. Nombre de militaires étaient en effet insatisfait de cette paix avec le SPLM/A ainsi que des moyens qui leur étaient accordés et de la façon dont ils étaient traités. Des rumeurs de coup d'État couraient aussi depuis un certain temps au sein de l'armée, ce qui va pousser le NIF à agir rapidement. Les rumeurs suggéraient en effet que trois autres groupes étaient prêts à passer à l'action : une faction baathiste, une faction d'officiers Darfuriens et Nubas, et une faction de loyalistes fidèles à Nimeiri (Verhoeven 2015, 95). Le contexte économique, qui n'a cessé de se détériorer depuis le retour de la démocratie en 1985, provoquant une insatisfaction générale au sein de la population, fournit également un contexte favorable à un renversement du régime. Inquiet à l'idée que sa stratégie s'effondre si d'autres le devancent, al-Tourabi convainc la direction du NIF d'agir en premier. Les apparences d'un coup d'État purement militaire sont préservées dans un premier temps afin de rassurer les Américains et les Égyptiens, inquiets à l'idée d'une révolution islamiste à l'iranienne au Soudan et de l'impact que cela aurait sur les ambitions des FM du Caire

(Verhoeven 2015, 1996). Le NIF est, par conséquent, également interdit, et Hassan al-Tourabi emprisonné. Il est libéré dès 1990 et, pour les Soudanais comme les observateurs étrangers, le voile tombe. Officiellement, c'est toujours le RCC et el-Béchar qui gouvernent le Soudan. Dans les faits, leur rôle est minime, et c'est un petit groupe de fidèles réunis autour d' al-Tourabi qui dirige (Millard Burr et Collins 2003, 11; Ahmed 2009, 300). Signe de cette domination, les postes importants au sein du RCC sont confiés à des islamistes. En 1993, le RCC est dissout et le régime entre dans la période de « l'affirmation islamiste (Marchal et Messiant 1995, 26) ». Si c'est donc en apparence Omar el-Béchar qui gouverne, en coulisse Hassan al-Tourabi a accaparé le pouvoir. Le NIF agit *de facto* comme un parti unique et met en place l'agenda islamiste révolutionnaire imaginé par son chef. Il comporte quatre grands objectifs:

- The overhaul of Sudan's political system, a reform of its institutions and a redefined relationship between state and religion;
- A new foreign policy that would turn Khartoum from a " slave" of the West and Egypt into a lighthouse for the rejuvenation of the Islamic world;
- An Islamic revival, or " profound ethical transformation" of relations between individuals and communities that would bring both closer to the Quranic ideal of an Islamic society;
- The rescue of the Sudanese economy through pro-market reforms and an altered relationship with the global economic system (Verhoeven 2015, 97).

La poursuite de ces objectifs va toutefois rapidement s'avérer délétère pour le régime.

Les crises de la révolution

La révolution de l'Ingaz devient en effet très vite insoutenable. En premier lieu, la mise en place d'un État islamique contribue à l'instabilité interne du pays en donnant de nouvelles raisons au SPLM/A de s'opposer au régime. Ce conflit est en outre un gouffre financier pour le régime, et la façon dont il décide de le mener nuit à ses propres bases sociales. Il décide par exemple de créer en 1989 la *People's Defense Force* (PDF), une organisation censée

contrebalancer l'influence de l'armée et chargée de défendre la révolution islamiste contre l'opposition au nord et les rebelles au sud. Les membres de cette organisation paramilitaire sont recrutés à partir d'une conscription qui touche 150 000 personnes en 1991 (Millard Burr et Collins 2003, 18). Leur formation consiste essentiellement en un endoctrinement religieux qui ne les prépare pas au combat, ce qui a évidemment des effets désastreux : « It was a rabble in arms, volunteers, used by the Sudan army in its southern civil war as cannon fodder whose depleted ranks had to be filled by forced and unpopular conscription (Millard Burr et Collins 2003, 18) ». Les PDF sont donc très vite impopulaires, y compris au sein des familles de Khartoum et d'Omdurman soutiennent le NIF mais fournissent également la masse des conscrits. Le régime fait marche arrière devant ce mécontentement qui menace sa base sociale ; il n'appellera plus les PDF qu'en cas de défaite militaire sévère. Sa légitimité fut tout de même affectée. Il est d'ailleurs singulier qu'un régime arrivé au pouvoir pour, en partie, empêcher la paix avec le SPLM/A, en ait finalement non seulement conclu une en 2005, mais ait en outre accepté la sécession du Sud, sans que cela ait de de conséquences sur son maintien.

En second lieu, la stratégie de placer le Soudan au centre d'une « Renaissance Islamique » mondiale débouche finalement sur un isolement quasi total du pays sur le plan international. La vitrine de cette renaissance était l'organisation de Conférences populaires arabes et islamiques à Khartoum, qui faisaient directement concurrence à l'Organisation de la Conférence Islamique pilotée par l'Arabie Saoudite. Cette dernière, de même que les pays du Golfe, boycotte l'initiative soudanaise dès sa deuxième édition en décembre 1993. La transformation de Khartoum en havre d'accueil pour de nombreux groupes islamiques armés, comme le Jama'a al-Islamiyya égyptien, le Hamas palestinien ou le Front Islamique du Salut algérien, achève de refroidir les relations du Soudan avec nombre de pays. Oussama Ben Laden

y réside ainsi entre 1991 et 1996, avant d'être officiellement invité à quitter le pays. Bien entendu, cela attire aussi la réprobation des pays occidentaux, d'autant plus que Khartoum accueille également Carlos⁹, le « Chacal », entre 1993 et 1994. Le soutien du régime à Saddam Hussein pendant la première guerre du Golfe contribue également à tendre les relations avec les États-Unis et avec l'Égypte. La tentative d'assassinat sur le Président Moubarak en 1995 entérine la rupture avec cette dernière, l'Égypte accusant le Soudan de l'avoir pilotée. Après avoir nié dans un premier temps, al-Tourabi rend hommage aux agresseurs et refuse de les extraditer. Du côté des voisins africains, le bilan est tout aussi désastreux, avec des relations tendues avec l'Éthiopie, qui sert de base arrière au SPLM/A, ainsi qu'avec l'Ouganda et l'Érythrée qui soutiennent la guérilla sudiste, inquiets de la diffusion de l'islamisme sur leurs territoires. Seuls deux pays restent finalement alliés avec le Soudan durant ces premières années difficiles : la Lybie et l'Iran.

Cette mise en quarantaine du pays au niveau international a des conséquences importantes au niveau économique, avec la suspension de nombreuses aides financières bilatérales ainsi que celles du FMI. Le régime bénéficie toutefois d'une courte période d'état de grâce au début des années 1990, malgré l'arrêt des soutiens étrangers. Al-Tourabi annonce en effet en 1992 que le Soudan est devenu auto-suffisant et qu'il exportera même plusieurs tonnes de blé au Kenya (Verhoeven 2015, 104). Mais le succès est de courte durée, d'autant plus que

⁹ Ilich Ramirez Sanchez, dit Carlos ou encore « le Chacal », est un terroriste vénézuélien actif pendant les années 1970. Il prend en particulier les commandes du Front de Libération de la Palestine et réalise la prise d'otage du siège de l'OPEP à Vienne en 1975. Il a été condamné en 1997 en France pour l'attentat du drugstore Publicis commis en 1974. Il y est incarcéré depuis son arrestation en 1994.

cette augmentation de la production est davantage due à un simple effet de rebond après les sècheresses des années 1980 qu'aux politiques économiques du régime (Verhoeven 2015, 104). Ce rebond n'est donc pas durable. L'inflation augmente jusqu'à atteindre 130 % en 1996, le déficit de la balance des paiements empire jusqu'à atteindre 538 millions de dollars américains en moyenne entre 1991 et 1995 (Verhoeven 2015, 105). La situation économique est tellement désastreuse qu'en 1994, le président de la Commission économique du Parlement explique que si le régime donnait des chiffres exacts, le Soudan aurait déjà été rayé de la carte (Marchal et Messiant 1995, 23). Il est de toute façon rapidement évident pour la majorité des Soudanais que la révolution islamique bénéficie à une frange réduite de la population, soit l'élite restreinte issue des régions riveraines du pays¹⁰, la même qui avait bénéficié des faveurs du pouvoir colonial et avait hérité de la direction politique et économique du pays en 1956. Ce faisant, la révolution n'a fait que perpétuer les inégalités entre ce centre et les périphéries marginalisées. L'exploitation et l'exportation du pétrole à partir de 1999 ne changent guère cette dynamique, leurs bénéfices se faisant sentir essentiellement à Khartoum. Cette situation contribue également à entretenir l'instabilité dans les zones périphériques. Depuis 1989, le régime a ainsi fait face à un conflit au Soudan du Sud, terminé en 2005, à un conflit de basse intensité dans l'est qui se transforme en guerre civile dans les années 1990¹¹, à un conflit armé au Darfour entre 2003 et 2011¹², et enfin, depuis 2011, à un conflit dans les Monts Nuba et au Sud Kordofan. L'argent du pétrole fut en majeure partie dépensé pour les budgets militaires dédiés à la gestion de ces

¹⁰ C'est-à-dire « the valley of the Nile to the north of Khartoum, the Blue and White Nile areas immediately south of Khartoum, central Kordofan and the southern part of Kassala province (Niblock 1987, 143) » (voir carte Annexe 5).

¹¹ Un accord de paix a été signé en 2006.

¹² Malgré la signature de l'accord de paix en 2011, des combats ont toujours lieu au Darfour.

conflits. Il est en effet estimé que 80 % des revenus générés par le pétrole ont été investis dans la conduite de ces multiples conflits (Vines 2007, 216; Large 2007, 4).

La situation économique difficile, l'isolement diplomatique du Soudan, et la volonté d'Hassan al-Tourabi de prendre le pouvoir formellement et officiellement contribuent à alimenter une crise du régime qui aboutit à un coup de palais en 1999 et à un schisme entre el-Béchir et al-Tourabi. Pour les islamistes, les militaires qui les ont assistés dans la prise de pouvoir ont vocation à être écartés du pouvoir à moyen terme. À la suite de l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1998, qui signe un retour contrôlé au multipartisme et la mise en place de processus électoraux, al-Tourabi commence donc à manœuvrer afin d'être élu dirigeant du pays et d'écarter Béchir. Alors *speaker* de l'assemblée, il profite du changement constitutionnel pour réorganiser le NIF, qui devient le *National Congress Party* (NCP), qu'il considère comme le véhicule de son accès au pouvoir (Collins 2008, 225). Ces ambitions n'échappent pas à el-Béchir et c'est une véritable lutte d'influence qui se déroule en 1999. Al-Tourabi fait alors campagne publiquement en faveur d'une série de réformes visant à retirer au Président le pouvoir de nommer les gouverneurs et à permettre de le déposer *via* un vote aux deux tiers de l'Assemblée. En décembre 1999, el-Béchir met un point final à ce jeu : deux jours avant le vote des réformes, il envoie les soldats et les chars assiéger l'Assemblée. Cette dernière est dissoute et Hassan al-Tourabi est démis de son poste. El-Béchir déclare l'état d'urgence et annonce de nouvelles élections législatives pour l'année d'après. Le schisme est consommé lorsqu'al-Tourabi et une partie de ses fidèles quittent le NCP et fondent le *Popular Congress Party* (PCP). En 2001, l'ancienne éminence grise tente de signer un mémorandum d'entente avec la rébellion sudiste, ce qui conduit à son arrestation et son emprisonnement. Il sera maintenu en résidence surveillée à Khartoum jusqu'à son décès, en mars 2016. Cela ne l'empêchera pas de continuer à

exercer son influence sur la politique soudanaise. Le PCP contribue par exemple à la rébellion darfurienne en soutenant le Mouvement Justice et Égalité (JEM), ce que Hassan al-Tourabi a cependant toujours nié (Tubiana 2005, 180).

Ce schisme fait entrer le régime dans une nouvelle ère. L'agenda de transformation islamique de la société, s'il est toujours mis en place, passe au second plan, derrière un agenda de la « compétence économique (Verhoeven 2015, 188) ». Le régime s'engage en effet, grâce notamment à l'argent du pétrole et au soutien de la Chine, première importatrice de l'or noir soudanais, dans une série de grands projets de développement, dont le barrage de Méroé est le symbole central. Outre le fait que le régime a largement échoué dans cette entreprise, les indicateurs économiques sont souvent restés dans le rouge, d'autant plus après la sécession du Sud où se trouvait la majeure partie des ressources pétrolières. Par ailleurs, les divisions internes subsistent après 1999. C'est notamment au sujet de la gestion du conflit avec le SPLM/A qu'une ligne de fracture entre *hardliners*, essentiellement des militaires intransigeants face à la rébellion, et *softliners*, des civils qui désirent un compromis, se développe. L'accord de paix de 2005 et l'indépendance actée en 2011 sont des victoires pour les *softliners* et leur chef de file, Ali Osman Taha. Celui-ci est cependant marginalisé à partir de 2006 en raison de sa position conciliante vis-à-vis du déploiement des forces de l'ONU au Darfour (Ahmed 2009, 18). Le conflit très public entre les dirigeants de ces deux factions, Ali Osman Taha et Nafie Ali Nafie, s'est étendu à l'ensemble de l'appareil du parti jusqu'au niveau local (International Crisis Group 2011), ce qui a pu donner à certains observateurs externes l'impression d'un régime fragilisé.

Depuis 1989 et de façon encore plus accentuée depuis 1999 et 2011, le régime de l'Ingaz fait donc face à des défis internes et externes majeurs qui lui donnent les apparences d'un géant

aux pieds d'argile. Pourtant, malgré l'échec de la révolution islamiste, la sécession du Sud et le marasme économique, il est toujours là.

Un défi théorique

Les outils théoriques permettant de répondre à la « question à cinq millions » sont nombreux, car l'analyse des régimes autoritaires, et plus généralement de la domination et du pouvoir, s'ancre dans les origines de la science politique dès Aristote et ses typologies aux visées normatives et prescriptives. Le revers de la médaille, le consentement de la majorité à l'autorité exercée par quelques-uns, a également été un objet privilégié de la philosophie, avec Rousseau et La Boétie, qui insistent sur l'idée que la force n'est jamais suffisante au maintien de la domination (Gazibo 2006). Face à cette profusion conceptuelle, la résilience de l'Ingaz reste un défi théorique par rapport à deux dimensions : la prégnance de la violence et les échecs économiques répétés.

Expliquer la résilience : des approches multiples

Le développement d'explications visant à comprendre spécifiquement le phénomène de la résilience de l'autoritarisme est relativement récent, la notion apparaissant au début des années 2000 à la suite des constats d'échecs de la troisième vague de démocratisation. Le terme d'autoritarisme lui-même n'apparaît que dans les années 1950/1960. Ce sont les travaux de Linz (1975) qui le développent et l'inscrivent fermement dans le champ de la science politique, au sein duquel la dichotomie démocratie/totalitarisme prévalait jusqu'alors. S'opposant à l'idée qu'il ne s'agirait que d'une catégorie résiduelle, Linz définit l'autoritarisme par quatre éléments caractéristiques : un pluralisme limité, l'absence d'idéologie élaborée servant à guider les actions du régime, l'absence de mobilisation politique, et enfin un dirigeant ou

un petit groupe qui exerce le pouvoir dans un cadre aux limites mal définies, mais néanmoins relativement prévisibles (Linz 1975, 25). Ces dimensions ont cependant de nombreuses exceptions et le concept ainsi défini pose problème au niveau de la généralisation (Brooker 2000 ; Camau et Geisser 2003). On retrouve en effet dans cette catégorie des régimes très différents. Afin d'affiner le concept et de contrer sa dimension « attrape-tout », le premier temps de l'analyse de l'autoritarisme, entre les indépendances africaines des années 1960 et la troisième vague, se caractérise en large partie par la production de typologies. Ces dernières, tout comme les travaux plus approfondis sur les logiques internes de l'autoritarisme, doivent beaucoup aux recherches de Weber sur les modes d'exercice de l'autorité, et notamment sa distinction entre les types de légitimation charismatique, traditionnel et légal-rationnel. Avec la question de la légitimation, Weber pose en outre la double question du droit de commander et du devoir d'obéissance, et donc celle du consentement (Ferrero 1945, 105; Gazibo 2006). À bien des égards, c'est toujours ce puzzle central que l'on trouve dans les travaux de recherche réalisés depuis.

Les analyses de la résilience proposent, de façon générale, quatre façons d'approcher ce problème. La première insiste sur le rôle des institutions dans le maintien des régimes, mettant en évidence un lien macro entre type d'autoritarisme et longévité (Geddes 2004)¹³. Dans ses itérations les plus récentes, souvent influencées par les théories du choix rationnel, cette approche s'intéresse au rôle déterminant des institutions, en particulier les partis politiques et les législatures nominalement démocratiques, dans les processus de cooptation

¹³ Geddes (2004, 19) démontre ainsi que les régimes à parti unique sont les plus durables, avec 24 ans en moyenne, devant les régimes personalistes (15 ans) et militaires (8 ans et demi).

et de clientélisme (Brownlee 2007; Gandhi 2008; Svobik 2009). Appliquer cette approche néo-institutionnaliste à l'Ingaz est difficile étant donné que, pour de nombreux auteurs, il s'agit d'un régime qui n'a pas connu de processus de libéralisation dans les années 1990 (Young 1999) et ne peut donc être considéré comme un régime hybride, soit un régime mêlant caractéristiques démocratiques et autoritaires (Carothers 2002; Levitsky et Way 2002; Diamond 2002). Or, ces théories ont été construites pour expliquer la résilience de ce type spécifique d'autoritarisme. Elles ont par ailleurs tendance à se concentrer sur les élites, lesquelles sont vues comme la principale menace pour le régime¹⁴, alors qu'historiquement ce sont des révoltes populaires qui ont renversé les précédents autocrates au Soudan.

Une seconde approche propose une lecture socio-historique de la résilience, dans la lignée des travaux de Moore (1966) ou de Rueschemeyer, Stephens et Stephens (1992). Ceux-ci expliquent l'émergence des régimes politiques, en particulier de la démocratie, par des processus historiques de longue durée produisant des coalitions de classes favorables. Plus récemment, le travail comparatif de Droz-Vincent (2004) sur la Jordanie et la Syrie s'inscrit dans cette perspective qui se focalise sur l'impact des « grandes transformations » que sont celles des systèmes économiques. L'économie n'est cependant pas traitée comme une variable indépendante en tant que tel, au contraire des théories de l'État rentier qui considèrent l'existence de la rente comme le facteur principal de la résilience (Mahdavy

¹⁴ Cela semble empiriquement prouvé. Svobik (2009, 478) montre par exemple que sur un total de 303 autocrates, plus des deux tiers ont été renversés par des « *government insiders* ». L'enjeu est cependant que ce constat n'indique pas s'il n'y a pas de menace émergeant de la population, ou si celle-ci est plus efficacement contrée que celle provenant de ces *insiders*.

1970; Ross 2001; Beblawi et Luciani 2015). Une approche socio-historique serait particulièrement intéressante à appliquer au cas de l'Ingaz étant donné que l'arrivée au pouvoir du couple el-Béchar/al-Tourabi est le résultat d'un long travail de construction d'une coalition de groupes sociaux alliés aux islamistes. La question qui se pose est cependant de comprendre comment le régime peut entretenir cette coalition en fonction des défis qu'il affronte, en particulier économiques. Il est particulièrement ardu d'expliquer la période post-2011, après l'indépendance du Sud-Soudan et le déclin de la rente liée au pétrole. Cette transformation empirique pose d'ailleurs un défi important aux théories de l'État rentier, qui défendent l'idée que les rentes issues des ressources naturelles entretiennent l'autoritarisme, et qui semblent donc plus aptes à expliquer la longévité d'un régime que sa résilience, soit sa capacité à résister aux chocs exogènes et endogènes¹⁵.

La dernière approche fait reposer le poids explicatif sur la culture. Cette tradition, qui remonte aux travaux de l'école du développement politique (Almond et Verba 1963), a fait l'objet de nombreuses critiques, cette école ayant eu tendance à considérer la culture comme un ensemble de traits et de valeurs partagés par un groupe et par conséquent à proposer des explications caractérisées par un certain essentialisme et déterminisme (Anderson 1995; Bellin 2012). L'approche culturelle connaît cependant un renouveau depuis les années 1990 avec des auteurs comme Lisa Wedeen, qui se distingue de ces anciennes approches en conceptualisant

¹⁵ Étonnamment, peu d'ouvrages sur l'autoritarisme explicitent clairement ce qu'ils entendent par résilience, utilisant souvent le terme de façon interchangeable avec ceux de longévité et stabilité. Il existe en revanche une littérature abondante sur ce concept issu de la physique en psychologie, en écologie et en économie. La définition utilisée ici s'inspire de celle de Walker et al (2004). Ils définissent la résilience comme « the capacity of a system to absorb disturbance and reorganize while undergoing change so as to still retain essentially the same function, structure, identity, and feedbacks (2004, 1) ».

comme un ensemble de pratiques sémiotiques qui produisent du sens (Wedeen 2002). Elle va alors s'intéresser aux effets du langage et des symboles dans une perspective foucauldienne selon laquelle le discours produit des effets disciplinaires (Wedeen 1999).

L'idéologie islamiste qui a inspiré la révolution de l'Ingaz invite sans conteste à utiliser une telle approche. Néanmoins le risque est ici de verser, encore une fois, dans une explication essentialiste qui serait d'autant plus problématique que comme nous l'avons vu, il existe au Soudan de multiples sortes d'Islam. L'idée d'un consentement à la domination fondé sur une croyance réelle en la légitimité et la validité de la révolution islamiste de l'Ingaz est donc questionnable, en particulier parce que le régime n'a jamais hésité à faire des entorses à ses propres principes en fonction des circonstances. Il a d'ailleurs mis au second plan l'agenda islamiste au début des années 2000, conscient de son impopularité (Verhoeven 2015, 6).

Ces approches de la résilience ont donc un pouvoir explicatif plus ou moins fort pour le cas du Soudan. Il serait cependant inapproprié de les hiérarchiser, car toute tentative d'explication du maintien de l'autoritarisme se heurte nécessairement à la complexité des pratiques et à la multiplicité des mécanismes. Les institutions, l'économie et ses structures, l'ancrage historique et la culture sont autant d'ingrédients qui constituent la résilience en quantités variables en fonction des contextes, bien davantage que des variables dont il serait possible de mesurer le poids respectif. Quelle que soit l'approche choisie, elle doit en tout état de cause tenir compte des deux dimensions qui font de la résilience de l'Ingaz un véritable puzzle : la prégnance de la violence et les échecs économiques répétés.

Se maintenir malgré la violence

Si l'usage de la violence pour faire taire les oppositions fait partie des pratiques les plus communes des autocrates, sa prégnance et sa multi-dimensionnalité au Soudan nous incitent à voir ce régime comme se maintenant *malgré* elle, et non seulement *grâce* à elle. La répression mise en place par le régime n'a en effet jamais réussi à faire taire totalement les opposants, et la façon il a répondu par la violence aux mouvements rebelles ne s'est pas toujours avérée concluante, comme l'issue du conflit avec le Sud le démontre. Le constat d'un paradoxe inhérent à l'utilisation de la violence a d'ailleurs été fait dans la littérature. En effet, si cette stratégie permet de faire disparaître l'opposition à court terme, elle peut également la renforcer à long terme, en particulier si l'exercice de la violence devient indiscriminé, touchant tous et toutes sans distinction. Il devient alors contreproductif, car les individus n'obtiennent plus le privilège d'échapper à la répression en échange de leur appui au régime. Ils sont alors d'autant plus tentés de joindre la lutte contre le pouvoir en place. Par ailleurs, les régimes utilisant de trop hauts degrés de violence s'exposent à des sanctions internationales visant leur économie, ce qui peut les affaiblir (Kalyvas 2006; Zahar et Saideman 2008). Ce fut bien le cas du Soudan, qui fit l'objet de nouvelles sanctions américaines à la suite des exactions commises au Darfour. Omar el-Béchar fait d'ailleurs l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale (CPI) depuis 2009 en raison de son rôle dans le conflit. Il s'agit enfin d'une stratégie coûteuse pour un régime dont les ressources économiques sont très réduites, ce qui implique des choix d'allocation. Ceux-ci se sont, jusqu'à présent, fait bien davantage au bénéfice des forces armées que des projets de développement.

Se maintenir malgré les échecs économiques

Le régime a en effet choisi de financer ses guerres plus que son développement économique. Cela ne signifie bien entendu pas que rien n'a changé au Soudan depuis 1989. Au contraire, Khartoum en particulier s'est urbanisée et modernisée consécutivement à l'arrivée de l'argent du pétrole. Les gratte-ciels, les bâtiments publics neufs et les rues récemment goudronnées en attestent. Mais comme précisé précédemment, cette croissance n'a bénéficié qu'à une frange réduite de la population et ne s'est pas avérée durable. Ainsi que l'explique Verhoeven (2015), les grands projets infrastructurels comme les barrages sur le Nil et la renaissance agricole lancés au début des années 2000 par le régime, dans l'intention de retrouver une légitimité, sont des échecs.

Urban centres have experienced years of recession. Rather than enjoying a dam-induced transformation of agricultural and industrial productivity, Sudan has been unable to escape the clutches of the curse that oil so often proves to be, both when it flows generously and when the black gold no longer brings petrodollars to incumbent governments. (...) with electricity tariffs surging, general inflation soaring, agriculture in the doldrums and corruption spiralling, only a minority has been empowered by the hydro-agricultural mission (Verhoeven 2015, 6).

En novembre 2016, le régime a annoncé son intention de mettre fin aux subventions sur l'essence et l'électricité, provoquant en réaction l'organisation de deux journées de grève générale. Dans ce contexte, l'annonce de la levée partielle des sanctions américaines en janvier 2017 a été accueillie avec soulagement, mais outre l'incertitude qui entoure la pérennité de cette décision, certains doutent de son effet sur la situation économique soudanaise (*Sudan Tribune* 2017a).

La littérature académique qui s'intéresse aux transitions démocratiques ou au lien entre développement et autoritarisme ne permet pas totalement d'expliquer pourquoi, malgré tout ça,

le régime a réussi à survivre. La théorie de la modernisation explique que développement et démocratie vont de pair (Lipset 1959), et donc autoritarisme et sous-développement. Przeworski et Limongi précisent cependant que le développement ne favorise pas l'émergence de la démocratie, la croissance économique ne déstabilisant pas les dictatures, mais qu'en revanche, les démocraties ont empiriquement plus de chances de survivre dans un pays développé (Przeworski et Limongi 1997). Il s'agit cependant de considérations macro qui ne permettent pas d'expliquer le maintien d'un régime autoritaire aux échecs économiques **répétés**. Cette situation semble d'ailleurs impensable si l'on se réfère à la littérature sur les transitions démocratiques. Celle-ci considère en effet que les échecs des politiques de développement mises en place par les autoritarismes postindépendance sont un facteur explicatif majeur de leurs effondrements en Afrique sub-saharienne et en Amérique Latine (Bratton et Van de Walle 1994; Haggard et Kaufman 1995). Les échecs économiques ont nui à l'entretien des réseaux clientélistes et à la légitimité des dirigeants qui avaient justifié l'autoritarisme par la priorité du développement. L'idée de régimes autoritaires durables mais instables reste ainsi, dans une large mesure, un impensé de la discipline. La littérature sur la résilience n'apporte pas davantage d'éclairage sur la question, étant donné sa focalisation sur le cas chinois dans lequel autoritarisme et développement vont de pair. L'idée que ce facteur alimente la résilience uniquement lorsqu'il y a *effectivement* du développement est implicite. Encore une fois, la question de ce qui se passe dans un régime autoritaire lorsque ce dernier n'est pas au rendez-vous se pose.

Afin d'ouvrir une piste de réponse, il est nécessaire de passer d'une conceptualisation macro du développement, dans laquelle il se confond largement avec la croissance économique et un ensemble d'indicateurs chiffrés, à une compréhension du développement comme un

ensemble de politiques publiques, un discours et un processus¹⁶. Les recherches sur l'État développementaliste en Asie de l'Est ont bien montré, dès les années 1980, comment la façon dont le développement est organisé, conduit et décliné en politiques spécifiques explique non seulement son succès mais aussi le maintien d'un État fort et/ou d'un régime autocratique (Johnson 1982; Evans 2012). Pour comprendre pourquoi le régime de l'Ingaz survit malgré les revers que subit son agenda développementaliste, il est donc nécessaire de s'intéresser à **comment** cet agenda est concrètement mis en œuvre. De la même façon, l'une des explications de la capacité du régime à résister aux guerres civiles se trouve dans la façon dont il les mène, en faisant appel à des « sous-traitants » et en mettant en place des logiques de « diviser pour mieux régner » qui conduisent ses adversaires à se fragmenter et à se battre entre eux¹⁷.

Argument et approche

La thèse se concentre sur la question du développement, mettant de côté celle de la violence déjà largement abordée dans la littérature soudaniste. Son argument central est que les politiques de développement contribuent à la résilience et à la longévité du régime autoritaire, quels que soient leurs résultats concrets. Elles sont des outils et des espaces dans lesquels les mécanismes centraux de la cooptation, du contrôle et de la légitimation s'exercent.

Cette focalisation sur la question du développement permet également de répondre au défi empirique de l'accès au terrain, particulièrement important dans le contexte d'un régime autoritaire caractérisé par sa violence. Ainsi, non seulement l'accès à de larges zones du pays

¹⁶ Voir chapitre 1 ci-après.

¹⁷ Cette dimension a été abordée dans un précédent article (Mahé 2016)

est physiquement restreint, mais en outre, les enjeux de sécurité favorisent les pratiques et les discours de dissimulation. Il devient par conséquent nécessaire d'identifier des objets « connaissables », c'est-à-dire moins politisés et dont la dimension très matérielle facilite la collecte de données. Les politiques de développement sont certes des objets politiques et des sources de contentieux, néanmoins elles restent plus facilement abordables que, par exemple, les processus électoraux ou les arènes politiques classiques comme le Gouvernement ou le Parlement, notamment de par leur dimension très technique. Par ailleurs, les recherches conduites dans d'autres disciplines telles que la géographie et l'anthropologie ont démontré combien la focalisation sur les détails techniques de politiques et de projets précis permet de mettre au jour des logiques de pouvoir pertinentes pour comprendre les dynamiques macro telles que la résilience. Les travaux conduits dans le cadre du projet franco-allemand *Water Management in Khartoum International Research Project* (2008-2012) en sont un exemple. Incluant principalement des géographes mais adoptant une perspective interdisciplinaire, ce programme de recherche a permis de récolter de riches données empiriques sur les mécanismes de cooptation et de clientélisme à travers l'analyse de la gestion de l'eau dans la région de Khartoum (Beckerdorf 2011; Blanchon et Graefe 2012; Zug 2014; Abdalla 2015; Crombé et Sauloup 2016).

L'approche adoptée dans la thèse consiste à étudier non pas ce que le régime est, mais bien ce qu'il fait. Elle se situe conséquemment au niveau micro, considérant que la reproduction du pouvoir autoritaire se joue aussi dans les mécanismes subtils ancrés dans les détails de la vie quotidienne. Le niveau micro est le niveau d'observation le plus fin que nous puissions atteindre dans les sciences sociales, celui des individus. Les interactions, les actions et les discours qu'ils produisent au jour le jour sont le matériau qui sert à la construction de l'analyse. Si dans une

perspective macro la domination autoritaire peut être reproduite par des éléments de design institutionnel comme le parti unique, au niveau micro elle repose sur la mise en place d'interactions diverses entre individus représentant le régime et citoyens *lambda*, à l'instar des actes de surveillance ou de violence physique. Cette approche permet de prêter attention aux éléments de routinisation du pouvoir, qui produisent le consentement à la domination et inhibent les oppositions à travers l'habituation et l'usure. Ce degré de précision de la focale permet également de mettre en lumière les interstices qui se créent dans la relation de domination, ces espaces de négociation du pouvoir qui apparaissent à travers les interactions entre les différents acteurs.

Méthodologie

Le niveau micro est donc le point de départ de l'analyse. Ce n'est que dans un second temps que celle-ci identifie les mécanismes constitutifs qui le connectent au niveau macro. Cette perspective va de pair avec une méthodologie qui place l'enquête de terrain au cœur du processus de recherche. Il s'agit en effet de l'outil de prédilection afin de réaliser des observations au plus près des individus, en particulier lorsqu'une perspective ethnographique, prêtant attention au sens que les acteurs confèrent à leurs attitudes et comportements, est adoptée.

L'argument de la thèse est opérationnalisé à travers une étude de cas d'un programme de développement mis en place dans la province du Nord Kordofan et lancé en 2013 : la Renaissance du Nord Kordofan. Cette initiative est intéressante car elle permet de décentrer notre regard sur le régime en s'éloignant de la capitale et de ses élites. Le Nord Kordofan est en outre une région peu étudiée par les spécialistes du Soudan étant donné la tendance de la littérature à se focaliser sur les zones de conflit, dont elle ne fait pas partie. Or, il ne s'agit pas

pour autant d'une région moins importante pour le régime. Elle appartient en effet au fameux « triangle » dessiné par le ministre des finances et de la planification économique, Abdel Rahim Hamdi, dans les années 1990. Il propose à cette époque de concentrer la majeure partie des investissements de l'État dans les espaces situés à une journée de route de Khartoum et mentionne Dongola, El Obeid, la capitale du Nord Kordofan, et Sennar (De Waal 2014)¹⁸. Le Nord Kordofan est donc vu par le régime comme l'une de ses bases.

Par ailleurs, la Renaissance du Nord Kordofan constitue un point d'entrée particulièrement opérationnel sur le terrain dans la mesure où elle se base sur la participation des citoyens et une logique *bottom-up* qui la distingue des initiatives *top-down* et militarisées qui caractérisent le régime depuis les années 1990. Il s'agit donc d'une politique qui ne pose pas les mêmes enjeux sécuritaires que les grands projets tels que le barrage de Méroé pour les participants comme pour la chercheuse. Cela permet enfin de faire passer au second plan l'enjeu de la violence physique du régime pour mettre en évidence des mécanismes de domination plus subtils mais potentiellement tout aussi efficaces¹⁹. Cette caractéristique permet à la thèse de s'intéresser à la question spécifique de l'impact de la participation populaire sur les relations de pouvoir au niveau local et national.

Cette étude de cas est fondamentalement idiographique. Elle vise, à travers une description dense et attentive à la multiplicité des points de vue, à mettre en lumière l'une des facettes de la résilience. Dans la lignée de Flyvbjerg (2006), la méthodologie adoptée vise donc

¹⁸ Voir Annexe 7

¹⁹ Ces enjeux théoriques et méthodologiques sont discutés en profondeur dans le chapitre 1.

à produire un récit dont la valeur réside dans sa richesse intrinsèque et non ses dimensions généralisables²⁰.

Plan de la thèse

La thèse se divise donc en quatre chapitres. Le premier chapitre est consacré à la revue de littérature et vise à identifier les mécanismes qui entretiennent le consentement à la domination autoritaire. Il expose également la méthodologie de la recherche. Les trois chapitres suivants présentent les résultats de l'enquête de terrain. Le chapitre 2 explique comment la référence à la tradition est utilisée pour cadrer le programme de développement afin de susciter l'adhésion et la participation des citoyens. Il met en évidence les ambiguïtés entre un discours qui présente l'initiative sous un jour presque démocratique et une mise en pratique qui transforme la tradition en outil de capture et d'extraction des ressources. Le chapitre 3 met en lumière les stratégies mises en place par le gouvernement local afin de présenter l'initiative comme consensuelle et apolitique et leurs effets sur l'expression d'opinions dissidentes. Enfin, le chapitre 4 s'intéresse aux relations entre le Nord Kordofan et l'État central, démontrant comment l'initiative est utilisée pour renégocier, sans toutefois les transformer radicalement, les relations entre ces deux niveaux de gouvernement.

²⁰ Flyvbjerg explique ainsi que l'étude de cas dépasse la question du « so what ? » : « A successful narrative does not allow the question to be raised at all. The narrative has already supplied the answer before the question is asked. The narrative itself is the answer (2006, 240) ».

Chapitre 1 : Comment le développement alimente la résilience de l'autoritarisme : outils d'analyse et démarche de recherche

Ce chapitre présente les différentes façons dont le développement peut entretenir la résilience de l'autoritarisme ainsi que le cadre d'analyse et la démarche de recherche adoptés dans la thèse. Il expose donc dans un premier temps trois mécanismes qui relient la problématique du développement à celle de la résilience : la cooptation, le contrôle et l'intervention sur la société, et enfin la légitimation. Pour ce faire, il a principalement recours à deux littératures : les analyses de l'autoritarisme et la sociologie du développement. La première est utilisée pour conceptualiser les mécanismes qui alimentent la domination autoritaire en général, tandis que la seconde fournit les outils pour penser comment ceux-ci se déploient dans le domaine du développement. Ils sont ensuite discutés en connexion avec le cas de résilience étudié, le régime de l'Ingaz au Soudan, afin de préciser le cadre théorique. La recherche se concentre ainsi sur les mécanismes de contrôle, en particulier ceux qui visent à routiniser et invisibiliser la domination autoritaire.

La seconde partie du chapitre présente comment cette approche a été opérationnalisée à travers une étude de cas ciblant une politique de développement participatif mise en œuvre dans la province du Nord Kordofan. La méthodologie adoptée, celle de l'enquête de terrain, est ensuite exposée en détails, de ses avantages à ses limites. Cette présentation de la démarche ne doit pas donner l'impression d'un processus de recherche mené de manière linéaire : la thèse est caractérisée par une logique itérative et des allers-retours constants entre terrain et théorie.

1.1 Trois mécanismes

Le choix d'une organisation de la revue de littérature par mécanismes plutôt que par théories s'inscrit dans la volonté, annoncée en introduction, de s'intéresser aux **pratiques** de l'autoritarisme au niveau micro et de répondre à la question du « comment ». S'intéresser aux mécanismes, c'est observer en détail les rouages qui permettent à une machine, en l'occurrence le système autoritaire, d'accomplir ses objectifs (Paquet et Broschek 2017, 296). Cela va de pair avec une conception du monde social comme extrêmement complexe (Paquet et Broschek 2017, 296), particulièrement appropriée pour le phénomène protéiforme qu'est l'autoritarisme. Cette catégorisation permet également d'éviter dans une certaine mesure de mettre en compétition les différentes théories explicatives du phénomène de la résilience. En effet, le résultat d'une telle compétition ne peut qu'être incertain étant donné les limites de nos connaissances empiriques sur des régimes politiques caractérisés par de forts degrés d'opacité et d'inaccessibilité. Par ailleurs, les théories existantes sont moins des explications concurrentes que des paires de lunettes différentes, permettant de percevoir des facettes distinctes d'un même phénomène.

Trois mécanismes centraux contribuant à la résilience autoritaire sont donc abordés : la cooptation, le contrôle et l'intervention sur la société, et enfin la légitimation. Ces mécanismes se rapprochent des trois piliers de la résilience autoritaire identifiés par Gerschewski (2013), qui sont la légitimation, la répression et la cooptation. La notion de contrôle a été substituée à celle de répression afin de permettre l'inclusion des stratégies d'habituation et de routinisation du pouvoir qui se fondent sur des mécanismes coercitifs plus subtils. La répression est par conséquent conçue comme l'une des formes que ce contrôle peut

prendre. Une courte discussion de ces mécanismes et du cadre théorique spécifique adopté dans la présente recherche conclut le chapitre.

Une précision est toutefois de mise avant d'entrer dans l'analyse de la littérature : de quoi parlons-nous lorsqu'il est question de « développement » et de « politiques de développement » ? L'émergence du développement comme champ distinct de celui de l'économie en général est relativement récente, puisqu'elle remonte à l'après Seconde Guerre mondiale. Chez les fondateurs de l'économie tels que William Petty, François Quesnay, Antoine Lavoisier et Adam Smith, la question du développement fait partie prenante de l'économie (Sen 1988, 10). Cette confusion entre les deux dérive du fait que « the enhancement of living conditions must clearly be an essential- if not the essential-object of the entire economic exercise and that enhancement is an integral part of the concept of development (Sen 1988, 11) ». Politiques économiques et politiques de développement sont donc difficiles à différencier, et Sen lui-même invite à ne pas trop s'en préoccuper²¹. Cette thèse suit ce conseil et adopte une définition générale du développement comme ce que Li (2007) appelle « *the will to improve* ». Les politiques de développement sont donc des politiques dont le but déclaré est l'amélioration des conditions de vie de la population²². Une politique devient

²¹ Il explique d'ailleurs que « Even though the logistic and engineering problems involved in enhancing living conditions in the poor, developing countries might well be very different from those in the rich, developed ones, there is much in common in the respective exercises on the two sides of the divide (Sen 1988, 11) ». Ce qui est une politique économique dans un pays développé sera donc une politique de développement dans un pays moins développé, même s'il s'agit de politiques similaires.

²² Ce qui constitue concrètement une amélioration est une question à part entière, en particulier parce qu'il existe des déterminants sociaux et culturels à ce qui constitue le « mieux » (Sen 1988).

par conséquent « de développement » davantage par l'acte discursif de ceux qui l'initient que par ses résultats ou ses instruments spécifiques.

1.1.1 Copter

Si le paradigme du totalitarisme, dominant jusqu'aux années 1960, plaçait l'emphase sur l'idéologie et la terreur, celui de l'autoritarisme va mettre les stratégies de cooptation et de clientélisme au cœur de ses analyses. Cette focalisation s'accroît dans les études les plus récentes, qui se concentrent sur la répression stratégique et la cooptation (Gerschewski 2013, 4). Après avoir posé les bases conceptuelles de ce mécanisme, nous verrons que le développement y contribue à travers ses fonctions de production et de distribution des ressources.

1.1.1.1 Le mécanisme

La cooptation semble, avec la violence, faire partie des traits caractéristiques de l'autoritarisme. En effet, selon Hermet,

L'autoritarisme désigne de la sorte un rapport de gouvernants-gouvernés reposant de manière suffisamment permanente sur la force plutôt que sur la persuasion. Également, une relation politique dans laquelle le recrutement des dirigeants relève de la cooptation et non de la mise en concurrence électorale des candidats aux responsabilités publiques (1985, 270).

Pour Médard, « dans un État, normalement autoritaire, l'accumulation des ressources est fondée sur la prédation et l'extorsion fondées sur la violence en association avec le clientélisme et la cooptation (1991, 93) ». La cooptation peut être définie simplement comme « buying off opposition (Moore et Salloukh 2007, 54) », c'est-à-dire distribuer biens et privilèges selon une dynamique d'inclusion/exclusion qui permet de donner à certains individus et/ou groupes un intérêt dans le maintien du régime. Ceux-ci sont donc incités stratégiquement à coopérer. Pour

le dirigeant, l'enjeu central de ce mécanisme est de maintenir la balance entre les acteurs subordonnés mis en compétition afin d'éviter que l'un d'entre eux ne devienne trop puissant (Gerschewski 2013, 22).

La cooptation permet de former et maintenir la « coalition gagnante » grâce à laquelle l'autocrate est arrivé au pouvoir et s'y maintient. Le concept de coalition gagnante a été popularisé par les travaux de Bueno de Mesquita et collègues (1999). Ils expliquent que quel que soit le type de régime, les dirigeants doivent conserver la loyauté du groupe grâce auquel ils sont au pouvoir et qui est issu d'un groupe plus large, le *selectorate*. Pour cela, les dirigeants peuvent choisir de distribuer des biens privés, qui ne sont dispensés qu'aux membres de la coalition gagnante, ou des biens publics qui s'adressent à l'ensemble du *selectorate* à travers la mise en place de politiques publiques. Plus la coalition est grande, plus les dirigeants ont recours à ce second outil (De Mesquita et al. 1999, 159). C'est le cas dans les démocraties, où la présence d'élections et du suffrage universel implique la formation d'une coalition gagnante très large qui équivaut quasiment au *selectorate* dans sa totalité. À l'inverse, dans les régimes autoritaires, les dirigeants sont incités à distribuer des biens privés uniquement aux membres de la coalition gagnante. La cooptation apparaît ici comme un mécanisme visant à se préserver des menaces horizontales, c'est-à-dire celles venant de l'intérieur de la coalition dirigeante qui se manifestent par les coups d'État et les révolutions de palais (Schedler 2009, 4). Cette menace semble empiriquement plus dangereuse que la menace verticale des révoltes populaires étant donné que, selon une analyse de Svoboda publiée en 2009, sur un total de 303 dirigeants, plus des deux tiers ont été renversés par des membres du gouvernement (Svoboda 2009, 478). Les récentes révolutions arabes ont cependant

conduit à réévaluer cette idée, déjà contestée par certains auteurs (Bratton et Van de Walle 1997; Gandhi et Przeworski 2006).

La cooptation peut être effectuée *via* des canaux plus ou moins formels (Gazibo et Jenson 2015, 158). Les premières analyses de l'autoritarisme ont particulièrement insisté sur les stratégies informelles, dès les années 1970, avec le développement du concept de néopatrimonialisme (Gerschewski 2013, 22). Cette notion s'inspire du patrimonialisme wébérien, un idéal-type de domination traditionnelle caractérisé par l'absence de différenciation entre le public et le privé (Médard 1990, 29). Médard voyait dans cette confusion

Le commun dénominateur à tout un ensemble de pratiques caractéristiques de l'État africain et de sa logique de fonctionnement, à savoir la corruption, qu'elle soit purement économique ou liée à un échange social, ou encore le clientélisme, le patronage, le copinage, le népotisme, le tribalisme, le prébendalisme... (1990, 29).

Le préfixe « néo- » permet de faire la différence avec l'idéal-type wébérien qui s'applique à des situations traditionnelles où la logique de la domination patriarcale s'étend au-delà des frontières de la parenté (Médard 1990, 29). Le néopatrimonialisme est quant à lui un type mixte, les caractéristiques patrimoniales se combinant à d'autres logiques, et en particulier à un degré variable d'institutionnalisation (Médard 1991, 96). Ce système fait partie d'un héritage colonial que les dirigeants ayant pris le pouvoir après les indépendances ont jugé utile de maintenir (Van de Walle 2001, 17). Pour Bellin, qui emploie toutefois le terme de patrimonialisme²³, ce système

²³ La façon dont elle l'emploie ressemble toutefois davantage au néopatrimonialisme qu'au patrimonialisme wébérien.

Confers a number of distinct advantages on authoritarian regimes that can contribute to their longevity. These include demobilizing the opposition and building a loyal base through selective favoritism and discretionary patronage (2005, 28).

Bach identifie des formes régulées de néopatrimonialisme et des formes prédatrices. Dans le premier cas, la distribution se fait sur une base inclusive qui permet d'atténuer les lignes de fractures sociales, ethniques et religieuses et de stimuler la loyauté et la cohésion parmi les élites. Dans le second, la personnalisation du pouvoir et la centralisation des ressources sont poussées à leur paroxysme, entraînant une désinstitutionnalisation et l'accroissement des inégalités et, à terme, la fragilisation du régime autoritaire (Bach 2011).

À la différence de ces approches, les études récentes sur l'autoritarisme insistent sur les canaux formels de cooptation (Gazibo et Jenson 2015, 159), et en particulier sur le rôle des institutions²⁴. Magaloni (2008) et Fjelde (2010) affirment que ces dernières sont indispensables à la mise en place de mécanismes de cooptation efficaces et durables. Sans cadre institutionnel, les transferts sont réalisés de façon discrétionnaire et ponctuelle, et conséquemment caractérisés par des problèmes d'engagement (*commitment*) des deux côtés (Fjelde 2010, 202). Cette importance des institutions formelles expliquerait en outre la plus grande faiblesse des régimes personnalistes et militaires face aux coups (Geddes 2004, 19),

²⁴ L'assimilation du néopatrimonialisme à une dimension informelle ainsi que la distinction que cette littérature établit entre logiques néopatrimoniales et institutionnalisation peuvent être débattue. Si dans les premières analyses ces distinctions semblent aller de soi, le développement de conceptions élargies des institutions entraîne leur remise en question. Helmke et Levitsky (2004) parlent ainsi d'institutions informelles, parmi lesquelles ils catégorisent le patrimonialisme et le clientélisme. Les tenants du néo-institutionnalisme sociologique affirment quant à eux que les systèmes de symboles, les schèmes cognitifs et les règles de conduite morales sont également des institutions (Hall et Taylor 1996, 947).

puisqu'ils n'ont souvent pas les institutions nécessaires « to turn co-optation strategies into durable and self-enforcing arrangements to support their rule (Fjelde 2010, 202) ». Ainsi, la mise en place d'institutions formelles atténue l'aléa moral qui caractérise les dictatures, les élites n'étant jamais certaines que le dirigeant ne va pas tenter d'accumuler davantage de pouvoir à leurs dépens (Magaloni 2008; Svobik 2009). En posant des limites à leur propre action à travers la création d'institutions, les autocrates rendent crédibles les accords de partage du pouvoir qu'ils concluent avec leur coalition, renforçant ainsi la coopération et atténuant le risque de coups d'État.

Parmi les institutions jouant ce rôle, le parti est central. Il unifie la coalition gagnante, car c'est à travers lui que vont se résoudre les conflits entre élites. Les différentes factions vont, en outre, avoir avantage à rester au sein du parti dans la mesure où il leur confère un accès au processus de prise de décision et donc au pouvoir. Quand le parti disparaît ou décline, les conflits entre élites se développent et les défections en faveur de l'opposition augmentent, mettant *in fine* le régime en danger (Brownlee 2007). Selon Fjelde, les dictateurs qui gouvernent avec des partis vont avoir un *selectorate* plus large, c'est-à-dire que le groupe ayant la possibilité d'exprimer des préférences en matière de direction et de politique, de gravir les échelons de l'organisation et de rejoindre la clique restreinte qui gouverne est plus important (Fjelde 2010, 202). Cela rend ces régimes plus efficaces dans la cooptation de segments plus larges de la société. Enfin, le parti limite le pouvoir arbitraire de l'autocrate dans la mesure où il contrôle la succession et l'accès au pouvoir (Magaloni et Kricheli 2010).

Les institutions législatives peuvent remplir une fonction similaire (Gandhi 2008; Valéri 2008). Leur utilisation permet de neutraliser les menaces venant de groupes plus larges au sein de la société et d'aller chercher le soutien d'*outsiders* du régime en permettant l'inclusion de forces d'opposition potentielles : « By broadening the basis of support for the ruler, these institutions lengthen his tenure (Gandhi et Przeworski 2007, 1280) ». Par ailleurs, les autocrates vont utiliser ces institutions pour faire des concessions en matière de politiques publiques (*policy concessions*) (Gandhi et Przeworski 2006, 2) afin d'éviter la rébellion et de susciter la coopération. Selon Gandhi et Przeworski, la cooptation en contexte autoritaire ne fonctionne donc pas uniquement *via* la distribution de biens particuliers, mais également à travers la mise en place de politiques publiques qui ont une forme légale et nécessitent une structure institutionnelle, contrairement à des transferts personnalisés.

Au-delà des façons de coopter, l'enjeu central de ce mécanisme est l'existence même de quelque chose à distribuer, qu'il s'agisse de privilèges matériels ou symboliques. Les politiques de développement jouent ici un double rôle : elles sont un instrument d'extraction des ressources et de distribution des biens et des privilèges.

1.1.1.2 Le développement, créateur de rente

Les politiques de développement contribuent aux mécanismes de cooptation lorsqu'elles sont utilisées pour créer des rentes. L'accès à ces dernières constitue l'un des privilèges que le régime autoritaire peut distribuer pour acheter les loyautés (Wintrobe 1998, 37; Herb 2005, 298;). La notion de rente décrit un revenu qui est au-dessus de la normale, celle-ci étant le revenu qu'un individu aurait reçu au sein d'un marché compétitif (Khan et Jomo 2000, 5). Cependant, le marché compétitif de la théorie étant une fiction, Khan et Jomo jugent plus utile de définir la

rente « as an income which is higher than the minimum which an individual or firm would have accepted given alternative opportunities (2000, 5) ». Plus succinctement, Ngo définit la rente comme « an above-cost payment to any resource (Ngo 2008, 2) ». Dans cette perspective très large, cette notion recouvre des réalités très différentes :

Rents include not just monopoly profits, but also subsidies and transfers organized through the political mechanism, illegal transfers organized by private mafias, short-term superprofits made by innovators before competitors imitate their innovations and so on (Khan et Jomo 2000, 5).

La littérature sur l'État développementaliste démontre bien le rôle que jouent les politiques de développement dans les processus de création de la rente. Les théories sur cette forme d'État ont été élaborées à partir de plusieurs cas asiatiques de réussite économique, en particulier la Corée du Sud et le Japon. Elles décrivent le rôle central joué par l'intervention de l'État dans l'économie (Johnson 1982 ; Woo-Cumings 1999; Evans 2012). Celui-ci a créé des rentes en distribuant plusieurs types de privilèges : en accordant des subventions à certaines industries, jugées moteurs pour le développement ; en distribuant des prêts préférentiels à certaines entreprises individuelles ; en créant des monopoles afin de choisir et protéger les gagnants (Ngo 2008, 4). Ce qui a permis que ces rentes ne deviennent pas contreproductives pour le développement est la présence de garde-fous institutionnels comme l'autonomie de l'État et de la technocratie ainsi que les relations de collaboration entre le gouvernement et le monde des affaires. Cette stratégie de développement n'est pas particulièrement originale, car c'est dans une large mesure le même processus qu'ont connu les États européens et qui est au cœur de la formation du capitalisme (Ngo 2008, 19). Les politiques de développement, et les grands programmes établissant une liste de priorités dans lesquelles elles s'inscrivent souvent, permettent donc de sélectionner certains acteurs et groupes sociaux qui vont bénéficier d'accès à des rentes. Celles-ci leur permettront d'ailleurs d'entretenir à leur tour leurs propres réseaux

de patronage. Un exemple simple et parlant de ce processus est celui du scandale chinois de Hainan en 1983 :

In an attempt to spur development of the island, the central government exempted Hainan from import restrictions and the high import tariffs imposed on the rest of the country. Taking advantage of the policy, Hainan officials captured the rents by importing tens of thousands of cars and vehicles and reselling them to other provinces at three to five times of their purchasing price (Ngo 2008, 10 - 11).

Ainsi, en s'intéressant aux mécanismes d'allègements fiscaux, de subventions et d'exemptions particulières qui sont introduits au nom du développement, il est certainement possible d'identifier la coalition gagnante de l'autocrate et les relations clientélistes qui entretiennent le régime.

La distribution des rentes fonctionne en outre souvent selon une relation patron-client circulaire, car les agents à la recherche de rente, c'est-à-dire ceux qui cherchent à orienter la décision publique afin de bénéficier de ses effets redistributifs (Rapoport 1995, 151), vont chercher à payer les agents qui ont le pouvoir d'allouer la rente. Ceux-ci détiennent alors ce qu'Olivier de Sardan et Bierschenk (1993, 3) appellent une « rente de position ». Ainsi, « there is likely to be a “circular flow” whereby part of the income from rents created for patrons as rent-outcomes in one period provides the resources for inputs of rent seeking expenditures on clients in the next period (Khan 2000, 91) ». Dans ce contexte où l'État, grâce à son autorité en matière de régulation et d'accès à la propriété est le principal créateur de rentes, y accéder devient un enjeu central pour ceux qui désirent s'enrichir. Cela rend la participation au régime, qui contrôle cet accès, attirante pour de nombreux acteurs et entretient la compétition entre groupes au sein du régime. Les régimes autoritaires capables de produire de la rente mettent ainsi en place un patrimonialisme « lubrifié » par cette dernière (Hinnebusch 2006, 383).

La rente peut également contribuer au maintien du régime lorsque celui-ci la contrôle entièrement et en capte les revenus, qui sont ensuite redistribués aux groupes ciblés (Vandewalle 1998). C'est ainsi que fonctionne en particulier la rente pétrolière, qui est celle qui a le plus attiré l'attention de la littérature sur la résilience autoritaire. De façon générale, les auteurs qui s'intéressent à la relation entre rentes et régimes politiques tendent à se focaliser sur les rentes tirées des ressources naturelles et sur les processus de distribution, bien davantage que sur ceux de création de la rente. C'est en particulier le cas des théories de l'État rentier qui se développent à partir des années 1970. Elles visent alors à répondre aux théories culturalistes, qui attribuent la résilience des autoritarismes au Moyen-Orient à des traits culturels ou religieux. À la place, l'accent est mis sur une dimension économique : la rente pétrolière (Zahar et Brynen 2012, 193). La conceptualisation de la rente adoptée dans cette littérature diffère sensiblement de celle des économistes. Elle est définie par trois caractéristiques : elle provient de l'extérieur du pays, elle revient directement à l'État, et peu d'individus sont impliqués dans sa production (Herb 2005, 297; Zahar et Brynen 2012, 196). Dans son ouvrage fondateur, Mahdavy (1970) postule que les États qui bénéficient de revenus importants issus de leurs rentes gagnent en autonomie et en contrôle face à leur population. En effet, ils n'ont pas besoin de mettre en place un système de taxation afin d'extraire des ressources de leurs citoyens. Or, l'opposition à la taxation arbitraire fut un facteur central dans la démocratisation de l'Occident (Tilly 1992; Posusney 2004, 130). Les théories de l'État rentier tendent donc à considérer la rente comme de l'argent facile qui nourrit l'autoritarisme, ce qui explique en partie leur désintérêt pour les processus matériels et politiques de sa production. Ceux-ci sont pourtant cruciaux car toutes les ressources ne peuvent être aisément transformées en rentes, et leurs processus de création sont source de luttes politiques. Certaines, comme celles issues de l'agriculture, nécessitent par

exemple davantage de coopération entre les élites et la population (Gandhi et Przeworski 2007; Markowitz 2013).

Le développement peut d'ailleurs lui-même être considéré comme une rente, à travers la captation de l'aide au développement. Cette aide, qui se confond souvent avec l'aide humanitaire, les frontières entre action de développement et action humanitaire étant souvent floues (Olivier de Sardan 2011, 416), est en effet de l'argent « facile ». Il est reçu sous différentes formes par de multiples acteurs qui cherchent à en tirer un profit personnel. Ainsi, Olivier de Sardan écrit à propos de la crise alimentaire de 2005 au Niger que celle-ci

N'a pas été vécue dans les villages comme une catastrophe naturelle exceptionnelle (...) mais comme une opportunité supplémentaire de profiter de la rente du développement, sous la forme particulière de la rente humanitaire (2011, 424).

Certains acteurs ont par exemple pris possession des produits de première nécessité dispensés par les organismes de l'aide dont ils ont ensuite fait la distribution auprès du reste de la population, moyennant paiement. Cette rente du développement est captée par des individus mais aussi des États. Ces derniers élaborent des stratégies afin d'obtenir le plus de ressources possibles en minimisant les contreparties exigées par les organismes, en détournant leurs objectifs et en contournant leurs conditionnalités (Olivier de Sardan 2011). À cet égard, l'accroissement de la coopération Sud-Sud et l'arrivée sur le terrain de l'aide au développement de nouvelles grandes puissances comme la Chine, moins regardantes sur les conditionnalités politiques, a permis à nombre de régimes autoritaires de renouveler leur rente du développement. C'est le cas du Soudan qui a reçu de nombreuses aides de la part de la Chine mais aussi des pays du Golfe, alors que les puissances occidentales avaient coupé leurs liens avec le régime.

Il existe donc une grande diversité de types de rentes, en fonction de la capacité d'imagination et de création de rentes des autocrates. C'est en partie cette capacité à trouver sans cesse de nouvelles ressources à distribuer qui explique la résilience de certains autoritarismes malgré l'épuisement de leurs rentes, qui est, selon les théories de l'État rentier, la grande faiblesse des régimes rentiers autoritaires. Deux menaces pèsent en effet sur ces régimes : l'épuisement de leurs rentes - avec une crise économique - et l'affaiblissement de la mainmise de l'État sur ces dernières, résultant par exemple de la mise en place de politiques de libéralisation et de privatisation. Pour nombre de régimes autoritaires, ces deux menaces se sont succédées lors des crises économiques des années 1980 qui ont conduit aux plans d'ajustement structurels. Pour autant, la libéralisation économique n'a pas entraîné la libéralisation politique que les tenants de l'école de la modernisation attendaient. En Afrique, les réformes mises en place ont été conçues pour préserver les intérêts d'une portion réduite de l'élite étatique, aux dépens des populations qui ont subi le poids de l'austérité (Van de Walle 2001). Dans certains pays,

Top leaders use the reform process to recentralize power and readjust patrimonial practices to the lower level of resources available. The reform process may not result in renewed growth, but these states exhibit remarkable political stability (Van de Walle 2001, 17).

Les politiques de libéralisation économique ont donc été mises en place suivant une logique de préservation du pouvoir : elles n'ont pas touché tous les secteurs et n'ont pas toujours été menées à leur terme (Camau et Geisser 2003, 21-22). Le secteur privé qui a vu son importance s'accroître s'est en outre révélé un acteur peu démocratique. En Égypte, « le renforcement du secteur privé par rapport au secteur public s'est traduit par de nouvelles entraves à la liberté syndicale et par l'accroissement de la corruption (Kienle 2008, 259) ». Enfin, si les plans d'ajustement structurels impliquent un retrait de l'État et sembleraient donc

a priori entraver le processus de production de rente, il n'en est rien. Non seulement l'État conserve un rôle central, puisque c'est lui qui continue à écrire les règles du jeu, mais les politiques d'inspiration néolibérale fournissent également de nouveaux outils pour acheter les loyautés. Les politiques de privatisation des services publics permettent par exemple de favoriser les entreprises qui sont aux mains des fidèles du régime. Du reste, dans certains cas, ces politiques correspondent aux préférences des classes sociales qui forment la base du régime (King 2007).

1.1.1.3 Un outil de distribution des biens et privilèges

Les politiques de développement produisent donc des richesses qui peuvent ensuite être distribuées. Elles sont également des outils pour répartir un ensemble divers de biens et de privilèges, ce que nous avons pu esquisser en abordant la question des faveurs accordées à certains acteurs dans les politiques économiques des États développementalistes. Il s'agit ici de regarder non pas le contenu des politiques, mais leurs produits finis.

Cette fonction distributive est particulièrement évidente dans les politiques visant à mettre en place des services publics. Dans ce cas, le développement peut servir à contrer des menaces davantage verticales qu'horizontales, puisque les bénéficiaires sont rarement des individus précis et davantage des groupes, qu'ils soient constitués selon une logique de classe sociale, d'origine géographique ou d'ethnicité. Gandhi et Przeworski (2006) expliquent d'ailleurs que les autocrates étendent la distribution de biens et services au-delà de leur base immédiate lorsqu'ils font face à une menace de rébellion. Dans leur analyse de la réforme de l'assurance sociale en Chine dans les années 1990, Gallagher et Hanson (2009) expliquent par exemple qu'il s'agit d'une façon de faire face à ce type de menace

en fournissant des « carottes ». Ces recherches répondent par conséquent aux nombreux auteurs qui considèrent que les régimes non démocratiques ne mettent pas en place de politiques de redistribution (De Mesquita et al. 1999; Aidt, Dutta, et Loukoianova 2006; Acemoglu et al. 2013) en démontrant que certains d'entre eux conçoivent bel et bien des politiques sociales. Celles-ci restent toutefois ciblées et non universalistes. Knutsen et Rasmussen expliquent ainsi que « autocracies are as likely as democracies to have old-age pension systems, but autocracies tend to have less universal systems targeted towards a narrower group (2014, 1) ». Pour eux, « targeted welfare programs allow autocrats to make credible commitments on the distribution of resources to their ruling coalition also in the future (2014, 1) ». La dimension sélective des politiques distributives est également importante car cela donne aux biens distribués une importance supplémentaire. En effet, plus le nombre de bénéficiaires est élevé, plus la valeur absolue du bien pour chacun d'entre eux diminue (De Juan et Bank 2015, 92).

Les politiques économiques et sociales des autocrates sont donc soit incorporées dans des logiques néopatrimoniales préexistantes, soit utilisées pour établir un nouveau système de ce type. La distribution sélective des biens et services publics, qualifiée par Grauvogel et von Soest de « soft repression (2014, 5) », est utilisée dans les stratégies de (dé)mobilisation de certains groupes, réprimant leur contestation ou récompensant leur loyauté (Fjelde et De Soysa 2009). De Juan et Bank (2015) mettent ainsi en évidence une corrélation entre les zones où le régime syrien distribue de l'électricité et les districts où le risque de violence est plus faible entre mars 2011 et novembre 2012. Si cela ne donne pas d'indication sur le sens de la relation causale - les habitants ne se révoltent-ils pas parce qu'ils ont accès à l'électricité ou leur a-t-on donné accès à l'électricité parce qu'ils ne se

révoltaient pas ?-, les données montrent bien l'existence d'une distribution sélective. Elles n'offrent malgré tout pas de réponse à une seconde question, celle du type de groupes qui bénéficient de la redistribution : s'agit-il de récompenser des soutiens traditionnels, d'acheter des rivaux politiques ou d'investir dans les *swing regions* (De Juan et Bank 2015, 92) ?

Cette question de la distribution sélective a également été examinée en profondeur dans la littérature qui s'est intéressée à la tendance des dirigeants, en particulier africains, à favoriser certaines régions dans la construction d'infrastructures, tendance qui touche d'ailleurs tous les types de régimes (Cadot, Röller, et Stephan 2006; Burgess et al. 2010; Bates 2015). L'une des conceptions prédominantes est que ces dirigeants vont favoriser leur province d'origine ou les membres de leur groupe ethnique (Moser 2008; Burgess et al. 2010). Dans le cas du Soudan, Beckerdorf (2011) démontre par exemple que certains quartiers de l'agglomération du Grand Khartoum ont été intégrés à un projet destiné à améliorer l'alimentation en eau alors qu'il ne s'agissait pas des quartiers les plus démunis. Il s'agissait cependant de quartiers « where many parts of the population nowadays constitute an ascending economic middle class which progressively claims access to basic services and political participation (Beckerdorf 2011, 249) ». Logiques clientélistes et priorités du développement entrent donc parfois en collision dans la mise en place de projets ostensiblement destinés à améliorer les conditions de vie de la population. Les opportunités d'entretenir les relations de patronage se trouvent également dans la mise en place de services spécifiques destinés mener les programmes de développement, dans le choix des bureaucraties concernées et autres éléments relevant de la mise en œuvre des politiques (Beckerdorf 2011; Verhoeven 2015).

Le développement peut donc alimenter les mécanismes de cooptation de plusieurs façons : à travers sa transformation en rente, la mise en place de politiques produisant des ressources à dispenser, la distribution sélective de services, ou encore l'octroi de privilèges à certains acteurs économiques vus comme porteurs de développement. Le champ du développement est ainsi un espace où le népotisme, le clientélisme et le prébendalisme peuvent s'épanouir.

1.1.2 Contrôler

La notion de contrôle de la société regroupe deux types de stratégies, dont le point commun est de ne pas reposer sur une logique d'échange mais sur la mise au pas de la société dans son ensemble. Ce contrôle peut s'exercer à travers la répression et/ou la mise en place d'un ensemble de pratiques plus subtiles visant à routiniser et invisibiliser la domination autoritaire. Il s'agit alors d'obtenir le consentement non plus par la force, mais par l'accoutumance.

1.1.2.1 Le mécanisme

Définie par Davenport comme « the actual or threatened use of physical sanctions against an individual or organization, within the territorial jurisdiction of the state, for the purpose of imposing a cost on the target as well as deterring specific activities (2007, 2) », la répression a été particulièrement étudiée dans le premier temps des recherches sur l'autoritarisme. Cela correspondait à une réalité empirique : entre les années 1960 et 1980, les régimes militaires étaient le type d'autoritarisme le plus répandu (Picard 2008, 312). L'intérêt pour cet outil de maintien du pouvoir s'est ensuite affaibli avec la mise en place des autoritarismes recomposés après la troisième vague, qui seraient moins enclins à avoir recours à la violence et préféreraient assurer leur domination grâce à une politique

sécuritaire préventive ou l'intériorisation du rapport de force par la population (Tripp 2004; Picard 2008). Plusieurs recherches ont, en outre, mis en évidence la dimension coûteuse mais aussi contreproductive de l'usage de la violence, notamment lorsqu'elle devient indiscriminée (Krane et Mason 1989; Kalyvas 2006; Cai 2008). Le recours à la violence peut donc à terme mettre le régime en danger (Zahar et Saideman 2008, 11 - 12).

À côté de cette stratégie à l'issue aléatoire existe donc une seconde façon, plus insidieuse, de mettre la société au pas. Les pratiques que recouvre cette stratégie correspondent dans une large mesure à celles que Levitsky et Way (2006) classifient comme de la répression de basse intensité, qui se distingue de la répression de haute intensité constituée par les actes de violence les plus visibles. La répression de basse intensité « entails less visible efforts to suppress opposition activity including surveillance, short-term detainment, the targeting of opposition by tax police, and the aggressive use of libel suits against opposition (2006, 388) ». Levitsky et Way incluent également les discriminations à l'embauche pour les individus connus pour leur proximité avec l'opposition et la fraude électorale. Ils signalent en outre que ce type de répression peut aussi cibler les alliés et subordonnés du régime. Le but poursuivi par le régime est d'encourager la loyauté, le consentement et la vigilance à travers l'usage de la surveillance et de la menace (Way et Levitsky 2006, 392). Si cette distinction entre deux types de répression a le mérite d'attirer l'attention sur certains modes d'exercice de la domination qui passent davantage inaperçu, le fait de placer des pratiques si diverses dans le même « type » contribue à effacer leurs spécificités. Le concept de répression est poussé à l'extrême de son élasticité conceptuelle. Les pratiques telles que les discriminations à l'embauche peuvent par ailleurs être conceptualisées comme davantage liées au mécanisme

de cooptation. Il est également important de distinguer entre la domination reproduite par un appareil de sécurité spécialisé et celle qui peut être mise en œuvre par tous les agents liés à l'État. Nous préférons donc ici distinguer répression et habitude, la première étant caractérisée par l'exercice d'une violence physique. Les pratiques visant à l'habitude et la routinisation du pouvoir sont également coercitives, mais elles n'emploient pas nécessairement cet outil. Lorsque le régime de l'Ingaz fait appel au philanthropisme des citoyens, en particulier des plus riches, pour construire des mosquées et des écoles, il s'appuie sur des stratégies de contrôle social et non sur sa simple brutalité (Baillard et Haenni 1997). Ces pratiques plus subtiles visent donc à ordonner un ensemble très large de comportements en s'ancrant dans la vie quotidienne des individus, alors que la répression vise à empêcher ou sanctionner l'expression d'une opposition et est donc essentiellement concernée par la sphère du politique. Elle est réactive alors que le contrôle par routinisation est davantage préventif.

Le contrôle par habitude fait donc référence à toutes les modalités d'exercice du pouvoir qui permettent de contraindre au jour le jour les conduites des individus. Leur but est de normaliser la domination autoritaire, de la routiniser. Son invisibilisation en est le corolaire.

Ce que des observateurs extérieurs peuvent présenter comme une contrainte, voire une coercition, un pouvoir de normalisation et de discipline est le plus souvent vécu sur le mode de la normalité, autrement dit comme des règles sinon intériorisées, du moins négociables et sur lesquelles on peut jouer. Le caractère indolore et pour ainsi dire invisible de la contrainte et même de la coercition peut être, dans d'autres situations, rendu possible par le processus de routinisation des interventions et de l'exercice du pouvoir; dans d'autres cas, l'adhésion est partielle et peut provenir de la recherche d'avantages concrets et matériels, ou de modes et conduite de vie (Hibou 2006b, 17).

Ce mécanisme implique une analyse qui s'intéresse à la façon dont le pouvoir autoritaire s'inscrit dans un ensemble de relations au sein des sociétés autoritaires, reprenant la conception foucauldienne selon laquelle le pouvoir circule à travers les individus. Il ne leur est pas appliqué (Hibou 2006a, 201), il n'est pas « une chose qui se possède et s'utilise (Hibou 2006b, 15) ». Concrètement, cela signifie que les analyses vont s'écarter des institutions pour étudier les dispositifs autoritaires qui s'implantent au sein de la société dans son ensemble. Les analyses ne sont donc plus centrées sur les élites. Pour paraphraser Geisser (2008, 191), il s'agit de « penser l'autoritarisme en dehors de l'État », en allant par exemple observer les formes d'autorité qui s'exercent dans les relations familiales, religieuses, ou encore professionnelles. Le pouvoir est observé dans un ensemble de situations « ordinaires », *a priori* déconnectées de l'enjeu central de la résilience autoritaire, mais où ce qui se joue est bien la normalisation de la domination. Cela permet de mettre en évidence les mécanismes de contrôle qui se déroulent dans des régimes qui n'ont *a priori* pas les moyens financiers de mettre en place un appareil de surveillance élaboré et extensif. En s'ancrant dans l'ordinaire et le quotidien des citoyens, le pouvoir autoritaire devient également multiple : les expériences de l'autoritarisme sont hétérogènes et dépendent des individus. Il existe ainsi une « multiplicité d'assujettissements (Droz-Vincent 2004, 3) ». Les techniques et modalités de la domination sont par conséquent nombreuses et elles coexistent au sein d'un même régime et d'une même société. Les auteurs insistent en parallèle sur la nécessaire incomplétude de la domination autoritaire, qui ne saurait jamais être totale car les individus possèdent toujours une capacité d'agir au sein des relations de pouvoir (Foucault 1982).

1.1.2.2 Le développement comme gouvernementalité

Les politiques de développement sont un terrain privilégié pour mettre en place ces mécanismes de contrôle allant de la répression à la routinisation. En effet, de nombreux travaux en sociologie et anthropologie du développement, inscrits dans la lignée de Foucault mais également dans le courant des études postcoloniales, permettent de conceptualiser le développement comme un acte de pouvoir en soi. Il s'inscrit dans la logique de ce que Foucault définit comme la gouvernementalité, une nouvelle forme de rationalité qui se constitue au XVII^{ème} et XVIII^{ème}. Définie comme « la conduite des conduites », cette nouvelle rationalité politique

S'appuie sur deux éléments fondamentaux : une série d'appareils spécifiques de gouvernement, et un ensemble de savoirs, plus précisément de systèmes de connaissance. (...) Ces techniques et savoirs s'appliquent à un nouvel ensemble, « la population » pensée comme une totalité de ressources et de besoins (Lascoumes 2004, 3).

La gouvernementalité signe le passage d'un exercice du pouvoir dont la finalité était d'entretenir la richesse et le pouvoir du souverain, et dont les principales activités étaient la conquête et l'appropriation, à un État qui vise à produire et organiser la société afin de développer toutes ses propriétés (Scott 1998, 91). Ainsi, si l'amélioration du bien-être et des conditions de vie de la population devient une fin en soi pour l'État, elle s'inscrit tout de même dans une logique économique. Le concept de développement est une incarnation de cette nouvelle rationalité politique. Il fait partie de cet

Ensemble constitué par les institutions, les procédures, analyses et réflexions, les calculs et les tactiques qui permettent d'exercer cette forme bien spécifique, quoique très complexe, de pouvoir, qui a pour cible principale la population (Foucault 2004, 111 - 12).

À travers les connaissances et les dispositifs matériels qu'il produit, le développement supplée aux savoirs de l'économie politique et aux dispositifs de sécurité qui sont respectivement la « force majeure » et « l'instrument essentiel » de la gouvernementalité (Laborier 2014, 170). Le développement est donc un acte de pouvoir disciplinaire²⁵ dont le but est de façonner les conduites humaines en s'appuyant non plus seulement sur la simple coercition, mais sur l'intériorisation, par l'intermédiaire de dispositifs matériels, de façons de se comporter appropriées. Il vise ainsi à éduquer les désirs et configurer les habitudes, les aspirations et les croyances (Li 2007, 5). Il est une entreprise d'ingénierie sociale dont le grand ordonnateur est en général l'État²⁶.

Le développement est premièrement un discours de connaissance, fondé sur un savoir scientifique qui construit les problèmes, délimite les champs d'intervention et prescrit les moyens d'action. La production de ce savoir spécialisé est ce qui rend possible la mise en œuvre des politiques de développement. Pour Scott (1998), c'est l'essor des sciences qui va permettre à l'État de s'arroger une mission en matière de développement grâce aux connaissances qu'elles produisent. En rendant la société lisible aux yeux de la puissance publique grâce à la production de cartes et de statistiques, les sciences vont permettre de l'envisager comme quelque chose de séparé de l'État et donc un domaine sur lequel il peut agir. En effet,

Legibility is a condition of manipulation. Any substantial state intervention in society - to vaccinate a population, produce goods, mobilize labor, tax people and their property (...) requires the invention of units that are visible. The units in question might be citizens, villages, trees, fields, houses, or people grouped according to age, depending on the type of intervention. Whatever the units being manipulated, they must be organized in a manner that permits them to be

²⁵ Pour une revue du débat sur le lien entre gouvernementalité et discipline, voir Macmillan 2010.

²⁶ L'apparition de l'industrie internationale du développement après la Seconde Guerre mondiale signifie que d'autres acteurs, comme les organisations internationales et les ONG, remplissent aujourd'hui également ce rôle.

identified, observed, recorded, counted, aggregated, and monitored (Scott 1998, 183).

Toute intervention en matière de développement implique donc la production préalable d'un savoir spécifique. La pauvreté est ainsi construite comme un enjeu, à la fois de santé publique et de morale, au XIX^e siècle, alors que la révolution industrielle bat son plein. Les « pauvres » deviennent une catégorie distincte et la pauvreté un problème social qui requiert l'intervention de l'État (Li 2007, 22). Cette population devient objet de connaissance, elle est gérée à travers la mise en place de politiques sociales touchant de nombreux domaines : l'éducation, la santé, l'hygiène, la moralité... Le discours scientifique n'est cependant pas le seul guide de ces transformations. Elles sont également influencées par des représentations qui font de ces catégories sociales des classes dangereuses, menaçantes pour l'ordre établi (Scott 1998; Li 2007).

Des processus similaires, mais qui ont recours à la violence physique, sont à l'œuvre dans les colonies. Dans ces territoires, ce sont les anthropologues qui produisent un savoir sur les colonisés qui va façonner les modalités d'intervention du pouvoir colonial²⁷. Dans ces espaces dont le développement, instrumental, visait avant tout à bénéficier à celui de la métropole, la volonté d'amélioration apparaît sous les traits de la mission civilisatrice, du « fardeau de l'homme blanc ». Les pratiques coercitives sont alors légitimées par une série de représentations du colonisé comme arriéré. Tantôt « bon sauvage », tantôt travailleur récalcitrant qui nécessite un traitement autoritaire, le travailleur indigène « can, within certain limits, be improved (Barnett 1975, 200 - 201) ». Ces discours ne disparaissent pas totalement avec la

²⁷ Ces relations entre savoir et pouvoir dans les colonies sont analysées de façon approfondie par Edward Saïd (2005).

décolonisation. On en retrouve la trace après la Seconde Guerre mondiale, lorsque le discours contemporain sur le développement émerge. Les mêmes processus qu'au XIX^e siècle sont à l'œuvre : les outils scientifiques - démographie, statistiques - sont utilisés par les puissances occidentales pour décrire certains États comme sous-développés - non plus arriérés - et mettre en place les conditions de possibilité d'une intervention visant à régler le problème identifié (Li 2007, 6). L'industrie du développement repose sur une hiérarchie des savoirs, qui place au sommet ceux que la communauté scientifique des ingénieurs, des techniciens, des planificateurs, en un mot des « experts (Mitchell 2002) » produit. À l'instar des États au XIX^e siècle et de la puissance coloniale, ces acteurs savent ce qui est bon pour les populations « sous-développées », dont le savoir se trouve logiquement en bas de l'échelle. Les discours sur la supposée résistance au « progrès » des bénéficiaires du développement et sur leur méconnaissance de ce qui leur est bénéfique se fondent sur cette hiérarchie. Ils fournissent un alibi à l'usage d'une certaine violence, jugée nécessaire afin d'imposer aux sujets du développement les solutions à leurs « problèmes »²⁸.

1.1.2.3 La dimension disciplinaire des politiques de développement

Des pauvres du XIX^e siècle à ceux d'aujourd'hui, les interventions réalisées par les initiateurs des politiques de développement et rendues possibles par les savoirs produits partagent également des similitudes. Elles permettent à ces acteurs, État ou autre, de s'insérer dans la vie quotidienne des individus pour transformer leurs comportements jusque dans la

²⁸ Il n'est pas question ici de questionner les résultats positifs des programmes de développement, ou d'assimiler complètement la violence vécue par les populations colonisées à celle qui s'exercerait aujourd'hui sur les « bénéficiaires » du développement, mais de mettre en évidence des continuités au niveau des pratiques et des discours.

sphère de l'intime. Les politiques de lutte contre la pauvreté du XIX^e siècle visaient ainsi à transformer les comportements des « pauvres » en leur faisant acquérir de bonnes habitudes en matière d'hygiène personnelle, d'épargne et d'éducation des enfants (Li 2007, 23). Les politiques visant à contrôler les naissances sont en particulier une constante des programmes de développement, de la politique de l'enfant unique en Chine à la distribution de moyens de contraception en Afrique sub-saharienne²⁹. Cette dimension disciplinaire est particulièrement évidente dans les politiques imposées du haut vers le bas. Les frontières entre discipline et répression sont en outre particulièrement floues lorsque les programmes de développement sont conçus par des régimes autoritaires. Lorsque le colonisateur britannique met en place au sud de Khartoum le schème de Gezira, l'un des plus grands projets d'irrigation au monde, il expulse les familles et détruit les systèmes agricoles autochtones tout en affirmant réaliser ainsi la « destinée manifeste » du Soudan, la conquête du désert. C'est ainsi que les paysans, vus comme fainéants et fanatiques, sont transformés en agriculteurs *modernes* (Bernal 1997; Verhoeven 2015).

La dimension transformative du développement se retrouve en particulier dans les États développementalistes. L'État développementaliste sud-coréen, qui se met en place dans les années 1960, est ainsi fondé sur un objectif de transformation des paysans en ouvriers. Celle-ci

²⁹ Les déclarations du Président français en marge du G20 en juillet 2017 témoignent d'ailleurs de la prégnance de l'idée que le contrôle de la natalité est un enjeu central du développement. S'exprimant à propos d'un Plan Marshall pour le continent africain, il expliqua : « quand des pays ont encore sept à huit enfants par femme, vous pouvez décider d'y dépenser des milliards d'euros, vous ne stabiliserez rien » (Blum 2017).

se réalise par leur intégration dans des usines où les comportements sont normalisés, régulés et sanctionnés de façon quasi-militaire :

Workers in many factories wore uniforms, had short haircuts, and displayed their rank on tags. They would arrive at work early and were checked at the gates; prior to the beginning of the workday, they would march to martial music blaring from loudspeakers. Employees saluted their superiors and were subject to strict regulations and orders. (...) Deviant behavior, laziness, and political dissent were not tolerated (Kohli 2004, 100 - 101).

De nombreux régimes politiques poursuivent leurs objectifs de développement en inventant de toute pièce des structures permettant de contrôler la main-d'œuvre. Celle-ci est relocalisée dans des espaces délimités, confinés et ordonnés. Pour les régimes autoritaires, cela passe souvent par l'usage de violence physique. La construction de villes ouvrières modèles en Angleterre au XIX^e siècle, l'initiative du Saemaul Undong – le *New Village Movement* - en Corée du Sud dans les années 1970 et la politique de l'ujamaa dans les années 1960 et 1970 en Tanzanie en sont des exemples. En Corée du Sud et en Tanzanie, il s'agissait de stratégies de développement rural fondées sur la création de villages coopératifs et autosuffisants (Hydén 1980; Lee 1990). Dans le premier cas,

The essence of it was to promote cooperative development efforts by villagers, guided by competent and highly motivated village leaders (called Saemaul leader) with government aid through technical and financial assistance and the training of the Saemaul leaders (Lee 1990, 4) .

En Tanzanie, l'initiative ujamaa est lancée dès 1967 par le Président Nyerere. Le terme ujamaa signifie *familyhood*, et le but est alors d'étendre à une échelle plus large la notion d'une collectivité envers laquelle les membres possèdent une responsabilité morale. Celle-ci était traditionnellement restreinte à la famille et au village. Récupérée par le régime de Nyerere, la notion d'ujamaa s'applique également à la région et à la nation (Hydén 1980, 96). Les villages

existants doivent être transformés en espaces de production communautaire et de nouveaux villages sont créés de toutes pièces.

Ce développement n'est pas uniquement une affaire de croissance économique, il est clairement accompagné d'un agenda de transformation sociale. Le mouvement Saemaul « aimed to cultivate group work habits and inculcate obedience to the state and the nation (Kohli 2004, 93) », tandis que le but de l'ujamaa était de rejeter « the parasitic behaviour of the wakupe (tick) living from the labour of others (Hunter 2008, 471) ». Le mouvement doit conduire à la création d'une communauté nationale vertueuse fondée sur l'entraide et se propose comme une réponse à la colonisation, qui aurait encouragé les attitudes individualistes (Hydén 1980). Enfin, l'ujamaa a clairement pour but de capturer la paysannerie et de domestiquer la vie rurale afin de la mettre au service du développement du nouvel État (Scott 1998, 225).

Les régimes autoritaires qui dirigent alors la Corée du Sud et la Tanzanie s'engagent donc dans de vastes programmes d'ingénierie sociale. Dans le premier cas, ces programmes sont influencés par un contexte régional qui menace la sécurité du pays et conduit à la militarisation du développement. Dans le second cas, le développement s'inscrit dans une mission révolutionnaire qui s'appuie sur le socialisme africain pensé par Nyerere. Dans les deux pays, ces politiques sont utilisées pour mobiliser la population. Cette dernière est toutefois très limitée en Tanzanie, où le mouvement ujamaa n'est pas accueilli avec l'enthousiasme attendu. Nyerere imagine au départ que les villages vont être créés par la population elle-même et que le rôle du gouvernement se limitera à apporter de l'aide (Hydén 1980, 100). Les paysans s'avèrent peu intéressés par l'idée et la politique prend par conséquent une tournure plus coercitive à partir des années 1970, rendue possible par la politisation de l'appareil bureaucratique chargé de

coordonner le programme et par la conviction du Président que les paysans ne savent pas ce qui est bon pour eux (Scott 1998, 231). De ce point de vue, le discours et les pratiques de l'ujamaa s'inscrivent dans la continuité de ce qui est proposé par l'industrie naissante du développement international. En 1961, la Banque Mondiale publiait par exemple un rapport indiquant que « where incentives, emulation and propaganda are ineffective, enforcement or coercive measures of an appropriate sort will be considered (Scott 1998, 232) ». Les paysans qui ne se conforment pas à la politique de l'ujamaa sont menacés d'être privés de secours en cas de famine ou de voir leurs maisons détruites. Les forces de sécurité, y compris l'armée, sont mobilisées pour fournir le transport et mettre au pas les paysans (Scott 1998, 235). La conception des villages eux-mêmes témoigne de la volonté de contrôle du régime. La plupart sont construits le long des routes principales, facilement accessibles et donc aisés à surveiller (Scott 1998, 237). En 1973, ce sont plus de deux millions de tanzaniens qui ont été déportés dans de tels villages (Hydén 1980, 104), faisant de l'ujamaa la plus vaste campagne de réinstallation forcée menée en Afrique après la colonisation (Scott 1998, 223). Ce n'en fut pas moins un échec économique et écologique. Nombre de paysans trouvèrent en outre des moyens de résister aux pressions du pouvoir central, souvent avec la complicité des élites locales (Hydén 1980).

Si ce type d'approche *top-down* n'a pas totalement disparu du champ du développement, elle s'est raréfiée avec le développement du paradigme du développement participatif, *bottom-up*, depuis les années 1980. Cette nouvelle façon de faire, où les savoirs des bénéficiaires sont revalorisés, semble *a priori* aller contre la dimension disciplinaire du développement. Lancé par Chambers dans un ouvrage sur le développement rural publié en 1983, dans lequel il attribue les échecs des politiques de développement à leur aspect *top-down*, le concept de développement par le bas repose sur l'idée d'un renversement des rapports de pouvoir. Les bénéficiaires sont

placés au cœur des projets. Leur participation est conçue comme une solution au manque d'efficacité des anciennes politiques de développement et un remède aux relations de pouvoir asymétriques qui les caractérisaient. Cette perspective a connu un large succès, au point que selon Salole: « it has become virtually axiomatic that all “good” projects are projects which *involve* the beneficiaries from the very start (Salole 1991, 5) ». Pour autant, il existe une importante littérature critique qui montre que ces politiques fonctionnent également comme des dispositifs disciplinaires. Elles apparaissent alors à bien des égards comme des mécanismes de contrôle à moindre coût.

Premièrement, la notion de développement par le bas s'enracine dans des considérations économiques apparues dans les pays dits développés. En effet, le concept de participation a gagné en popularité en parallèle dans le champ de la production des services publics dans les pays occidentaux, où la mise en place de mesures d'austérité limitait les ressources financières des États (Levine et Fisher 1984). Cette constriction de l'État-Providence était également une conséquence de la popularité croissante du *New Public Management*, un paradigme de gouvernance publique apparu dans les années 1970 qui recommandait le transfert des pratiques du secteur privé au secteur public afin d'en améliorer l'efficacité. Cette approche était également caractérisée par la volonté de faire participer les citoyens à la définition et à l'évaluation des politiques publiques. Le citoyen devient alors non seulement l'utilisateur des services et biens publics, mais également leur producteur (Levine et Fisher 1984, 846)³⁰. L'idée de faire participer les bénéficiaires aux politiques de développement est donc avant toute chose le moyen de faire

³⁰ Bien entendu, les pratiques décrites par ces approches n'étaient pas nécessairement nouvelles. La participation des citoyens dans la mise en place de services publics variés a en effet une longue histoire (Bovaird 2007, 847).

baissier les coûts du développement. Elle se situe donc dans la continuité du discours néolibéral de retrait de l'État. Elle rend les plus pauvres responsables de leur propre développement et permet le désengagement des pouvoirs publics, tout en se légitimant avec un discours évasif sur l'*empowerment* des bénéficiaires. Citant Cornwall et Brock (2005), Leal (2007) explique ainsi que la participation ne vise pas à accroître l'agentivité des populations concernées, mais à maintenir des relations de pouvoir. Cela signifie, dans le cas de l'industrie du développement, maintenir le *statu quo* qui garantit sa propre survie et son expansion (Leal 2007, 543). Ce sont par conséquent encore une fois les mêmes acteurs qui bénéficient du développement : les experts.

Deuxièmement, la participation ne renverse pas fondamentalement les dynamiques de pouvoir qui caractérisaient déjà le développement par le haut. Elle est en effet souvent essentiellement un vœu pieux, rarement mis en pratique sur le terrain. Lorsque c'est le cas, elle est réduite à un minimum, avec des projets qui sont conçus préalablement par des professionnels et auxquels la participation apporte uniquement un vernis pseudo-démocratique qui les légitime. Par ailleurs, les procédures participatives sont régulièrement appropriées par les élites locales, contribuant à exclure encore davantage les individus déjà marginalisés (Botes et van Rensburg 2000). Pour Kothari,

Participatory development can encourage a reassertion of control and power by dominant individuals and groups, [that] it can lead to the reification of social norms through self-surveillance and consensus-building, and [that] it "purifies" knowledge and the spaces of participation through the codification, classification and control of information, and its analysis and (re)presentation (2001, 142).

La domination se reproduit en outre au sein des arènes participatives, avec un contrôle des corps grâce à la mise en place de normes de comportement, de façons de parler et de se conduire prescrites ou proscrites (Gourgues, Rui, et Topçu 2013, 22). La mobilisation des populations

dans ces espaces ne vise en fait pas à les faire participer, mais à apaiser les conflits et détourner leur attention de leurs revendications (Gourgues, Rui, et Topçu 2013, 13). Occupés dans ces arènes participatives, les individus n'ont plus le temps de contester leur exclusion sociale (Jouve 2005; Palomares et Rabaud 2006).

S'intéresser au développement signifie donc dans une large mesure s'intéresser aux stratégies mises en place par différents régimes politiques pour contrôler la main-d'œuvre et contenir les menaces que représentent certaines classes sociales³¹. La violence du développement ne s'applique donc pas à la société dans son ensemble, mais à des catégories précises. Au Soudan, il s'agit souvent des paysans modestes et des éleveurs nomades qui sont un obstacle à l'extension de l'agriculture mécanisée et à l'accaparement des terres par le pouvoir, ces dernières étant ensuite vendues ou prêtées aux pays du Golfe. Les régimes politiques vont donc s'allier à certains groupes sociaux pour mettre en place ces stratégies de contrôle (Kohli 2004; O'Donnell 1988). Avec le développement, les autocrates développent leurs bureaucraties, instruments essentiels de contrôle et de routinisation du pouvoir, pour mobiliser les populations et pénétrer le quotidien des individus.

1.1.3 Légitimer

La perspective foucauldienne sur le développement (Mitchell 2002; Li 2007) met en exergue l'importance de sa dimension discursive et de son utilisation comme justification des actions menées par les acteurs de ce champ. Le développement est en fait un outil d'autant plus

³¹ Celles-ci sont différentes en fonction des régimes et des périodes. En URSS il s'agissait des koulaks, alors qu'en Occident après 1945 c'était les classes populaires séduites par le communisme (Li 2007, 8).

efficace qu'il contient déjà la justification de ses actions : la volonté d'amélioration légitime les initiatives entreprises en son nom.

1.1.3.1 Le mécanisme

Le concept de légitimité occupait une place importante dans les analyses du totalitarisme des années 1950 et 1960 mais a été délaissé à partir du moment où ce concept est devenu moins populaire (Gerschewski 2013, 15). La question de la légitimité fait toutefois aujourd'hui l'objet d'un regain d'intérêt avec les travaux de plusieurs chercheurs européens (Grauvogel et Von Soest 2014; Thyen et Gerschewski 2018) et nord-américains (Schatzberg 2001; Schatz 2005). Dans *Political Man*, Lipset s'inspire de Weber et définit la légitimité comme « the capacity of the system to engender and maintain the belief that the existing political institutions are the most appropriate ones for the society (Lipset 1960, 77) ». La définition classique du concept indique que cette croyance est suscitée par l'appel à une plus haute autorité, « such as divine law, the law of nature, custom, or constitutions, external to the claimant making the appeal (Schaar 1981, 20) ». C'est ainsi que le système engendre la foi en son aspect approprié. Cette définition suppose toutefois un régime suffisamment ouvert pour permettre de déterminer si les citoyens pensent bien le régime comme étant le plus adéquat ou s'ils ne font qu'obéir à ses injonctions par peur de la répression.

Le lien entre la notion de légitimité et l'existence d'une « croyance » pose en effet un défi empirique et méthodologique essentiel, puisqu'il n'est pas possible d'ouvrir la tête des acteurs pour voir ce qui s'y passe. Pour faire face à cet obstacle, certains auteurs opérationnalisent le concept en l'assimilant à la stabilité. Hurwitz (1973) reprend ainsi l'approche que Lipset utilise pour la notion de stabilité et l'applique à celle de légitimité. Celle-ci est alors signifiée par « the

absence over the past twenty-five years of a major political movement opposed to the democratic “rules of the game” (Hurwitz 1973, 456) ». Cette approche pose deux problèmes. Premièrement, elle ne prend pas en considération l’élément même qui définit la légitimité, soit l’existence d’un soutien de la part de la population, qui n’est pas mesuré par l’indicateur de l’absence de contestation. Deuxièmement, cette approche ne s’applique explicitement pas aux régimes autoritaires.

Ce problème se retrouve dans de nombreux travaux sur la légitimité. L’une des raisons pour laquelle la légitimité a pendant longtemps occupé une place réduite dans les recherches sur l’autoritarisme est le développement d’une vision purement normative de cette dimension, qui définit la légitimité par des caractéristiques du régime démocratique. Par conséquent, « it is argued that a “legitimate autocracy” constitutes nothing more than an oxymoron (Gerschewski 2013, 18) ». Dans leur recherche sur les déterminants des coups d’État, Belkin et Schofer définissent par exemple ce concept en termes de compétitivité et de degré de régulation du système politique (Belkin et Schofer 2005, 607) . Outre le fait qu’étant donné que les régimes autoritaires sont définis par leur faible degré de compétitivité, une relation entre les deux variables apparaîtra évidemment, il s’agit d’un appauvrissement du concept qui ne prend pas en considération sa longue histoire et l’existence, déjà indiquée par Weber (1971), de multiples types de légitimité. Comme le rappelle Hinnebusch, celle-ci se construit à partir des compréhensions intersubjectives (2006, 376), elle est liée au système de croyances des individus observés et non à celui de l’observateur. Par ailleurs, cette définition revient à nier toute légitimité aux régimes monarchiques qui ont gouverné l’Europe pendant des centaines d’années ; ce qui ne pas sans poser d’évidents problèmes empiriques. Enfin, l’idée qu’aucun régime ne peut s’appuyer uniquement sur la coercition et qu’il est nécessaire de susciter un certain degré

de soutien de la part de la population est avancée depuis Rousseau et La Boétie et apparaît d'autant plus pertinente depuis la troisième vague de démocratisation (Gerschewski 2013, 18).

Plusieurs auteurs proposent donc de nouvelles façons d'aborder la question de la légitimité afin de dépasser ces critiques. Gerschewski souligne ainsi la nécessité de prendre en considération les différents types de légitimation, car empiriquement les régimes ne se fondent pas sur une source unique de légitimité. Si traditionnellement la légitimité a été limitée à la présence d'une idéologie forte, avec l'idée que « massive indoctrination turns citizens into “true believers” (Gerschewski 2013, 19) », il s'avère que même les régimes avant recours à cette stratégie tentent de se légitimer par d'autres biais, notamment par leurs performances socioéconomiques. Gerschewski propose donc d'emprunter à David Easton (1979) la distinction entre « soutien diffus » et « soutien spécifique ». Le soutien spécifique est lié à la performance du régime, que ce soit en matière sociale, économique ou au niveau de la sécurité interne. Le soutien diffus fait quant à lui référence à ce que le régime est ou représente. Il s'agit donc d'un soutien plus général et de long terme (Gerschewski 2013, 20). Ce second type de soutien peut provenir de l'idéologie, des appels à la religion, au nationalisme, à la tradition, ou encore du charisme du dirigeant. Il s'agit donc des appels à une plus haute autorité décrits par Schaar (1981). L'opérationnalisation du soutien spécifique est relativement aisée, puisqu'il suffit de s'appuyer sur des indicateurs de performance, dont il existe de nombreux exemples. Pour mesurer le soutien diffus, Gerschewski propose de recourir aux évaluations qualitatives d'experts ou à une analyse de contenu des prétentions à la légitimité (*claims to legitimacy*) énoncées par les dirigeants. Leurs discours sont donc pris sérieusement et non pas considérés uniquement comme des paroles sans valeur (Edelman 1988). Dans ce cas, « a perceived gap

between the promises and the social reality erodes the legitimation basis for the autocratic elite (Gerschewski 2013, 21) ».

Cette volonté de prendre au sérieux les affirmations des dirigeants en matière de légitimité, et donc de prêter attention à leurs stratégies de légitimation, caractérise les analyses les plus récentes de ce mécanisme. Grauvogel et Von Soest (2014) adoptent cette approche pour démontrer comment ces prétentions à la légitimité influencent la résilience de l'autoritarisme. Selon eux, les stratégies de légitimation peuvent se fonder sur six dimensions : « ideology, foundational myth, personalism, international engagement, procedural mechanisms and performance (Grauvogel et von Soest 2014, 4) ». Elles peuvent entretenir la résilience de trois façons différentes : premièrement, elles renforcent la cohésion de l'élite en renforçant une identité commune ; deuxièmement, les sources de la légitimation établissent les limites dans lesquelles les acteurs peuvent exprimer leur opposition en façonnant les structures du pouvoirs ; troisièmement, ces prétentions à la légitimité augmentent les chances du régime de susciter des perceptions de sa légitimité, c'est-à-dire l'acceptation parmi la population (Grauvogel et von Soest 2014, 3 - 4). Ces approches substituent donc l'analyse des stratégies de légitimation à celle de la légitimité en soi, ce qui est particulièrement intéressant dans le cas de l'Ingaz. En effet, si ce régime se définit ostensiblement par ses fondements islamistes, penser que cette dimension religieuse produit de la légitimité reviendrait à ne pas prendre en considération les multiples formes que prend l'Islam au Soudan et à verser dans le culturalisme. Mais cela ne signifie pas pour autant que cette stratégie de légitimation n'a pas d'effets. Qu'elle produise ou non de la croyance devient dans une certaine mesure une question secondaire, ce qui permet de contourner les difficultés posées par l'opérationnalisation du concept de légitimité précédemment évoquées.

Dans son analyse du culte de la personnalité mis en place par Hafez el-Assad en Syrie, Lisa Wedeen (1999) va encore plus loin en affirmant dès le départ que celui-ci ne produit aucune croyance en la légitimité du régime, car nul ne peut croire à ses affirmations outrancières. Mais si le régime investit tout de même dans ce culte, c'est qu'il a des conséquences pour la résilience du régime. Elle s'inspire donc de Foucault pour démontrer que le culte de la personnalité a en fait des effets disciplinaires sur la population syrienne. La stratégie de légitimation du régime s'incarne dans la mise en place de véritables spectacles célébrant le dirigeant qui sont en fait la mise en scène de l'obéissance et de l'acquiescement (*compliance*) de la population à la domination. Celle-ci n'a pas le choix de ne pas participer. Ses comportements sont donc dictés par le régime, qui prescrit les comportements et les discours acceptables et sature l'espace public de slogans vides de sens. Cela ne signifie pas que la rhétorique ne corresponde pas parfois à des croyances profondes (Wedeen 1999, 7), mais c'est dans sa dimension disciplinaire que le culte est efficace du point de vue de la reproduction de la domination. Il oblige les Syriens à adopter des comportements et des discours auxquels ils expliquent ne pas croire une fois en privé. Médard relève le même type de mécanisme à propos de ce qu'il appelle les mythes du développement et de l'unité nationale :

Le fait que personne ne croit à ces discours ne veut pas dire qu'ils soient inefficaces: ils monopolisent et balisent le terrain de la parole publique autorisée et constituent de plus un rite de soumission doué d'une certaine efficacité pour ceux qui doivent s'y soumettre (1991, 94).

Dans cette perspective, les spectacles du culte ne sont pas la mise en scène du pouvoir, ils sont le pouvoir lui-même. Tout comme Hibou (2006b; 2011), Wedeen met en exergue comment l'habitude et la fatigue contribuent au maintien du pouvoir : « the reproduction of empty narratives and gestures, the endless festivities, the sheer length of official occasions, tire out the bodies and minds of those who produce and consume them (Wedeen 1999, 147) ». Dans le

même ordre d'idée, Médard écrit que « l'obligation faite aux gens de s'exprimer au travers de la langue de bois, s'ils ne veulent pas être marginalisés, les déconsidère à leurs propres yeux, les détruit moralement et les transforme en cyniques, prêts à pactiser avec le pouvoir (1991, 94) ». Les frontières entre les mécanismes de contrôle et ceux de légitimation sont ici particulièrement poreuses, comme nous le verrons d'ailleurs dans le cas du Soudan.

L'analyse de Wedeen offre des outils qui peuvent être utilisés pour analyser des cas d'autoritarisme dont les stratégies de légitimation s'appuient sur d'autres sources et d'autres pratiques qu'un culte de la personnalité. Il est par exemple possible de concevoir de la même façon les processus électoraux que de nombreux autocrates organisent alors mêmes que les résultats sont connus d'avance. Il ne s'agit pas uniquement de poudre aux yeux ou d'un mécanisme de cooptation, mais également de rituels mettant en scène le pouvoir du régime et l'impuissance de la population. Les élections sont ici des pratiques culturelles comme les autres, possédant par conséquent la même polysémie (Wedeen 2002).

1.1.3.2 Légitimer par la performance

Les politiques de développement sont au cœur des mécanismes de légitimation fondés sur la performance. Leurs résultats sont censés fournir de la légitimité aux régimes politiques. Cette instrumentalisation du développement a particulièrement été mise en évidence dans le cas des autoritarismes postindépendance et pré-troisième vague en Afrique et au Moyen-Orient jusqu'au printemps arabe.

Dans le premier cas, le rôle du développement ne peut se comprendre sans revenir au contexte de l'indépendance et surtout aux idées et aux cadres de pensée dans lesquels évoluent alors les dirigeants de ces nouveaux États indépendants. La décolonisation, comme le rappelle

Bourmaud, « est pensée d'abord comme un acte d'émancipation (Bourmaud 2006, 627) ». Le développement est parti prenante de ce processus. Il ne s'agit en effet plus de la volonté d'amélioration instrumentale, inégale et fondée sur l'exploitation des colonies au service de la métropole, dont la dénonciation était au cœur de la critique anticoloniale. En effet, après la Seconde Guerre mondiale, « le procès du colonialisme repose sur l'accusation d'une exploitation des ressources du colonisé, de son appauvrissement et, partant de son sous-développement (Bourmaud 2006, 628) ». La mission développementaliste de l'État postcolonial repose au contraire sur l'idée d'un développement par et pour l'État et la population africaine. Ce discours est présent dans la politique de l'ujamaa abordée précédemment. Hunter explique ainsi que

The discourse of ujamaa na kujitegemea, or ujamaa and self-reliance, provided a new narrative which sought to demonstrate to Tanzanians that they could help Tanzania take control of its destiny and achieve the economic justice anticipated since the pre-independence period. On a national level, the path to virtue and international respect would not lie in attracting help from abroad, but in working hard to achieve slow and steady growth from within. On an individual level, leaving school and not going on to further education or salaried employment was not failure; virtue lay rather in the commitment to national development involved in developing the nation's agricultural wealth (2008, 479).

Le développement est un enjeu central de la mission révolutionnaire de l'État postcolonial, il « fait partie de l'identité même des nouveaux États indépendants (Bourmaud 2006, 628) ». Ce n'est pas une plus haute autorité indépendante du régime qui lui confère sa légitimité, mais cette nouvelle mission. Cette primauté du développement comme objectif des nouveaux États va de pair avec la mise au second plan du politique, qui lui est subordonné. Durant cette période, les débats concernent essentiellement la domination de l'économie et non la forme du pouvoir et la nature du régime (Bourmaud 2006, 629). Cet état de fait est facilité par la dépolitisation que permet l'emploi du discours scientifique. Les savoirs du développement sont en effet des savoirs vus comme purement techniques et scientifiques, construisant des problèmes **techniques**

auxquels des solutions **techniques** vont être apportées (White 1994; Ferguson 1990; Verhoeven 2015). Comme l'indique Li, « questions that are rendered technical are simultaneously rendered nonpolitical (Li 2007, 7) », alors même qu'elles sont fondamentalement politiques. Le barrage de Méroé et le schème de Gezira en sont des exemples criants. Les choix faits par le pouvoir ne relèvent pas que de l'ingénierie, et d'ailleurs les résultats de ces deux projets de développement n'ont jamais été à la hauteur de ce qui était espéré. Il serait par exemple possible de s'interroger, dans le cas de la pauvreté, sur la façon dont certains groupes sociaux en appauvrissent d'autres plutôt que de se focaliser sur les capacités et *l'empowerment* des pauvres (Li 2007, 7). Par ailleurs, parler du développement en termes purement techniques permet d'effacer le fait qu'il s'agit souvent de politiques et de projets visant à contrer les menaces que représentent certains groupes sociaux.

La hiérarchie des priorités et la dépolitisation du développement permettent donc de traiter la politique comme une distraction et de légitimer la mise en place de régimes de parti unique dans l'Afrique postcoloniale. Ces régimes sont décrits comme seuls à même de pousser la communauté à s'unir pour poursuivre ce noble objectif. À l'inverse, les divisions causées par le pluralisme ralentiraient cette quête. L'appel à un registre de l'autochtonie comme seconde source de légitimité renforce ces dynamiques. « De Senghor avec la négritude à Mobutu avec la "doctrine" de l'Authenticité (Bourmaud 2006, 630) », le nationalisme des nouvelles élites s'appuie sur ce registre afin de créer une unité entre les citoyens de ces nouveaux États dont les frontières ont été dessinées arbitrairement par la colonisation. Senghor développe ainsi une conception spécifique de la société africaine vue comme « fondamentalement une (Bourmaud 2006, 632) », ce qui la distingue des sociétés européennes. La coopération et l'entraide mutuelle découlent de cette unité fondamentale. Le parti unique s'impose alors, il est la forme

institutionnelle appropriée à ce passé africain mythique que la colonisation est venue déranger. Cette conception est au fondement des socialismes africains et se retrouve également chez Nyerere. L'ujamaa incarne la rencontre entre ces différents éléments idéologiques : primauté du développement, nationalisme et place centrale de l'État.

Pour nombre d'auteurs, la résilience autoritaire en Afrique sub-saharienne et au Moyen-Orient s'explique donc par une forme de contrat social mise en place entre la population et le régime, qui garantit un certain nombre de bénéfices économiques et sociaux. Dans cette perspective, la démocratisation des années 1990 et le printemps arabe sont la conséquence des crises économiques qui ont touché ces États autoritaires et enrayé ce mécanisme. Les régimes qui s'étaient présentés comme les garants du développement ont alors nécessairement déçu les attentes des populations, perdant par conséquent leur légitimité. Par ailleurs, pour nombre d'auteurs, autoritarisme et développement sont par nature incompatibles, en particulier car les dynamiques néopatrimoniales qui caractérisent les régimes autoritaires entravent ce dernier (Diamond 1987; Bratton et Van de Walle 1997; Bates 2005). Dans ce cas, mécanismes de cooptation et de légitimation sont contradictoires, et un régime autoritaire fondant sa légitimité sur ses performances en matière de développement est intrinsèquement fragile.

1.1.3.3 Légitimer par la promesse de performance

Cette interprétation est pourtant sujette à débat, car nombre de régimes autoritaires ont en réalité survécu aux crises économiques (Van de Walle 2001; Brownlee 2002). Le travail de Van de Walle sur la politique de la crise permanente fournit des éléments de réponse que nous avons déjà abordés à propos du mécanisme de cooptation. Selon lui, les systèmes néopatrimoniaux ont été réactualisés et transformés par certains dirigeants dans les années 1980

et 1990, ce qui leur a permis de préserver leur pouvoir (Van de Walle 2001, 16 - 17). Cela n'explique cependant pas ce qu'il peut se passer au niveau du mécanisme de la légitimité, étant donné que ces transformations consistent en une recentralisation du pouvoir et une distribution focalisée sur un plus petit groupe d'élites. En faisant cela, l'autocrate s'expose à une menace accrue venant de la population en général et des élites qui se trouvent tout à coup exclues des logiques néopatrimoniales.

Plusieurs pistes de réponses à ce puzzle sont toutefois possibles. Premièrement, comme indiqué précédemment, les régimes politiques s'appuient simultanément sur plusieurs types de légitimation et la perte d'une source de légitimité ne signifie donc pas nécessairement une perte totale de cette dernière. Deuxièmement, il est tout à fait possible d'imaginer que certaines franges de la population continuent à juger le régime légitime, en particulier si elles bénéficient toujours de ses bienfaits. Enfin, un certain nombre de régimes ont recours à une stratégie qui évoque la politique d'ajournement permanent (*permanent deferral*) mise en place par les pouvoirs coloniaux, selon laquelle les sujets colonisés étaient destinés à obtenir des droits, mais constamment jugés trop immatures pour les exercer (Li 2007, 15). Reprenant les mots de Chakrabarty (2009, 8), Li parle de la « salle d'attente » dans laquelle la population colonisée était placée indéfiniment (Li 2007, 15). Cela justifiait bien entendu le maintien de la domination coloniale et ses interventions sur la société locale.

Les discours plus actuels sur l'émergence économique perpétuent cette politique de la salle d'attente, alimentant des promesses de futur prospère qui légitiment le présent autoritaire. Ce n'est alors pas la performance actuelle qui est la source de légitimation, mais la performance future. L'espoir est entretenu par la mise en place effective de politiques de développement qui

transforment les espaces urbains et ruraux à court terme, et dont les échecs peuvent être justifiés par l'idée que leurs résultats se verront sur un plus long terme. Ce type de stratégie est par exemple mis en place par la monarchie marocaine. Dès son arrivée au pouvoir en 1999, Mohammed VI lance plusieurs initiatives et projets de développement. Leurs résultats importent peu, car c'est en fait « l'intérêt manifeste et manifesté du roi [qui] a un impact fort sur la manière dont la monarchie est perçue et, donc, sur sa popularité et sur sa légitimité (Ferrié 2012, 106) ». La monarchie a réussi à établir la perception « d'un horizon crédible d'amélioration et d'une volonté d'y parvenir (Ferrié 2012, 106) ». La prolifération du langage de l'émergence peut donc bien être interprétée comme une stratégie de légitimation s'apparentant à cette politique de la salle d'attente ; qu'importe si le phénomène de l'émergence est une construction médiatique ou une forme de pensée magique davantage qu'une réalité empirique (Piveteau et Rougier 2010, 2). La quasi-totalité des pays africains ont ainsi mis en place des plans pour atteindre l'émergence (Dimé et Ba 2016) : le Rwanda et la Guinée Équatoriale ont lancé les programmes Vision 2020, le Cameroun vise l'horizon 2035, le Tchad l'année 2025... Tous ces programmes bénéficient d'appuis financiers de la part des organisations internationales; ils sont du reste souvent élaborés par des consultants étrangers (Dimé et Ba 2016, 3; Nubukpo et Samuel 2017).

La notion de *liminal hybrid regimes* développée par Beresford, Berry et Mann (2017) permet de comprendre comment ces programmes de développement peuvent apporter de la légitimité à des régimes qui ont pourtant eu plus d'un échec économique dans le passé. Ce concept fait référence aux régimes suspendus entre autoritarisme et démocratie, potentiellement de manière indéfinie. À partir des cas de l'Afrique du Sud et du Rwanda, les auteurs expliquent comment ce statut liminal est instrumentalisé pour justifier les pouvoirs extraordinaires confiés au parti au pouvoir. Cette justification se fonde sur

(a) An idea of an incomplete project of liberation that the party alone is mandated to fulfil through an authoritarian social contract, and (b) the claim that this unfulfilled revolution is continuously under threat by a coterie of malevolent forces (both internal and external), which the party alone is mandated to identify and appropriately sanction (2017, 1).

Il est possible d'emprunter ce concept pour analyser les programmes d'émergence comme relevant d'une mission développementaliste que le pouvoir s'arroge en se présentant comme seul capable de la mener à bien. Cette mission justifie un certain nombre de sacrifices de la part de la population. Si l'émergence est le but affiché, en réalité le fait qu'elle ne soit jamais atteinte est ce qui entretient la légitimité du régime, si tant est que l'autocrate puisse attribuer la responsabilité des échecs et des retards à d'autres que lui-même. Dans son analyse de la décentralisation en Chine, Cai (2008) montre par exemple que la création d'autorités infranationales permet au régime de déplacer le blâme et la responsabilité de la répression sur ses représentants locaux, ce qui préserve la légitimité du système dans son ensemble. Bien entendu, déterminer si ces politiques suscitent une perception de légitimité chez la population reste un enjeu et une difficulté centrale. Il n'en reste pas moins que, comme le culte de la personnalité et le mythe du développement, leurs slogans saturent l'espace public (Dimé et Ba 2016, 3).

Les politiques de développement participent donc de la légitimation du régime lorsqu'elles sont des succès, produisant de la performance économique. Mais au-delà de ces résultats, elles y contribuent à travers la construction du développement comme l'objectif principal des régimes et un but qui nécessite des sacrifices et une « union sacrée » au sein de la population. Les autocrates ont, au passage, réussi à mettre à leur profit les transformations du discours global du développement, avec le passage du vocable du retard économique à celui de l'émergence, qui véhicule l'espoir et même l'inéluctabilité du rattrapage, et donc du sacrifice.

1.1.4 Discussion et cadre théorique

Les relations entre développement et résilience autoritaire sont donc multiples, et les mécanismes par lesquels l'un alimente l'autre sont nombreux. Les politiques de développement sont les outils et les espaces dans lesquels la cooptation, le contrôle et la légitimité se développent et s'exercent. Elles sont des courroies de transmission du pouvoir autoritaire³² d'autant plus efficaces que le discours du développement permet d'effacer leur dimension fondamentalement politique et leur confère une légitimité propre. Ces politiques constituent donc bien une porte d'entrée féconde pour les réflexions sur le fonctionnement de l'autoritarisme, et des régimes politiques en général.

Cette analyse de la littérature a permis de mettre en évidence trois façons dont les politiques de développement peuvent spécifiquement contribuer à la résilience : (1) en produisant et distribuant la rente qui permet aux dirigeants d'entretenir leur coalition gagnante ; (2) en construisant des espaces, à travers des discours et des dispositifs matériels, où peut s'exercer un pouvoir disciplinaire ; (3) en légitimant et dépolitisant ce pouvoir à travers un discours plus général sur la « volonté d'amélioration ». Ces dimensions ne sont pas toutes conditionnées, ou sensibles, au succès des politiques, d'autant plus que ce qui constitue exactement une politique de développement réussie ne va pas de soi. Certaines politiques sont porteuses d'améliorations à plus long terme, qu'il est difficile de chiffrer et d'évaluer. D'autres peuvent simultanément bénéficier à certains groupes et nuire à d'autres dont les intérêts divergent. Enfin, certains projets peuvent avoir des conséquences néfastes et imprévues pour les

³² Nous avons toutefois pu voir au cours de cette revue de littérature que ces mécanismes peuvent également se retrouver dans les régimes démocratiques, qui cherchent eux aussi à établir leur pouvoir et se légitimer.

populations cibles. Les mécanismes de contrôle disciplinaire et de dépolitisation sont les moins sensibles aux résultats des programmes de développement. Ils doivent donc être placés au cœur de toute analyse s'interrogeant sur la survie de régimes autoritaires connaissant des échecs économiques répétés.

Au cœur de ces deux mécanismes se trouve la question, soulevée avec acuité par les travaux de Foucault et reprise par les approches critiques en sociologie et anthropologie du développement, de l'intersection entre savoirs, discours et pratiques. Le cadre théorique adopté ici se situe dans la continuité de ces travaux, analysant comment les relations de pouvoir peuvent être reproduites à travers une politique de développement spécifique. Il entretient par conséquent des liens étroits avec les analyses de la résilience autoritaire proposées par Béatrice Hibou et Lisa Wedeen, qui s'appuient également sur les recherches de Foucault. En s'intéressant explicitement à la domination et au consentement, des concepts souvent absent des travaux néo-institutionnalistes sur la résilience, leurs recherches permettent de s'écarter d'une vision trop rationaliste et fonctionnaliste des systèmes autoritaires. En effet, si l'intentionnalité des acteurs ne doit pas être niée et joue un rôle dans la reproduction de la domination, l'aborder avec les outils du choix rationnel conduit à laisser de côté le rôle de la routine dans les comportements adoptés, mais aussi l'influence de ce que Weber appelait la « sottise humaine », c'est-à-dire la réalité non conforme à la théorie économique (Hibou 2011, 10). Sans nier l'existence de manœuvres conscientes menées par le régime et les divers acteurs, qu'ils fassent partie de la classe dirigeante ou de la masse des citoyens, cette thèse aborde ces stratégies dans toutes leurs incertitudes et leurs incomplétudes.

L'approche par mécanismes permet cela, car en mettant en évidence les relations complexes que ces mécanismes entretiennent - tantôt complémentaires, tantôt contradictoires -, elle permet de prêter attention aux contradictions et aux ambiguïtés de la domination autoritaire. Chaque mécanisme identifié est donc présent dans tout régime autoritaire, sous des formes et des degrés d'importance qui varient en fonction du contexte et de la période. Ces régimes sont en effet dynamiques, ils ne s'appuient pas nécessairement sur les mêmes mécanismes tout au long de leur existence. C'est justement leur capacité d'adaptation et de création qui explique leur résilience, bien plus que des variables substantielles comme les institutions ou la culture. Les mécanismes ne sont donc pas mutuellement exclusifs, leurs contours étant en outre souvent flous, tant sur le plan théorique qu'empirique. Il est en effet particulièrement complexe de distinguer clairement ce qui relève de la croyance ou de la logique de l'échange dans l'acquiescement à la domination, ou encore de distinguer consentement et conformité. Par conséquent, si les politiques de développement permettent la mise au pas de la population, elles ne sont pour autant pas considérées comme une variable explicative déterminante. Elles sont plutôt conceptualisées comme constitutives du système autoritaire, entretenant avec lui une relation d'identité et non de causalité (Goertz 2006, 59). Cette perspective marque le passage du « pourquoi » de la résilience à celui du « comment », de l'explication à la compréhension.

Au niveau théorique et empirique, souligner ces dimensions ambiguës et incertaines du pouvoir autoritaire, entre rationalité et hasard, passe par une focalisation sur la dimension relationnelle de la domination. Comme l'indiquait Weber, « tout véritable rapport de domination comporte un minimum de volonté d'obéir (1971, 285) ». Domination et consentement sont donc inséparables, et c'est dans le jeu constant entre les deux que se comprend la résilience autoritaire.

À cette vision relationnelle de la domination s'ajoute la nécessité d'appréhender ces relations dans leurs aspects concrets. Selon Hibou en effet, pour comprendre cette volonté d'obéir, « il importait d'analyser les situations concrètes, singulières et historiquement situées (2011, 15) ». C'est justement ce que permet de faire la focalisation sur les politiques de développement. Hibou appelle cela la localisation : « entrer, pour une situation donnée, dans le fonctionnement effectif des institutions, et plus encore des comportements (2006b, 20) ».

1.2 Démarche de recherche

Les relations de domination et les processus conduisant à la reproduction du régime autoritaire de l'Ingaz sont ici analysés à travers l'étude de la Renaissance du Nord Kordofan, une politique de développement participatif mise en place dans l'un des États fédérés – ou wilaya - du Soudan, le Nord Kordofan³³. Après une brève présentation des grandes lignes de ce programme, nous verrons en détail la méthodologie adoptée pour récolter les données, soit l'enquête de terrain, et les défis rencontrés dans son application au Soudan.

1.2.1 Le cas : la Renaissance du Nord Kordofan

La Renaissance du Nord Kordofan a été lancée en 2013 par Ahmed Haroun³⁴, juste après sa nomination au poste de gouverneur de la wilaya. Tout comme le Président el-Béchetir, Haroun est recherché par la CPI pour son rôle dans le conflit du Darfour. Il est en effet accusé d'avoir organisé les « Janjaweed », ces fameux miliciens qui étaient alors le bras armé du gouvernement

³³ Voir Annexe 6.

³⁴ Il existe un certain flou sur les dates précises entre lesquelles doit se dérouler la Renaissance. Certains enquêtés parlaient de 2017 comme date de fin, mais le gouverneur indique 2020 dans un discours reproduit dans la documentation officielle (Gouvernement du Nord Kordofan 2014b).

dans la région, alors qu'il était Ministre de l'Intérieur (International Criminal Court 2007). Il est ensuite devenu gouverneur du Sud Kordofan entre 2009 et 2012. La détérioration de la situation dans cette province, qui débouche sur une guerre civile en 2011, pousse le Président à le transférer au Nord, alors même que les gouverneurs étaient normalement élus depuis la Constitution intérimaire de 2005³⁵. Haroun a en effet été vivement critiqué à cette époque par d'autres membres du NCP pour son rôle dans l'éclatement du conflit (*Sudan Tribune* 2012). Cette nomination est cependant logique, car il est originaire du Nord Kordofan et a débuté sa carrière en tant que juge à El Obeid. Le lancement de la Renaissance s'inscrit par ailleurs dans la continuité de projets de développement qu'il a mis en place au Sud Kordofan³⁶.

La Renaissance est un vaste programme qui regroupe un ensemble de projets qui peuvent être qualifiés « de développement » et poursuit quatre grands objectifs : 1) l'amélioration des services de base comme l'eau et l'éducation, 2) l'augmentation de la productivité et la croissance économique, 3) la lutte contre la pauvreté et 4) la mise en place d'infrastructures convenables (Gouvernement du Nord Kordofan 2014b). Ces différents aspects visent au final à dynamiser la province afin de la rendre plus attractive pour les investisseurs soudanais et étrangers. Le terme de Renaissance lui-même évoque un passé où la situation économique de la région était meilleure, avant la sécheresse des années 1980 qui a provoqué un important exode rural vers El Obeid, la capitale de l'État, et Khartoum. L'une des industries les plus importantes du Nord Kordofan et plus généralement du Soudan, la gomme arabique, a été durement touchée par la sécheresse et la désertification ainsi que par des infestations de sauterelles (World Food

³⁵ Mise en place lors de la signature de l'Accord de Paix Global avec le SPLM/A, elle n'a toujours pas été remplacée. Le gouvernement a aboli l'élection des gouverneurs en 2014.

³⁶ Entretien avec Joe, 21 mai 2015, Khartoum

Programme 2013).

L'exécution de la Renaissance est divisée en quatre phases, qui se déroulent de façon simultanée :

- 1) La phase initiale: elle comprend la réforme administrative et institutionnelle, la baisse des dépenses, le développement des règlements de sanctions et de transparence, l'afflux du soutien local et fédéral, l'incitation et l'organisation de la participation de la société;
- 2) La seconde phase comprend les projets à impact rapide: c'est la phase de satisfaction des nécessités sociales urgentes (...)
- 3) La troisième phase, le développement durable: comprend les projets nationaux créant un environnement attractif pour les investissements, contribuant au renouveau, à la stabilité, à la production (...)
- 4) La phase de lancement (Gouvernement du Nord Kordofan 2014b)

Le détail des transformations amorcées dans le cadre de la Renaissance est donné dans la Convention de la Renaissance, un document qui détaille les objectifs et la méthodologie de l'initiative, adoptée à la fin de l'année 2013. L'approche choisie est globale : en effet, outre des projets « classiques » en matière d'infrastructures et de services de base, de nombreuses réformes administratives et institutionnelles sont prévues. Il est également fait mention d'initiatives médiatiques et de réhabilitation des associations culturelles de la province (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a). Le slogan de l'initiative reflète toutefois ses enjeux principaux : « De l'eau, des routes, des hôpitaux ». La Renaissance s'appuie ainsi sur huit projets phares :

Tableau I. Principaux projets de la Renaissance

Projets infrastructurels	*Autoroute El Obeid-Bara- Omdurman		*Alimentation en eau d'El Obeid		Cité Médicale (El Obeid)	
Projets à impact rapide	*Rénovation de la mosquée d'El Obeid	Rénovation de l'Hôpital d'El Obeid	Réseau routier d'El Obeid	*Stade d'El Obeid	*Alimentation en eau d'El Obeid	Construction de l'hôpital de l'Assurance maladie

Source : Convention de la Renaissance, 2014

* Ces projets seront abordés en détails au cours de l'analyse

L'originalité de l'initiative repose sur le recours à la participation populaire. Cela va de pair avec une politique volontariste de mobilisation des Nord-Kordofanais grâce à l'utilisation des médias et un gouverneur qui n'hésite pas à se déplacer sur le terrain pour entrer en contact avec les citoyens. Cet aspect participatif est explicitement indiqué dans la Convention de la Renaissance adoptée en 2013 : « Les fins stratégiques de la Renaissance sont basées sur la participation de toutes les composantes de la société à son élaboration et son exécution (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a) ». Cette dimension *bottom-up* en fait un cas particulièrement intéressant car cela permet d'explorer les relations complexes, mentionnées précédemment, entre le concept de participation et la question de la domination.

La question plus spécifique que pose la thèse s'inscrit donc dans la lignée des débats sur ce sujet : la participation populaire dans le Nord Kordofan constitue-t-elle un renversement ou une reproduction de la domination autoritaire ? Dans la lignée du cadre théorique présenté précédemment, la recherche s'intéresse particulièrement à analyser les interstices de cette relation de domination qui résulte de sa nécessaire incomplétude et de sa dimension relationnelle. La thèse analyse donc comment la mise en œuvre du principe participatif, à travers un ensemble de micro-pratiques et de discours, reproduit les rapports de pouvoir à trois niveaux :

entre les citoyens et les autorités locales, entre ces dernières et l'État central et enfin entre cet État fédéré et les citoyens.

1.2.2 L'enquête de terrain

La perspective théorique adoptée laisse une large place à l'induction, étant entendu qu'aucune démarche de recherche ne peut se passer de l'élaboration de cadres théoriques. Couplée à la volonté de se situer au plus près des acteurs afin d'identifier les mécanismes de la domination, en s'intéressant à la fois à leurs comportements et leurs discours, cette démarche conduit à privilégier la méthodologie de l'enquête de terrain dans le processus de collecte des données. Cette partie présente donc cette méthode dans un premier temps, et explique dans un second temps, comment le processus d'itération propre à l'enquête a permis de localiser la recherche sur la Renaissance du Nord Kordofan. La présentation des outils de collecte des données et des limites de l'enquête y fait suite.

1.2.2.1 La méthodologie

Bien que son utilisation soit très répandue en science politique, l'enquête de terrain reste une méthode peu systématisée et codifiée au sein de la discipline, qui se contente souvent d'emprunter les outils de l'anthropologie et de la sociologie sans se questionner sur leur application à ses objets : « not only is the vast majority of the exiting literature on fieldwork not designed *by* political scientists - it is not designed *for* them (Kapiszewski, MacLean, et Read 2015, 2) ». Par ailleurs, la science politique est rarement évoquée dans les ouvrages méthodologiques produits par les anthropologues et les sociologues³⁷.

³⁷ Olivier de Sardan (2008) ne mentionne par exemple jamais la discipline.

Historiquement, l'enquête de terrain en science politique se constitue en héritière de deux traditions : celle de l'ethnologie, avec des fondateurs comme Boas ou Malinowski, et celle de l'école de Chicago de Robert Park, qui avait mis en place une sociologie de terrain proche des méthodes ethnographiques (Olivier de Sardan 2008, 30 - 40). Malgré son utilisation depuis au moins les années 1950 en science politique, cette méthodologie a fait l'objet de peu de débats jusqu'à la publication récente de plusieurs ouvrages sur l'application de l'ethnographie en science politique (Joseph, Mahler, et Auyero 2007; Schatz 2009b). L'enquête de terrain est d'ailleurs souvent assimilée à l'enquête ethnographique³⁸, voire même à l'étude de cas. Or, il existe des études de cas qui ne s'appuient pas sur une enquête de terrain et des enquêtes de terrain qui ne constituent pas des études de cas (Yin 2003, 14). Ces confusions découlent du problème fondamental de la définition de l'enquête de terrain. En l'assimilant à l'ethnographie, de nombreux chercheurs restent prisonniers d'une conception stéréotypée de cette méthode comme un voyage d'au moins une année dans une province reculée (Kapiszewski, MacLean, et Read 2015, 2).

Cette vision de l'ethnographie est en réalité largement dépassée. Les formes traditionnelles d'observation participante sont modifiées par l'accroissement et la complexification des connexions au niveau mondial, provoqués par les changements technologiques et culturelles (Schatz 2009a, 5). Les anthropologues eux-mêmes ont fait évoluer leur pratique et leur vision de l'immersion avec l'exploration de nouveaux terrains tels les

³⁸ Olivier de Sardan parle par exemple de : « l'enquête de terrain, ou enquête ethnographique, ou enquête socio-anthropologique (2008, 46) ».

bureaucraties des pays occidentaux ou des organisations internationales³⁹. Les recherches qui s'intéressent aux réseaux et se déroulent sur plusieurs sites posent également la question de la nature concrète du terrain, traditionnellement vu comme un espace défini duquel la chercheuse entre et sort. Par ailleurs, utiliser le critère de l'immersion pour définir l'ethnographie et/ou l'enquête de terrain pose la question de la durée et de l'intensité de cette immersion, et de son lien avec la production de données pertinentes (Schatz 2009a, 5). Enfin, cette vision de l'enquête de terrain ne correspond pas à la pratique qui en est faite en science politique, comme le démontre l'enquête réalisée par Kapiszewski, MacLean et Read sur le milieu de la science politique américaine : « High quality fieldwork takes a variety of forms in terms of length of stay; frequency of visits; number of fields sites; and number, type and combination of data-collection techniques employed (Kapiszewski, MacLean, et Read 2015, 6) ». Ces pratiques sont influencées, comme dans les autres disciplines, par l'identité de la chercheuse, sa vie privée, l'institution à laquelle elle appartient et le financement dont elle bénéficie, autant d'enjeux rarement abordés dans la littérature méthodologique. Face à cette hétérogénéité, les auteurs prennent le parti d'une définition inclusive :

For us, field research can be done in one's own neighborhood – it does not necessarily entail going to a foreign context. Further, we hold that field research need not involve extensive interpersonal interaction. Hence, our understanding includes such techniques as archival research and passive observation. For us, as soon as a scholar enters and engages in a context beyond her home institution in order to learn about her research topic (even if this simply entails requesting documents from an archivist or collecting maps of the region from a government agency), she has begun to do field research. (...) A key aspect of our definition is that the scholar is gathering evidence *in context* – within the settings where the political decisions, events, and dynamics of interest took place or are recorded (Kapiszewski, MacLean, et Read 2015, 9).

³⁹ Voir par exemple l'ouvrage de Ybema, Yanow, Wels, and Kamsteeg (2009) sur l'ethnographie des organisations.

Leur définition permet de distinguer l'enquête de terrain de l'enquête ethnographique, qui est l'une de ses formes, et qui insisterait donc davantage sur l'immersion et l'interaction avec les sujets de la recherche. Schatz évoque d'ailleurs l'existence d'enquêtes de terrain non ethnographiques :

Nor is fieldwork synonymous with immersion. Fieldwork that is ethnographic must occur in the nearest possible locale. Living in a five-star hotel disembedded from the social life of ordinary people is unlikely to produce ethnographic insights. Long duration in the field is likewise insufficient; if the researcher is not equipped with ethnographic skills and tools of inquiry, he may build knowledge, but not of an ethnographic sort (2009a, 9).

La distinction entre l'enquête de terrain et la méthode ethnographique se joue également au niveau épistémologique et ontologique, l'enquête ethnographique se définissant par une sensibilité spécifique : « ethnography is a sensibility that goes beyond face-to-face contact. It is an approach that cares- with the possible emotional engagement that implies - to glean the meanings that the people under study attribute to their social and political reality (Schatz 2009a, 5) ». Or, le statut accordé aux significations données par les acteurs eux-mêmes dépend des affinités épistémologiques et ontologiques de la chercheuse, qui ne se rend pas nécessairement sur le terrain pour collecter ces significations et ne va pas systématiquement leur accorder le statut de données. La présente recherche, si elle ne met pas en place un dispositif ethnographique à proprement parler, partage toutefois cette sensibilité. C'est cette dernière qui permet en outre de s'intéresser à des objets nouveaux, les fameux Objets Politiques Non Identifiés de Denis Constant-Martin (1989) qui seraient passés inaperçus loin du terrain. Celui-ci est donc bien plus qu'un simple espace de collecte des données : c'est avant tout un moment propice à l'inventivité et à la découverte.

Plus concrètement, l'enquête de terrain repose sur six principes⁴⁰ :

L'engagement avec le contexte : « Inserting oneself into the context where the political dynamics of interest occurred, or are recorded, is a defining feature of field research (Kapiszewski, MacLean, et Read 2015, 28) ». Au cœur de cette méthodologie se trouve en effet le postulat d'une importance cruciale du contexte dans la compréhension des phénomènes sociaux et la volonté de se situer au plus près des acteurs de ces phénomènes eux-mêmes.

Une discipline flexible : si le terrain doit être préparé, la chercheuse doit aussi accepter l'inattendu et s'adapter au contexte qu'elle rencontre. L'itération est par conséquent au cœur de cette méthodologie. Le conseil de Barrett et Cason, « above all, listen (2010, 53) » prend ici tout son sens : ces acteurs desquels la chercheuse a décidé de se rapprocher peuvent fournir de l'aide, des avis, des informations qui vont transformer la recherche, lui faire prendre de nouvelles directions. Celles-ci sont souvent plus intéressantes que les pistes préétablies. Cette flexibilité est d'autant plus importante en contexte autoritaire où, selon Malekzadeh, « research designs, no matter how exquisite or how well thought out, when implemented in an authoritarian or semi-authoritarian setting, will fail (2011, 20) ».

La triangulation, qui permet d'accroître la fiabilité des données et par conséquent de renforcer les fondements empiriques de la démonstration. La forme la plus répandue de triangulation consiste à collecter des informations à partir de plusieurs sources différentes afin de corroborer le même phénomène (Yin 2003, 99). Ce processus doit être distingué d'une

⁴⁰ Ceux-ci sont identifiés par Kapiszewski, Maclean et Read.

démarche où plusieurs sources sont utilisées mais analysées séparément, les conclusions de ces analyses étant comparées à la fin (Yin 2003, 99). Olivier de Sardan distingue quant à lui deux types de triangulations : la triangulation simple, qui consiste à croiser les informateurs afin de ne pas dépendre d'une source unique, et la triangulation complexe qui « entend faire varier les informateurs en fonction de leur rapport au problème traité. Elle veut croiser de façon raisonnée des points de vue dont elle pense que la différence fait sens (Olivier de Sardan 2008, 80) ». Le but n'est alors plus de recouper les informations pour les vérifier, « mais bien de rechercher des discours contrastés, de faire de l'hétérogénéité des propos un objet d'étude, de s'appuyer sur les variations plutôt que de vouloir les gommer ou les aplatir (Olivier de Sardan 2008, 80 - 81) ». Quelle que soit la technique privilégiée, l'enjeu central est de s'appuyer sur des sources multiples, ce qui implique toutefois une réflexion sur la diversité des enquêtés étant donné l'insertion de la chercheuse dans certains réseaux à l'exclusion d'autres, ce qui s'appelle l'encliquage (Olivier de Sardan 2008, 93).

La réflexion critique, qui implique que la chercheuse évalue ses pratiques, ses données et ce qu'elle en apprend tout au long de l'enquête. La réflexivité quant à l'identité de la chercheuse et son insertion sur le terrain est indispensable étant donné l'impact que cela a sur les personnes auxquelles elle a accès, les questions qu'elle peut poser et les informations que les acteurs sont prêts à lui fournir. L'âge, le genre, l'ethnicité et l'orientation sexuelle de la personne qui enquête sont autant d'aspects qui influencent la perception des enquêtés, en fonction de leurs propres représentations sociales, et délimitent le domaine du possible sur le terrain (Fournier 2006; Aït-Aoudia et al. 2010).

L'engagement éthique, nécessaire à toute recherche qui va entretenir la proximité avec les acteurs des phénomènes étudiés, et qui se fonde sur un principe essentiel : « do no harm (Barrett et Cason 2010, 49) ».

La transparence, qui implique de faire état des différentes étapes de l'enquête, de mettre en évidence les limites des données et de prêter une attention constante au lien entre ces dernières et les constats qui en sont tirés. Il va cependant de soi que toutes les recherches ne peuvent être soumises au même critère de transparence absolue, car celle-ci est nécessairement limitée par les considérations éthiques de protection des participants à la recherche et, le cas échéant, leur anonymat. La transparence est le fondement du « pacte ethnographique » entre la chercheuse et le lecteur: « ce que je vous décris est réellement arrivé, les propos que je vous rapporte ont réellement été tenus, le réel dont je vous parle n'est pas un réel de fiction, ni le produit de mes fantasmes (Olivier de Sardan 2008, 28) ». Ce pacte est entretenu tout au long de l'écriture par l'appui sur des descriptions de scènes observées et la transcription des propos, qui vont donner un effet de réalité malgré l'existence d'un degré inextinguible d'interprétation (Olivier de Sardan 2008, 30).

1.2.2.2 Les itérations du terrain

Afin de mettre en application le principe de transparence, il est nécessaire de mettre en évidence comment l'enquête de terrain, à travers son aspect itératif, a permis la localisation de la recherche sur la Renaissance du Nord Kordofan et donc l'émergence de l'argumentaire présenté précédemment. L'itération est en effet l'un des aspects centraux de l'enquête de terrain car, la chercheuse procédant simultanément – bien que pas nécessairement systématiquement – à la collecte et à l'analyse des données sur le terrain, la recherche se construit par les allers-

retours entre les deux. C'est d'ailleurs là le principal apport de la méthode : « field research puts scholars in a position to encounter the unexpected and unexplored, and thus to benefit from serendipity (Kapiszewski, MacLean, et Read 2015, 19) ». La logique de l'enquête de terrain n'est donc ni linéaire ni entièrement déductive. Elle correspond davantage au « registre wéberien de la plausibilité » et non au « registre poppérien de la falsifiabilité (Olivier de Sardan 2008, 11) », qui implique la mise en place préalable d'hypothèses que la collecte des données, vidée de toute dimension imprévisible, ne servirait qu'à confirmer ou infirmer. La « rigueur du qualitatif » ne repose donc pas sur les mêmes principes, elle « est indexée à un double rapport d'adéquation : (a) le rapport d'adéquation entre l'argumentation et les données d'enquête ; (b) le rapport d'adéquation entre les données d'enquête et le "réel de référence" (Olivier de Sardan 2008, 10 - 11) ». Cette rigueur se trouve ainsi pour beaucoup dans sa transparence, et c'est par l'application de ce principe que la chercheuse renverse le mythe de l'enquête de terrain comme « immaculée conception ».

L'application du principe de localisation (Hibou 2006b, 20) dans la présente recherche doit beaucoup à ce caractère itératif. Si la localisation peut être décidée *a priori*, elle découle le plus souvent de la confrontation au terrain de recherche. Celle-ci va révéler les espaces où les formes de domination plus diffuses et subtiles, difficiles à identifier hors du terrain, s'exercent. C'est donc au cours du premier terrain réalisé entre février et mai 2015 que le choix de cibler la recherche sur des projets de développement participatif a été effectué. Réalisant que mon projet de départ, ciblé sur le rôle de la violence dans le maintien du régime, posait des problèmes d'opérationnalisation, et guidée par les chercheuses rencontrées sur place, je décidais de m'intéresser à la construction de la route entre El Obeid et Omdurman. Ce sujet était par ailleurs apparu dans plusieurs conversations informelles avec des Soudanais de façon inattendue. Cela

me conduisit à découvrir le programme de la Renaissance du Nord Kordofan, la construction de la route en étant l'une des priorités, et finalement à réorienter l'ensemble de ma recherche.

1.2.3 La collecte des données : déroulement et outils

Après avoir présenté la méthodologie de l'enquête de terrain au niveau général, cette partie s'intéresse spécifiquement au processus de récolte des données et à ses outils.

1.2.3.1 Préparation et déroulement de l'enquête

Le premier terrain de recherche (février - mai 2015) a été préparé au cours de l'été et de l'automne 2014 avec le développement du projet de recherche, du cadre méthodologique ainsi que l'élaboration de questionnaires ciblant les différentes catégories d'acteurs que j'envisageais d'interroger. Un certificat du Comité d'éthique de l'Université de Montréal a également été obtenu. Les démarches administratives afin d'obtenir le visa pour le Soudan et les autorisations de recherche ont toutefois retardé le départ sur le terrain de plusieurs mois. Après avoir obtenu une lettre d'invitation de l'Université de Khartoum par l'intermédiaire du Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales de Khartoum (CEDEJ-K)⁴¹, je suis entrée en contact avec l'ambassade du Soudan à Ottawa pour obtenir le visa. Il s'est avéré que son personnel était réticent face à ma demande, en particulier du fait de ma nationalité française et non canadienne. Je décidai finalement de faire ma demande auprès de l'ambassade du Soudan à Paris, qui m'accorda un visa de trois mois sans difficultés. Je fis de même lors de mon second départ sur le terrain en septembre 2015.

⁴¹ Antenne délocalisée du CEDEJ du Caire, cette institution, qui dépend conjointement du CNRS et du Ministère des Affaires Étrangères et du Développement International français, fait partie du réseau des Instituts Français de Recherche à l'Étranger.

Le déroulement du premier terrain me conduisit à modifier mon projet de recherche et à m'intéresser au Nord Kordofan. Faute de temps, il se déroula uniquement à Khartoum, où je rencontrai des volontaires chargés de mobiliser les Kordofanais habitant dans la capitale. Le second terrain (septembre - décembre 2015) me donna l'occasion de me rendre dans le Nord Kordofan, à El Obeid. J'eus également l'occasion de réaliser un voyage d'une journée dans la ville voisine de Bara.

1.2.3.2 Les outils de collecte et de traitement des données

L'enquête de terrain a eu recours à cinq des six formes de production de données identifiées par Olivier de Sardan (2008, 46 - 47) : l'insertion, des entretiens formels, l'observation, les sources écrites et enfin les données audiovisuelles⁴². Seuls les procédés de recension semi-quantitatifs n'ont pas été utilisés.

L'insertion correspond à ce qui est traditionnellement appelé observation participante, et réfère aux données collectées par l'immersion quotidienne de plus ou moins longue durée. L'insertion est bien entendu le contexte dans lequel les autres outils sont utilisés, mais elle est aussi une méthode de production des données en soi. En effet, les éléments observés et les conversations tenues de façon informelle peuvent devenir des données à travers la prise de note systématisée dans un journal.

Les entretiens ont été conduits de façon semi-directive, avec au total 53 entretiens au long des deux terrains. Ceux-ci ont été conduits avec des acteurs de milieux divers : citoyens sans responsabilités dans la Renaissance, fonctionnaires, universitaires investis dans

⁴² Voir annexes 1,2,3 et 4 pour une liste détaillée des données récoltées.

l'initiative... Il faut noter qu'il était souvent difficile de déterminer le degré de participation et les responsabilités précises de mes interlocuteurs par rapport à la Renaissance. Certains entretiens sont devenus des entretiens collectifs, que ce soit par la nature même de l'espace dans lesquels ils avaient lieu - comme ce fut le cas pendant mes entretiens sur un marché de Khartoum - ou de façon inattendue - comme à Bara, où plusieurs personnes m'attendaient sans que j'en ai été avertie à l'avance. Plusieurs entretiens ont eu lieu en présence d'un traducteur ou d'une traductrice, en particulier à El Obeid, et à l'exception des premiers entretiens réalisés, aucun n'a été enregistré. J'ai pris la décision de ne recourir qu'à la prise de note après m'être aperçue que la présence de l'enregistreur inhibait mes interlocuteurs, qui tenaient un discours bien moins convenu lorsqu'il était éteint. Par ailleurs, il me fut impossible pendant mes entretiens au marché de Khartoum de sortir l'enregistreur ou de prendre des notes, car il s'agit d'un espace dans lequel la présence de l'appareil de sécurité est forte et cela aurait attiré l'attention des agents de police, coupant court à ma recherche.

Une dizaine **d'observations** ont également été réalisées, la plupart de façon spontanée car les opportunités se présentaient à l'imprévu sur le terrain, à l'exception d'événements clairement circonscrits comme les expositions ou les visites des infrastructures en cours de construction. Des photographies ont été prises pour compléter la prise de note, mais cela n'a pas toujours été possible. Il est en effet interdit de photographier des bâtiments officiels au Soudan, ceux-ci étant parfois difficile à identifier. Je ne désirais par ailleurs pas attirer plus d'attention que nécessaire.

Les **sources écrites** regroupent les documents officiels acquis auprès des individus en charge de la Renaissance et qui ont ensuite été traduits. Il s'agit d'un document contenant la

Convention de la Renaissance, la reproduction d'un discours prononcés par le gouverneur devant le Parlement du Nord Kordofan le 2 mars 2014 et d'une lettre du Président de la République, d'une brochure s'intéressant plus spécifiquement à la situation de l'eau au Nord Kordofan intitulée « Ensemble pour le nafir », et enfin d'un fichier disponible sur le site officiel de l'initiative qui présente les sommes récoltées pour la Renaissance entre octobre 2013 et avril 2014 ainsi que leur provenance.

Enfin, les **données audiovisuelles** sont composées de sept vidéos mises en ligne sur la chaîne Youtube officielle de la Renaissance du Nord Kordofan.

L'analyse des données a été effectuée de façon systématique au retour du terrain avec l'aide du logiciel d'analyse quantitative NVivo. Les entretiens et autres données écrites ont été relues et codées en fonction des thèmes qui émergeaient. Ce premier codage, essentiellement descriptif, a ensuite été affiné en faisant appel à des concepts plus analytiques. Le logiciel a également permis de faire des codages par cas, permettant de réunir dans le même dossier tous les éléments liés à l'un ou l'autre des projets afin de connecter des informations qui étaient souvent dispersées dans différents entretiens. Cela a notamment facilité la triangulation et permis de mettre en évidence tant les aspects consensuels que les incohérences et parfois même les contradictions.

1.2.4 Les limites de l'enquête

1.2.4.1 Les limites des données

Les données récoltées par l'enquête de terrain présentent plusieurs limites. Premièrement, la présence d'un traducteur a nécessairement un impact sur les données, qui sont

alors coproduites par l'enquêté et la personne en charge de la traduction. Ce phénomène a pu être atténué par le fait que j'ai eu recours à des traducteurs ayant de l'expérience dans ce domaine. Ils comprenaient par conséquent la nécessité de reproduire le plus fidèlement possible la parole des répondants sans se l'approprier ni la transformer. Toutefois, afin de reconnaître la présence de cette médiation, j'ai systématiquement indiqué dans le corpus des entretiens si ceux-ci avaient nécessité une traduction.

Une seconde limite est celle de l'évaluation de la fiabilité des enquêtés et de leurs réponses. Bien que la plupart aient fait preuve d'une grande liberté de parole, cette question se pose à toute chercheuse recourant aux entretiens comme outil de collecte des données et particulièrement en contexte autoritaire. Dépasser cette limite passe avant tout par l'établissement d'un lien de confiance entre l'enquêté et l'enquêtrice, qui dans le cas présent s'est développé premièrement par l'explicitation de ma recherche et de ses objectifs et la garantie de l'anonymat. Être introduite par quelqu'un de localement connu a également parfois contribué à la construction de cette relation de confiance. Par ailleurs, il existe des moyens d'évaluer la fiabilité des répondants, ou tout du moins leur volonté de répondre avec sincérité, durant l'entretien lui-même. J'ai ainsi pris pour habitude au cours de chaque entretien de poser une question à propos d'un scandale de corruption bien connu localement, la réponse et réaction des répondants me permettant d'évaluer les limites de leurs discours ainsi que leur propre positionnement politique. Cette question me permettait en outre de montrer aux enquêtés que je connaissais bien le pays et sa politique, ce qui s'est avéré nécessaire alors que ma jeunesse, mon genre et mon statut d'étrangère poussaient certains à me catégoriser comme « novice (Fournier 2006) ». Leurs réponses avaient alors tendance à rester générales, se transformant parfois en un récit de l'histoire récente du pays. Si ces discours constituent bien des données, ils n'étaient

néanmoins pas toujours pertinents pour ma recherche. En évoquant ce scandale de corruption, toujours de façon quelque peu détournée pour ne pas froisser l'enquêté, je démontrerais que j'étais bien renseignée et que la conversation pouvait donc se focaliser sur des points plus spécifiques. Enfin, il convient de ne pas considérer les silences, l'absence de réponse et même les mensonges uniquement comme des limites à la fiabilité des données. Comme l'explique White, « secrets and lies are not forms of withholding information but forms by which information is valorized. Lies are constructed: what is to be lied about, what a lie is to consist of, how it is to be told, and whom it is to be told to (2000, 11) ». Ainsi, les incohérences, les incertitudes et les discours contradictoires autour de certains aspects de la Renaissance constituent également des données à traiter comme telles.

En revanche, l'impossibilité de rencontrer Ahmed Haroun et d'observer la participation « en action », malgré mes demandes répétées, constituent des limites importantes à la recherche. Le fait de n'avoir pas eu l'occasion de réaliser un entretien avec le gouverneur a eu des conséquences sur ma capacité à récolter des données auprès d'autres acteurs. Certains ont en effet refusé de me répondre tant que je ne l'avais pas rencontré. Cet entretien avec le gouverneur paraissait pourtant au départ extrêmement simple à obtenir. Plusieurs personnes me répétèrent avant et pendant mon séjour au Nord Kordofan qu'il me serait très facile de lui parler. L'un de mes informateurs laissa même entendre qu'il le connaissait et le voyait régulièrement et qu'il pouvait m'obtenir un rendez-vous. Je compris plus tard que l'influence dont il se targuait n'était pas nécessairement réelle. Je tentais de passer par d'autres canaux afin d'organiser ce rendez-vous. Je demandais ainsi un rendez-vous en passant directement par le bureau du gouverneur, mais après plusieurs allers-retours téléphoniques, je n'en ai plus jamais entendu parler. On m'emmena également à un événement culturel lors duquel le gouverneur était présent, mais je

n'eus pas l'occasion de l'accoster car il ne resta que quelques minutes et était accaparé par d'autres personnes. Je quittais donc le terrain sans avoir rencontré l'initiateur de la Renaissance. Quant à observer la participation et la mobilisation en action, j'en ai fait la demande auprès des volontaires de la Renaissance à Khartoum qui, bien qu'ils m'aient garanti qu'ils me contacteraient lors de leur prochaine opération de mobilisation, ne le firent finalement jamais. J'ai donc décidé de contourner cette difficulté en me rendant directement sur un marché de Khartoum où je savais que la vaste majorité des commerçants étaient originaires du Nord Kordofan et où, selon toute logique, les volontaires auraient normalement dû se rendre.

1.2.4.2 Les défis d'une enquête de terrain au Soudan

Au-delà de ces limites, qui relèvent essentiellement de la gestion des *gate keepers* et de la mauvaise volonté de certains acteurs et intermédiaires, l'enquête de terrain au Soudan présente des défis qui lui sont propres. J'en identifie ici deux en particulier : la présence de l'appareil de sécurité et le maintien d'un degré d'agentivité dans la recherche.

L'appareil de sécurité du régime est visible dans les rues de Khartoum, avec la présence de policiers faisant la circulation, d'hommes armés surveillant les abords des bâtiments officiels, et d'une multiplicité d'uniformes qui ne doit pas faire oublier les autres, ceux qui n'en portent pas mais sont pourtant bien là. Cet appareil est également présent hors des murs de la capitale, comme en témoigne en particulier l'obligation pour la voyageuse étrangère de se présenter au poste de police de toute ville dans laquelle elle désire passer la nuit, officiellement pour des raisons de sécurité. Si la plupart du temps le poids de cet appareil s'est peu fait sentir, il restait omniprésent. Cet extrait de mon journal relatant l'entretien avec un politicien darfurien effectué le 10 mars 2015 en présence d'un autre doctorant en témoigne :

À un moment donné, un homme en tenue traditionnelle blanche entre dans le café de l'hôtel et passe en nous regardant avec insistance. Il s'installe à une table plus loin, qui fait face à notre interlocuteur, mais je ne peux personnellement pas le voir car je lui tourne le dos. Après l'entretien, P. me demande si je l'ai remarqué et m'indique qu'il n'a pas cessé de nous regarder pendant tout l'entretien et qu'il a quitté l'hôtel en même temps que nous. Nous nous demandons s'il connaissait notre enquête ou s'il s'agissait de quelqu'un des services secrets.

Si la plupart du temps je n'avais pas le sentiment de faire l'objet d'une surveillance particulière, il m'est arrivé une fois lors de mon premier terrain de sentir que mes mouvements étaient bel et bien observés et connus. L'un de mes traducteurs, à qui je n'avais pas fait état de ma visite aux volontaires de la Renaissance à Khartoum, m'indiqua ainsi au détour d'une conversation quelques jours plus tard qu'il savait que je l'avais fait car quelqu'un sur un marché lui en avait parlé. S'il reste impossible de savoir quels chemins a emprunté l'information pour arriver jusque-là, mon traducteur suggéra lui-même que des membres des services de sécurité devaient être présents lors de ma visite, peut-être parmi ces hommes qu'on me présenta vaguement comme des chauffeurs. C'est cependant lors de mon passage à El Obeid que j'ai le plus senti la présence de l'appareil sécuritaire du régime, en particulier lors d'une tentative d'entretien menée le 12 novembre 2015. Ce jour-là, je me rends en compagnie d'une traductrice dans les locaux d'une organisation de jeunesse. Nous y rencontrons plusieurs femmes, mais, alors que je pose des questions sur la Renaissance, nous sommes interrompues :

Un homme arrive dans le local où nous nous trouvons et une discussion commence, de laquelle je suis exclue pour des raisons de langue. Je ne comprends pas très bien ce qu'il se passe, mais *a priori* il ne veut pas que nous discutons avec les femmes, que nous posions des questions. Je montre ma lettre d'invitation, dont il s'empare avant de se mettre à marcher, quittant le local. Nous le suivons et je ne comprends pas où nous allons. Je me rends compte qu'il nous emmène au bureau de la sécurité. Ma traductrice appelle Hilal afin qu'il explique à sa place ce que nous faisons, mais cela ne semble pas marcher. Nous arrivons au bureau et je m'assois avec ma traductrice dans l'entrée pendant que l'homme part dans un autre bureau avec mon papier. Le ton monte avec les gens qui sont dans la pièce - l'un d'eux travaille au bureau, les autres sont assis là et

j'imagine qu'ils y travaillent aussi mais impossible de le savoir. Aucun ne porte d'uniforme. L'un d'entre eux, qui je crois était présent lorsque je suis venue me déclarer quelques jours plus tôt, explique que je n'ai pas expliqué que je venais faire de la recherche et que je n'ai donc l'autorisation que d'être touriste. Je ne suis bien entendu pas certaine de ce que mon hôte a expliqué dimanche, mais je trouve étonnant qu'il n'ait pas dit ce pour quoi je venais. Je réponds que je n'ai effectivement pas montré ma lettre d'invitation car on ne me l'a pas demandée et que pour moi il ne s'agissait que d'une formalité administrative m'autorisant à rester à El Obeid, et n'ayant rien à voir avec ce que j'y fais concrètement. D'ailleurs, ils ne m'ont donné aucun document, lorsque je me suis enregistrée, qui signale que je suis ici pour le tourisme. Cela rend la situation quelque peu absurde car dans un cas comme dans l'autre, il n'y a aucune preuve de ce pour quoi je suis ici. Après un long moment, on nous indique d'aller dans le bureau où l'homme qui nous a amenés ici s'est rendu, et que j'imagine être celui d'un des supérieurs. Il explique que je n'ai pas l'autorisation de faire de la recherche ici, et ma traductrice et moi passons dix bonnes minutes à lui expliquer que la lettre d'invitation de l'Université de Khartoum m'y autorise effectivement. Le problème est bien entendu que la lettre est en anglais et que personne dans ce bureau ne peut la lire. J'explique donc qu'il y a écrit « *fieldwork research in Sudan* » dans la lettre et que « *fieldwork research* » signifie venir faire de la recherche. Nous réussissons finalement à convaincre cette homme qui finit par nous dire « *mafi mushkila*⁴³ » et par nous laisser repartir. Encore une fois on ne me donne aucun document certifiant qu'on m'a autorisée à faire de la recherche. J'imagine donc que si je retourne voir cette organisation - l'homme qui nous a amenés ici a bien évidemment disparu - le même problème de savoir si je suis autorisée ou pas se posera⁴⁴.

Bien que cet incident se soit résolu positivement, il me rappela avec acuité l'omniprésence de l'appareil de sécurité ainsi que la fragilité de ma position, dont j'avais déjà eu conscience à mon arrivée en septembre 2015 lorsque, lors du passage des douanes, je fus mise à l'écart pendant que mon passeport était examiné par plusieurs personnes différentes. Je me trouvais alors à attendre en compagnie d'hommes dont j'ignorais s'ils étaient eux aussi des passagers ou bien des policiers, et l'un d'entre eux me demanda si j'avais eu des problèmes lors de ma dernière visite au Soudan. Le fait qu'il soit souvent difficile de discerner si la personne vous demandant

⁴³ Pas de problème.

⁴⁴ Journal, 12 novembre 2015.

vos papiers et la raison de votre visite occupe réellement un rôle officiel rend la situation particulièrement pesante : s'agit-il de la police, du NISS, d'un simple curieux ? Que se passera-t-il si je refuse ? Cependant, malgré ce contexte, de nombreux enquêtés n'hésitaient pas à tenir des discours critiques. Pour comprendre cette liberté, il m'a été essentiel de croiser les informations et d'obtenir des informations biographiques sur mes répondants de la part d'autres personnes. Le positionnement social mais aussi familial de certains expliquait en effet leur capacité à s'exprimer ainsi.

Un second défi du terrain fut de maintenir le contrôle sur ma recherche ainsi qu'un degré d'agentivité, dans un contexte où il m'était difficile d'agir seule, et ce en particulier à El Obeid où j'étais dans une situation d'immersion bien plus totale qu'à Khartoum. En effet, dans la capitale, mon logement, partagé avec des expatriés ainsi que les locaux du CEDEJ-K, me permettait en quelque sorte de sortir ponctuellement de mon terrain, la taille de la ville elle-même impliquant en outre que je n'étais pas prise dans des réseaux sociaux aussi denses. Une fois à El Obeid, je me trouvais souvent dépendante d'informateurs qui me conduisaient ici et là pour rencontrer d'autres personnes. Si cela contribue à « l'effet boule de neige » recherché dans toute enquête de terrain, cela ne va pas sans poser problème lorsque l'informateur-clé décide de lui-même qui doit être rencontré, sur les bases de sa propre compréhension de la recherche menée, ou qu'il reste présent lors des entretiens. Cela peut conduire à un phénomène d'encliquage. Il est cependant difficile de l'éviter, et nous ne pouvons souvent le limiter qu'à travers une prise de conscience. La gestion de ce phénomène a parfois été difficile, car certains informateurs ne comprenaient pas pourquoi je ne passais plus par eux et pourquoi je m'appuyais sur d'autres personnes, ce qui rappelle l'un des défis centraux de la méthodologie de l'enquête de terrain : la gestion des relations humaines.

À présent que la démarche méthodologique a été explicitée, nous pouvons entrer dans le vif du sujet. Nous allons donc nous intéresser dans un premier temps aux transformations des relations de pouvoir entre citoyens et autorités qui se jouent à travers la Renaissance.

Chapitre 2 : La tradition réinterprétée : convaincre et capturer une communauté

Ce chapitre explore comment la mise en place d'une approche participative du développement transforme, ou non, les relations entre les citoyens et le gouvernement fédéré du Nord Kordofan. L'analyse porte sur la façon dont cette approche est présentée dans les discours des autorités et se focalise dans un premier temps sur la relation entre l'évocation d'une tradition, le *nafir*, pour désigner la participation et la façon dont sont perçues les relations de pouvoir par la population et les autorités. En s'intéressant dans un second temps à la mise en œuvre concrète de la participation, le chapitre montre comment celle-ci se traduit par un ensemble de micro-pratiques et d'institutions qui s'ancrent dans la vie quotidienne des citoyens et rendent la non-participation impossible. Alors que le discours mobilise la référence à la tradition pour proposer une nouvelle représentation des relations entre la wilaya et les citoyens, fondée sur la réciprocité et l'interdépendance, les pratiques se fondent sur des degrés variables d'inclusion et de coercition. Celles-ci perpétuent le positionnement des citoyens comme sujets des autorités étatiques dont le but est de mobiliser et capturer la population concernée afin d'en extraire les ressources nécessaires à leurs actions.

2.1 Mobiliser par le discours : intelligibilité et légitimité de la participation

La participation dans le domaine des politiques, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, emprunte différents noms en fonction des contextes. Ce que l'on nomme approche participative du développement sera ainsi considéré comme du *self-help* ou de la

coproduction de services publics dans les pays dits développés, à l'instar de ce que prône le *New Public Management*. Dans le cas de la Renaissance, la dimension participative de l'initiative est évoquée par les participants et les fonctionnaires à travers le terme nafîr. Cette appellation ne se retrouve pas uniquement dans le langage courant, elle est également utilisée dans les documents officiels. L'un des chapitres de la Convention de la Renaissance s'intitule ainsi « La nécessité du nafîr et de la Renaissance dans la Province (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a) ». Renvoyant à une tradition ancienne, le terme n'est pas utilisé par hasard. Dans la lignée des analyses de Murray Edelman, il est indispensable de prendre le langage politique au sérieux car « the language is clearly vital to political maneuver and to the construction of subjectivity (Edelman 1988, 15) ». Le langage ne décrit pas la réalité : il construit, cadre et fait advenir des réalités qui n'ont de sens que par rapport à la subjectivité et à l'existence matérielle de ceux qui reçoivent ce discours. Pour le personnel politique, le langage, tout comme les symboles et les rituels, est donc de première importance pour attirer l'attention et mobiliser le public. Il possède une « fonction stratégique (Edelman 1988, 28) ».

2.1.1 Définir le nafîr

Pour comprendre les fonctions et les effets de l'utilisation du terme nafîr sur la participation et sur la façon dont elle va être comprise et interprétée par les citoyens, il convient en premier lieu de le définir. Ce travail de définition révèle combien la tradition est autant un produit qu'un concept, signifiant à la fois des pratiques diverses et des valeurs spécifiques (Amselle 2008, 193).

2.1.1.1 Une tradition ancienne

Le terme *nafir* signifie littéralement « appel à la mobilisation » et se réfère à une tradition de travail communal particulièrement répandue en milieu rural. Cet appel est lancé par un membre de la communauté lorsqu'il doit réaliser un travail qui ne peut être accompli seul, faute de temps ou de capacités. La construction d'une maison ou d'un puits, la récolte et le nettoyage des champs sont autant d'occasions lors desquelles le *nafir* est utilisé. L'appel est lancé par une famille ou un ménage plutôt que par une personne seule et ce sont en priorité la famille étendue et les voisins, hommes et femmes, qui sont mobilisés. Le *nafir* peut toutefois s'étendre à un village entier. Le jour dit, les volontaires se réunissent pour travailler ensemble. Le ménage qui organise le *nafir* est chargé de fournir la nourriture et les boissons. C'est d'ailleurs souvent l'occasion de préparer des mets de fête, le *nafir* étant également un moment de socialisation :

Normally they slaughter a sheep or goats, or chickens. They make local bread, *kisra*. In rural area there is not meat everyday, so it is a special meal. In the past they provided local wine, liquor made of sorgho. They also bring local singers to encourage people.⁴⁵

À cette occasion, les rôles sont préétablis : alors que les hommes se chargent des tâches physiques, les femmes s'occupent de la cuisine et des rafraîchissements. Elles encouragent également les travailleurs en chantant ou en récitant des poèmes. Évoquant un *nafir* organisé pour la construction du mur d'un cimetière auquel elle a assisté, Maysam, professeure à l'Université de Khartoum, raconte : « Everyone comes and things are very organized. When I asked how they organized it they told me "Everyone knows its role"⁴⁶ ». Les personnes

⁴⁵ Entretien avec Asad, administrateur à l'Université du Kordofan, 29 novembre 2015, El Obeid

⁴⁶ Entretien avec Maysam, professeure à l'Université de Khartoum, 23 mai 2015, Khartoum.

ayant répondu à l'appel ne sont pas rémunérées, ce qui distingue clairement le nafir du travail salarié. Cette tradition repose à la place sur une relation de réciprocité. En effet, une fois que le nafir est complété, les participants s'attendent à ce que l'organisateur réponde plus tard à leur propre appel, ou qu'il envoie un membre de sa famille si lui-même n'a pas les capacités de participer⁴⁷. Certaines sources proposent toutefois une interprétation alternative, expliquant que ce sont les repas et les rafraîchissements qui sont offerts en échange du travail fourni (Pratten 1996; Nuba Mountains Soildarity Abroad et Nuba Relief, Rehabilitation and Development Society 1995). D'autres pratiques ont en outre été qualifiées de nafir par les enquêtés, démontrant l'élasticité du terme. Pour Kedar, qui fait partie des volontaires du nafir pour la Renaissance à Khartoum, la participation aux mariages et aux enterrements en fait partie :

And in the wedding parties, if somebody dies, people all of them get together, they take it to cemetery they come back and anyone make food and take it, and everyone comes together and share this for three days. So this man can, maybe he will, not spend one penny. All expenses come from the community. This is the nafir idea.⁴⁸

Pour d'autres, le nafir se rapproche d'une autre pratique appelée *faza'a* (le secours). Lorsqu'un bien est volé à un membre de la communauté - principalement du bétail-, celle-ci s'organise pour aller à la poursuite du ou des voleurs. Pour Ilias, professeur à l'Université de Khartoum, ces deux pratiques ne doivent toutefois pas être confondues car le *faza'a* n'intègre pas la dimension familiale⁴⁹. Il serait alors tentant de mettre de côté ces interprétations élargies du nafir en les considérant comme des erreurs ou des exagérations.

⁴⁷ Entretien avec Malik, professeur à l'Université de Khartoum, 31 mai 2015, Khartoum ; voir aussi Theis 1991.

⁴⁸ Entretien avec Kedar, 19 mai 2015, Khartoum.

⁴⁹ Entretien avec Ilias, 13 octobre 2015, Khartoum.

Elles révèlent toutefois un trait essentiel de cette tradition : elle consiste bien davantage en un état d'esprit⁵⁰, sous-spécifié mais néanmoins intelligible pour les membres de la communauté, qu'en un ensemble de pratiques déterminées.

2.1.1.2 Adaptations et réinterprétations

Le nafir dans le contexte de la Renaissance fait partie d'un large éventail d'adaptations et de réinventions de la tradition qui découle en particulier des transformations de la société soudanaise. Il ne s'agit pas ici de proposer une vision de la tradition en des termes évoquant une transmission et des transformations suivant un processus vertical et chronologique qui effacerait l'existence d'emprunts et d'influences latéraux et synchroniques (Amselle 2008, 192). Ainsi, nous ne parlerons pas d'une « modernisation » du nafir. En effet, même s'il existe bien de nouvelles formes de nafir dans certains espaces, cela n'implique en rien la disparition du nafir « originel », que semble d'ailleurs observer Theis (1991). Pour ce dernier, les transformations de la société soudanaise ont rendu le nafir caduc. Le développement du travail salarié, conséquence de l'essor de la production agricole commerciale et de l'intégration croissante des sociétés rurales dans l'économie de marché, conduirait en effet à un abandon de ces pratiques communautaires (1991, 43). La relation de réciprocité serait notamment rompue par les fermiers les plus riches qui peuvent avoir recours au travail salarié (Theis 1991, 43 - 44). Outre le fait qu'il existe des exemples empiriques d'une pratique actuelle du nafir sous cette

⁵⁰ Kedar parle ainsi de « l'idée du Nafir ».

forme⁵¹, cette hypothèse ne prend pas en considération la volonté et la capacité des individus à adapter leurs traditions aux nouveaux contextes. Comme l'écrivent Hobsbawm et Ranger,

Adaptation took place for old uses in new conditions and by using old models for new purposes. Old institutions with established functions, references to the past and ritual idioms and practices might need to adapt in this way: the Catholic Church faced with new political and ideological challenges and major changes in the composition of the faithful (...); professional armies faced with conscription (...). So were institutions enjoying nominal continuity, but in fact turning into something very very different, such as universities (1983, 5).

L'urbanisation croissante de la société soudanaise ainsi que les déplacements de population dus aux conflits ont conduit à une implantation du nafîr en milieu urbain. De nombreuses routes khartoumoises ont par exemple été construites de cette façon, souvent en partenariat avec le gouvernement : « It is a formula between people and the ministry of public works. People prepare the first strata of the road, then the ministry comes and does the top layer⁵² ». Dans son étude sur le quartier d'Umbadda à Khartoum, Muna Eltahir décrit la persistance du nafîr, utilisé pour construire des habitations, dans une zone occupée principalement par des migrants venus des Monts Nuba, une zone du Sud Kordofan (Eltahir 2005, 2).

Ces utilisations du nafîr sont cependant moins des réinventions que de simples transferts à de nouveaux contextes. Il existe toutefois des exemples dans lesquels le terme nafîr va désigner des pratiques radicalement différentes de ce qui a été décrit jusqu'à présent. Le premier est celui de l'organisation Nafîr, née en 2013 pour répondre à la situation d'urgence créée par les pluies importantes qui touchèrent le pays cet été-là. Fin

⁵¹ Hilal, professeur à El Obeid, explique ainsi avoir recours au nafîr pour construire sa maison. Le site internet Nuba Reports décrit également cette tradition et l'illustre par une vidéo datant de 2014 (« Life in Nuba », s. d.)

⁵² Entretien avec Ghazi, professeur à l'Université de Khartoum, 13 mai 2015, Khartoum.

août, près de 530 000 personnes avaient été affectées et plus de 74 000 habitations avaient été détruites entièrement ou en partie, notamment aux alentours de la capitale (OCHA 2013). Face à l'urgence, mais aussi face au manque de réaction du gouvernement, un groupe de jeunes volontaires originaires de Khartoum s'organisa. En s'appuyant sur les réseaux sociaux et le principe du *crowd-mapping*⁵³, ce petit groupe réussit à faire parvenir en trois jours plus de 3 000 repas, 3 000 couvertures de plastique et 200 moustiquaires aux sinistrés (OCHA 2013). Bien que la structure informelle du mouvement rende le décompte difficile, les organisateurs expliquèrent avoir réussi à mobiliser plusieurs milliers de volontaires (Kushkush 2013). Lorsque je demandais pourquoi l'initiative avait pris le nom de Nafir, Alima, une ancienne volontaire, me répondit : « It is a word that people know, they recognize it⁵⁴ ». Pour autant, cette initiative semble bien loin de ce que nous avons décrit auparavant, notamment car il ne semble pas y avoir dans ce cas de relation de réciprocité. Il s'agit toutefois également d'un appel à la communauté, qui va cette fois bien au-delà de la famille et des voisins grâce à l'utilisation des médias sociaux, pour venir en aide à des membres de cet ensemble élargi. Par ailleurs, cette initiative était ponctuelle. Elle ne s'est en effet pas perpétuée après les inondations, même si selon Alima « Nafir can be re-activated at any time if it is needed, partly because it is a social-media based organization⁵⁵ ».

⁵³ Le terme désigne l'utilisation de données générées par le grand public sur les réseaux sociaux et de données géographiques afin de fournir une information en temps réels, en général sous forme de cartes.

⁵⁴ Entretien avec Alima, 17 mai 2015, Khartoum.

⁵⁵ Entretien avec Alima, 17 mai 2015, Khartoum.

Le second exemple est celui de *Shariah El Hawadith* (la rue des urgences), une autre initiative qui a également été décrite comme un nafir par Maysam⁵⁶. Elle vise à aider les plus démunis à couvrir leurs frais médicaux. L'initiative est composée de jeunes khartoumois, dont plusieurs étudiants en médecine, qui se réunissent en petits groupes à côté des principaux hôpitaux des trois villes, Khartoum, Omdurman et Bahri. Les volontaires s'assoient à côté de l'hôpital ou dans son enceinte et accueillent les patients qui viennent demander de l'aide concernant leurs prescriptions. Un volontaire va alors noter les coordonnées du patient ou de la patiente et expliquer le traitement qui a été prescrit et, le cas échéant, aller acheter les médicaments. L'argent n'est jamais donné directement aux patients. Les volontaires peuvent également apporter du soutien lorsqu'il y a besoin de quelqu'un pour veiller sur une personne dont la famille ne peut rester à l'hôpital⁵⁷. Le système fonctionne constamment en flux tendu car les fonds sont récoltés par les volontaires eux-mêmes auprès de leurs connaissances, de main à main, et sont en général dépensés au cours la journée même. Cela signifie que certains patients doivent parfois repartir bredouilles. Cette très faible institutionnalisation explique pourquoi il est préférable de parler d'initiative (*muba'azara*) plutôt que d'organisation. Cet aspect ne semble cependant pas entraver le travail des volontaires, qui ont réussi à construire une Unité de Soins Intensif au sein de l'hôpital de Bahri, inaugurée en mai 2015. Selon Maysam, « The emergency street initiative is also a sort of Nafir : people are not paid for their work, they contribute with their knowledge, efforts...⁵⁸ ».

⁵⁶ Entretien avec Maysam, 24 mai 2015, Khartoum.

⁵⁷ Entretien avec Alima, 17 mai 2015 ; Observation à l'Hôpital de Bahri, 27 mai 2015.

⁵⁸ Entretien, 24 mai 2015, Khartoum.

Le nafir fait donc l'objet d'un « recyclage constant (Amselle 2008, 193) » qui vise moins à perpétuer des pratiques qu'à évoquer un ensemble de valeurs d'entraide et d'appartenance à une communauté. L'utilisation du terme apparaît alors essentiellement comme une stratégie discursive visant à rendre intelligible l'action des volontaires et à accroître la mobilisation en établissant une analogie avec une pratique connue de tous.

2.1.2 Une relation d'interdépendance

La référence au nafir dans le cadre de la Renaissance s'inscrit dans la lignée de ces processus. Elle est d'ailleurs pensée clairement dans une perspective stratégique :

So, every state design, every government project, according to money available by the central government, and money also generated there at the state, from their own resources. This is very ambitious, the plan, how are we going to finance it? And here we.... **Why don't we go back to our traditions and try to benefit of it?** ⁵⁹

Le bénéfice central est bien entendu une mobilisation et une participation accrues de la part des citoyens. Or, comme le rappelle Edelman, « in the measure that political advocates resort to appeal that do not touch the experiences of their audience, indifference is to be expected (Edelman 1988, 8) ». En évoquant cette tradition, les autorités invoquent un ensemble de valeurs intelligibles et valorisées par la population, ce qui va permettre la mise en place d'une relation d'interdépendance entre la wilaya et la communauté qu'elle cherche à mobiliser.

⁵⁹ Entretien avec Kedar, dirigeant des volontaires de la Renaissance à Khartoum, 19 mai 2015, Khartoum.

2.1.2.1 La notion de réciprocité au cœur de la participation

La notion de réciprocité est au cœur du nafîr. Le terme renvoie à la fois à un « pattern of exchange » créant une interdépendance qui s’auto-entretient (Uehara 1995, 485) et à une norme morale intériorisée dont le non-respect entraîne des sanctions de la part des autres parties prenantes de l’échange (Gouldner 1960; Ostrom et Ahn 2009). L’interdépendance créée par les échanges n’implique pas la disparition des différences de pouvoir et des relations hiérarchiques. Réciprocité ne signifie pas nécessairement égalité. Néanmoins, la réciprocité en tant que norme morale est ce qui va permettre d’empêcher les puissants de tirer profit de la relation d’échange (Uehara 1995, 485). La notion de réciprocité dans le cas du nafîr a pour caractéristique de s’incarner dans des relations interprétées et vécues comme parfaitement horizontales, excluant de façon ponctuelle toute hiérarchie et relation de domination. L’aspect inclusif de la tradition y contribue : « It is people from extended families and neighbours, regardless of ethnic groups, social classes...Merchants participate, they close their shops. The rainy season is very short so you can’t do it alone ⁶⁰». Les clivages sociaux disparaissent dans le nafîr, au profit de la constitution d’une communauté dont chaque membre est interdépendant. Lorsque la wilaya du Nord Kordofan revendique le terme de nafîr pour ses propres initiatives, elle s’inscrit donc dans cette relation et cette norme de réciprocité spécifique. À travers ce langage, la participation est représentée comme une relation horizontale dans laquelle l’État et les citoyens sont véritablement partenaires et interdépendants, réciproquement imputables. Le discours des autorités à propos de leurs relations avec le milieu des affaires affirme d’ailleurs cette horizontalité.

⁶⁰ Entretien avec Asad, administrateur à l’Université du Kordofan, 29 novembre 2015, El Obeid.

Lors de mon second entretien avec Kedar, alors que je mentionnais le concept de participation, il m'interrompit pour demander : « Is it participation or partnership?⁶¹ ». Il expliqua ensuite que « the government does not have enough money in such a big country for infrastructure, basic services. But institutions, companies have the money. If you consider them as genuine partners it will make them happy, they will accept the idea⁶² ». Au-delà du discours, les autorités ont donné des gages concrets de leur engagement dans cette relation de réciprocité. Dans un discours prononcé lors de la session d'ouverture de l'assemblée du Nord Kordofan et reproduit dans le document officiel qui contient également la Convention, Haroun évoque ainsi des projets à impact rapide : « Ces projets sont d'une importance capitale pour la société, et visent à favoriser la confiance entre la société et le gouvernement et construire une rampe de lancement pour le projet (Gouvernement du Nord Kordofan 2014b) ».

Le but de ces projets est d'instaurer une relation de confiance entre la société et le gouvernement afin de donner un élan positif à la Renaissance. Plusieurs projets de petite envergure, comme le goudronnage de certaines routes ou la construction de salles de classe, ont donc été lancés dès les débuts de l'initiative afin de montrer aux citoyens la bonne volonté du gouvernement. Comme l'explique clairement l'un des initiateurs de la Renaissance, « The main purpose is to build trust between the government and people⁶³ ». La confiance est d'ailleurs à la base d'une relation de réciprocité fonctionnelle (Ostrom 1994; Ostrom et Ahn 2009). Le gouverneur lui-même a en outre été très réactif lorsque des

⁶¹ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

⁶² Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

⁶³ Entretien avec Karim, 5 octobre 2015, Khartoum.

demandes sont apparues spontanément. Par exemple, il vint en personne répondre aux demandes d'étudiants qui avaient organisé une manifestation pour réclamer une meilleure route pour se rendre à leur campus, situé à plusieurs kilomètres d'El Obeid. Le gouverneur leur promit que la route serait goudronnée dans les plus brefs délais⁶⁴. Asad m'indiqua que ce fut effectivement fait quelques jours plus tard⁶⁵. Le fait qu'il y ait des changements visibles⁶⁶ contribue à renforcer la mobilisation des citoyens, ces derniers réalisant que leur participation est effectivement canalisée pour réaliser *quelque chose*. Cela rend la possibilité de la non-participation moins attirante, mais surtout, en prenant l'initiative, le gouverneur pousse les citoyens à intégrer la relation de réciprocité. En effet, une fois que le gouvernement a tenu parole, ces derniers ne peuvent refuser leur participation en échange, surtout alors qu'elle est cadrée comme un nafir. C'est en quelque sorte un cercle vertueux qui s'établit dès lors.

2.1.2.2 Une participation qui vise le bien-être collectif

L'*exit* (Hirschman 1970) face à la demande de participation devient d'autant plus impensable que l'analogie avec le nafir permet de présenter les projets comme relevant du même processus d'effacement du bénéfice individuel et de primauté du bien-être collectif. En effet, si le nafir est une pratique sociale qui renforce la communauté en offrant une occasion de se réunir et de célébrer, il s'agit également d'un outil de gestion des ressources

⁶⁴ Journal, 5 novembre 2015.

⁶⁵ Journal, 20 novembre 2015.

⁶⁶ Cela concerne essentiellement El Obeid.

naturelles et des infrastructures collectives. La coopération entre les membres de la communauté est aussi une question de survie. Comme Kedar l'explique :

People plant his farm, and he must clean it in certain times, plantations are very easy, but cleaning is very difficult. So he needs a short period to clean his farm. So he makes food, some traditional drinks, and calls all these people in the village to come, with one day if he receive, for example, 40 to 60 people, he can do it in one day. But if he does it himself, he needs two months.⁶⁷

Or, comme le rappelle un autre participant, la saison des pluies est très courte dans la région, ce qui impose des délais stricts et restreints pour la plantation et les récoltes⁶⁸. Le nafir est donc à la fois l'occasion de constituer la communauté, car elle se donne à voir physiquement dans le travail collectif, de la solidifier en offrant un moment de socialisation autant que de labeur, et enfin de garantir sa pérennité. Le bien-être collectif est d'ailleurs étroitement associé à celui de l'individu ou de la famille, car ce travail communal ne fait pas de distinction entre un bien privé (une maison) et un bien public (un puits). Par analogie, les projets de la Renaissance sont présentés comme relevant des mêmes préoccupations. Yasin, un fonctionnaire haut placé dans l'organisation de la Renaissance, indique notamment que « The idea is to mobilize this value [of nafir] to go from personal benefit to communal benefit⁶⁹ ». Les documents officiels insistent en outre longuement sur la situation économique de la province, établissant en creux l'urgence et la nécessité de la Renaissance. Le document sur la situation des ressources hydriques de l'État explique par exemple que

Selon les chiffres de la Stratégie du Soudan dans le Combat contre la Pauvreté 2011, le pourcentage de la pauvreté dans la Province est d'environ 58 %, donc supérieur à la moyenne du pays (46,5 %). Les facteurs du changement

⁶⁷ Entretien, 19 mai 2015, Khartoum.

⁶⁸ Entretien avec Asad, 29 novembre 2015, El Obeid.

⁶⁹ Entretien, 10 novembre 2015, El Obeid.

climatiques sont l'une des causes de la hausse des taux de pauvreté. Cette hausse est liée à la baisse des quantités d'eaux potables et même des eaux destinées aux activités agricoles limitées (productions jardinières) (Gouvernement du Nord Kordofan, s. d.)

La Convention de la Renaissance indique quant à elle :

Le taux d'alphabétisation y est de 56 % inférieur à la moyenne nationale de 67 %. Elle vient au 9^{ème} rang pour le taux de mortalité infantile. Concernant l'obtention d'eau potable, elle vient au 8^{ème} rang avec 44 % en dessous de la moyenne nationale (55 %). Tous ces indices sont considérés comme très faibles pour une Province connaissant une stabilité sécuritaire, dotée d'une position stratégique, et possédant tous les outils indispensables au développement (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a).

L'idée d'urgence est omniprésente avec plusieurs références aux changements climatiques qui menacent cette région touchée par la désertification depuis les années 1980. Cette idée contribue à justifier la Renaissance et, par conséquent, à susciter la participation, rendue d'autant plus inévitable pour le citoyen que cette dernière est présentée en en appelant à des normes connues, internalisées et localement légitimes.

2.1.3 Puiser dans le registre identitaire pour mobiliser

La légitimité conférée au *nafr* transparaît dans plusieurs entretiens lors desquels la participation est exprimée comme une évidence. Abordant le rôle de l'Université du Kordofan dans la Renaissance, Asad explique que « Being in the state we [the university] should participate in *Nafra* [la Renaissance]⁷⁰ ». Abdul, marchand de bétail à Khartoum, affirme quant à lui : « C'est pour le pays, on donne tout pour le pays⁷¹ ». Cette légitimité est toutefois accolée dans ces exemples à une dimension identitaire. La participation est

⁷⁰ Entretien, 29 novembre 2015, El Obeid.

⁷¹ Entretien, 20 octobre 2015, Khartoum.

décrite comme un devoir vis-à-vis d'une communauté désignée sous le terme d'État ou de pays. Bien que ces termes ne soit pas dénués d'ambiguïté, le contexte nous permet de penser que c'est bien au Nord Kordofan que les enquêtés se réfèrent ainsi. La référence à la tradition permet alors de mobiliser les citoyens en faisant appel à une forme de fierté et de sentiment d'appartenance, c'est-à-dire en recourant à un registre davantage caractérisé par l'émotion.

2.1.3.1 Définir la communauté

L'approche participative du développement est étroitement liée à la notion de communauté, car c'est bien celle-ci que les professionnels du secteur cherchent à mobiliser. La participation est un instrument utilisé dans le contexte de politiques de développement poursuivant sur des objectifs d'implication d'un groupe défini, ce qui est également le cas pour la Renaissance. Comme le rappelle Karim, « the essence of the nafir strategy is not about what, it is about how⁷² ». Face au problème du sous-développement de la province, le gouverneur et ses proches conseillers ont déterminé qu'une partie de la solution se trouve dans la mobilisation de la communauté : « There were discussion and the bottom line was if we could involve people, make them part of the decision-making process, it might be the way out⁷³ ». Cependant, avant même d'organiser la participation, l'enjeu central de toute politique de développement reposant sur le principe d'un engagement de la communauté consiste à identifier cette dernière : qui en fait partie, qui en est exclu et quel sont les traits déterminants qui permettent d'établir cette catégorisation ?

⁷² Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

⁷³ Entretien avec Karim, 5 octobre 2015, Khartoum.

Étonnamment, cet enjeu est peu abordé dans la littérature produite par les organismes de développement et dans les travaux académiques, qui se sont davantage concentrés sur la question attenante des obstacles à une participation réelle⁷⁴. Le processus d'identification de la communauté concernée par ces instruments participatifs ainsi que la notion même de communauté sont rarement interrogés. Or, les documents produits par l'UNEP, une agence de l'ONU, témoignent d'une approche discutable du concept. La communauté y est réifiée et essentialisée, possédant une existence matérielle en dehors des acteurs du développement. Dans un guide destiné aux praticiens de l'approche participative, l'agence écrit :

It is important for external organisations supporting CEAP [Community Environmental Action Planning] processes to recognise past and current community action when they arrive in a community (ProAct Network 2013, 10).

La communauté est donc à la fois un ensemble d'individus et un espace aux frontières définies, que l'on peut pénétrer et quitter, préexistant à l'acteur externe. Paradoxalement, cet aspect réifié est atténué dans la définition du terme donnée dans le même document :

A community is a group of people who feel that they have something in common. For example, a community might be people who live in the same village, people who work together or a group of people who share interests or concerns (ProAct Network 2013, 4).

L'insistance sur une communauté qui se définit elle-même perpétue toutefois l'illusion que le praticien ne joue aucun rôle dans ce processus. Or il agit bel et bien : c'est lui qui « identifie (ProAct Network 2013, 14) » les communautés et la première phase de son travail est décrite comme suit :

After introducing ourselves to the community, it is now time for the community to introduce itself to us. A useful way to do this is to involve the community in introductory activities such as mapping (see Mapping). This involves using

⁷⁴ Salole (1991) et Berner et Phillips (2005) sont parmi les rares chercheurs à questionner explicitement la notion de communauté dans cette littérature.

participatory tools to map and explore key characteristics of the community. This helps define the different groups within the community or area (ProAct Network 2013, 19).

Le procédé du *community mapping* va permettre d'identifier, entre autres, les frontières de la communauté, ses espaces importants, sa vision de ses propres frontières et, enfin, les différents groupes la composant (ProAct Network 2013, 20). Ce travail ne doit bien entendu pas être accompli par le praticien seul. Dans une perspective participative : « Involving different stakeholders in mapping the community helps to begin to build relationships. Where possible, it is useful to involve people from the community as facilitators in the process (ProAct Network 2013, 19) ». Or, il paraît difficile de faire participer des membres d'une communauté que l'on n'a pas encore clairement définie. Comment identifier ces partenaires si nous ne connaissons pas les limites et les traits caractéristiques du groupe ? La notion d'une communauté qui existerait en dehors de celui qui initie le projet de développement et se révélerait à lui au cours même de la mise en place du projet est donc largement illusoire. En réalité, le processus de cartographie est utilisé pour faire advenir, matérialiser la communauté, processus qui est la condition de l'intervention de l'acteur extérieur mais aussi un acte de pouvoir en lui-même : « The acquisition of knowledge does not merely justify an intrusion of power, it **is**⁷⁵ an intrusion of power (DuBois 1991, 7) ». Le *community mapping*, à l'instar de la carte et du recensement à l'époque coloniale (Anderson 1996), est donc une technologie de pouvoir qui va permettre d'ordonner et de simplifier le réel, de le rendre lisible (Scott 1998) :

The use of participatory techniques often requires the taking out of anything complicated, making people's lives and their social interactions linear and sterile as they fit into charts, diagrams and tables and conform to the boundaries and limitations of the methodological tools (Kothari 2001, 147).

⁷⁵ Emphase placée par l'auteur.

La communauté une fois circonscrite, identités, rôles et comportements peuvent être normalisés et prescrits à ses membres. Dans le cas de la politique de développement du Nord Kordofan, le même processus de définition de la communauté est à l'œuvre, à la fois avec l'utilisation des mêmes outils⁷⁶, mais également à travers la référence à la tradition. Cette dernière permet en effet aux autorités d'identifier la communauté qu'elles vont chercher à mobiliser et favorise simultanément une auto-identification des individus comme membres de cette communauté.

La référence au nafir est en soi un moyen particulièrement efficace de construire la communauté dans la mesure où il s'agit d'une pratique qui appartient à un espace spécifique. En effet, bien qu'il soit fait mention de l'existence de cette tradition dans d'autres régions du Soudan (Pratten 1996), elle est particulièrement ancrée dans l'Ouest du pays, dans les provinces du Darfour et du Kordofan. Selon Rabi, membre haut-placé de la Chambre de commerce, « le mot nafir est connu par presque toutes les tribus du Soudan, mais il a ici au Kordofan une signification profonde⁷⁷ ». Cet aspect localisé est par exemple démontré par la création, en 1995, d'une *newsletter* lancée par des activistes issus de la région des Monts Nuba au Soudan et à l'étranger et dénommée NAFÎR, la référence à la tradition étant transformée en acronyme pour *Nuba Action for an International Rescue*. Les pratiques du nafir ont d'ailleurs été importées en milieu urbain et jusqu'à Khartoum en grande partie par les déplacements de populations des années 1980. De nombreux habitants du Kordofan et du

⁷⁶ Le professeur Ilias explique ainsi lors d'un second qu'il dirige une équipe chargée de faire du *community mapping* pour la Renaissance : « The community mapping is useful to identify community and leaders. Sometimes the community and the government are not in sync, in some places the traditional institutions are more important than the formal institutions (Entretien, 13 octobre 2015, Khartoum) ».

⁷⁷ Entretien, 11 novembre 2015, El Obeid.

Darfour émigrèrent jusqu'à la capitale et même au-delà, poussés par la sécheresse et la famine. Selon Hilal, la population de l'État est fière de cette tradition et de ce qu'elle représente⁷⁸. L'idée que le nafir constitue avant tout une tradition kordofanaise se retrouve également dans le témoignage d'Asad. Son expérience personnelle du nafir date de son enfance dans l'État du Nil Blanc, qui ne fait pas partie du Kordofan à proprement parler mais où, explique-t-il, une importante population originaire du Kordofan et du Darfur s'est installée. Il s'agirait des descendants des disciples ayant suivi le Mahdi dans sa lutte contre le colonisateur anglais à la fin du XIX^e siècle⁷⁹.

En qualifiant ses projets de nafir, la wilaya construit donc immédiatement la communauté qui va être appelée à participer, en même temps qu'elle invite à un processus d'auto-identification de la part des citoyens qui se reconnaissent dans ce terme. La communauté, ses membres et ses traits distinctifs, est définie de façon encore plus précise à travers le discours plus général dans lequel s'inscrit la référence au nafir. Celui-ci valorise un héritage historique et culturel spécifique qui se révèle dans les mots d'Asad. La figure du Mahdi est en effet régulièrement évoquée en même temps que le nafir pour construire une distinction de type eux/nous entre le Nord Kordofan et le reste du pays. Évoquant le succès du nafir, Karim affirme ainsi que

The second reason is that North Kordofan is specific. It is the center of Sudan, it is diverse in terms of ethnicity. The social build-up is very strong. Very cohesive society despite the fact that it is near states that are affected by conflict. Because of the culture, because of the people...Historically, all the revolutionary movements came from North Kordofan, even in singing, sports...It comes first

⁷⁸ Entretien, 7 novembre 2015, El Obeid.

⁷⁹ Entretien, 29 novembre 2015, El Obeid.

from North Kordofan. The first to kick the British out of Sudan, El-Mahdi in late 1889, was from the North but started his movement in North Kordofan⁸⁰.

Cette idée d'une société soudée, capable de gérer pacifiquement sa diversité, est mise en avant par distinction avec les autres régions du Soudan qui ont presque toutes connu des conflits violents. Évoquant cette situation, Karim explique que bien que le Nord Kordofan ait subi le même processus de marginalisation : « People in North Kordofan did not use force. They believe that conflict takes them back⁸¹ ». L'un des dirigeants de la Chambre du Commerce évoque quant à lui la réputation d'El Obeid comme ville ouverte à tous, lieu de tolérance et de respect⁸². Cette identité a toutefois été remise en question depuis les années 1980, lorsque la désertification et la crise économique ont conduit de nombreux habitants vers Khartoum et, depuis les années 1990, avec l'affaiblissement des relations avec les pays étrangers en raison des politiques du régime d'el-Béchar. Fatih se rappelle qu'il y a vingt ans, on trouvait toutes les nationalités du monde à El Obeid : « Des européens, des américains, des asiatiques, des arabes, avec des activités économiques, des relations avec le monde extérieur⁸³ ». Mais évoquer le Mahdi, c'est également faire référence à une période de rébellion contre l'autorité, et donc à un passé potentiellement subversif. Pour Hilal, par exemple, c'est de cette époque du Mahdi que date l'inimitié des nordistes pour les Kordofanais, qu'il évoque en utilisant les termes « eux » et « nous »⁸⁴. Cet héritage culturel affirme donc la spécificité du Kordofan ainsi que son indépendance vis-à-vis du

⁸⁰ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

⁸¹ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

⁸² Entretien avec Fatih, 11 novembre 2015, El Obeid.

⁸³ Entretien, 11 novembre 2015, El Obeid.

⁸⁴ Entretien, 7 novembre 2015, El Obeid.

pouvoir, évoquant en filigrane l'idée d'une subordination qui ne serait jamais totale et la possibilité de la révolte. La tradition du nafir possède d'ailleurs elle aussi une charge subversive. Le régime d'Omar el-Béchir est en effet extrêmement méfiant face à toutes les tentatives d'action collective, et pas uniquement lorsqu'elles s'inscrivent dans un registre clairement politique. Sa réaction face à l'initiative Nafir en 2013 en témoigne : « There was clashes with the government, they tried to put their arm on the movement. First they try to stop you, then if it fails they put obstacles, and finally they try to put their name on the project⁸⁵ ». La mise en avant de cet héritage constitue donc une stratégie audacieuse dans un contexte national où le régime mène, depuis des années, une politique valorisant essentiellement la culture des populations riveraines dont est issue l'élite, populations essentiellement arabes et musulmanes. Il s'agit toutefois d'un moyen efficace de gagner l'appui d'une population qui se considère marginalisée et méprisée par les élites au pouvoir.

Le discours autour de la tradition permet donc de construire la communauté en la définissant sur une base géographique mais aussi au niveau de valeurs partagées dont le nafir serait en quelque sorte l'incarnation. Les valeurs ainsi mises en avant distinguent favorablement la communauté par rapport aux autres, rendant par conséquent la participation elle-même gratifiante dans la mesure où elle va refléter cet esprit de solidarité et de vivre ensemble censé composer l'identité kordofanaise. Le discours façonne ainsi les comportements acceptables et valorisés tout comme il détermine qui est censé adopter « naturellement » ces comportements. Nous insistons ici sur la notion de *construction* de la communauté dans la mesure où l'idée que certaines valeurs, traditions et histoires sont

⁸⁵ Entretien avec Alima, 17 mai 2015, Khartoum.

propres au Kordofan ne va pas de soi. La figure du Mahdi est centrale et vue positivement par de nombreux Soudanais et l'idée d'un passé glorieux est omniprésente bien au-delà des frontières de l'État.

2.1.3.2 Concrétiser la communauté

La spécificité du Nord Kordofan est donc avant tout un acte de langage qui construit la communauté au moment même où il prétend la décrire. Les autorités de la wilaya vont cependant mettre en place des actions concrètes pour mobiliser les citoyens en faisant appel à leur sentiment d'appartenance. Celles-ci sont également l'occasion de donner à voir la communauté. Dans leur promotion du nafir, les autorités insistent sur l'héritage spécifique et valorisant de la province. Lorsqu'il va sur les marchés de Khartoum mobiliser les expatriés kordofanais, Kedar fait appel à des célébrités kordofanaises qui viennent chanter pour la population : « they tell them about Kordofan, our people, and the history, our grand (unintelligible) so and so...⁸⁶ ». La façon dont la communauté a été définie permet ici d'intervenir auprès d'individus considérés comme en étant membres malgré leur éloignement géographique. En effet, le groupe est défini par une identité kordofanaise spécifique, mais celle-ci n'est pas spatialement restreinte aux individus habitant sur le territoire du Nord Kordofan. Il existe de fait un comité chargé de mobiliser les expatriés dans les pays du golfe, que Kedar mentionne en utilisant les termes « our girls and boys⁸⁷ ». Par ailleurs, une exposition mobilisant l'image du Mahdi a eu lieu à El Obeid. Le vernissage a été organisé le 8 novembre 2015 en présence d'Ahmed Haroun. Malgré la présence d'une

⁸⁶ Entretien, 19 mai 2015, Khartoum.

⁸⁷ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

représentation du Mahdi sur le matériel promotionnel, seuls quelques artefacts de cette époque étaient exposés, la majeure partie des œuvres étant des productions d'artistes kordofanais contemporains. À cet égard, il convient de préciser qu'il est difficile de déterminer si cette exposition était commanditée par les autorités, ou si elle relevait d'une stratégie de la part des organisateurs - une association d'artiste et le Musée Shikan⁸⁸ - pour bénéficier du soutien du gouverneur en s'inscrivant ostensiblement dans la perspective de la Renaissance.

Cette volonté de mobiliser les citoyens par rapport à une culture et un passé rendus sources de fierté est également visible à travers les projets qui ont été jugés prioritaires par le gouvernement. Parmi les premières infrastructures construites ou rénovées se trouvent ainsi les équipements sportifs. El Obeid possède maintenant un nouveau stade qui a obtenu une certification de la Confédération Africaine de Football qui lui permet théoriquement d'accueillir des matchs internationaux. Une « cité olympique », avec pelouses et logements, est également en cours de construction.

⁸⁸ Le nom du musée est tiré d'une des plus célèbres batailles du Mahdi qui a eu lieu dans le Nord Kordofan.

Figure 1. La « Cité Olympique » en construction, El Obeid



Source : Photographies de l'auteur, Novembre 2015

Le club de football de la ville a obtenu de nouveaux fonds avec la Renaissance, en concordance avec l'objectif de revitalisation du sport dans l'État qui fait partie de la Renaissance. L'un des buts poursuivis était notamment de faire en sorte que l'une des équipes de l'État intègre le championnat national. La Renaissance a donc fourni des fonds au club d'El Obeid afin qu'il puisse avoir de nouveaux joueurs, de meilleurs entraînements et de nouvelles infrastructures⁸⁹. En 2015, le club a réussi à réintégrer le championnat national, comme c'était le cas dans le passé⁹⁰. Cet exploit sportif est ici encore une fois articulé à un passé prestigieux. Évoquant El Obeid dans les années 1960, Hilal parle ainsi d'une ville bien entretenue, dont les rues étaient nettoyées et qui possédait une gare ferroviaire en activité^{91 92}. La décision de faire des installations sportives une priorité peut sembler contre-intuitive dans un État où les besoins en éducation et infrastructures sanitaires sont si importants et alors que le slogan de la Renaissance est « De l'eau, des routes et des hôpitaux ». Elle prend pourtant tout son sens au vu du discours centré sur l'identité kordofanaise et de la volonté de donner corps à une communauté. En effet, « Football is a good tool to get the community to get together. It is one way of getting people to support the nafir⁹³ ». En mettant en place des infrastructures comme les stades qui permettent aux citoyens de se réunir physiquement, les autorités permettent à la communauté de prendre corps matériellement, ils lui donnent l'espace de s'incarner ponctuellement à travers des

⁸⁹ Entretien, 1^{er} décembre 2015, El Obeid.

⁹⁰ Entretien avec Fatih, 11 novembre 2015, El Obeid.

⁹¹ Entretien, 7 novembre 2015, El Obeid.

⁹² La reine Elizabeth II se rendit d'ailleurs El Obeid lors de sa visite au Soudan en 1965.

⁹³ Entretien avec Abbud, 1^{er} décembre 2015, El Obeid.

spectacles et des rituels et d'exprimer son appartenance identitaire⁹⁴.

L'ensemble de ce processus de construction et de concrétisation de la communauté est donc à la fois la condition de possibilité de la participation et une stratégie afin de la susciter en jouant sur les registres de la nécessité et de l'émotion. Le registre émotionnel est d'ailleurs explicitement mobilisé par Karim, qui raconte que la présentation de la Renaissance et du nafir « touched the heart of everyone⁹⁵ ». Le recours aux symboles, qui sert à définir et faire émerger la communauté, permet une incorporation des citoyens à l'État local à travers un processus d'identification subjective (Chazan 1988, 138) qui se trouve être parallèlement un processus de distinction face à l'État central. La participation devient un devoir vis-à-vis de la communauté car il s'agit à la fois de sa survie et de sa fierté. Ces deux choses sont toutefois définies en premier lieu par les organisateurs de la Renaissance, qui cherchent alors à enclencher les processus conjoints de responsabilisation et d'appropriation qui se mettent en place dès lors que le développement du Nord Kordofan devient la responsabilité morale de la population. Comme le dit Asad, « The city is yours, the state is yours, you should participate⁹⁶ ».

2.2 Les pratiques de la participation

Le discours sur le nafir et la communauté que propose la Renaissance véhicule l'idée de relations horizontales entre les citoyens et la wilaya tout en construisant un espace où le pouvoir de cette dernière peut s'appliquer. Ce discours définit également sur qui et comment ce pouvoir peut être exercé. Dans la lignée des approches critiques de la participation et du développement,

⁹⁴ Sur le lien entre spectacle et identité, voir Hobsbawm et Ranger (1983).

⁹⁵ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

⁹⁶ Entretien, 29 novembre 2015, El Obeid.

il convient par conséquent d'observer les pratiques concrètes de la participation afin d'identifier les techniques à travers lesquelles le pouvoir est reproduit. En effet, afin de déterminer comment l'approche participative transforme les relations entre les citoyens et les autorités, il faut s'intéresser aux « formes spécifiques d'intervention (Jha, Shajahan, et Vyas 2013, 59) » qui vont être mises en œuvre, à la participation en pratique.

2.2.1 La participation comme consultation

L'idée de départ de la Renaissance vient d'Ali Osman Taha, qui fut le second Vice-Président du Soudan entre 2005 et 2011 puis premier Vice-Président jusqu'en 2013. Lors d'une visite officielle au Nord Kordofan en 2010, il explique avoir le sentiment que l'État est oublié et a besoin d'un vaste programme de développement⁹⁷. Haroun décide de mettre cela en œuvre dès sa nomination au poste de gouverneur en 2013. C'est en discutant avec ses proches conseillers, dont plusieurs ont travaillé avec des organismes internationaux de développement, que l'idée d'impliquer la population germe⁹⁸. Cette participation est mise en œuvre dès le début du programme avec l'écriture de la Convention de la Renaissance. Elle prend donc tout d'abord la forme d'une consultation.

2.2.1.1 La rédaction de la convention

Haroun et son équipe organisent le 24 août 2013 une grande réunion à Khartoum afin de réunir des Kordofanais de toutes professions. On y trouve des membres du secteur privé et du

⁹⁷ Entretien avec Karim, 5 octobre 2015, Khartoum.

⁹⁸ Entretien avec Karim, 5 octobre 2015, Khartoum.

gouvernement, des professeurs d'université, des docteurs, des ingénieurs...⁹⁹. Des appels nominaux à la participation sont publiés dans les journaux¹⁰⁰. Le jour dit, ce sont plusieurs centaines de personnes¹⁰¹ qui se réunissent au *Friendship Hall* en centre-ville pour écouter le gouverneur présenter son idée. Il demande ensuite aux participants de former un Comité de Haut niveau. Composé de plus de vingt experts, il a la responsabilité de rédiger la convention de la Renaissance. Ce comité est divisé en huit groupes de travail qui se focalisent sur des enjeux précis : 1) la réforme institutionnelle, 2) les politiques économiques, 3) l'agriculture, les ressources animales et les forêts, 4) l'éducation, 5) la santé, 6) le développement social, 7) les infrastructures et 8) la culture, les médias, les sports et le tourisme (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a). Une première version de la Convention est exposée par le comité à El Obeid « au gouvernement de la province et aux autorités concernées (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a) ». Les directives de la Convention sont également présentées le 30 septembre au Vice-Président de la République. Le gouverneur a en outre lui-même

Tenu une série de rencontres et d'entretiens avec tous les secteurs communautaires officiels et populaires et les partis politiques de la province afin de leur donner une idée sur le nafir et initier les partenaires à la participation (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a).

Il a également organisé

Des conférences de dialogue et de consultation pour les chefs de l'administration locale au niveau de la province et invité leurs homologues des autres provinces afin de discuter les moyens d'évolution de l'administration locale et renforcer les liens de voisinage (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a).

⁹⁹ Entretien avec Kedar, 19 mai 2015, Khartoum.

¹⁰⁰ Bien qu'il ne m'ait pas été possible de confirmer le nom des journaux concernés, cette information m'a été donnée par plusieurs enquêtés.

¹⁰¹ Le nombre exact reste incertain. Alors que Karim donne le chiffre de 500 personnes, Kedar cite entre 800 et 1 000 participants.

À la suite des discussions et des négociations, la Convention est modifiée puis présentée une dernière fois lors d'une grande réunion à El Obeid où le document est officiellement transmis au Président el-Béchir, qui endosse alors publiquement l'initiative et promet l'aide du Gouvernement du Soudan.

Selon Kedar, pour de nombreux participants, cet appel du gouverneur représente un profond changement : « Many, many of them, university, doctors and others they talk, they say this is the first time for us to be invited for such meeting. Many governors they came to the state and they went back and we don't see them personally, we see them in media¹⁰² ». Cette stratégie était audacieuse pour le gouvernement, car en invitant les participants à concevoir la politique de développement de l'État, il reconnaissait implicitement les échecs des précédentes initiatives et ouvrait la possibilité d'exprimer des critiques¹⁰³. La participation à l'écriture de la Convention représente une forme relativement approfondie de participation dans la mesure où les citoyens ne sont pas convoqués uniquement pour donner leur aval à des projets déjà élaborés par les autorités. On assiste au contraire à une valorisation des apports et savoir des membres de la communauté qui correspond à la philosophie de base des approches participatives, comme l'évoque en filigrane Karim lorsqu'il explique que « people need to be patient, to give us their brain¹⁰⁴ ». Ces approches sont nées d'une critique du rôle des décideurs. Elles considèrent que la participation permet un apport de compétences nouvelles, car ignorées jusqu'alors, qui améliore la qualité de l'action publique (Parizet 2011, 3) .

¹⁰² Entretien, 19 mai 2015, Khartoum.

¹⁰³ Entretien avec Karim, 5 octobre 2015, Khartoum.

¹⁰⁴ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

L'approche participative constitue dans cette mesure une remise en question du pouvoir central, ce qui justifie les qualités démocratiques qui lui sont prêtées (Parizet 2011). Mais tout comme l'idée de participation de la communauté ne questionne pas la notion de communauté elle-même, l'idée que s'en remettre à un savoir local permet de renverser les hiérarchies de pouvoir (Mosse 2001) ne pose pas la question de quel(s) savoir(s) il s'agit. En effet, ce qui est considéré comme un savoir populaire (*people's knowledge*) est également construit par les acteurs externes qui vont déterminer qui va participer à travers leur travail de définition de la communauté et **comment**, à travers la mise en place des arènes participatives. Par ailleurs, les événements qui sont organisés dans ces arènes sont publics, ce qui contribue à la reproduction des relations de pouvoir locales : les groupes dominés ou marginalisés vont se taire, et ce sont les dominants qui vont produire la connaissance (Mosse 2001). Dans le cas de la Renaissance, le savoir valorisé est un « savoir expert » produit par des élites, loin d'une forme idéalisée et essentialisée de savoir populaire émergeant de pratiques et traditions ancestrales.

Ce biais élitiste est explicite dans le passage relatant la mise en place des groupes de travail : « Huit groupes de travail couvrant les axes cités dans le paragraphe 19 ont été formés, et comprennent des experts compétents et suffisamment expérimentés dans le domaine des organisations internationales (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a) ». Ainsi, non seulement ce sont les autorités qui déterminent qui participe à ce processus, car ce sont bien elles qui ont invité, et cela même nominalement, les participants ; mais, en outre, elles imposent un prix d'entrée élevé, agissant bel et bien comme des *gatekeepers*. Les citoyens qui participent à la rédaction de la Convention possèdent donc nécessairement un niveau d'éducation assez élevé et/ou un commerce prospère et/ou sont des personnalités locales tels les chefs traditionnels : autant d'attributs qui leur confèrent des compétences techniques sur les différents axes abordés.

La Convention de la Renaissance est donc *in fine* rédigée par des notables. Les voix des citoyens ordinaires, des individus qui sont déjà marginalisés ou qui n'appartiennent pas aux réseaux sociaux les plus puissants sont maintenues hors des espaces participatifs.

Il convient cependant de remettre en perspective l'apport de la Convention à la politique de développement globale de l'État. Il est ainsi écrit dans le descriptif du contenu de la convention que :

La méthodologie de préparation d'organisation de la Convention (...) repose sur la stratégie 2007-2032, le plan quinquennal 2012-2016, le programme triennal 2012-2014, le programme exécutif du renouveau agricole, la stratégie de développement de l'agriculture saisonnière traditionnelle, l'initiative du Vice-Président de la République sur le Nord Kordofan, l'initiative du Président de la République sur l'autosuffisance alimentaire arabe, et les engagements vis-à-vis des accords régionaux et internationaux (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a).

Les citoyens ayant participé à la rédaction de la Convention n'avaient donc pas toute latitude pour inventer de toute pièce la stratégie de développement de l'État, cette dernière devant être en cohérence avec un ensemble d'autres initiatives locales et nationales. Il apparaît par conséquent que cette modalité de participation, qui semblait approfondie, reste très limitée dans la pratique et ne se situe pas réellement dans une perspective *bottom-up*. Les discours des acteurs qui se sont investis dans la mise en place de l'initiative sont d'ailleurs contradictoires à cet égard. Karim, Yunus ainsi qu'Adil, un informaticien rencontré au bureau du gouverneur, utilisent le terme *bottom-up* pour désigner les projets de la Renaissance. À l'inverse, Yasin, qui joue un rôle important dans la mise en place de l'initiative, explique clairement qu'il s'agit d'une

structure *top-down*. Il ajoute que cela changera peut-être plus tard afin d'introduire une dimension démocratique¹⁰⁵.

2.2.1.2 Participation ou représentation

D'autres arènes de participation ont ensuite été mises en place, néanmoins elles soulèvent la question de ce qui relève de la participation, de la représentation ou encore de la mobilisation. Ces arènes sont instaurées à tous les niveaux administratifs de la wilaya. Un comité de haut niveau est mis en place à l'échelon de l'État, à El Obeid. Sa structure interne est inspirée de celle de son prédécesseur, avec des représentants de chaque secteur d'activité, de chaque religion et de chaque ethnie répartis dans des sous-comités. Ce conseil inclut des ministres et des membres du Parlement et constitue donc une institution supposée renforcer la communication entre les autorités et la société. La structure est reproduite à chaque palier de gouvernance, avec des conseils du *nafir* plus petits dans chaque localité puis dans chaque unité administrative. Les membres de ces institutions sont sélectionnés et non élus¹⁰⁶. C'est le gouverneur qui s'en charge pour le comité de haut niveau, le *commissioner*, qui dirige la localité, pour les conseils au niveau de la localité et ainsi de suite. Il y a cependant des critères:

People should be accepted by people, be famous, communal leaders, whatever their political affiliation. It is not only NCP people. They should be accepted by people, work for the people: teachers, women, youth, students... 30 % of the members should be women, same as the National Assembly¹⁰⁷.

Ce processus de sélection soulève plusieurs questions. Premièrement, il est en contradiction avec la logique participative, qui repose sur une ouverture de ces arènes dans une

¹⁰⁵ Entretien, 10 novembre 2015, El Obeid.

¹⁰⁶ Entretien avec Yasin, 10 novembre 2015, El Obeid.

¹⁰⁷ Entretien avec Yasin, 10 novembre 2015, El Obeid.

perspective qui soit la plus inclusive possible. Deuxièmement, cette institutionnalisation de la Renaissance se construit sur le modèle des divisions administratives de l'État soudanais, posant la question d'une éventuelle concurrence entre les comités du nafir et les différentes administrations et institutions représentatives qui existent à chaque niveau. À ma question sur ce sujet, Abbud s'empresse de répondre que ces institutions ne sont pas parallèles mais qu'il s'agit d'une hiérarchie verticale et que les deux côtés travaillent en harmonie¹⁰⁸. Mon échange avec Karim révèle cependant que la création de ces comités n'était pas nécessairement du gout des représentants élus. Alors que je pose la question de savoir s'il s'agit d'une sorte de structure parallèle à l'administration locale, il me répond : « This is what the MPs said, the political parties. But it is not a parallel structure ¹⁰⁹ ». L'inclusion de membres des différents échelons de gouvernement dans les comités du nafir peut être interprété comme un moyen de les rassurer, alors même que d'habitude les comités en charge d'un nafir ne comprennent pas de représentants du gouvernement¹¹⁰. Cela peut également être un moyen de s'assurer que ces notables n'entravent pas le bon déroulement des projets, car comme le rappelle Ilias,

If you consult the community directly, some of the government people, institutions, won't be happy. You have to work with them. For some of them, if things don't happen with them, then it won't happen at all¹¹¹.

Les comités du nafir n'ont donc pas de fonctions représentatives, mais ils n'apparaissent pas non plus comme des institutions participatives. Leur mandat est en fait double : premièrement, ils sont censés fournir une expertise aux parlementaires et au gouvernement qui possèdent le

¹⁰⁸ Entretien, 1^{er} décembre 2015, El Obeid.

¹⁰⁹ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

¹¹⁰ Entretien avec Ghazi, professeur, 13 mai 2015, Khartoum.

¹¹¹ Entretien, 26 mai 2015, Khartoum.

pouvoir décisionnel en matière de politique publique ; deuxièmement, ils sont chargés de mobiliser la population. Abbud, qui est membre du comité au niveau de la wilaya, indique ainsi que le mandat de cette institution est de formuler des idées et de proposer des analyses mais également de faire la promotion du nafir et de contribuer à l'internalisation de l'idée¹¹². Karim affirme quant à lui que le comité est comme un groupe de conseil qui donne son avis sur les projets du gouvernement avant que ce dernier ne les présente au Parlement afin de les améliorer. Ces comités ne semblent cependant pas remplir leurs rôles. Ainsi, bien qu'il ait été supposé être l'institution centrale pour la mise en place de la Renaissance, le Haut Comité a été progressivement mis sur la touche, au point de n'être plus qu'une coquille vide, et ce de façon très littérale. En effet, lors de ma visite à El Obeid, j'ai tenté de visiter le quartier général de l'organisation et, malgré les énormes signes colorés au-dessus de la porte, le bâtiment était vide et personne n'est venu ouvrir la porte. Selon l'un de mes informateurs, ce conseil aurait cessé ses activités et tout passerait désormais par le cabinet du gouverneur¹¹³. Bien que cela puisse s'expliquer par la personnalité du gouverneur, dont certains disent qu'il a du mal à déléguer les responsabilités¹¹⁴, il peut également s'agir d'une conséquence de l'inefficacité du conseil. Karim indique en effet explicitement que ce conseil ne fonctionnait pas très bien, sans toutefois vouloir donner davantage de détails¹¹⁵. Concernant leur fonction de mobilisation de la population, il semblerait que ces comités soient essentiellement utilisés pour récolter et transmettre les donations des citoyens. La participation de la majeure partie de la population se limite en effet

¹¹² Entretien, 1^{er} décembre 2015, El Obeid.

¹¹³ Entretien avec Fouad, fonctionnaire au Ministère de la Culture, 8 novembre 2015, El Obeid ; Entretien avec Muhammad, ancien fonctionnaire de haut niveau et politicien, 28 novembre 2015, El Obeid.

¹¹⁴ Entretien avec Muhammad, 28 novembre 2015, El Obeid.

¹¹⁵ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

à apporter de l'argent à la Renaissance, même si au cours des entretiens plusieurs personnes mentionnèrent des exemples de consultations populaires impliquant un groupe de citoyens plus large. Ces mentions se limitaient toutefois à des références à de vagues réunions.

Un seul exemple fut décrit en détail : après l'adoption de la Convention, Haroun demanda à chaque *commissionner* de développer un plan pour sa propre localité en utilisant la même méthode participative. Il décida ensuite d'organiser des Conseils des ministres dans chaque localité, donnant l'occasion à chaque *commissionner* de présenter son plan. Ces Conseils étaient supposément ouverts à tous, et les citoyens, après avoir écouté leur représentant, pouvaient exprimer leur opinion. Les plans furent refusés dans plusieurs localités, ce qui, selon Karim, indique clairement que le processus n'avait pas été participatif¹¹⁶. À Bara, l'idée de développer un plan directeur pour la ville serait issue de la participation des citoyens à cette réunion¹¹⁷. Il convient toutefois de préciser que des récits contradictoires de ces réunions coexistent. Pendant ma visite à Bara, Yunus m'indiqua que ce sont des « citoyens d'honneur » qui étaient invités à ce Conseil des ministres. Ils possédaient alors un droit de vote égal à celui des ministres¹¹⁸. Lorsque je demandais comment il était possible d'obtenir une invitation, il me répondit qu'il s'agissait principalement de membres d'ONG, des partis d'opposition et de l'administration traditionnelle. Il s'agissait donc encore une fois de notables. La participation populaire est utilisée ici pour mettre les *commissionners* sous pression, ce qui fonctionna apparemment puisqu'après les premières réunions houleuses, les choses se passèrent mieux¹¹⁹.

¹¹⁶ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

¹¹⁷ Entretien avec Masud, architecte, et Yunus, élu local, 14 novembre 2015, Bara.

¹¹⁸ Entretien, 14 novembre 2015, Bara.

¹¹⁹ Entretien avec Karim, 5 octobre 2015, Khartoum.

Pour conclure, même dans le cas d'exemples de participation plus large, la logique reste celle d'une action *top-down* avec des arènes participatives réservées en grande partie aux notables.

2.2.2 Vers davantage d'agentivité ? De participation à donation

La Renaissance propose cependant une forme bien plus inclusive de participation, qui est la contribution monétaire. Celle-ci semble d'ailleurs être l'objectif fondamental de la mise en place du nafir. En effet, pour plusieurs interlocuteurs, y compris des proches du gouverneur, l'obstacle principal au développement de l'État est la faiblesse du financement disponible¹²⁰, qui est une justification bien plus citée que la nécessité de mobiliser une expertise. Ce problème s'est d'ailleurs accentué après la sécession du Sud riche en pétrole et la fin de cette manne financière¹²¹. L'embargo imposé par plusieurs pays occidentaux, en particulier les États-Unis, contribue également à une situation économique difficile pour l'ensemble du pays et, par conséquent, pour le Nord Kordofan¹²².

2.2.2.1 Entre participation suscitée et mobilisation spontanée

Pour la majeure partie des citoyens, le nafir se traduit par une contribution financière, encouragée par les comités du nafir. La tâche principale du comité de Khartoum est ainsi de pousser les citoyens originaires du Nord Kordofan à faire des dons. J'ai eu l'occasion de visiter le siège de ce comité à deux reprises. Lors de mon premier terrain, il était installé dans le centre de Khartoum, près du souk al-arabi. Une grande urne transparente était posée dans un coin de

¹²⁰ Entretien avec Asad, 29 novembre 2015, El Obeid ; Entretiens avec Kedar, 19 mai et 5 octobre 2015, Khartoum, Entretien avec Fatih, 11 novembre 2015, El Obeid.

¹²¹ Entretien avec Kedar, 19 mai 2015, Khartoum.

¹²² Entretien avec Yunus, Masud et Imran, 14 novembre 2015, Bara.

la pièce principale, prête à recevoir l'argent en espèces. Je n'ai pas eu l'occasion de revoir cette urne lors de mon second terrain. Le comité avait déménagé dans un autre quartier, mais Kedar m'affirma que l'urne était toujours là, dans une autre pièce. Ce nouveau bureau est d'ailleurs situé dans le même bâtiment que la représentation de l'État du Nord Kordofan à Khartoum, qui aurait accepté de partager son espace afin de minimiser les coûts. Cette situation contribue cependant, encore une fois, à l'effacement de la distinction entre les comités en charge du nafîr et l'administration régulière de la wilaya. Les membres du comité sont des volontaires. Ils se déplacent sur les différents marchés de la ville où ils savent qu'il existe une communauté kordofanaise, informent les commerçants sur la Renaissance et sollicitent leur contribution. Ils amènent également de la nourriture et des boissons. Ils ont, en outre, commencé récemment à imprimer des reçus sur lesquels l'image d'Omar el-Béçhir et de Suwar al-Dahab¹²³ brandissant la Convention est imprimée. Plus la donation est importante, plus le format du reçu est grand. Le but est que les commerçants l'encadrent et l'affichent dans leur échoppe.

¹²³ Le général Suwar al-Dahab a dirigé le Soudan pendant un an après la chute de Nimeiri, après quoi il a remis le pouvoir aux civils ainsi qu'il en avait fait la promesse. Il est depuis 1987 le président de l'Association de l'Appel Islamique (Islamic Call Organization). Bien qu'il soit né à Omdurman, sa famille est apparemment établie à El Obeid.

Figure 2. Reçus du nafir de la Renaissance pour 10 SDG



Source : Photographie de l'auteur, octobre 2015

Figure 3. Reçu du nafir de la Renaissance pour 5 000 SDG



Source : Photographie de l'auteur, octobre 2015

Ce comité travaille également à l'étranger, en particulier dans les pays du Golfe, pour mobiliser les migrants kordofanais et les pousser à envoyer des dons¹²⁴. Il semble toutefois être l'objet de tensions. Lors de ma visite sur un marché de bétail à Khartoum, où travaille une importante communauté kordofanaise, plusieurs marchands m'expliquèrent qu'ils n'avaient pas reçu la visite du comité. Ils étaient cependant bien au courant de son existence. Lorsque je le mentionnais, l'un des commerçants interrogé commença par rire, avant de me dire qu'il n'avait aucune relation avec ce comité et qu'il préférerait donner son argent directement chez lui, dans le Nord Kordofan, car les membres de ce comité sont uniquement préoccupés par l'argent¹²⁵. Dans les zones rurales, les donations peuvent également être faites en nature, le comité du naffir jouant alors le rôle de relai administratif. Les habitants vont par exemple donner une partie de leur récolte au comité au titre de don pour la Renaissance. C'est le comité qui va ensuite vendre ces récoltes et transmettre l'argent au maire, qui ira le déposer sur le compte en banque dédié à la Renaissance ouvert à la Banque du Soudan¹²⁶.

La distinction entre ce qui relève de dons spontanés, impliquant un fort degré d'agentivité, et les donations provoquées, notamment par le biais du contrôle social, est ténue. Certains témoignages évoquent des mobilisations spontanées et inattendues. Kedar raconte par exemple que ce sont les écoliers kordofanais qui furent les premiers à participer au naffir en faisant don de l'argent qu'ils utilisent normalement pour payer leur petit-déjeuner¹²⁷. Cet argent

¹²⁴ Entretiens avec Kedar, 19 mai et 5 octobre 2015, Khartoum.

¹²⁵ Entretien avec Abdul, marchand de bétail, 20 octobre 2015, Khartoum.

¹²⁶ Entretien avec Yunus, Masud et Imran, 14 novembre 2015, El Obeid.

¹²⁷ Entretien avec Kedar, 19 mai 2015, Khartoum.

est récolté par le directeur de l'école qui le confie ensuite à l'administration appropriée¹²⁸. Karim raconte également qu'alors qu'il visitait le marché d'El Obeid, le gouverneur fut abordé par des chauffeurs de taxi. Ils lui expliquèrent qu'ils désiraient contribuer à raison d'un pound par jour. Entendant cela, l'une des *sitta chai*¹²⁹ s'avança à son tour. Elle affirma que les chauffeurs de taxi n'étaient pas meilleurs que les *sitta chai*. Pour le démontrer, elle promit que pour chaque dizaine de tasses de thé vendues, elles en donneraient une pour la Renaissance¹³⁰. Le degré de véracité de ces anecdotes reste bien entendu difficile à établir. Une *sitta chai* installée à l'écart du centre-ville m'expliqua par exemple qu'elle ne contribuait pas de cette façon, mais qu'elle payait pour le ramassage des ordures dans la rue. Celles qui reversent l'argent d'une tasse de thé sont les femmes installées dans le centre-ville, en particulier sur le marché principal. Le gouverneur leur aurait en échange apporté du matériel qu'elles payent à crédit et les laisserait tranquilles¹³¹. L'anecdote racontée par Karim met toutefois en évidence les mécanismes de pression sociale qui permettent d'éviter les comportements de type passager clandestin, avec des individus profitant des nouvelles infrastructures sans y avoir contribué. Ces mécanismes sont particulièrement importants au sein de communautés soudées dans lesquelles il est central pour les individus de soigner leur réputation afin de préserver leurs relations sociales. L'utilisation de la référence au nafir renforce cette stigmatisation de la non-participation tout en contribuant, comme nous l'avons vu précédemment, à la cohésion de la communauté.

¹²⁸ Entretien avec Abdul, marchand de bétail, 20 octobre 2015, Khartoum.

¹²⁹ Les *sitta chai* sont les commerçantes qui vendent du thé et du café dans la rue.

¹³⁰ Entretien avec Karim, 5 octobre 2015, Khartoum.

¹³¹ Malgré leur popularité, ces marchandes de thé sont mal vues du public et régulièrement harcelées par la police.

2.2.2.2 La mobilisation des corps intermédiaires

Les comportements de passager clandestin sont rendus encore plus difficiles dans la mesure où les dons sont également récoltés *via* les corps intermédiaires, en particulier les associations professionnelles. Les dons ne sont donc pas uniquement individuels. Mohammed, un jeune pharmacien d'El Obeid, m'expliqua ainsi que le syndicat des médecins s'était réuni au début de la Renaissance pour décider de sa contribution¹³². La Chambre de commerce du Nord Kordofan fut également sollicitée par le gouverneur. Il invita ses membres à une réunion et leur présenta les projets à effectuer dans le domaine de l'éducation. Les commerçants promirent de construire cent nouvelles salles de classe. Ils possédaient d'ailleurs déjà une expertise dans ce domaine puisqu'ils ont établi, au début des années 1980, leur propre école secondaire, encore fonctionnelle aujourd'hui. Les représentants de la Chambre de commerce sont donc allés individuellement à la rencontre des commerçants, et tous ont volontairement donné une somme. Celle-ci fut déposée sur un compte en banque dédié et la Chambre de commerce supervisa la construction des nouvelles salles de classe afin de s'assurer que le travail était bel et bien fait¹³³. La Chambre a également effectué des donations à travers ses cinq chambres (commerce, industrie, transport, artisanat et agriculture). Les dirigeants de l'organisation ont expliqué dans chacune d'entre elles les buts de la Renaissance et fixé une contribution pour chacune d'entre elles. Le montant de la somme fut discuté à l'intérieur de chaque chambre, indépendamment des discussions avec le gouvernement. Selon Fatih, la Chambre de commerce aurait contribué au

¹³² Journal, 2 novembre 2015.

¹³³ Entretien avec Yusni, 25 novembre 2015, El Obeid.

total à 65 % du budget des projets¹³⁴. Selon Yusni, cette participation s'élève à 60 000 SDG¹³⁵ pour la première année de la Renaissance. Le document intitulé *Le Total des Revenus du Nafir du Nord Kordofan (octobre 2013 - avril 2014)*, mis en ligne sur le site internet officiel de l'initiative, répertorie les dons réalisés par les corps professionnels. Si la Chambre de commerce ne s'y trouve pas en tant que telle – ce qui ne permet pas de confirmer les dires de Yusni et Fatih-, il est toutefois écrit que l'Union professionnelle des enseignants a contribué à hauteur de 100 000 SDG, l'Union générale de la Femme soudanaise avec 60 000 SDG ou encore l'Union des retraités du Service national avec 301 200 SDG (Ministère des Finances et de l'Économie du Nord Korfodan 2014).

Pour les autorités, la mobilisation du secteur privé, représenté par la Chambre de commerce, est un enjeu central de la Renaissance. La Convention l'indique d'ailleurs clairement :

G/ L'activation du rôle du secteur privé dans la renaissance.

124. L'amélioration de l'atmosphère économique et d'investissement du secteur privé afin de pouvoir contribuer avec efficacité à la renaissance de la province;

125. La création d'une relation étroite entre le gouvernement et le secteur privé afin que ce dernier contribue à la prise de décisions et de politiques favorisant le développement global;

126. La facilitation d'obtention de financement au secteur privé, et la tenue de réunions, de conférences et d'ateliers pour mieux être connu du public (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a).

La relation entre le gouvernement et le secteur privé reflète encore une fois la logique de l'échange. D'un côté, le gouvernement met en place à travers la Renaissance un objectif de renforcement de l'activité industrielle et commerciale ainsi que de l'attractivité du Nord

¹³⁴ Entretien avec Fatih, 11 novembre 2015, El Obeid.

¹³⁵ Soit 11 472 CAD au taux de juillet 2017 (1 SDG = 0,19 CAD).

Kordofan pour les investissements extérieurs, avec l'idée de créer un environnement habilitant pour le secteur privé¹³⁶. D'un autre côté, il est toutefois attendu que ce dernier va contribuer de façon importante à l'initiative. Kedar explique d'ailleurs que « the government does not have enough money in such a big country for infrastructure, basic services. But institutions and companies have the money¹³⁷ ». La Renaissance donne l'opportunité à la wilaya de se rapprocher d'un secteur qui aurait précédemment échappé au contrôle de l'État et d'en extraire des ressources supplémentaires. Selon Rabi, la Chambre de commerce régionale, créée en 1999 – à la suite de la création de la Chambre nationale en 1994 sur décision de l'Assemblée nationale-, est totalement indépendante du gouvernement. Cela ne signifie pas que des relations entre les deux n'existaient pas auparavant, mais celles-ci se sont renforcées avec la Renaissance. La présence du Président de la fédération ou de son Secrétaire général aux réunions du Conseil des ministres ainsi que la nomination de représentants dans tous les comités du nafir et de l'État qui s'occupent des questions économiques est par exemple devenue systématique. Selon Rabi, cela est dû au plus grand respect que le gouvernement donne à la Chambre de commerce en tant qu'organisme qui peut contribuer à la gestion de l'État ; c'est d'ailleurs avec une certaine fierté qu'il explique à la fin de l'entretien que c'est le gouvernement qui vient voir la fédération et non l'inverse¹³⁸. Il s'agirait en fait d'une reconnaissance supplémentaire que le gouverneur accorde à une organisation qui, selon ses propres discours, a toujours œuvré pour le bien-être de la communauté, comme cette école secondaire construite au début des années 1980 en témoigne.

¹³⁶ Entretien avec Karim, 5 octobre 2015, Khartoum.

¹³⁷ Entretien avec Kedar, 5 octobre 2015, Khartoum.

¹³⁸ Entretien, 11 novembre 2015, El Obeid.

Le contexte de crise économique de l'époque avait conduit à des manifestations hostiles aux commerçants et plusieurs magasins avaient été brûlés. Un ministre de l'époque a alors suggéré aux commerçants de faire quelque chose afin de montrer à la population qu'ils étaient de son côté. Il leur a donc octroyé une terre sur laquelle ils ont construit cette école¹³⁹, ce qui démontre l'existence d'une proximité ancienne entre le secteur privé et les autorités. L'indépendance de ces corps intermédiaires vis-à-vis de l'État et du régime, local et central, doit donc être questionnée, notamment dans un contexte où ces organisations vont également jouer un rôle central dans la mise en place d'une véritable logique de taxation.

2.2.3 De participation à taxation

Même s'ils sont activement recherchés par les autorités, les dons restent une façon de participer qui laisse encore place aux choix individuels, d'autant plus que de nombreux commerces, en particulier dans le secteur informel, ne sont pas réunis au sein d'organisations représentatives. Il existe toutefois une dernière modalité de participation qui exclut toute possibilité d'évitement : le nafir transformé en prélèvements automatiques.

2.2.3.1 La participation comme prélèvement automatique

La participation monétaire au nafir est en effet insérée dans un ensemble de routines administratives, fonctionnant alors à l'image d'un système de taxation égalitaire, car nul ne peut y échapper, mais qui permet en outre de multiplier les espaces et moments de participation. La participation au nafir n'est donc pas une occurrence ponctuelle pour les citoyens : elle est répétée

¹³⁹ Entretien avec Yusni, 25 novembre 2015, El Obeid.

et multipliée, inscrite dans une multitude de pratiques de la vie quotidienne. Une somme est ainsi prélevée sur tous les actes administratifs officiels :

And all the deals in the government offices: one pound, one pound, one pound.
Driver's license: one pound. If you have penalty in the street: one pound. If you have to make the nationality: one pound. If you want to have a bill to any constitution: one pound. This is very little money, but this is spread¹⁴⁰.

Cette stratégie paraît particulièrement pertinente dans un pays connu pour ses multiples lourdeurs bureaucratiques. Toutefois, bien qu'il s'agisse de sommes minimes, le fait que ces contributions se trouvent répétées lors de multiples occasions a pour conséquence que la participation de chaque citoyen va bien au-delà d'un pound. En effet, quelques pounds sont également prélevés sur chaque achat d'essence, sur le paiement des frais de scolarité à l'université¹⁴¹, sur chaque produit importé en dehors du Nord Kordofan¹⁴², sur chaque trajet pour emmener du bétail à Khartoum¹⁴³, sur chaque ticket de bus¹⁴⁴ et ainsi de suite. Les sommes récoltées sont importantes : au total, ce sont plus de 23 millions¹⁴⁵ de livres soudanaises qui ont été récoltés par ce biais pendant l'année 2013/2014 (Ministère des Finances et de l'Économie du Nord Korfodan 2014). Ce mode de participation à laquelle il devient concrètement impossible de se soustraire n'échappe pas aux critiques. L'un des éleveurs de bétail de Khartoum explique ainsi que Haroun leur a promis beaucoup avec la Renaissance, mais que rien n'est fait alors que leur participation est presque une obligation : « Même si tu ne veux pas participer ils

¹⁴⁰ Entretien avec Kedar, 19 mai 2015, Khartoum.

¹⁴¹ Journal, 11 novembre 2015.

¹⁴² Entretien avec Yusni, 25 novembre 2015, El Obeid.

¹⁴³ Entretien avec Hassan, marchand de bétail, 20 octobre 2015, Khartoum.

¹⁴⁴ Journal, 11 novembre 2015.

¹⁴⁵ Soit plus de quatre millions de dollars canadiens.

peuvent te faire payer¹⁴⁶ ». Il s'agit en outre d'une participation qui applique une forme d'égalité arithmétique qui ignore les différences entre les individus : ces derniers donnent tous la même somme quels que soient leur catégorie sociale et leurs revenus. Cela fait écho au nafir traditionnel, dans lequel chacun va accomplir le même ouvrage, la division se faisant au niveau du genre plutôt que de la classe sociale. À l'inverse, le mode de participation comme consultation reproduit quant à lui les systèmes de domination internes à la communauté.

Une autre façon de prélever de l'argent a cependant été mise en place qui applique un principe d'égalité davantage géométrique, il s'agit des prélèvements réalisés sur les salaires des fonctionnaires de l'État, même au plus haut niveau de l'administration¹⁴⁷. Le mécanisme est progressif : le gouverneur donne 25 % de son salaire, les ministres 20 % et ainsi de suite¹⁴⁸. Cela fait écho aux principes du nafir traditionnel, selon lesquels les plus riches comme les plus pauvres contribuent et sont connectés par le principe de réciprocité. Faire participer le gouverneur et les fonctionnaires les plus haut-placés permet de montrer l'exemple et d'instaurer la confiance. Comme l'indique Yunus, il s'agit d'une stratégie pour montrer que « nous », on a des principes et des valeurs, dans ce cas tirés explicitement de la tradition du nafir, en faisant participer les puissants¹⁴⁹.

¹⁴⁶ Entretien avec Hassan, 20 octobre 2015, Khartoum.

¹⁴⁷ Entretien avec Kedar, 19 mai 2015, Khartoum ; Entretien avec Abbud, 1^{er} décembre 2015, El Obeid.

¹⁴⁸ Entretien avec Sharaf, 13 mai 2015, Khartoum.

¹⁴⁹ Entretien, 14 novembre 2015, Bara.

Les similitudes entre cette pratique et l'impôt progressif sont évidentes, même si certaines personnes interrogées nient fermement toute ressemblance¹⁵⁰ alors que d'autres utilisent le terme d'impôt sans problème¹⁵¹. La logique de l'impôt est en soi fondamentalement différente du *naḥr* traditionnel, car elle implique des relations de pouvoir verticales, l'État occupant le rôle de structure dominante dont la fonction est de collecter auprès de la population - et de redistribuer- des ressources financières. L'impôt ne repose pas sur le volontariat et constitue une pratique foncièrement coercitive. Pour autant, indépendamment de la façon dont il est mis en place, il constitue, comme le *naḥr*, une pratique de solidarité entre membres d'une même communauté, dont il contribue lui aussi à la définition. Le *naḥr* de la Renaissance est donc une pratique qui chevauche ces deux types de contrats sociaux. Un second aspect central de la logique de l'impôt est son lien avec la question de la représentation, et donc *in fine* celle du régime politique (LeVan 2015). De nombreux travaux lient en effet historiquement le développement du principe représentatif à celui de la taxation des citoyens¹⁵² :

In order to raise revenue, rulers enter into a contract with citizens. Citizens agree to provide tax revenue in exchange for an enhanced role in governance. With taxation comes the incentive for decision-makers to shift policy toward citizen interests (LeVan 2015, 16).

Un phénomène inverse se produirait par conséquent dans les espaces où les gouvernants sont capables d'obtenir des revenus sans s'appuyer sur les citoyens, par exemple en exploitant des ressources naturelles (LeVan 2015). La mise en place de la Renaissance évoque cette logique historique. Non seulement le *naḥr* est mis en place à un moment où les revenus issus du pétrole

¹⁵⁰ Entretien avec Nassim, fonctionnaire de l'Assurance Santé du Nord Kordofan, 9 novembre 2015, El Obeid.

¹⁵¹ Entretien avec Latif, représentant religieux, 16 novembre 2015, El Obeid.

¹⁵² Voir par exemple Levi (1988), North et Weingast (1996) et Tilly (1992).

disparaissent, mais, en outre, il va de pair avec des discours proposant une vision transformée des relations entre les autorités et les citoyens. Le fait que cette transformation consiste en un renforcement de l'imputabilité des autorités reste cependant discutabile, cette relation étant elle-même contestée dans la littérature (Rakner et Gloppen 2003). D'un côté, la Renaissance instaure de nouveaux canaux de communication entre les citoyens et les autorités qui, même si leur aspect inclusif est limité, peuvent favoriser une responsabilisation des gouvernants. Celle-ci reste toutefois très faible, dans la mesure où les membres de la communauté n'ont pas réellement la capacité de protester s'ils considèrent que la wilaya ne respecte pas ses engagements.

En effet, il n'est pas vraiment possible de sanctionner des représentants qui ne sont pas élus de façon totalement libre et honnête étant donné le contexte autoritaire, le gouverneur lui-même n'était plus élu mais de nouveau nommé par le Président depuis une réforme de 2015. Haroun avait d'ailleurs été placé à ce poste de cette façon dès 2013 alors même que le principe de l'élection était encore en vigueur. Par ailleurs, la possibilité d'échapper à l'impôt/nafir est faible compte tenu de la façon dont il a été mis en pratique. Enfin, en présentant le nafir en termes de mécanisme participatif et non de taxation, le gouvernement procède à une dilution de sa propre responsabilité. Celle-ci devient collective dans la mesure où les projets sont représentés comme étant mis en œuvre de façon participative. Yunus articule clairement ce mécanisme :

Nous on cherche à arriver à une situation dans laquelle les gens vont dire nous avons réussi et non pas le gouvernement a fait ci, pas fait ça... Dans ce cas, quand on critique les projets, on se critique soi-même !¹⁵³

¹⁵³ Entretien avec Yunus, 14 novembre 2015, Bara.

À partir du moment où la participation est présentée comme la condition de réussite des projets, les échecs vont pouvoir être interprétés comme résultant d'un manque de participation, dédouanant le gouvernement de toute responsabilité. La mise en place de ces prélèvements contribue en outre au renforcement de l'État fédéré¹⁵⁴, qui capture par ce biais une population qui échappait auparavant à son emprise. Le revenu issu des taxes est d'ailleurs extrêmement faible au Soudan, se limitant à 6,2 % du PIB en 2012, alors même que la moyenne des pays voisins était d'environ 17 % (Jenkins et al. 2013, 12). Cette situation s'explique par des taux d'imposition très bas, une population imposable réduite et enfin une administration fiscale faible (Jenkins et al. 2013, 12). Les prélèvements sur les salaires au nom du nafir ne peuvent toutefois se faire sur les emplois du secteur informel, dont la capture va davantage se faire *via* les taxes imposés sur les divers produits et actes administratifs.

2.2.3.2 Une participation négociée ? Le rôle des syndicats et des corps professionnels

Ces prélèvements sur les salaires étaient apparemment au départ une simple suggestion et devaient être effectués volontairement¹⁵⁵. Ils seraient ensuite devenus obligatoires¹⁵⁶, démontrant ainsi combien les pratiques participatives de la Renaissance impliquent des degrés variables d'agentivité et de coercition. Ces diverses taxes, en particulier celles prélevées sur les salaires, ont été négociées avec les syndicats et autres corps professionnels¹⁵⁷. Ainsi, lorsque je

¹⁵⁴ Pour une analyse du rôle de l'impôt dans la construction de l'État, voir les ouvrages de Charles Tilly (1992) et Norbert Élias (1975).

¹⁵⁵ Entretien avec Fouad, 8 novembre 2015, El Obeid ; Entretien avec Yunus, 14 novembre 2015, Bara.

¹⁵⁶ Entretien avec Fouad, 8 novembre 2015, El Obeid.

¹⁵⁷ Entretien avec Abbud, 1^{er} décembre 2015, El Obeid ; Entretien avec Musa, exportateur de bétail, 19 novembre 2015, El Obeid.

demandai à Asad si des réunions avaient eu lieu au sein de l'université pour déterminer les sommes que les étudiants et les professeurs donnent, il me répondit « It is the union, the labor federation who can decide¹⁵⁸ ». Abbud indique la même chose, en précisant que « it is agreed upon by people working for nafir and the unions, for instance the student unions¹⁵⁹ ». Or, les syndicats étudiants en particulier sont extrêmement politisés au Soudan, comme en témoignent les affrontements réguliers lors des élections étudiantes entre étudiants pro-NCP et pro-opposition. Si ces conflits, parfois très violents, touchent avant tout l'Université de Khartoum¹⁶⁰, conduisant régulièrement à sa fermeture pour des durées indéterminées (Abbas 1991), l'Université du Kordofan n'en a pas été exempte. En avril 2016, un étudiant a trouvé la mort et une vingtaines d'autres ont été blessés lors d'affrontements entre partisans de l'opposition et partisans du NCP durant la campagne électorale pour l'Union des Étudiants (*Radio Dabanga* 2016, *Sudan Tribune* 2016). Des violences avaient également éclaté en 2015 (*Radio Dabanga* 2015a).

Cette politisation est le résultat d'une stratégie du régime d'el-Béehir, entamée par le NIF avant même sa prise de pouvoir. Le pouvoir économique acquis par le parti après la décision prise par le Président Nimeiri d'islamiser l'économie à la fin des années 1970 lui a en effet permis d'instaurer des relations de patronage avec certains étudiants : « in what has been an extremely sluggish job market, student leaders who owed their allegiance to the NIF have gotten jobs in Islamic banks, firms and organizations controlled by the NIF (Abbas 1991, 3) ». Le régime actuel a perpétué ces pratiques clientélistes. Le Président Nimeiri donna également au

¹⁵⁸ Entretien, 29 novembre 2015, El Obeid.

¹⁵⁹ Entretien, 1^{er} décembre 2015, El Obeid.

¹⁶⁰ Il y a eu également de violents incidents en 1990 à l'Université de Gezira.

NIF tout pouvoir dans le domaine de l'enseignement supérieur en échange de la pacification des campus. Le NIF et ses supporters muselèrent alors les étudiants proches de l'opposition, utilisant au besoin la violence pour monopoliser l'arène politique au sein des universités. Cette stratégie était également essentielle pour remplir l'objectif de prise du pouvoir dans la mesure où les syndicats étudiants soudanais sont historiquement les incubateurs des partis politiques et un moyen de façonner les futures élites (Bishai 2008). Dans ce contexte, « student union elections - with party sponsoring and mentoring- were run each year with all the seriousness of national political parties (Bishai 2008, 4) ». À son arrivée au pouvoir, le régime conduisit une vaste politique d'exclusion et de licenciement des professeurs et étudiants qui lui étaient opposés, en particulier à l'Université de Khartoum (Abbas 1991). Chancelier, vice-chancelier et directeurs de départements, auparavant élus, furent remplacés par des personnalités nommées par le gouvernement central (Bishai 2008, 5). C'est d'ailleurs sans doute pour contribuer à l'affaiblissement de l'Université de Khartoum, qui avait toujours été le principal lieu de production des élites et de contestation des pouvoirs en place, que le régime créa, à la fin de 1989, de nouvelles universités dans les régions périphériques, y compris au Kordofan.

Cet historique conduit donc nécessairement à questionner la dimension consensuelle d'accords négociés entre ces syndicats contestés, qui ne sont pas nécessairement représentatifs ni légitimes, et le Gouvernement du Nord Kordofan. Abbas affirme cependant que seuls les syndicats étudiants ont été capturés par le régime, l'obsession du gouvernement central pour ces derniers résultant de ses échecs dans ses tentatives de prise de contrôle des associations professionnelles et des autres syndicats qui lui restèrent fermement opposés (Abbas 1991, 5). Le fait que le gouvernement central ait décidé en 1989 de dissoudre tous les syndicats à l'exception des syndicats étudiants semble avaliser cela. Les syndicats soudanais étaient en outre

historiquement liés au Parti Communiste, très puissant jusqu'à l'arrivée au pouvoir du Président Nimeiri auquel il s'opposa, restant, contrairement au NIF, constamment dans l'opposition. Il est cependant difficile, étant donné le peu de recherches existant sur ce sujet, de déterminer dans quelle mesure les syndicats actuels, qui ont été recréés par le régime et dont les dirigeants ne sont pas élus et sont des fidèles du régime (El Murtada 1993), perpétuent cet héritage de relative indépendance face au pouvoir.

Conclusion

L'analyse des discours autour de la Renaissance ainsi que de la mise en œuvre des pratiques participatives met en évidence combien la tradition se trouve transformée par les autorités, réinterprétée en symbole des valeurs kordofanaises et en système de taxation devenu ainsi acceptable et légitime. Les citoyens eux-mêmes ne sont pas sans percevoir le processus à l'œuvre, comme en témoigne l'agacement de Hilal lorsqu'il indique qu'il est devenu difficile de distinguer ce qui est du nafir et ce qui n'en est pas¹⁶¹. La participation dans le contexte de la Renaissance opère comme une forme de gouvernementalité. En premier lieu se déroule un processus de représentation (Jha, Shajahan, et Vyas 2013) à travers lequel le gouvernement définit un espace discursif dans lequel l'exercice du pouvoir va être rationalisé à travers la définition d'une communauté et d'arguments justifiant l'exercice de ce pouvoir au nom de la nécessité et de l'identité. En second lieu, ce discours est la condition de possibilité de formes spécifiques d'intervention sur la communauté et les individus qui la composent. Cette intervention se traduit par la mise en place d'institutions, de procédures, de normes formelles et

¹⁶¹ Journal, 25 novembre 2015.

informelles de comportement qui vont s'introduire dans la vie quotidienne des membres de la communauté. La domination de l'État qui se trouve ainsi renforcée est cependant rendue acceptable par les concessions à son autorité que ce dernier réalise en faisant appel à une tradition qui le situe explicitement dans une relation d'interdépendance vis-à-vis des citoyens.

Cette interdépendance va de pair avec la construction d'une identité entre les citoyens sommés de participer et les autorités qui initient et organisent cette participation. Cette similarité se trouve premièrement dans le fait que les autorités se font également participantes, mais également dans la mise en place d'un discours qui établit une distinction eux/nous entre les Nord-Kordofanais, groupe comprenant les autorités, et l'État central. Au-delà de la dimension identitaire, cette communauté de destin entre la population et ses gouvernants est également établie à travers la conception de la Renaissance comme œuvrant pour le bien commun. Mais cet aspect consensuel est aussi un acte de pouvoir qui dissimule les relations de pouvoir et l'existence de contestations locales. C'est vers l'analyse de cette dimension que nous nous tournons à présent.

Chapitre 3 : La fabrique du consensus : Renaissance et dissidence

« De l'eau, des routes et des hôpitaux ! Le développement est la volonté du peuple ! », scandent d'une même voix trois acteurs dans une vidéo promotionnelle mise en ligne sur la chaîne Youtube de la Renaissance du Nord Kordofan (*Le Nafir pour le développement du Nord Kordofan* 2014). Si le discours du nafir présentait la participation comme une obligation morale et identitaire, celui-ci la présente comme un non-problème étant donné que le développement est l'aspiration de tous. Qui, dans ce cas, refuserait de participer ? Il s'agit dans ce chapitre d'explorer et de déconstruire cette représentation en mettant en lumière les processus de dépolitisation qui sont partie prenante de l'initiative, en s'intéressant cette fois non pas au comment de la Renaissance, mais bien à ce qu'elle produit matériellement. L'analyse de plusieurs projets majeurs met en évidence ces processus qui permettent la participation du plus grand nombre, mais conduisent également à effacer l'existence de relations de pouvoir et, en particulier, d'opinions dissidentes. Le consensus est construit et un raisonnement circulaire est mis en place, qui considère la participation à la fois comme son produit (les citoyens participent car le développement est un objectif partagé) et son incarnation (le développement est un objectif partagé comme le montre l'ampleur de la participation). Les projets sont ainsi présentés comme des enjeux techniques et économiques, et non politiques, ce que l'exemple de la question de l'eau permet de démontrer. Cette dépolitisation rend possible un discours appelant au dépassement des clivages politiques qui musèle l'opposition. Elle efface en outre le fait que les projets ne servent pas nécessairement « le peuple » dans son ensemble mais bien certains intérêts particuliers.

3.1 Le développement dépolitisé

La dépolitisation du développement est un phénomène qui a attiré l'attention des chercheurs depuis la publication au début des années 1990 de l'ouvrage de Ferguson, *The anti-politics machine* (1990). Il a également été analysé par les auteurs de l'anthropologie du développement en France à la même époque. Ces deux courants ont démontré que derrière la « bonne gouvernance » de la Banque mondiale et des principaux bailleurs de fonds se déroulent dans les sociétés concernées des processus de recompositions politiques et sociales complexes (Leservoisier 2011). Cette dépolitisation consiste principalement en la mise en place d'un discours qui présente le développement comme un enjeu technique nécessitant des compétences et une expertise techniques. Le processus est particulièrement visible à l'étude de l'un des axes centraux de la Renaissance : la problématique de l'approvisionnement en eau.

3.1.1 The *Anti-Politics Machine* au Nord Kordofan

3.1.1.1 Une vision du développement comme enjeu technique

Dans *The anti-politics machine*, Ferguson explique, en s'appuyant sur l'exemple du Lesotho, que

Technical « development » interventions ostensibly organized around such things as agricultural production, livestock, soil erosion, water supply, etc; have in fact often had « instrument-effects » that would be systematically intelligible as part of a two-sided process of depoliticization and expansion of bureaucratic state control (1990, 267).

Il démontre donc que le développement, « insistently formulated as a benign and universal human project (1990, 267) », permet en fait un accroissement du domaine de l'intervention de l'État et une expansion de sa bureaucratie. L'arrivée de nouveaux services publics dans une province n'est donc jamais qu'un simple enjeu technique, car ces services servent à gouverner

(1990, 253). Par exemple, l'établissement d'une capitale de district dans la région de Thaba-Tseka au cours d'un projet a permis l'installation d'un ensemble de nouveaux services : d'abord un bureau de poste, une station de police, un bureau de contrôle de l'immigration ; plus tard, une unité de l'armée du Lesotho. Le pouvoir central étendait ainsi son contrôle militaire à une zone montagneuse où se situaient les bases de l'opposition.

In this perspective, the « development » apparatus in Lesotho is not a machine for eliminating poverty that is incidentally involved with the state bureaucracy; it is a machine for reinforcing and expanding the exercise of bureaucratic state power, which incidentally takes « poverty » as its point of entry - launching an intervention that may have no effect on the poverty but does in fact have other concrete effects (Ferguson 1990, 255 - 56).

Cet aspect fondamentalement politique est cependant effacé par l'industrie du développement, qui dépeint la pauvreté comme un problème technique auquel il convient, par conséquent, de trouver des solutions techniques. C'est ce que Ferguson appelle l'*instrument-effect* : « alongside the institutional effect of expanding bureaucratic state power is the conceptual or ideological effect of depoliticizing both poverty and the state (1990, 256) ». Il précise toutefois que ces effets ne résultent pas nécessairement d'une politique de dissimulation consciente, mais se déroulent souvent à l'insu des acteurs du développement. Ces discours technicistes insistant sur l'expertise sont omniprésents dans le contexte de la Renaissance. Abbud explique ainsi que « It is done in a scientific way¹⁶² » et Karim que « We have to nominate people who can do the job (...) to develop a development strategy¹⁶³ ». C'était bien entendu l'idée au fondement de la grande réunion du mois d'août 2013 à Khartoum. Sharaf, un ingénieur kordofanais, explique que « as a governor he [Ahmed Haroun] should appoint ministers from

¹⁶² Entretien, 1^{er} décembre 2015, El Obeid.

¹⁶³ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

the party, but he consulted people. He is going to open this for others¹⁶⁴ and people who are efficient to do their jobs¹⁶⁵ ». Cette question est également au cœur de la formation des comités locaux du nafir chargés d'apporter une expertise aux élus¹⁶⁶. L'idée que le manque de compétences constitue l'un des facteurs explicatifs des retards de développement au Nord Kordofan fait partie de ce discours qui distingue clairement développement et politique. Elle se trouve dans le témoignage de Yasin, même si le facteur le plus fréquemment évoqué est le manque de financement. Il explique qu'avant 2005, la bureaucratie pour laquelle il travaille ne parvenait pas à obtenir de financements pour le développement car ils n'étaient pas capables de préparer de bons projets. À partir de 2006, ils ont commencé à former du personnel dans les localités afin qu'eux-mêmes puissent ensuite former la population locale à leur tour. Ils ont également mis en place, dans chaque localité, des Unité de Planification du Développement dont le rôle est de coordonner le travail réalisé sur place¹⁶⁷.

Cette insistance sur les aspects techniques du développement, qui impliquent la mobilisation d'experts et de compétences scientifiques, doit être replacée dans un contexte soudanais plus large, influencé par une vision moderniste du développement héritée de la colonisation et réappropriée par les pouvoirs en place. Dans cette vision, le développement passe par de grands projets d'infrastructures et la figure centrale de l'ingénieur (Verhoeven 2015, 4 - 5). Les représentations dominantes invoquées au cours de la frénésie de construction de barrages

¹⁶⁴ Le sous-entendu est qu'il s'agit de personnes non affiliées au NCP.

¹⁶⁵ Entretien, 13 mai 2015, Khartoum.

¹⁶⁶ Voir le chapitre précédent.

¹⁶⁷ Entretien, 10 novembre 2015, El Obeid.

hydrauliques dont le régime est pris depuis le début des années 2000 correspondent parfaitement à cette vision :

The imagery has revolutionary high modernism written all over it: the vanquishing of nature by specialists despite ignorant local protest; massive water infrastructure impressing a poorly educated population and other developing countries; a heroic, rational elite of politicians and engineers bringing the light of development to dark, unelectrified places across the country (Verhoeven 2015, 149).

La politique publique des barrages

Was founded to bypass the bureaucratic enemy and defeat nature, ostensibly allowing a technocratic dream team to “get things done”: the hydro-agricultural mission is a “natural” strategy, built on Sudan’s “ancient” comparative advantage in irrigated agriculture. Ali Osman Taha, Ali Geneif and Abdelrahim Hamdi maintain a narrative that stresses both the enlightened, universalist character of their project and its objective, apolitical nature (Verhoeven 2015, 260).

L’ampleur des projets entrepris dans le cadre de la Renaissance n’est bien entendu pas la même, mais on y retrouve néanmoins la centralité de grandes infrastructures symboliques, comme la réhabilitation du stade d’El Obeid, la réalisation d’une vaste cité sportive ou encore l’achèvement de la route entre la capitale de l’État et Omdurman.

3.1.1.2 L’opposition développement / politique

Ce discours valorisant l’expertise s’accompagne souvent de l’expression d’une distinction claire entre le champ du développement et celui de la politique, vue comme problématique. Escobar (1984) analyse par exemple comment le discours du développement se présente depuis la fin des années 1940 comme rationnel, relevant de l’analyse, détaché des questions politiques de pouvoir. S’intéressant à l’action humanitaire, Cutts (1998) critique quant à lui la représentation du politique comme mauvais, et de l’humanitarisme comme bon, qui transparaît dans les débats qui entourent cette pratique. En effet, « politics also has a legitimate

concern with the relief of suffering, the restoration of peace and securing justice. At the same time some humanitarian actions undoubtedly can do harm (Duffield 2001, 87) ». La dépolitisation de l'action humanitaire permet de présenter les interventions de ce type organisées par les organisations internationales comme neutres, ce qui est la condition de possibilité de l'intervention elle-même : « In negotiating humanitarian access with warring parties, for example, it provided a neutral language through which one could talk about war and the need to address its effects without apportioning blame (Duffield 2001, 89) ».

Une vision dichotomique similaire est présente dans le témoignage de Karim, qui déclare lapidairement « I am not a politician, I am a development practitioner », une affirmation discutable car il a bel et bien occupé des fonctions politiques. Il critique également sévèrement les politiciens, qu'il compare aux grenouilles de la fable :

It is the frog effect : the frog that is already in the water does not feel when it is boiling and dies; while a frog that comes from outside will feel it and jump right out. The Parliament, the Council of minister, the government people, they are inside, they do not see the problem¹⁶⁸.

L'exemple des Conseils des ministres délocalisés démontre bien comment le politique est vu comme un obstacle qu'il convient de gérer. Dans ce cas, le gouverneur a forcé les représentants locaux à respecter ce qu'il leur demandait en se rendant sur place. L'inclusion des élus locaux dans les comités du nafir apparaît comme une stratégie permettant de leur donner le sentiment que les choses ne se font pas sans eux, malgré le fait que la prise de décision soit concentrée entre les mains du gouverneur et de son équipe.

¹⁶⁸ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

Les politiciens sont également des obstacles car leurs priorités ne correspondent pas toujours à celles du développement, dont l'agenda serait basé sur une science objective. Asad fait ainsi le récit d'une étude sur le développement rural dans le Nord Kordofan réalisée en 2013. Une équipe pluridisciplinaire fut formée par le ministère des finances de la wilaya, qui détermina également les objectifs et le mandat de cette équipe. « We go to gather data, see suggestions, perceptions of people. We were a team of 18 people and did the fieldwork in 45 days. We come back to El Obeid, sit down for one month to write a document », raconte Asad¹⁶⁹. Cette étude fut présentée au gouverneur et à son cabinet. C'est le ministère des finances de la wilaya qui devait financer l'étude, à travers deux paiements : « but the second one...they slept on it ¹⁷⁰». Cela s'expliquerait en partie par l'absence de fiabilité des politiciens, mais aussi par le remplacement du ministre entre temps. Il raconte en outre que des promesses de financement ont été obtenues après une rencontre avec des hommes d'affaires, mais qu'elles ne furent jamais honorées car « The priority changed, the priority now is the road from Bara to Omdurman and the drinking water, a sustainable source of water supply. And improving healthcare ». Si cette initiative n'est pas directement liée à la Renaissance car elle a été lancée avant par un ministre ensuite remplacé par un proche d'Ahmed Haroun, le sort qui lui a été réservé démontre bien que tout projet de développement est également un projet politique. Si les priorités faisaient consensus et si les enjeux étaient purement techniques, ce projet n'aurait pas été abandonné, tout au plus aurait-il été modifié.

¹⁶⁹ Entretien, 29 novembre 2015, El Obeid.

¹⁷⁰ Entretien, 29 novembre 2015, El Obeid.

L'opposition entre la figure de l'ingénieur et celle du politicien relève également largement de la fiction, ce que Verhoeven (2015) démontre bien à propos des barrages du régime. Non seulement ces projets ne sont pas fondés sur la connaissance scientifique, comme l'illustre la mise à l'écart de chercheurs renommés et de rapports allant contre les volontés des administrateurs responsables des projets ; mais, en outre, le personnel est recruté sur la base de ses affiliations politiques, les projets sont minés par les dynamiques clientélistes et les stratégies d'enrichissement personnel qui conduisent inévitablement à leur échec. Comme l'exemple de Karim le démontre, la distinction entre ceux qui font le développement et ceux qui font la politique est extrêmement floue, d'autant plus dans un pays où les élites sont multi-positionnées, certaines cumulant les rôles de professeur, de praticien et enfin de personnalité politique. D'ailleurs, la façon dont sont sélectionnés les membres des comités du nafir ne semble pas mettre en avant le critère de la compétence. Yasin indique que

There are criteria: people should be accepted by people, be famous, communal leaders, whatever their political affiliation. It is not only NCP people (...) They should be accepted by people, work for the people : teachers, women, youth, students...¹⁷¹

Une sélection apolitique n'implique bien entendu pas nécessairement la dimension de la compétence, absente de cette énumération.

3.1.2 La dépolitisation de l'approvisionnement en eau

La dépolitisation du développement passe donc par une représentation de ce dernier comme un enjeu essentiellement technique, impliquant souvent une distinction claire avec la politique jugée comme nuisible. Une étude de cas approfondie sur la question de l'eau au Nord

¹⁷¹ Entretien, 10 novembre 2015, El Obeid.

Kordofan, à partir de la Convention de la Renaissance et d'un document spécifiquement produit par les autorités sur ce sujet permet de mettre en évidence ce processus à travers cinq dimensions : la mobilisation de compétences scientifiques ; la focalisation sur les *hard issues* ; la transformation du sous-développement en données chiffrées ; l'utilisation d'un jargon technique emprunté aux bailleurs de fonds ; et, enfin, une focalisation sur les causes non politiques du problème.

3.1.2.1 Cinq dimensions de la dépolitisation

La mobilisation de compétences scientifiques :

L'insistance sur les aspects techniques du problème et sur la nécessité d'expertise se manifeste clairement dans la façon dont cet enjeu est abordé dans les documents officiels :

Concernant la résolution définitive du problème des eaux dans la province mais surtout à El-Obeid, plusieurs **études** ont été élaborées antérieurement, et avec l'**évolution technologique** croissante dans le monde, nous avons formé une **équipe consultative d'experts** à laquelle ces études ont été présentées et dont nous attendons le dernier mot, tout en lui permettant de s'aider avec des **experts internationaux** (Gouvernement du Nord Kordofan 2014b).

La question de l'eau est bien abordée sous un angle technique : des études sont réalisées, des experts locaux et internationaux mis à contribution. Un « comité **technique** provincial » va être formé et placé sous l'égide du Ministère de l'Aménagement Urbain pour coordonner et surveiller la mise en place des projets : « ce comité révisera les études dans le but de les attester, surveillera techniquement et délivrera les certificats de réalisation (Gouvernement du Nord Kordofan, s. d.) ». Ce sont en outre à des compagnies « compétentes », choisies dans un registre préétabli par le Département des eaux du Ministère, que sera confiée la réalisation des projets. Par ailleurs, une unité spéciale pour le suivi et l'évaluation, dépendante du Ministère, sera formée. Elle sera dotée d'un « personnel compétent afin de suivre l'exécution des activités, de

régler les problèmes et de proposer les solutions (Gouvernement du Nord Kordofan, s. d.) ». Elle sera également chargée de rendre compte aux donateurs de l'évolution des projets et de « documenter et diffuser à travers les médias la contribution de ces donateurs afin que la communauté soit au courant (Gouvernement du Nord Kordofan, s. d.) ». L'insistance sur la dimension scientifique et technique des projets est également visible dans l'organisation de conférences « afin d'évoquer les politiques du secteur d'eau et d'assainissement, les **plans stratégiques**, les **directives** et les **standards techniques** du secteur (Gouvernement du Nord Kordofan, s. d.) », dans la formation prévue de 450 membres du personnel, dans le dépôt de 14 thèses de doctorat et de maîtrise et enfin dans la volonté de création d'une base de données.

La focalisation sur les « hard issues » :

Les initiatives concrètes mises en place concernent avant tout les infrastructures, ce que Botes et Van Resburg (2000, 46 - 47) appellent les *hard issues*. Il s'agit des aspects technologiques, financiers et matériels des projets ; par opposition aux *soft issues* tels que le développement des communautés, les procédures de prise de décision ou encore l'émancipation des participants. Le résultat, selon eux, est un biais techniciste « which neglects the fact that inappropriate social processes can destroy the most noble development endeavour (2000, 47) ». Sur le sujet plus spécifique de l'approvisionnement en eau d'El Obeid, le gouverneur explique ainsi que

Nous avons entamé un programme de traitements sérieux des problèmes d'eau à El-Obeid composé de deux phases : (1) une **rénovation complète du réseau d'eau de la ville** et un accroissement de sa capacité en augmentant la longueur des **lignes** et des **réseaux** de distribution dans la ville de 274 à 1 311 km. Cette augmentation prendra en considération la couverture de tous les quartiers de la ville, et l'absorption de son futur élargissement. (2) La multiplication de la production réelle des eaux afin de couvrir les besoins de la ville de 20 000 mètres cubes par jour à 64 230 mètres cubes par jour, et ceci à travers l'accomplissement

de la seconde phase des **puits** du Bassin souterrain de Bara (18 nouveaux puits), l'augmentation de la capacité de stockage des sources du sud à 3 million de mètres cubes, de l'Ouest (Al-Jalabia) à 1 million de mètres cubes, du Nord (Al-Junzara and Al-Sissa) à 1 million de mètres cubes ; en plus de l'augmentation de la capacité de transport à partir des sources, l'accomplissement de la nouvelle ligne de transfert, l'installation d'**une nouvelle ligne 18 pouces et de trois stations de distillation**. Bien sûr, nos **travaux** atteindront les villes d'Al-Rahad, Oum-Ruwaba, Bara, Jabrat Al-Cheikh, Oum-Dam, Sodari et Oum-Kirédim, en plus de l'exécution d'un plan complet des eaux de la campagne afin de réduire l'écart entre la demande et la quantité disponible (Gouvernement du Nord Kordofan 2014b).

Cette focalisation sur les infrastructures se retrouve dans le document consacré aux enjeux sanitaires de la province, dans lequel plusieurs objectifs précis et chiffrés sont formulés (Gouvernement du Nord Kordofan, s. d.) :

- 1) Amoinrir l'écart d'eau potable pour les hommes et les animaux de 61 % à 30 % au dernier quart de l'année 2015, et à 10 % à la fin de 2016, en aménageant 397 puits souterrains, 969 puits superficiels, 615 pompes à eau et 1194 pompes sophistiquées, en plus des projets de réserve d'eau (la construction de 6 barrages et 397 « hafirs » (barrages primitifs);
- 2) Augmenter le taux de couverture des égouts dans les établissements scolaires de 36 à 60 % en 2015, et à 100 % en 2016, avec la construction de 1044 toilettes;
- 3) Augmenter le taux de couverture des égouts aux centres sanitaires de 40 à 70 % en 2015, à 100 % en 2016, avec la construction de 353 toilettes.

L'impact de ces projets est ambitieux, puisqu'il est indiqué qu'ils vont remplir

Les objectifs du développement, de la protection de l'environnement, du combat contre la pauvreté, de l'amélioration du niveau de vie, de la stabilité, de l'amélioration de la santé publique et de la scolarité, avec un coût total de 1 944 246 250 SDG¹⁷² (Gouvernement du Nord Kordofan, s. d.).

Si le lien entre la construction de toilettes et l'amélioration de la santé publique est clair, celui avec la « stabilité » est *a priori* bien plus ténu.

La transformation du sous-développement en données chiffrées :

¹⁷² Soit 365 656 788,60 CAD au taux de 1SDG = 0,19 CAD.

La transformation du sous-développement en données chiffrées permet de fournir une justification et une rationalisation à l'élaboration des projets d'infrastructures et à leur distribution géographique. Les extraits cités précédemment témoignaient déjà de cette obsession du chiffre, mais elle est également visuellement évidente dans le document qui traite spécifiquement de la question de l'eau, qui ne contient pas moins de douze tableaux présentant des données numériques ainsi que trois cartes sur un total de 29 pages. La première est une simple carte géographique, la seconde est une carte géologique et la troisième indique la localisation des bassins souterrains, ce qui permet bien entendu de justifier le creusement de nouveaux puits dans certaines zones spécifiques. La provenance de ces données et les actions mises en place pour les collecter, en d'autres mots la question du « comment », ne sont pas explicitées. La multiplication des chiffres donne l'apparence de l'expertise et de la scientificité, la transformation du réel en données numériques permettant de présenter les apparences de l'objectivité.

L'utilisation du jargon :

Scientificité et compétence sont également acquises *via* la mobilisation d'un jargon propre à l'industrie du développement. Il est par exemple indiqué que l'une des missions est de « **Développer les capacités** du secteur et renforcer le rôle de **bonne gouvernance** à travers le **développement des ressources humaines**, les systèmes d'information, le travail rigoureux dans les localités ainsi que les **moyens logistiques** (Gouvernement du Nord Kordofan, s. d.)». On évoque le « renforcement institutionnel » et le « développement des capacités », sans que ne soient précisées les capacités de qui ou les capacités à faire quoi. En revanche, ce jargon possède

un impact important à travers sa transformation en chiffres : un budget de 1 466 250 SDG¹⁷³ est donc prévu pour le « renforcement institutionnel et le développement des capacités ». Lorsqu'est évoquée la nécessité de réviser et actualiser les « règlements et lois en relation avec le secteur de l'eau et l'assainissement de l'environnement (Gouvernement du Nord Kordofan, s. d.) », c'est pour discuter encore une fois d'aspects techniques : on parle ainsi de « plans stratégiques », de « directives » et de « standards techniques ». Enfin, la Convention mentionne que le but est de « réduire l'écart entre la demande et la quantité disponible », convoquant ici des notions empruntées au domaine de l'économie.

Les causes du problème :

Pour finir, le processus de dépolitisation se manifeste clairement dans les causes identifiées aux problèmes d'approvisionnement en eau. Il est ainsi expliqué ainsi que

Le Nord Kordofan se situe dans la zone semi désertique du centre du Soudan. La province souffre de la détérioration des ressources naturelles due aux vagues répétitives de sécheresse, causant la baisse de la productivité du sol, la détérioration des moyens de subsistance et la chute des indices sociaux (Gouvernement du Nord Kordofan, s. d.).

Il est indiqué plus bas que

Selon les chiffres de la Stratégie du Soudan dans le Combat contre la Pauvreté 2011, le pourcentage de la pauvreté dans la province est d'environ 58 %, donc supérieur à la moyenne du pays (46,5 %). Les facteurs du changement climatiques sont l'une des causes de la hausse des taux de pauvreté. Cette hausse est liée à la baisse des quantités d'eaux potables ou même les eaux destinées aux activités agricoles limitées (productions jardinières) (Gouvernement du Nord Kordofan, s. d.).

Si les réformes annoncées en termes d'organisation et de bureaucratie laissent à penser que l'une des causes peut être l'incompétence, c'est le changement climatique qui se trouve

¹⁷³ Soit 275 787,94 CAD.

constamment mobilisé comme principal responsable du sous-développement dans les documents officiels, un enjeu sur lequel les politiciens n'ont, bien entendu, aucune prise. Le blâme ne se situe ainsi pas sur les individus, mais sur des phénomènes hors de leur contrôle et auxquels ils ne peuvent guère que réagir.

3.1.2.2 L'eau : un enjeu politique

Il n'est pas question ici de nier l'existence et l'impact des changements climatiques sur l'Ouest du Soudan. Cependant, une riche littérature en écologie politique permet de nuancer ce point de vue qui réduit le problème de l'eau à une inadéquation entre offre et demande due essentiellement à ces phénomènes. Selon Bougerra (2006, 88), il n'y a pas de pénurie d'eau mais une mauvaise gestion de cette ressource. Cette conception est partagée par Bakker selon qui « access to water is a problem of distribution rather than absolute availability (Bakker 2010, 217; cité par Beckerdorf 2011, 11) ». L'eau, comme tout service de base, est un enjeu éminemment politique. Pour les approches de l'écologie politique, « environmental change is generally caused by political decisions and interest groups at different spatial scales (Beckerdorf 2011, 26) ». Il s'agit d'approches interdisciplinaires, qui intègrent différentes postures théoriques telles que la théorie de la dépendance ou encore celle de la modernisation. L'un de leurs apports essentiels est de prendre en considération à la fois les questions de pouvoir et les enjeux posés par la matérialité des aspects environnementaux. Dans cette perspective,

Water is conceptualized on the one hand as a physical flow which depends on the hydrological cycle, and on the other hand as a “socially and discursively mediated thing”, which depends on rules and regulations, social practices, perceptions, and political and socio-economic aspects (Bakker 2010, 49 cité par Beckerdorf 2011, 28).

Ces analyses ont ainsi mis en évidence depuis les années 1980 que la distribution de l'eau n'est pas qu'une question d'ingénierie ou d'économie, discipline qui aborde cet enjeu en termes d'allocation efficace des ressources et de logique coût-bénéfice. Les systèmes de distribution de l'eau sont enchâssés dans des processus sociaux et politiques plus larges. Ils sont « the result of dynamic interactions of cultural, economic, ecological, social and political processes which are deeply embedded in history, society and the state (Beckerdorf 2011, 10) ». C'est en particulier la question de l'introduction de la doctrine néolibérale dans les années 1990 dans la gouvernance de l'eau, sous l'impulsion de la Banque Mondiale, qui motive les recherches de l'écologie politique.

Beckerdorf analyse ainsi les impacts de cette néo-libéralisation du secteur depuis le début des années 2000 à Khartoum. Si l'urbanisation et l'accroissement de la population ont bien conduit à des carences dans l'approvisionnement en eau, ces dernières ne peuvent être simplement attribuées à un manque physique. En effet, les eaux du Nil et les nappes phréatiques contiennent suffisamment pour combler la demande. Ce sont donc des facteurs économiques, politiques et techniques qui expliquent les difficultés rencontrées par le secteur (Beckerdorf 2011, 11). L'analyse met en évidence les liens entre les réformes du secteur et les dynamiques macro du système politique soudanais en observant en particulier l'impact de deux dynamiques liées à l'approche néolibérale : la commercialisation et la privatisation de la ressource. Concernant la première, elle est atténuée par le lien entre l'eau et un ensemble de valeurs sociales et religieuses, qui conduit à une contestation de cette dynamique, contrairement à ce qu'a pu connaître le secteur de l'électricité (Beckerdorf 2011, 273). La privatisation a en revanche été beaucoup plus approfondie. Or, « [privatization] can impede the water supply through the enhancement of corruptive practices, which diverts financial resources from public-

private partnerships into private pockets (Beckerdorf 2011, 272) ». Par ailleurs, les résultats de son enquête permettent à Beckerdorf de montrer que « privatization can result in a government-private continuum, in which economic benefits are distributed according to political and clientele criteria and in which forms of crony capitalism prevail (Beckerdorf 2011, 276) ». Ainsi, dans le cas du « projet de Manara », la zone qui devint prioritaire n'était pas celle qui en avait le plus besoin, mais bien celle dans laquelle habitaient un grand nombre de membres du NCP (Beckerdorf 2011, 249).

La politisation de l'eau est également visible dans les politiques de développement au niveau du régime. En effet, comme le rappelle Verhoeven, l'Ingaz a tenté de se réinventer au tournant du siècle en se dotant d'une mission de « salut économique » visant à secourir l'économie soudanaise grâce à une mission hydro-agricole qui aboutirait à la création d'une classe moyenne islamique (2015, 4). Cette réorientation est bien entendu liée aux difficultés internes et externes provoquées par les politiques fondamentalistes et révolutionnaires mises en place par Hassan al-Tourabi, qui est mis à l'écart à partir de 1999.

After 1999–2000, a vanguard of army officers and Islamists tried to shed their reputation as warmongers and exporters of a fundamentalist revolution and concentrated on the objective of Economic Salvation: engineers and agro-capitalists should become the faces associated with the resurrected Al-Ingaz, rather than the mujahedin (Verhoeven 2015, 4 - 5).

Les débuts de l'exportation du pétrole ont, au même moment, donné les moyens au régime de mettre en place cette révolution développementaliste, incarnée par une série de grands projets infrastructurels tels que la multiplication de grands barrages sur le Nil, parmi lesquels le controversé barrage de Méroé. Le but de cette révolution était de donner un nouveau souffle au régime, en fournissant services et croissance économique afin d'inciter la population à le soutenir même si elle restait hostile à ses politiques sociales et politiques. Selon Verhoeven,

Arguments about an Islamist « competence agenda » [...] had gained traction across large swathes of the population, as would be borne out a year later when Bashir cruised to victory in the April 2010 vote without needing much of the rigging that so often characterises African elections (Verhoeven 2015, 6).

Ces politiques de développement ne concernent cependant pas la population dans sa totalité. Les grands projets sont en effet concentrés dans les régions riveraines, là où se trouvent les soutiens politiques clés du régime et d'où sont originaires les élites qui gouvernent. Bien entendu, cet agenda de la compétence a fait long feu. La mise en place de la mission hydro-agricole du régime s'est faite selon la logique bien établie d'un développement militarisé et violent, fonctionnant selon des logiques de patronage et d'enrichissement personnel. La situation économique actuelle du pays témoigne de l'échec de cette révolution économique¹⁷⁴¹⁷⁵. Mais Verhoeven démontre également que le rôle politique de l'eau n'est pas le propre du régime d'Omar el-Béchir : il s'agit d'un enjeu essentiel dans la région depuis la période coloniale. « L'hydropolitique » a joué un rôle central dans les pratiques et les discours des régimes autoritaires successifs du bassin du Nil, l'idée de contrôler l'eau étant liée à celle de contrôler la population :

British administrators encouraged pump schemes by the Nile to co-opt the sectarian forces, distracting them from nationalist passions and pulling them into the colonial state; they designed the world's largest irrigated scheme in Gezira and the canals and dams to produce cotton for Lancashire and revenue to maintain the imperial bureaucracy. Nimeiri launched his Breadbasket to penetrate rural Sudan via mechanised rain-fed agriculture and to build his own network of loyal clients, dismantling rival centres of influence. The dream of becoming an agricultural superpower was an instrument to establish political

¹⁷⁴ Le régime a ainsi dû renoncer en 2016 à continuer à subventionner certains biens comme l'essence, provoquant l'organisation de plusieurs grèves fin 2016.

¹⁷⁵ Une partie des mécontents des barrages ont d'ailleurs rejoint un nouveau groupe rebelle s'implantant au Nord, le SRF-Agar (*Sudan Tribune* 2017c).

dominance and spawned a dramatic expansion of the ambitions of the state (Verhoeven 2015, 256).

La construction des barrages s'inscrit dans la lignée de ces politiques, mais ce processus est dépolitisé par la mise en place d'un discours moderniste également hérité de la colonisation. Le lien entre l'agriculture, les capacités de l'État et l'ingénierie fut en effet introduit dans la région par les savants napoléoniens (Verhoeven 2015, 259). Les recherches de Berckerdorf et Verhoeven abordent donc la question de l'eau sous des angles très différents, mais toutes deux démontrent la dimension très politique de la question de l'eau et la pertinence de l'approcher *via* ses politiques publiques. Au Nord Kordofan comme ailleurs, si les changements environnementaux posent en effets des défis spécifiques, les défaillances de l'approvisionnement en eau s'expliquent également par des facteurs politiques, dont en particulier l'absence d'investissements de la part de l'État central¹⁷⁶. Les discours tenus par certains habitants rappellent d'ailleurs cette dimension politique : selon Hilal, le projet pour améliorer l'approvisionnement d'El Obeid est d'aller prendre l'eau du Nil, mais cela n'a toujours pas été fait car « les gens¹⁷⁷ trouvent qu'on ne le mérite pas ». Il ajoute que ce n'est clairement pas un problème de financement, car « ils » ont construit des pipelines pour amener le pétrole du Sud Kordofan jusqu'à Port Soudan, ce qui fait plusieurs milliers de kilomètres. Rien n'a été fait en revanche pour connecter le réseau d'El Obeid au Nil, alors que la distance est bien moindre¹⁷⁸.

¹⁷⁶ Nous aborderons plus en détail cet aspect dans le chapitre suivant.

¹⁷⁷ Le sous-entendu est qu'il s'agit du gouvernement central mais aussi des autres provinces.

¹⁷⁸ Entretien, 7 novembre 2015, El Obeid.

3.2 Le développement : une mission au-delà du politique

Domaine des ingénieurs, des experts et de l'exercice d'une science objective, le développement dépolitisé ne peut qu'être l'objet d'un consensus. La vision moderniste qui domine au Soudan se retrouve, dans le contexte de la Renaissance, mêlée à la dimension identitaire produite *via* la référence au nafir pour aboutir à la constitution du développement de la province en véritable mission glorieuse qui se situe au-delà du politique et nécessite l'unité de tous et toutes. C'est ainsi que l'on retrouve dans ce contexte un appel explicite au dépassement des clivages politiques qui fait bien sûr écho aux principes du nafir, et aboutit à museler les opposants politiques.

3.2.1 De l'union Sacrée...

Le feu qui a été tiré aujourd'hui, c'est pour dire qu'il ne faut plus dormir. On ne dormira pas avant de réaliser les espoirs, les rêves et les ambitions de ce peuple qui veut que ce pays redevienne comme une nouvelle mariée fraîche et belle pour l'ensemble du Soudan. On ne doit être que l'État numéro un et rien de moins. C'est la promesse que nous vous faisons, nous serons plus sincères, nous travaillerons plus fort. Nous allons faire de notre mieux comme une véritable équipe pour essuyer les larmes et dessiner des sourires ! (*Le nafir du Nord Kordofan* 2014)

Cet extrait d'un discours d'Ahmed Haroun qu'on peut entendre dans l'une des vidéos de la chaîne Youtube de la Renaissance incarne la représentation du développement comme un projet total et utopiste : il s'agit de retrouver la gloire d'antan, de se consacrer tout entier à ce qui est considéré comme une demande du peuple. Le gouverneur fait ici acte de ventriloquisme, en parlant en son nom. La participation de la population véhicule l'idée que le développement est bien sa volonté, raisonnement qui efface bien entendu la dimension coercitive des dispositifs participatifs. Le développement est également une question d'identité et de fierté : « Un grand salut à nos champions qui ont gagné pour prouver que notre État est le meilleur État du Soudan

(*Championnats nationaux d'athlétisme 2015*) » déclare ainsi le gouverneur à l'issue d'une compétition sportive

Pour accomplir cette mission littéralement populaire, le dépassement des clivages politiques est présenté comme indispensable, mais également naturel dans la mesure où les projets de la Renaissance sont consensuels. Comme le dit Kedar, « Maybe we have different ideas about politics, but we don't have different ideas in development and people's services. So let us forget about politics, and let us go the way of helping our people ¹⁷⁹ ». La formation d'une « union sacrée » autour de la Renaissance fait également écho à la dimension participative et inclusive. Le gouverneur met donc en place une démarche explicitement apolitique, appelant tous les partis politiques à participer. La Convention précise que

Le Gouverneur du Nord-Kordofan a tenu une série de rencontres et d'entretiens avec tous les secteurs communautaires officiels et populaires et les partis politiques de la province afin de leur donner une idée sur le « nafir » et initier les partenaires à la participation (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a).

L'idée est de se rassembler autour d'une mission qui va au-delà des clivages politiques, comme en témoignent les mots de Sharaf : « [le gouverneur] invited all parties and communities and told them that they work for Kordofan, not for politicians, not for a party¹⁸⁰ ». La dimension identitaire apparaît ici comme une affiliation primordiale, supplantant les affiliations politiques. Kedar explique par exemple qu'après avoir fait le portrait de la situation difficile du Nord Kordofan en termes de développement durant la grande réunion d'août 2013, Haroun aurait expliqué que

¹⁷⁹ Entretien Kedar, 19 mai 2015, Khartoum.

¹⁸⁰ Entretien, 13 mai 2015, Khartoum.

So the question is, how we deal with this situation. How we solve our problems. Let us forget about our political parties. Let us think about our people. I want all of you to contribute, in how we can solve these problems, how we approach it, how we plan it, and he asked if any one of them wanted to contribute...¹⁸¹

Cette attitude se distingue de la pratique usuelle des gouverneurs¹⁸². Haroun aurait ainsi donné le temps aux partis de discuter de leur participation en interne. Ces derniers ont finalement accepté. Fatih¹⁸³ décrit ainsi la Renaissance comme « un travail d'équipe » incluant tous les citoyens, y compris les opposants, dont certains ont même fait partie de mouvements d'opposition armés¹⁸⁴. Un autre enquêté explique qu'un membre de sa famille affilié au parti unioniste joue également un rôle dans la Renaissance. Il raconte que lorsque le gouverneur a invité les gens pour parler du nafîr, beaucoup sont arrivés mécontents et persuadés qu'ils seraient arrêtés après cette rencontre s'ils exprimaient le fond de leur pensée. Ils le firent tout de même et ressortirent libres. De plus, tout le monde sortit de la réunion convaincu, même les membres d'autres partis. Il évoque en riant le possible usage de la magie par le gouverneur¹⁸⁵.

Ahmed Haroun a en outre choisi une personnalité consensuelle pour incarner publiquement la Renaissance : le général Suwar al-Dahab. C'est lui que l'on voit brandir la Convention de la Renaissance avec el-Béchir sur la couverture du document officiel dans lequel se trouve la Convention, une image reprise sur les coupons distribués aux donateurs par le comité du nafîr de Khartoum¹⁸⁶. Suwar Al-Dahab a gouverné le Soudan pendant un an après la

¹⁸¹ Entretien avec Kedar, 19 mai 2015, Khartoum.

¹⁸² Entretien avec Sharaf, 13 mai 2015, Khartoum.

¹⁸³ Entretien, 11 novembre 2015, El Obeid.

¹⁸⁴ Entretien avec Yunus, 15 novembre 2015, Bara.

¹⁸⁵ Journal, 30 octobre 2015.

¹⁸⁶ Voir Annexe 8

chute de Nimeiri en 1985. C'est une personnalité extrêmement connue et appréciée localement.

Kedar raconte ainsi que

This is the only one in Africans, the only one (...) He promised that he would do democracy with political parties, and he said that he would stay only for one year, and after that I will go away and let parties take their role. So he finished one year, and *aras*, he resigned. He is from North Kordofan¹⁸⁷.

Selon Karim, « He is a symbol for all of us¹⁸⁸ ». Le dépassement des clivages politiques est donc effectif à travers la mise en place d'un processus politiquement inclusif par le gouverneur, qui est justifié par l'idée qu'il s'agit d'une mission consensuelle, répondant aux désirs du « peuple », mais qui nécessite également du personnel compétent dont les affiliations politiques peuvent être diverses. Bien entendu, en faisant appel à la méthode du développement participatif, justifiée par l'absence de moyens financiers suffisants, le gouvernement de la wilaya fait de la participation des opposants une condition de la réussite de ses programmes, puisque comme le rappelle Yunus « on ne peut pas faire grand-chose si les citoyens ne participent pas¹⁸⁹ ». La Renaissance, ce n'est donc pas de la politique politicienne.

3.2.2 ...Au musèlement

Placés face à ce discours, il est difficile pour les partis d'opposition de refuser de travailler avec le gouverneur, et ce malgré le fait que les causes structurelles du sous-développement de la province, liées non seulement aux désastres écologiques successifs mais également aux politiques du gouvernement central¹⁹⁰, sont passées sous silence. On voit ainsi

¹⁸⁷ Entretien, 19 Mai 2015, Khartoum.

¹⁸⁸ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

¹⁸⁹ Entretien, 14 novembre 2015, Bara.

¹⁹⁰ Cette dimension sera abordée dans le chapitre suivant.

dans une vidéo d'octobre 2014 l'ancien vice-Président Ali Osman Mohammed Taha déclarer : « Je demande à tous les enfants du Kordofan de s'unifier autour de ce projet (*Chaîne télévisée du nafir du Nord Kordofan* 2014) ». Mais participer, c'est aussi légitimer et soutenir, même s'il s'agit plus de se conformer que de consentir. Il est ainsi possible de voir que l'on passe aisément de la coopération entre un gouvernement emmené par des membres du NCP et l'opposition à un musèlement de cette dernière.

La façon dont la Renaissance va influencer le jeu politique local transparaît dans une autre vidéo publiée le 8 février 2015, une semaine avant la tenue des élections générales. Sur les images d'une rencontre où le gouverneur est assis au premier rang, la voix-off explique : « Les partis politiques sont différents et l'État est pour tout le monde. Tout le monde attend les élections pour assurer la paix dans l'État (*Chaîne télévisée du Nafir du Nord Kordofan 2* 2015) ».

Le gouverneur est ensuite filmé prenant la parole :

Notre État est un cas particulier. Nous avons notre nafir du développement. Nous voulons que ces élections en fassent partie, parce que nous voulons que notre État soit entre de bonnes mains pour accomplir ces missions importantes et protéger notre unité (*Chaîne télévisée du Nafir du Nord Kordofan 2* 2015).

La vidéo se poursuit en expliquant les moyens mis en place par le gouvernement de la wilaya pour assurer le bon déroulement des élections, et se termine par la voix off répétant que « la préparation des élections est très importante pour assurer de bons résultats pour l'unité et la paix ». Le discours officiel combine donc les références au politique, au développement et à la paix pour asseoir la légitimité mais aussi la nécessité du gouvernement mené par Haroun. Dans son discours, le gouverneur lie explicitement le succès des élections à celui de la Renaissance, laissant bien entendu entendre que le bon déroulement des projets passe par un vote pour son équipe, tout en reconnaissant la présence d'autres partis. D'un côté, les différents partis

politiques sont invités à rejoindre la Renaissance, mais, de l'autre, on leur enjoint de respecter un processus électoral organisé et dominé par le NCP. À cet égard, il y a une distinction claire entre des formes d'actions d'opposition acceptables comme la participation aux élections et d'autres qui ne le sont pas, telles ici toutes les formes qui vont remettre en question la paix et la cohésion sociale. Cela peut bien entendu couvrir un large éventail d'actions en fonction de l'interprétation qui est faite de ces termes.

Le témoignage de Karim montre comment l'aspect participatif de la Renaissance permet également de faire taire les voix dissidentes au sein même des arènes participatives. Lui-même faisait partie de l'un des groupes de travail formés après la réunion de 2013. Il raconte que le travail avec la quinzaine d'autres participants fut parfois difficile. En effet, tous avaient beaucoup d'idées, mais arrivaient avec leurs expériences personnelles et des façons de penser les problèmes différentes. Les participants avaient en outre une attitude défensive vis-à-vis de leurs propres idées. Pour expliquer ces problèmes, Karim indique que certains connectaient les problèmes du Nord Kordofan à ceux du Soudan en général : « Some of them...there was people who were political, they referred to the center...They are really in their own heads ¹⁹¹ ». Le groupe parvint finalement à progresser en recourant aux règles de discussion préétablies. Karim ne précise cependant pas leur contenu exact, indiquant simplement qu'il s'agissait d'être patient, de s'accepter et de se respecter les uns les autres. Ce retour aux règles a fonctionné car « all of us [were] in agreement that we need to reach an end ». Cependant, il est entendu que ces règles ont été mises en place par les instigateurs de la Renaissance, soit le gouverneur et ses conseillers les plus proches, ainsi que Sayyid Ali Zaki, la personnalité choisie pour prendre la tête du

¹⁹¹ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

processus d'écriture de la Convention. Or, Ali Zaki, un économiste qui entretient des relations étroites avec le FMI et la Banque mondiale, fut ministre de l'économie et des finances entre 1989 et avril 1990 (Ronen 1992, 636). Au final, la Convention ne contient aucune référence explicite à la situation globale du Soudan. Les seules mentions qui pourraient être interprétées comme des critiques du gouvernement central concernent la faiblesse des financements gouvernementaux dans le secteur de l'agriculture et, plus explicitement, le problème des terres : « Le problème des terres n'est pas seulement provincial, mais national. Il faut donc fournir un effort rassemblant les experts au sein d'une conférence et mettre en place une législation nationale acceptée par tout le monde (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a) ».

À cet égard, la comparaison effectuée par Yunus entre le nafir de la Renaissance et le Dialogue national est intéressante :

Ce qui se passe pour le nafir c'est comme le dialogue national que l'État met actuellement en place. L'idée est de se réunir pour les services du citoyen soudanais. Nous, au Kordofan, on a commencé ça avant le gouvernement [du Soudan]. Il n'y a pas de difficultés car quand tu dis à quelqu'un que tu es là pour ses besoins il ne va pas dire non¹⁹².

Lancé par el-Béchar au début de l'année 2014, le dialogue national vise à réunir tous les Soudanais, quelle que soit leur allégeance politique, pour discuter des enjeux de l'identité, de l'économie, du système de gouvernance et des libertés au Soudan. Le but annoncé était de mettre fin aux conflits du Darfour et des zones frontalières du Sud Kordofan et du Nil Bleu. Il s'agissait également de discuter la mise en place de réformes démocratiques dans la perspective de l'écriture d'une nouvelle Constitution. Suwar al-Dahab occupe également un rôle central dans

¹⁹² Entretien, 14 novembre 2015, Bara.

cette initiative puisqu'il est l'un des cinq membres du *Trusted Committee* auquel les politiciens participants peuvent s'adresser en cas de blocage (*Middle East Monitor* 2016).

Le régime est coutumier de cette pratique du dialogue. Quelques mois seulement après avoir pris le pouvoir, il organise une Conférence du Dialogue National pour la Paix, qui conclut que le fédéralisme est le système le plus approprié pour le Soudan. En 1990, un autre processus de consultation fait appel à un ensemble d'organisations, de politiciens et d'intellectuels pour participer à la Conférence du Dialogue National sur le Système Politique, dans le but de débattre sur le thème de la gouvernance du pays et de proposer un système approprié (El-Gaili 2004). Les « dialogues » de l'Ingaz ne se limitent pas à ces dimensions institutionnelles, puisqu'il s'agit d'une pratique utilisée pour gérer les conflits au sud, au Darfour et dans l'est. Le régime a ainsi tenu de nombreux dialogues de paix avec diverses organisations rebelles, lesquels se sont souvent conclus par des accords qui sont rarement respectés. Il se situe ainsi dans la continuité des « bonnes pratiques » diffusées par la communauté internationale en matière de résolution des conflits. La fin de la guerre froide et l'apparition de nouveaux types de conflits qui ne mettent plus aux prises deux États, mais impliquent également des acteurs non-étatiques, a en effet contribué au développement d'une pensée sur le dialogue en relations internationales. Emprunté à la philosophie et à la psychologie, le concept est vu par de nombreux auteurs comme un outil central pour la résolution des conflits (Saunders 2008), bien que sa définition fasse l'objet de débats :

Dialogue is often used as a synonym for more formal negotiations between two or more parties in a conflict where the aim is to reach a negotiated agreement; further, it is commonly used to refer to the more informal processes ('back-channel diplomacy') of communication among opposing parties, leading up to such negotiations; and thirdly, the term is used quite extensively to describe the broader peace building processes, grassroots initiatives, and bottom-up policy approaches that aim at avoiding the escalation of a conflict or crisis, but which

rarely have an explicit ambition of reaching a concrete negotiation phase (Rieker 2015, 1).

La plupart des analyses adoptent une approche normative qui ne questionne pas la valeur du dialogue lui-même et ses limites. Le dialogue est même parfois qualifié de succès simplement parce qu'il a été organisé, même s'il n'a pas abouti sur le court ou le long terme à la paix. Son intérêt est affirmé dans une perspective relationnelle qui considère qu'il s'agit d'un processus cumulatif, les parties prenantes étant mises en rapport de façon répétée, ce qui aurait un effet transformatif sur leurs relations ainsi que sur la société en général. Dans cette perspective, les objectifs sont produits au cours du dialogue lui-même (Saunders 2008). Outre le fait que l'absence de conversation entre cette littérature en relations internationales et la perspective foucauldienne sur la participation n'a pour l'instant pas permis une investigation plus approfondie des processus qui se déroulent exactement au sein de ces arènes, peu de recherches ont questionné le rôle que ces processus de dialogue peuvent jouer au niveau des régimes politiques.

L'analyse de Wahid Abd al-Magid (1994) sur le dialogue national lancé par le Président Moubarak en Égypte en 1993 démontre pourtant comment cet outil peut être approprié par les régimes non démocratiques et transformé en stratégie de « décompression autoritaire (Bayart 1991, 12) ». Les objectifs du dialogue étaient extrêmement vagues. Il s'agissait de « 'Préparer le siècle à venir', 'préparer l'Égypte à entrer dans le XXI^e siècle' ou encore 'définir les priorités de l'action au niveau national durant la prochaine étape' (Abd al-Magid 1994, 4) ». Cela favorisa l'émergence d'interprétations divergentes parmi les participants, certains voyant dans cette initiative l'occasion d'aborder la question de la violence étant donné que l'organisation du dialogue coïncidait avec la recrudescence du terrorisme ; d'autres pensant qu'il s'agissait d'entamer un processus de démocratisation ou tout au moins de libéralisation. Il n'y eut au final

aucun accord entre le pouvoir et les partis d'opposition sur les objectifs ou la façon dont le dialogue devait se dérouler. Certains participants comme le courant islamiste et les communistes étaient d'ailleurs exclus d'office. Au final, « la majorité des participants étaient soit des membres du parti gouvernemental ou des proches, soit des personnes qui partagent les intérêts du parti ou des institutions étatiques (Abd al-Magid 1994, 9) ».

Le dialogue national soudanais ressemble beaucoup à cette expérience. Comme lors des négociations de paix¹⁹³, le régime a choisi ses interlocuteurs. La première table ronde du dialogue qui s'est tenue en avril 2014 réunissait « 83 political figures and representatives of 90 political parties, [it] appeared inclusive, though many of the parties were known to be government leaning (International Crisis Group 2015a, 3) ». En 2015, le seul parti d'opposition majeur qui participait au processus était le PCP de Hassan al-Tourabi (International Crisis Group 2015a, 6). Le reste de l'opposition tentait quant à lui de s'unir au sein d'une nouvelle organisation, le *Sudan Call*, projet difficile à mettre en œuvre étant donné les échecs successifs d'initiatives similaires dans le passé. Depuis le coup d'État de 1989, les partis d'opposition ont en effet tenté plusieurs fois de faire front commun, sans succès étant donné la tendance de nombreux acteurs à effectuer des allers-retours entre l'opposition et le gouvernement en fonction du contexte et des opportunités. Le parti Oumma de Sadiq al-Mahdi, qui fait partie du *Sudan Call*, a ainsi soutenu le dialogue dans un premier temps, car il le considérait comme un moyen d'accomplir la paix et les réformes démocratiques. Sadiq al-Mahdi a cependant été arrêté et emprisonné pendant un mois en 2014 à la suite de déclarations concernant les crimes de guerre

¹⁹³ Les négociations du CPA ont ainsi exclu les groupes rebelles darfuriens, l'accord étant finalement signé simplement entre le SPLM/A et le gouvernement du Soudan, malgré son nom de « Comprehensive Peace Agreement ».

commis par l'une des milices du régime. Son parti a alors suspendu sa participation et il s'est exilé à Paris pour mettre en place le *Sudan Call* (*Sudan Tribune* 2017b). Il est revenu à Khartoum en janvier 2017 afin, selon ses déclarations, d'œuvrer à la mise en place d'un dialogue inclusif visant à mettre en place une solution globale aux problèmes du Soudan. Il a déclaré ne pas se préoccuper des conclusions du dialogue national (*Sudan Tribune* 2017b).

Ce dialogue a produit, en octobre 2016, un document indiquant les lignes directrices d'une future Constitution, alors qu'il avait été reconduit « indéfiniment » en décembre 2015 (*Radio Dabanga* 2015b). Le document final a été signé par plus de cent partis politiques et groupes armés (*Middle East Monitor* 2016) mais les principaux partis d'opposition ont toutefois rejoint le *Sudan Call*. La présidence a ensuite déposé des amendements à la Constitution qui introduisent un poste de premier ministre, augmentent le nombre de parlementaires et adoptent le nom de *Government of National Concord*. En janvier 2017, le PCP a annoncé vouloir se joindre à ce nouveau gouvernement, contribuant à la fragmentation de l'opposition, alimentée également par ces processus de dialogue continuels orchestrés par le régime. Ceux-ci permettent de redessiner régulièrement les frontières entre inclus et exclus. Ce gouvernement n'est pas sans rappeler le Gouvernement d'Union Nationale mis en place par le CPA en 2005. Celui-ci n'avait pas vraiment donné lieu à un véritable partage du pouvoir, le NCP y restant dominant et conservant les ministères clés. Le nouveau gouvernement instauré le 11 mai 2017 se situe dans la continuité de cette expérience. La nomination de Bakri Hassan Saleh au poste de premier ministre témoigne bien de l'absence de changement profond que représente ce nouveau gouvernement. Il a en effet participé au coup d'État de 1989 et a surtout été l'artisan de la réforme des services de sécurité et de leur mise au service de la révolution islamiste entre 1989 et 1995 (Millard Burr et Collins 2003, 14).

Les processus de dialogue constituent donc finalement avant tout des mécanismes de cooptation. Le gouvernement fait miroiter l'inclusion et ses bénéfices potentiels à ses adversaires afin de susciter des scissions au sein de l'opposition. Par ailleurs, en organisant un tel dialogue et en annonçant la formation de gouvernements d'unité nationale, le parti au pouvoir s'assure de son maintien à la tête du pays, puisqu'il en fera nécessairement parti, quelles que soient ses responsabilités dans la situation initiale qui a nécessité le dialogue. C'est sur un terrain de jeu inéquitable que doit concourir l'opposition, terrain en outre légitimé par un vernis démocratique et pacifique et un discours qui, comme pour la Renaissance, proclame l'importance de l'unité. Enfin, la temporalité du dialogue national semble confirmer une interprétation en termes de décompression autoritaire, dans la mesure où il est mis en place juste après les manifestations de septembre 2013, elles-mêmes se situant dans la continuité du « printemps arabe ». Le dialogue permet ainsi au régime de donner les apparences de l'ouverture tout en affaiblissant l'opposition, contribuant au final à sa longévité à travers la promesse d'un changement éventuel qui, en réalité, ne trompe personne.

Dans un discours tenu en octobre 2015, Haroun affirmait que le dialogue¹⁹⁴, la sécurité et la paix représentaient les meilleurs moyens de réaliser le développement et les aspirations du peuple (Sudan News Agency 2015), rhétorique qui délégitime les formes de contestation les plus violentes et justifie l'inclusion des opposants dans un consensus en réalité construit par le pouvoir en place. Il apparaît donc qu'en présentant la participation comme une nécessité pour l'accomplissement d'un but plus noble que la politique, la Renaissance rend difficile l'expression de critiques envers Haroun ou le NCP. Les opposants seraient alors sans nul doute

¹⁹⁴ Le dialogue en général et non pas le Dialogue national en particulier.

accusés de faire passer leurs intérêts personnels ou politiques avant le bien commun. L'idée que la création ou l'amélioration des services sont des objectifs consensuels et indiscutables, notamment car ce sont des enjeux techniques, rend possible cet argumentaire qui musèle les opinions dissidentes.

3.3 Le développement : au service de quels intérêts ?

Cette conception dépolitisée du développement permet donc de camoufler le fait que la Renaissance a des impacts sur le champ politique qui contribuent à assoir l'autorité de la wilaya et plus spécifiquement les intérêts du gouverneur. Cela soulève une question centrale : qui les projets servent-ils ? En effet, loin de la vision idéalisée d'un peuple uni autour des projets de la Renaissance, l'enquête de terrain permet de mettre au jour l'existence d'intérêts conflictuels au niveau local mais également de montrer, à travers une approche inspirée de la géographie, comment la Renaissance sert les intérêts du pouvoir en renforçant sa présence matérielle et sa visibilité au quotidien.

3.3.1 Des projets localement contestés

L'appel au dépassement des clivages politiques est largement légitimé et justifié par l'idée que le développement est une mission au nom du peuple, qui aurait donc des désirs et des objectifs communs. Par ailleurs, si le développement n'est qu'un enjeu technique, il ne devrait pas y avoir de discussion autour de l'identification des problèmes et des solutions. Cette vision nie l'existence d'intérêts particuliers et parfois opposés au sein de la société. Comme le rappellent Botes et Van Resburg dans leur critique du développement participatif, « Development is always the result of decisions which require choices about whose needs are

to enjoy priority (2000, 47) ». Le développement peut par conséquent produire ou accroître les tensions et divisions au sein de la communauté. Plusieurs groupes d'intérêts cohabitent en son sein, et ceux-ci s'engagent dans les projets de développement pour des raisons différentes et avec des visions distinctes du futur de leur communauté. Ne pas prendre en considération cette dimension peut avoir des conséquences désastreuses pour le projet, avec des groupes qui sabotent ou détournent les projets lorsqu'ils considèrent qu'on ne leur a pas accordé un rôle suffisamment important (Botes et van Rensburg 2000, 48 - 49). Cette dimension conflictuelle a également été mise en lumière par les anthropologues du développement qui se sont intéressés à la multiplicité et à l'hétérogénéité des acteurs qui jouent un rôle dans les projets de développement (Olivier de Sardan 2001). Au Nord Kordofan, l'existence de tels groupes d'intérêt et de cette dimension non consensuelle transparaît dans les débats autour de deux projets : les rénovations du marché central et de la grande mosquée d'El Obeid. Bien que ces deux projets n'appartiennent pas aux axes centraux de la Renaissance énoncés dans son slogan, ils en font partie et témoignent de la diversité des projets entrepris dans ce contexte. La réhabilitation de la mosquée est en tête de la liste des projets à impact rapide considérés comme prioritaires (Gouvernement du Nord Kordofan 2014b). Celle du marché fait quant à elle partie des projets regroupés dans le domaine de la réforme économique qui visent à redynamiser la province. Sa modernisation concerne selon la Convention « les enchères, la classification des produits et la distinction de ses caractéristiques pour augmenter les exportations de la gomme arabique, des céréales et autres (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a) ».

La rénovation de la mosquée, qui selon Yusni a plus de cent ans, est bien entendu un projet extrêmement symbolique, d'autant plus qu'il remonte à plusieurs années. Le comité qui gère la mosquée désirait lancer ce projet depuis longtemps. En 2006, le Président el-Béchar s'est

rendu à El Obeid et a effectué une prière dans la vieille mosquée. Il a ensuite indiqué qu'il contribuerait à sa réhabilitation. En 2009, les membres du comité ont écrit au Président pour lui rappeler sa promesse, et il a accepté de donner cent millions pour la maintenance. C'est avec l'arrivée de Haroun au poste de gouverneur que le projet a réellement été relancé¹⁹⁵. Les tensions autour de ce projet *a priori* consensuel découlent du sort réservé à certaines échoppes situées en bordure de la mosquée, qui devaient être détruites au cours de sa réhabilitation. Celles-ci ont en effet une histoire particulière. Elles ont été données par l'administration britannique à des entrepreneurs locaux, qui devenaient ainsi propriétaires du terrain et le louaient ensuite. Les revenus de la location étaient versés à la mosquée. Après vingt ans, le bail devait se terminer et les terrains revenir à l'État, mais les marchands ont continué à les louer¹⁹⁶. Ces échoppes sont donc selon Yusni, « dédiées à la mosquée », l'argent de la location allant au ministère du Waqf¹⁹⁷. Le projet du gouverneur est venu perturber cette ancienne pratique. Plusieurs marchands s'y sont opposés car les transformations prévues faisaient diminuer la taille des échoppes et augmenter le prix de location. Ils proposèrent la création d'un comité mixte avec les autorités

¹⁹⁵ Entretien, 25 novembre 2015, El Obeid.

¹⁹⁶ Entretien avec Yusni. 25 novembre 2015, El Obeid.

¹⁹⁷ Le terme waqf fait référence à une forme de dotation à perpétuité réalisée dans un but philanthropique, souvent la lutte contre la pauvreté. Le waqf s'applique à des propriétés non périssables qui ne peuvent pas être consommées comme les terres, les bâtiments, les livres... (Burr et Collins 2006). Le fondateur du waqf définit son but, et tous les revenus qui en sont issus doivent être utilisés dans ce but. Les awqaf ont souvent servi à construire et entretenir des mosquées, mais aussi à construire des écoles et universités. Des lois régissant cette pratique existent depuis la période précoloniale et, à partir de la fin de la période ottomane au XIX^e siècle, le rôle de l'État et la centralisation de leur administration se sont accrus. Le régime mis en place en 1989 y a vu une source de revenus importante et a perpétué cette tendance, introduisant dès 1989 la Loi sur l'organisation des awqaf et affirmant sa volonté d'en accroître le nombre. Le Ministère du waqf est donc en charge de la gestion de ces dotations (Burr et Collins 2006).

qui aurait pour mission de préparer une étude identifiant un prix moyen acceptable pour la location. Toutefois, selon un autre informateur, le principal problème dans ce cas était que ces marchands profitaient de ce vieux système pour s'enrichir. Ils louaient le terrain auprès du ministère du Waqf pour 200 pounds puis le sous-louaient pour 2000 pounds, une pratique en contradiction avec les principes de la religion musulmane¹⁹⁸.

La réhabilitation du marché est également source de tensions entre les hommes d'affaires locaux et le gouvernement. Yusni¹⁹⁹ raconte que pour le gouverneur, le problème du marché est qu'il est surchargé et que le principal enjeu est celui de l'accès. Mais les commerçants pensent différemment et affirment que le marché est encombré parce que les principaux arrêts de bus et de taxi se trouvent à l'intérieur. Ils considèrent donc qu'il est nécessaire de déplacer ces pôles hors du marché. Le gouverneur décida toutefois de détruire plusieurs bâtiments appartenant à la wilaya et situés près du nouveau stade afin d'étendre le marché à cet endroit. Cela ne satisfait pas les commerçants, qui sont attachés à leur emplacement et ne veulent pas se déplacer par peur de perdre leur clientèle²⁰⁰. Pour le gouvernement local, cette opposition des commerçants n'est pas anecdotique, car il s'agit d'une classe sociale dont la mobilisation est au cœur de la Renaissance. La Convention indique comme l'un de ses grands axes au niveau des politiques économiques « L'activation du rôle du secteur privé dans la Renaissance (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a) ». Cet axe est ensuite divisé en quatre objectifs :

124. L'amélioration de l'atmosphère économique et d'investissement du secteur privé afin de pouvoir contribuer avec efficacité à la renaissance de la province.

¹⁹⁸ Entretien avec Hilal, 15 novembre 2015, El Obeid.

¹⁹⁹ Entretien, 25 novembre 2015, El Obeid.

²⁰⁰ Entretien, 25 novembre 2015, El Obeid.

125. La création d'une relation étroite entre le Gouvernement et le secteur privé afin que ce dernier contribue à la prise de décisions et de politiques favorisant le développement global.

126. Faciliter l'obtention de financement pour le secteur privé, et la tenue de réunions, de conférences et d'ateliers pour mieux se faire connaître du public.

127. Faciliter l'acquisition de compétences en marketing et la création d'une infrastructure de surveillance.

Karim mentionne également l'idée de créer un environnement favorable au secteur privé comme objectif central²⁰¹. Si la notion de « secteur privé » est assez vague, elle fait ici référence spécifiquement aux commerçants et industriels de la région qui sont les acteurs de son dynamisme économique. Kedar fait référence à ce type d'acteurs lorsqu'il explique que le gouvernement n'a pas suffisamment d'argent pour construire des infrastructures pour un si grand pays, mais les entreprises oui. Il ajoute que si ces acteurs sont considérés comme de véritables partenaires par le gouvernement, ils en seront heureux et accepteront de participer²⁰². Rabi²⁰³ témoigne de ce statut privilégié du secteur privé lorsqu'il explique que le Président et le Secrétaire général de la Chambre de commerce assistent aux réunions du Conseil des ministres et que la Chambre possède des représentants dans tous les comités du nafir qui abordent les questions d'économie et d'investissement.

Cette relation avec le gouvernement n'est cependant pas nouvelle, mais elle s'est renforcée avec l'arrivée de Haroun. Cette importance que la Renaissance attribue aux acteurs de l'économie leur permet non seulement de s'opposer à certains choix du gouverneur mais également de négocier l'application de certains aspects de la Renaissance, en particulier du nafir

²⁰¹ Entretien, 5 novembre 2015, El Obeid.

²⁰² Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

²⁰³ Entretien, 11 novembre 2015, El Obeid.

sous forme de prélèvement. Yusni²⁰⁴ explique ainsi que les commerçants se sont opposés à la contribution qui avait été imposée sur les biens et marchandises importés dans l'État. Selon lui, cela a rendu le marché d'El Obeid indésirable pour les exportateurs. Les commerçants ont donc discuté avec le gouverneur pour négocier cette taxation et réfléchissent à une alternative pour sortir de ce pourcentage imposé tout en maintenant tout de même leur participation²⁰⁵. Lors de mon entretien avec Rabi, il me suggéra des questions que je devrais poser au gouverneur directement « Pourquoi la Chambre se trouve dans tous les projets même si c'est le secteur privé ? (...) Et pourquoi sont-ils toujours consultés ? ». À la fin de l'entretien, un politicien local entra dans le bureau et Rabi me dit en riant que cela illustrait bien ce qu'il venait de me dire : c'est l'État qui vient voir la Chambre de commerce et non l'inverse²⁰⁶. Il est toutefois entendu que ce supposé pouvoir du secteur privé, courtisé par le gouvernement local, n'est pas uniformément ressenti par tous ses membres. Musa, un exportateur de bétail installé à El Obeid, explique que le marché au bétail n'a jamais reçu la visite du gouverneur, contrairement à d'autres marchés. Plusieurs petits marchands kordofanais installés à Khartoum ont également mentionné leur mise à l'écart de la Renaissance. L'un d'entre eux explique ainsi qu'ils ont déjà adressé des demandes au Gouvernement du Nord Kordofan, mais qu'on ne les écoute jamais. Un autre explique qu'après la présentation des projets par le gouverneur, il ne s'est rien passé, il n'y a eu aucune réunion. Cela démontre encore une fois l'importance de questionner les catégories telles que le « secteur privé », qui sont en réalité composées d'acteurs extrêmement divers dont les intérêts,

²⁰⁴ Entretien, 25 novembre 2015, El Obeid.

²⁰⁵ Il n'a cependant pas été possible de récolter des données sur ce sujet afin de déterminer si oui ou non cette taxe a été finalement abrogée.

²⁰⁶ Entretien, 11 novembre 2015, El Obeid.

mais aussi les relations avec le politique, sont différents. Les projets sont à cet égard des sources de contentions à plusieurs niveaux, à l'instar de toutes les politiques publiques, car ils impliquent des choix dans la définition de qui participe à leur élaboration, dans leur formulation²⁰⁷ et dans leur mise en œuvre. En cela, nul projet de développement ne peut être considéré comme isolé du politique et relevant uniquement de questions techniques.

Les exemples de la mosquée et du marché montrent donc bien que ce « peuple » qui désire le développement est loin d'être un ensemble unitaire et cohérent, contrairement à ce que laissent penser les représentations véhiculées par la wilaya et à travers la référence au nafir. Il est également possible de questionner la dimension populaire de la Renaissance à travers une analyse qui prend en considération la dimension matérielle et spatiale des projets mis en place, car c'est également à travers les transformations de l'espace physique que le développement constitue un acte de pouvoir.

3.3.2 La ville mise en chantier par le pouvoir

La Renaissance n'est en effet pas uniquement un discours et un ensemble de pratiques, elle est également un processus qui façonne l'espace matériel dans lequel les citoyens évoluent quotidiennement. Cette dimension spatiale du développement est peu abordée dans la littérature sur le sujet, y compris au sein des approches foucaaldiennes qui présentent celui-ci comme une forme de gouvernementalité²⁰⁸. Or, il existe de nombreuses analyses mettant en évidence comment l'espace, en particulier urbain, est transformé afin de contrôler, contenir et

²⁰⁷ Le terme renvoie ici à un ensemble de décisions allant du détail matériel – quel matériau sera utilisé – à la définition du public ciblé qui bénéficiera du projet.

²⁰⁸ Voir chapitre 2.

marginaliser certaines populations. Dans le domaine de l'urbanisme, les chercheurs marxistes et féministes qui se sont intéressés aux politiques de la ville ont mis en évidence comment l'espace est constitué pour reproduire des discriminations fondées sur l'ethnicité, le genre ou l'orientation sexuelle (Yiftachel 1998). Dans cette perspective, les différents outils de la gouvernance urbaine tels que la planification, les réseaux de transport et les différents services sont vus comme des formes de gouvernementalité (Lewi et Wickham 1996). Abordant le même objet sous un angle différent, d'autres auteurs s'intéressent à la façon dont l'aménagement de l'espace constitue un processus de visualisation du pouvoir (Fauve et Gintrac 2009). Cette approche située à l'intersection de la sociologie politique et de la géographie²⁰⁹ permet d'appréhender les dimensions symboliques de la réalité matérielle. Comme le rappelle Monnet, « du fait même de sa matérialité, la réalité géographique est au contraire un support privilégié du processus de symbolisation, de conversion en symboles des éléments concrets de la vie humaine (Monnet 1998, paragr. 4) ».

La transformation controversée du marché central s'inscrit ainsi dans une démarche plus large de transformation de l'espace urbain évoquée par Rabi. Il explique ainsi que l'avenir de la région nécessite un travail d'aménagement de la ville. La place de certains marchés a donc été revue : le marché des grains qui était au centre-ville a été déplacé plus au nord et le souk des animaux a été déplacé à l'ouest. Cette transformation est justifiée par l'argumentaire économique : « C'est important en cas de visite d'investisseurs, ils vont trouver les choses bien

²⁰⁹ Elle revendique l'héritage de plusieurs travaux interrogeant les relations entre espace et politique : Weber et ses recherches sur la ville, Siegfried et la géographie électorale, Rokkan et sa carte conceptuelle de l'Europe (Fauve et Gintrac, 2009, 9).

organisées²¹⁰ ». Le déplacement des marchés hors du centre-ville démontre comment la planification urbaine délimite qui a le droit d'être dans la ville et où, qui est désirable et indésirable. Pour de nombreux enquêtés, ce réaménagement est décrit comme une modernisation. Muhammad, réagissant à une question à ce sujet, explique qu'il s'agit d'un très bon projet, car El Obeid est l'une des plus anciennes villes du Soudan²¹¹. Selon lui, « il faut faire d'El Obeid une ville moderne²¹² ». La ville moderne est ici une ville ordonnée où il est aisé de se déplacer, une ville attractive pour les activités commerciales. Cette modernisation ne touche pas uniquement El Obeid. Une équipe d'architecte venue de Khartoum a ainsi été chargée d'élaborer un plan directeur (*master plan*) pour la petite ville de Bara pour l'horizon 2035. L'un des responsables de ce projet explique que l'objectif est de refaire le plan de la ville en prévision des changements qui vont être provoqués par la nouvelle route entre El-Obeid et Omdurman, qui passe donc par Bara, et de faire de la ville « une ville qui pourra accueillir le développement du futur²¹³ ». Cette ville moderne n'est pour autant pas nécessairement une ville inclusive, et tout le monde n'a pas vocation à y être accueilli. Fatih explique ainsi que les projets de la Renaissance visent à mettre fin à l'exode rural, qui pose des problèmes de sécurité. Selon lui, le problème majeur au Soudan est que les gens aiment aller vers les villes, ce qui est problématique car il ne s'agit pas de lieux de production et de travail réels. En mettant en place des services dans les zones rurales, la Renaissance vise à inciter la population à rester sur place ou à y revenir.

²¹⁰ Entretien, 11 novembre 2015, El Obeid.

²¹¹ Elle a été fondée en 1821 par le colonisateur Egyptien.

²¹² Entretien, 28 novembre 2015, El Obeid.

²¹³ Entretien avec Masud, 14 novembre 2015, Bara.

La Renaissance concentre cependant la majeure partie de ses projets et les investissements sur El Obeid. Muhammad, politicien à la retraite, critique cette focalisation en expliquant que les projets réalisés avant Haroun étaient bien plus pertinents car ils concernaient les zones rurales et se concentraient sur les besoins de base comme l'éducation et l'approvisionnement en eau. Au contraire, les projets de la Renaissance sont ciblés sur la culture et le sport. Ce sont deux dimensions importantes, mais moins que les autres services²¹⁴. Il convient cependant de prendre cette critique avec précaution étant donné qu'il s'agit également pour lui de défendre son propre bilan. Hilal mentionne toutefois lui aussi cet aspect : « certains demandent si le nafir est le nafir d'El Obeid » raconte-t-il, en ajoutant cependant que « le *wali* (le gouverneur) pense depuis le début que c'est pour tout l'État mais comme c'est la capitale, c'est normal de commencer par-là²¹⁵ ». Le gouverneur annonce en outre clairement dans son discours de 2014 cette focalisation sur El Obeid et la dimension symbolique attribuée à la ville : « Nous avons décidé de commencer par la capitale car c'est le trait d'union de tous les habitants de la province (Gouvernement du Nord Kordofan 2014b) ». El Obeid est la vitrine de la Renaissance et, ce faisant, elle devient également celle du pouvoir. Comme le rappellent Fauve et Gintrac, l'aménagement urbain est traditionnellement symboliquement « le fait du prince (Fauve et Gintrac 2009, 3) ». Ils montrent dans leur travail sur Achgabat au Turkménistan et Astana au Kazakhstan après l'éclatement de l'URSS que l'espace urbain est transformé par le pouvoir en outil de communication politique. Dans leurs cas, le processus se réalise à travers la construction de bâtiments, de places et de statues dédiés aux deux Présidents autoritaires qui ont

²¹⁴ Entretien, 28 novembre 2015, El Obeid.

²¹⁵ Entretien, 7 novembre 2015, El Obeid.

façonné l'après guerre froide dans ces deux États. Les choix architecturaux ont également une dimension symbolique, puisqu'ils évoquent un discours national exaltant un passé kazakh ou turkmène²¹⁶. Organisation de l'espace et pouvoir sont intimement liés et il est possible « [d']approcher un régime politique par le biais de ses productions spatiales et architecturales, de ses formes urbaines spécifiques, en postulant qu'il tente d'exercer un pouvoir sur ses sujets par l'image et l'emprise urbanistique (Fauve et Gintrac 2009, 10) ».

Dans le cas de la Renaissance, c'est en mettant la ville en chantier que le pouvoir autoritaire se donne à voir²¹⁷. Du plus ambitieux au plus modeste, les échafaudages, les ouvriers, les bâtiments détruits, incarnent physiquement le pouvoir transformatif des autorités, rappelant quotidiennement aux habitants et aux visiteurs venus de l'extérieur la présence de ce pouvoir porteur d'une vision moderniste. Le goudronnage de nouvelles routes à El Obeid en l'espace d'à peine une nuit est une représentation particulièrement efficace de cette vision et de ce dont ce pouvoir est capable. Mais, comme le rappelle Monnet à juste titre, les espaces restent toujours polysémiques :

Au-delà de sa fonction pratique, par sa forme et son usage, un lieu a un contenu social composite, exprimable en termes symboliques, qui sont eux-mêmes absolument déterminés par les circonstances historiques dans lesquelles ils sont exprimés. Par exemple, une usine peut être, concurremment ou simultanément, un symbole de progrès, de production et d'emploi, ou de chômage, d'exploitation et de pollution (Monnet 1998, 4).

²¹⁶ L'un des symboles de ce passé est la multiplication de la forme architecturale de la « coupole », qui fait référence à la fois à l'habitat traditionnel des populations nomades, la yourte, et à l'héritage turco-musulman (Fauve et Gintrac 2009, 11).

²¹⁷ Voir dans l'Annexe 9 les images de la ville en chantier.

Les chantiers peuvent donc également être interprétés à la lumière du discours optimiste évoquant un avenir radieux pour le Nord Kordofan. Ils en sont ainsi l'incarnation physique, ils sont le futur en train de se construire et la réalisation concrète des espoirs du peuple kordofanais. Par ailleurs, les routes goudronnées incarnent également la puissance d'un peuple unifié à travers la Renaissance, dont la participation est ce qui permet l'apparition de ces multiples chantiers. Mes propres interprétations prises sur le vif évoquent cette dimension symbolique :

Alors que je rentre de l'institut vers 22h30, je passe devant un endroit où des ouvriers sont en train de goudronner la rue, un spectacle auquel j'ai assisté à plusieurs reprises depuis que je suis ici et qui témoigne du dynamisme du *nafir*²¹⁸.

À Bara, le rôle de la Renaissance dans la transformation de la ville est certes moindre, car peu de projets y ont été réalisés pour le moment à l'exception de la route vers Omdurman, mais il est tout de même visible. Sur les murs d'une école récemment construite grâce à l'initiative a en effet été peint le symbole de la Renaissance ainsi que son slogan.

Figure 4. Une école à Bara



Source : Photographies de l'auteure, Novembre 2015.

²¹⁸ Journal, 17 novembre 2015.

À El Obeid, les habitants ne s’y trompent pas : les chantiers sont avant tout l’acte du gouverneur.

Dans le centre-ville, nous passons également à un moment donné à un croisement où une route est en train d’être goudronnée. Mon conducteur m’explique, comme plus tard Mohammed, qu’en 26 ans de gouvernement islamiste il ne s’est rien passé à El Obeid, mais que depuis l’arrivée de Haroun il se passe enfin quelque chose²¹⁹.

Le fait que l’image du gouverneur elle-même soit inscrite dans le paysage urbain contribue sans nul doute à cette personnalisation de la Renaissance. En effet, si son portrait ne se trouve pas sur la couverture de la Convention ou sur les reçus distribués par le comité de Khartoum, il est reproduit sur le mur de l’un des bâtiments de l’hôpital. Une grande affiche couvrant un pan du mur de l’enceinte annonce ce qui a été réalisé. En son centre se trouve une photographie en pied de Haroun, souriant et saluant une foule invisible.

Figure 5. Représentation du gouverneur Ahmed Haroun sur un mur d’El Obeid



Source : Photographie de l’auteure, Novembre 2015

²¹⁹ Journal, 8 novembre 2015.

L'espace urbain est donc indubitablement un espace de communication politique, et il est outre un outil particulièrement efficace car comme Hilal l'indique explicitement, « tout le monde à l'occasion de passer par El Obeid ». Pour justifier la concentration des projets à El Obeid, il ajoute que « les gens vont voir que les choses changent, c'est plus facile pour les convaincre qu'on a commencé. Il y a également les médias à El Obeid, qui peuvent voir facilement ce qu'il se passe²²⁰ ».

Cette utilisation de l'espace urbain peut cependant être à double tranchant. En effet, les chantiers ne peuvent symboliser le pouvoir et sa réussite que s'ils arrivent à terme. Ceux qui s'installent durablement dans l'espace urbain finissent par symboliser l'incurie des dirigeants, leurs échecs ou même la corruption, comme le montre l'exemple de « la cité du sport » à Khartoum. Il s'agit d'un bâtiment qui doit être construit depuis les années 1990 et qui n'est encore qu'un squelette de béton. Selon l'un des enquêtés, des fonds sont récoltés chaque année pour achever la construction mais rien ne se produit²²¹. Le chantier symbolise l'échec du développement, rappelant les espoirs des années 1990 et les promesses qui n'ont jamais été tenues.

Dans ce contexte, l'achèvement d'un bâtiment comme le stade d'El Obeid, qui fut l'un des premiers projets lancés, représente un accomplissement essentiel pour la wilaya. Le stade en tant que construction architecturale est en lui-même le symbole du pouvoir et de sa réussite. Mais il est également, à travers les usages multiples qu'il permet, un lieu qui permet d'unir physiquement la communauté²²² et où le pouvoir peut se mettre en scène. Cette dimension

²²⁰ Entretien, 7 novembre 2015, El Obeid.

²²¹ Journal, 28 avril 2015.

²²² Voir chapitre 2.

symbolique de la compétition sportive a été mise en lumière par Hobsbawm, qui montre comment le développement du sport de masse – en particulier le football– et de ses cérémonies est concomitant à celui de la mise en place d'un grand nombre de traditions et rituels politiques en Europe au XIX^e siècle. Il s'agissait d'une réponse à des changements sociaux et politiques profonds qui nécessitaient l'instauration de nouveaux moyens de structurer les relations sociales et d'exprimer la cohésion nationale et l'identité (Hobsbawm 1983, 263). Le sport, explique t-il, « combined the invention of political and social traditions in yet another way: by providing a medium for national identification and factitious community (1983, 300) ». Cela n'était pas nouveau en soi, car le sport a historiquement été lié aux processus d'identification nationalistes, mais sa massification a permis de lier les habitants d'une même nation au-delà de leurs différences régionales autour d'un élément, d'un événement, unique (Hobsbawm 1983, 301). Pour Hobsbawm, les compétitions sportives sont des rassemblements de masse ritualisés, à l'instar des manifestations comme le 1^{er} mai. Ces nouveaux rituels sportifs avaient bien entendu besoin d'espaces pour se dérouler, et l'on observe ainsi durant la même période une construction systématique et de grande ampleur d'espaces rituels formalisés comme les stades. Ces espaces ont été dès le début utilisés dans des buts politiques, avec la présence de la famille royale à la finale de la Coupe de Wembley dès 1914, ou l'utilisation du Sportspalast de Berlin et du Vélodrome d'Hiver à Paris par les mouvements de masse dans l'entre-deux-guerres (Hobsbawm 1983, 305)²²³. Dans son analyse du sport dans les régimes totalitaires, Bolz va plus loin en affirmant les infrastructures sportives comme fondamentalement politiques :

²²³ Cette utilisation des stades de football par des mouvements politiques ne s'est pas nécessairement arrêtée malgré l'apparition d'espaces publics dédiés à ce type de rituels (Hobsbawm 1983, 305), comme en témoigne par exemple l'organisation d'un grand meeting syndical et politique au stade Charlety à Paris pendant mai 68.

Les espaces du sport sont souvent perçus comme des espaces purement fonctionnels, et, pour cette raison, on considère qu'ils sont peu révélateurs des grands débats idéologiques des années mouvementées de l'entre-deux-guerres. En réalité, le sport et les constructions pour le sport sont deux lieux d'expression concrète du politique, et l'architecture sportive – considérée autant du point de vue de sa configuration englobante que des symboles qu'elle comporte à foison – constitue un terrain de recherche idéal pour mettre en valeur l'obsession unitaire des fascismes. (...) le sport est à la fois pratique et représentation, façonnement physique des corps individuels et légitimation spirituelle du corps social (Bolz 2016, 13).

Espaces de « communion des masses », espaces de mise en scène du régime et de son idéologie, espaces de représentation de la communauté unie, les stades de football sont aussi des espaces disciplinaires (Gaffney et Mascarenhas 2005)²²⁴, leur architecture évoquant un dispositif de type panoptique. Cette dimension est évoquée par Wedeen (1999) dans sa description des rituels du culte de la personnalité sous le règne d'Hafez el-Assad en Syrie. La population est forcée de participer à des spectacles rituels qui prennent souvent place dans les stades et où sa participation est minutieusement chronométrée et bien entendu inévitable. Les événements sportifs tels que les compétitions régionales ou internationales, *a priori* sans lien avec le régime, sont l'occasion de mettre en scène le culte de la personnalité (Wedeen 1999, 22-24). La Syrie d'Hafez el-Assad, l'Italie de Mussolini et l'Allemagne nazie sont bien entendu des exemples extrêmes de politisation de l'architecture sportive et il ne s'agit pas ici d'assimiler les réalisations des autorités kordofanaises à cela. Ces recherches nous fournissent cependant des pistes d'analyse pour appréhender et interpréter le rôle que joue le stade d'El Obeid dans la Renaissance et pour les autorités.

²²⁴ Il est entendu que la dimension politique des stades de football varie en fonction du type de régime, les démocraties n'en faisant pas le même usage que les totalitarismes, mais également de la disponibilité ou non d'autres espaces publics permettant les manifestations de masse.

Ce stade est cité dans la Convention en quatrième position de la liste des projets à impact rapide, derrière la réhabilitation de la mosquée et de l'hôpital d'El Obeid et le réseau des routes internes, et devant l'approvisionnement de la ville en eau (Gouvernement du Nord Kordofan 2014a). Il s'agit donc d'un des premiers projets à avoir été lancé et à avoir été terminé. Il est en fait constitué de deux espaces distincts : le premier est l'intérieur du stade, avec ses sièges, ses affichages publicitaires, ses éclairages modernes et sa pelouse ; le second est l'extérieur du stade, avec une zone de terre battue où se trouvent les *sitta chai*. Le premier est donc le lieu où se déroule l'acte sportif, le second celui où se déroule la socialisation et un ensemble de divertissements qui peuvent ou non être liés à ce qui se passe à l'intérieur. Cet espace de socialisation symbolise également le pouvoir du gouverneur, si l'on se réfère à ce qu'en dit Hilal. Alors que dans son enfance l'espace était utilisé comme terrain de foot et lieu où se tenait la fête célébrant la naissance du prophète Mohammed, il est ensuite devenu un parc privé. C'est Haroun qui a décidé à son arrivée de détruire le parc pour en refaire un espace public^{225 226}. Cet espace de socialisation peut en outre devenir un espace de mise en scène du pouvoir, comme en témoigne l'organisation de plusieurs événements le 9 novembre 2015, à l'occasion de la visite du second Vice-Président Hassabo Mohammed Abdul Rahman. La cérémonie de remise de diplôme des étudiants de l'école militaire y est organisée en fin d'après-midi, suivie d'un mariage collectif. L'espace est bondé, les *sitta chai* sont reléguées aux bordures du lieu. Les bus qui ont amené une partie du public sont garés sur l'esplanade. Certains n'hésitent pas à les

²²⁵ Journal, 15 novembre 2015.

²²⁶ Il convient de préciser qu'il s'agit d'un espace presque exclusivement masculin, les femmes ne fréquentant en général pas les *sitta chai* exceptées les jeunes étudiantes, souvent en groupe ou accompagnées de camarades masculins.

escalader pour avoir une meilleure vue. Dans une ville où les occasions de se divertir sont rares et se limitent essentiellement aux mariages, en général ouverts à tous, une telle foule n'est pas étonnante. Des musiciens nuba en tenue traditionnelle sont présents et traversent la foule pour aller jouer au pied d'une tribune accotée au mur du stade et dans laquelle se trouvent les personnalités importantes, dont Ahmed Haroun et le Vice-Président.

Le choix de cet emplacement est peut-être dû au retard pris par la construction du stade, qui devait être fini en octobre 2015. Ironiquement, la transformation de l'espace permet à cette occasion à la fois la visualisation du pouvoir et l'incarnation de ses faiblesses. Le pouvoir se donne donc à voir à travers la conversion d'un espace de socialisation et de sport en espace de communication politique. Le stade représente en outre l'ambition modernisatrice de la Renaissance et du gouverneur, en particulier à travers les quatre pylônes où sont installés les projecteurs, qui servent à éclairer autant l'intérieur que l'extérieur du stade. Ceux-ci ont en effet été décrits par l'un des enquêtés comme les plus modernes du pays. Le stade ne représente en outre pas seulement la compétition sportive, il représente l'ouverture au monde de la ville. Il a en effet été habilité par la CAF à accueillir des matches internationaux, comme en témoignent les logos des diverses associations footballistiques peints sur une partie du mur d'enceinte. Il figure ainsi parmi les dix stades soudanais répertoriés sur le site internet de l'organisation, dont cinq sont situés dans les villes jumelles de Khartoum et Omdurman. Dans cette perspective, le stade n'est pas un lieu isolé dans la ville : il est l'un des pôles d'un réseau d'espaces qui symbolisent la capacité transformatrice du pouvoir et sa vision optimiste et progressiste du futur. La cité olympique et le très moderne hôtel Sunway en sont deux autres, tous trois dans l'attente d'un hypothétique afflux de touristes et de sportifs venus de l'extérieur.

Les projets de la Renaissance sont donc, à travers leur présence matérielle, le symbole d'un pouvoir qui se confond avec la personne d'Ahmed Haroun, car c'est sa main que la majeure partie des enquêtés voient derrière les changements accomplis. Ces projets transforment l'espace dans lequel circulent les citoyens, influençant physiquement leurs déplacements et leurs pratiques, présentant donc un rappel constant et quotidien du pouvoir. Ils sont également à la fois le fruit du nafir et l'incarnation de son succès. La présence de Haroun n'est toutefois pas la seule à s'inscrire dans l'espace urbain. Un panneau long de plusieurs mètres se trouve ainsi planté devant le stade, juste à l'entrée de l'espace occupé par les *sitta chai*. Sur un fond dégradé allant du blanc au vert turquoise se trouve une photographie d'Omar el-Bécher vêtu d'une djellaba blanche et brandissant le document de la Renaissance du Nord Kordofan dans sa main gauche. Cette image est identique à celle qui se trouve sur les reçus distribués par le comité du nafir à Khartoum. Il y a cependant une différence majeure : Omar el-Bécher était accompagné sur ces images du général Suwar al-Dahab. À la place où ce dernier devrait se trouver figure sur le panneau une inscription de couleur rouge en arabe : « Merci Président ». Un panneau similaire, mais de dimension plus réduite, est planté quelques rues plus loin. Le pouvoir qui se trouve matériellement visualisé à El Obeid n'est donc finalement peut-être pas uniquement celui de la wilaya.

Figure 6. Panneau « Merci Président » à El Obeid



Source : Photographie de l'auteure, Novembre 2015

Conclusion

La référence au nafir, tradition qui se présente comme au bénéfice de tous, rendait déjà difficile la non-participation, tant du point de vue éthique que pratique. Dans ce chapitre, nous avons vu comment le régime utilise d'autres stratégies discursives visant à dépolitiser l'initiative et la rendre consensuelle : la technicisation des enjeux et l'appel au dépassement des clivages politiques en vertu d'une « mission développementaliste » qui nécessite et justifie une union sacrée. Cela permet surtout de faire taire les opposants locaux aux projets et de dissimuler les tensions que ces derniers suscitent. La « communauté » kordofanaise est en effet, comme toute communauté, composée de groupes et d'individus aux intérêts divers et parfois contradictoires. Parmi ces groupes, la Renaissance semble prêter davantage attention aux demandes et critiques des commerçants les plus aisés, vus comme indispensables au succès de l'initiative. Ils en sont en outre les principales cibles de l'initiative, étant donné l'insistance dans la Convention sur la

revitalisation économique de la province. Par ailleurs, en prêtant attention à la dimension spatiale et matérielle des projets, ceux-ci peuvent être interprétés comme inscrivant concrètement le pouvoir de la wilaya et, en particulier, celui du gouverneur dans le paysage urbain, et donc dans le quotidien des habitants. En cela, les projets agissent comme un rappel constant de ce qui est dû aux autorités locales²²⁷. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que plusieurs projets qui ont été rapidement réalisés ont une dimension prestigieuse : la mosquée, le stade, ou encore le théâtre récemment terminé. Ce sont aussi des espaces de représentation. Cela a été étudié pour le stade, mais le théâtre en est un par définition et la mosquée peut également le devenir. En effet, le gouverneur invite souvent ceux avec qui il souhaite faire affaire ou développer des relations à l'accompagner à la prière.

L'une des conséquences majeures de cette construction du consensus autour de la Renaissance est l'effacement de la responsabilité du gouvernement central dans le sous-développement de la province. Le témoignage de Karim sur le déroulement des débats au sujet de la Convention montre d'ailleurs que cela a été fait sciemment. Si cela peut donner le sentiment d'une volonté de conserver la dimension locale de la Renaissance, le panneau représentant el-Béchar démontre que l'initiative est bel et bien liée au pouvoir central. Le « Merci Président » de l'affiche fait ainsi référence à la participation de son gouvernement, qui contribue également financièrement aux projets. La Renaissance n'est donc pas une initiative purement locale, bien au contraire. Elle ne peut se comprendre sans prêter attention aux relations complexes qui se jouent entre ces deux niveaux de gouvernance.

²²⁷ Cette interprétation concerne bien entendu uniquement El Obeid et, dans une moindre mesure, Bara. Il est impossible de l'étendre à d'autres zones puisque les contraintes du terrain n'ont pas permis de les visiter.

Chapitre 4 : La Renaissance : une stratégie de renégociation des relations entre la wilaya et l'État central

Consensuelle, locale, basée sur un principe d'entraide mutuelle... la Renaissance peut sembler n'avoir finalement aucun lien avec le gouvernement central d'Omar el-Béehir. Mais lorsque Karim raconte l'écriture de la Convention, il explique que le dialogue a parfois été difficile car « there was people who were political, they referred to the center... They are really in their own heads²²⁸ ». L'un des premiers défis de la Renaissance, et la première barrière au bon déroulement de sa dimension participative, fut donc d'éviter les sujets qui fâchent : les relations avec le centre et l'impact négatif du régime. Ces deux aspects sont pourtant des enjeux qui constituent le contexte dans lequel les projets de développement sont menés ; ils dictent les contraintes et les opportunités qui façonnent les stratégies des acteurs locaux. Ce chapitre démontre donc comment les relations avec le gouvernement fédéral font partie intégrante de la Renaissance. Le régime joue en effet un rôle central dans le sous-développement de la province en entretenant avec la wilaya des relations fondées sur la marginalisation et le contrôle. Dans ce contexte, la dimension participative de la Renaissance est utilisée pour renégocier cette relation inégale à travers une extension, au gouvernement central, de la logique de l'échange.

4.1 Une relation fondée sur la marginalisation et le contrôle

La notion de centre/périphérie, empruntée au vocabulaire géographique, est omniprésente dans la littérature académique sur le Soudan, utilisée comme explication des

²²⁸ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

conflits internes et du sous-développement chronique du pays (Ylönen 2009; Ryle et al. 2011) ou simplement comme élément de contexte cadrant les différents enjeux étudiés (Marchal 1996; Lavergne 1997; Burr et Collins 2003). Rarement problématisé, ce discours a même été adopté par le SPLM/A sous la direction de John Garang. Dans les années 1990, le mouvement rebelle a en effet développé le discours du *New Sudan*. Contrairement à une grille de lecture culturaliste popularisée à l'étranger qui décrivait le conflit en termes d'une dichotomie Nord/Sud fondée sur des différences ethniques et religieuses, ce discours expliquait le conflit par les politiques de marginalisation et de discrimination mises en place par des élites de Khartoum (Deng 2010; Gallab 2011). Dans cette perspective, la résolution du conflit ne passait pas par un accord de paix entre un « Nord » et un « Sud » supposément homogènes, mais bien par une recomposition radicale de la structure étatique elle-même. Car en effet, ces relations dysfonctionnelles sont liées au processus de formation de l'État soudanais lui-même, la dichotomie centre/périphérie étant fondatrice. Pour les Nord Kordofanais, ces relations inégales se sont incarnées en particulier dans l'aventure mouvementée du projet symbolique de la *Western Ingaz Road*.

4.1.1 Un État construit sur la dichotomie centre / périphéries

Les notions de centre et périphérie sont utilisées abondamment dans l'explication de la violence politique (Kalyvas 2003), dans celle du développement économique - où elles occupent une place centrale dans la théorie de la dépendance (Cardoso et Faletto 1976; Valenzuela et Valenzuela 1978) -, ou encore dans les analyses de l'autoritarisme infranational (Gelman 2010; Gibson 2010)²²⁹. Dans le cas du Soudan, afin de comprendre à quelles entités ces notions

²²⁹ Ces analyses ont ainsi pour fondement l'acceptation de l'existence du couple centre/périphérie, avec un centre qui se démocratiserait pendant que plusieurs périphéries maintiendraient un régime autoritaire.

s'appliquent concrètement, il faut remonter à l'époque de la colonisation, le centre et la périphérie étant des blocs historiquement constitués et reproduits. L'analyse des chiffres récents du fédéralisme, mis en place à partir de 1991, permet de mettre en exergue la relation toujours inégalitaire entre centre et périphérie, mais surtout de nuancer cette compréhension binaire : la périphérie est hétérogène, la marginalisation à géométrie variable, et le Nord Kordofan dans une situation ambiguë.

4.1.1.1 La construction historique d'un centre et d'une périphérie

Dans l'histoire de l'État soudanais moderne, les racines de la division centre/périphérie et des relations dysfonctionnelles entre les deux, le centre marginalisant et contrôlant la périphérie pour son bénéfice, remontent à l'époque coloniale et, en particulier, à la période du condominium anglo-égyptien, entre 1896 et 1956. Le pouvoir colonial a en effet concentré ses efforts de développement dans les zones riveraines. Il a ainsi *de facto* créé un centre qui bénéficiait de services tels la santé et l'éducation dont les autres provinces étaient privées. La seule exception était Port Soudan à l'est, unique ouverture sur la mer du pays et donc espace stratégique. Les industries les plus importantes, comme le coton, se sont naturellement installées dans ces régions. Le condominium a donc entériné d'importantes disparités régionales, ce que les chiffres des investissements intérieurs bruts colligés par Niblock sur l'année financière 1955-1956 démontrent bien. Au moment de l'indépendance,

Khartoum, Northern and Kassala provinces were collectively obtaining approximately eight times as much private, governmental and public corporation investments as the three southern provinces, and about three times as much as Kordofan and Darfur (Niblock 1987, 144).

Les espaces désavantagés étaient par ailleurs plus peuplés que la zone privilégiée, ce qui signifie que les disparités *per capita* étaient encore plus importantes. Il est entendu que ce centre était

lui-même une périphérie au regard de la métropole britannique, qui organisait son développement en fonction de ses propres besoins et bénéfiques. Les projets de développement permettaient alors autant l'exploitation des ressources que l'extension du pouvoir disciplinaire du colonisateur à travers une armée de fonctionnaires et d'ingénieurs. Quoiqu'il en soit, les habitants de ces provinces eurent accès à une éducation supérieure qui n'existait pas dans les autres régions et qui leur permettait d'occuper la majeure partie des postes administratifs, y compris ceux localisés dans les provinces périphériques. Cette situation s'est largement reproduite jusqu'à aujourd'hui. Ainsi, une étude menée par la *Civil Service Commission* dans les années 1980 démontre que 86 % des retraités de la fonction publique de la période 1970-1980 venaient de Khartoum et des provinces riveraines. Seulement 8 % provenaient du Kordofan (Ibrahim 1985; El-Battahani et Gadkarim 2017, 12). Ce sont ces élites qui prirent logiquement le pouvoir lors de l'indépendance en 1956, affermissant la mainmise de ce centre sur le pouvoir politique et économique, aux dépens des autres régions. La persistance de ces logiques d'exclusion et de contrôle n'échappe pas aux enquêtés kordofanais : lorsque je demande à Asad pourquoi le pouvoir nomme au poste de gouverneur des individus qui ne sont pas originaires de la région, il répond « It dates back to the colonization, the Northerners were the one with the chance of getting an education²³⁰ ».

Ces disparités en termes de développement économiques ont eu des impacts variés en fonction des régions, dépendamment de leurs intersections avec d'autres facteurs sociaux, historiques et politiques : « where local people's could identify themselves clearly as belonging to a different ethnic/racial grouping from that of the Arabised population of northern riverain

²³⁰ Entretien, El Obeïd, 29 novembre 2015.

Sudan, regionalist movements [...] tended to emerge (Niblock 1987, 146) ». Les politiques du condominium ont joué un rôle crucial dans ces processus d'identification, car aux disparités économiques se sont superposés des clivages identitaires, raciaux et religieux dont on retrouve la trace dans la grille de lecture dominante du conflit Nord/Sud. Ces clivages se sont cristallisés au début du XX^e siècle sous l'action du colonisateur, avec la définition des populations du « centre » par une identité arabe et musulmane. Certes, l'arabisation du nord du Soudan est ancienne²³¹, mais cette identité est devenue particulièrement saillante pendant la période coloniale car

After the Anglo-Egyptian conquest of 1898, British colonial policies favored a narrow elite from within these 'Arab' communities. Members of this elite went on to develop a conception of a self-consciously Sudanese Arabic national identity, in the process adapting the term "Sudanese" (*sudani*), which derived from an Arabic word for blackness and previously had servile connotations (Sharkey 2008, 21).

Selon Vezzadini, les colonisateurs étaient persuadés qu'il existait deux races au Soudan, « Arabs and Africans, and that the former were superior to the latter (Vezzadini 2011, 37) ». La révolution manquée de 1924 va cristalliser ce point de vue. Elle est portée par le mouvement de la *White Flag League*, qui est composé de populations issues de toutes les régions et les appelle à s'affranchir de leurs différences religieuses et tribales au nom du combat contre le colonisateur. L'interprétation que ce dernier va faire de la révolte est sensiblement différente. Il va en effet attribuer des degrés de responsabilités différents aux « Arabes » et aux « Africains » :

The Sudani were described as a sort of Caliban²³², dull but arrogant people whose ambition was to be part of the « cream of Sudanese society », lured by

²³¹ Pour une explication détaillée de cette histoire, voir Sharkey 2008.

²³² Caliban est un personnage de la pièce de théâtre *La Tempête*, de Shakespeare. Il est décrit comme une bête horrible et sauvage, natif de l'île où se retrouvent Prospéro, duc de Milan exilé, et sa fille Miranda. Caliban est

malicious Egyptians. They were responsible for having led astray innocent but weak « Arab youths » (Vezzadini 2011, 40).

Ils furent donc lourdement condamnés, et le pouvoir colonial devenu méfiant renforça les barrières à l'éducation, favorisant le développement d'une élite toujours plus homogène et définie comme arabe. Pour Vezzadini, la révolution de 1924 « set a pattern for dealing with the peripheries: marginalization and political neutralization were used as a mean of resolving political instability (Vezzadini 2011, 41) ». Ces clivages raciaux sont étroitement liés aux clivages religieux auxquels certaines lectures de la guerre civile ont donné une importance prépondérante, mais il est essentiel de les distinguer, car ils ne se superposent qu'imparfaitement. Si les liens entre l'identité arabe et la religion musulmane sont importants, Sharkey rappelant que durant la période Mahdiste « to be Arab was to be Muslim, to be Arab was to be free, and, ideally, it was to claim an Arab pedigree (2008, 29) », les deux sont loin d'être équivalents. Le conflit du Darfour démontre très bien les limites de cette conception qui lie les identités arabe et musulmane, avec la présence de groupes non arabes mais musulmans comme les Fur et de groupes arabes et musulmans comme les Baggara (De Waal 2005; Sharkey 2008, 26).

La stratification de ces clivages multiples s'est poursuivie après l'indépendance, contribuant à produire l'instabilité qui caractérise depuis l'État soudanais :

In post-colonial Sudan the chance was missed to build state institutions that could service the entire country and all of its populace regardless of ethnic, racial and religious affiliations, and that could arbitrate between competing and often conflicting interests in a peaceful manner. A dire consequence is the recurrence of violent conflicts (Gertel, Rottenburg, et Calkins 2014, 4).

Les disparités entre régions et la domination d'un centre dont Khartoum constitue le noyau sont

l'esclave de Prospero. Ce personnage a été récupéré comme symbole de l'indigène opprimé par Aimé Césaire dans la pièce *Une Tempête*.

sans nul doute des facteurs explicatifs importants de la formation des mouvements rebelles. Ces éléments sont d'ailleurs explicitement critiqués dans le *Black Book*, une brochure écrite par un collectif répondant au nom de « *The seekers of Truth and Justice* » et distribuée à Khartoum en 2000. Elle contient une profusion de données et de faits sur la marginalisation des provinces sudistes, occidentales et orientales du pays (Flint et de Waal 2008, 16). Les auteurs de ce pamphlet formèrent ensuite le JEM, l'organisation darfourienne officieusement sponsorisée par Hassan al-Tourabi.

La période coloniale contribua ainsi à la construction d'un système de gouvernance fondé sur une dichotomie centre/périphérie qui combine marginalisation économique et politique et catégories identitaires racialisées. Ces dynamiques ont été constamment reproduites de 1956 à 1989 tant par les dictatures militaires que par les régimes civils et multipartites (El-Battahani et Gadkarim 2017). La doctrine du « triangle de Hamdi », énoncée pour la première fois dans les années 1990, démontre bien cette continuité. Il s'agit d'une proposition du Ministre des finances et de la planification économique de l'époque, Abdel Rahim Hamdi, consistant à concentrer la majeure partie des investissements dans des endroits situés à une journée de voiture de Khartoum.

He [Abdel Rahim Hamdi] mentioned Dongola, El Obeid and Sennar, which gave rise to the concept of a “triangle” (...) The “Hamdi Triangle”, and especially Khartoum State, has been the focus of almost all non-oil related investment in Sudan in the last fifteen years (De Waal 2014).

Il réitéra cette politique lors d'une conférence du NCP en 2005, où il fit des recommandations visant à pérenniser le régime dans un contexte devenu instable avec la signature de l'accord de paix avec le SPLM/A et la perspective de l'indépendance du Sud Soudan. Il déclara :

The decisive voting bloc in the coming election resides in the geographical North – at least 25 million - in the Northern States, down to Sennar/Gezira and Blue

Nile areas. Voters in this zone are election oriented, more educated and can be influenced. Due to their high level of education, they also have higher demand for services and employment opportunities. We must focus on this zone. Fortunately, this zone is nearer and well connected with transport networks – tarmac roads, communication facilities, etc. It is easier and faster to manage election campaigns in this zone (...) (Verhoeven 2015, 136).

Il expliqua donc que le régime devrait concentrer son action et ses investissements sur un axe Dongola-Sinnar-Kordofan, car « even if the others have separated, this Axis can continue as a viable state. This is true in case of separation of the South and it is equally so though in a different way in case of separation of Darfur (Verhoeven 2015, 137) ». Les investissements réalisés dans les États de Kassala et de la Mer Rouge semblent cependant démontrer l'existence d'un carré plutôt que d'un triangle, comme le suggère De Waal (2014). C'était d'ailleurs le cas depuis la période coloniale, où Port Soudan était le seul espace qui bénéficiait des investissements du pouvoir en dehors des régions riveraines. Les relations entre les wilayas des zones défavorisées et l'État central sont marquées par ce contexte, la mise en place du principe fédéral à partir de 1991 par le régime de l'Ingaz n'ayant rien changé à ces relations inégales entre centre et périphérie.

Dans ce contexte, la place de la grande région du Kordofan est ambiguë. Certaines zones de la région sont restées marginalisées, alors que d'autres ont été incluses dans le « centre », notamment grâce aux investissements réalisés dans l'industrie de la gomme arabique. C'est en s'intéressant de plus près au fédéralisme et à ses chiffres qu'il est possible de mieux cerner la nature de la relation entre le Nord Kordofan et Khartoum, à travers une analyse qui met en évidence les limites de la dichotomie centre/périphérie, déjà suggérée avec l'idée du triangle de Hamdi.

4.1.1.2 La marginalisation en chiffres

L'idée que la décentralisation et le fédéralisme permettent de lutter contre les inégalités entre centre et périphérie, et par là même, contre les causes des violences, est centrale au Soudan. Ce fut ainsi pendant longtemps une revendication des mouvements rebelles. Cette perspective fait d'ailleurs écho aux conceptions des organisations internationales qui voient depuis les années 1980 la décentralisation comme un vecteur de démocratisation, de développement et de paix (USAID 2009)²³³. L'histoire de la décentralisation au Soudan est bien plus longue que celle du régime d'el-Béchar, remontant à la mise en place d'un système de gouvernement local en 1937. En 1943, le pays est divisé en huit provinces et en 1951, le *Local Government Act* organise le pays en conseils urbains et ruraux possédant des pouvoirs importants, sous la supervision du *commissioner* de la province (Hamid 2002, 2). Toutes ces réformes n'ont toutefois jamais entamé la domination du centre. Selon Vaughan « local government was rarely simply concerned with local issues. Most importantly, councils were part of a growing centralization of power in the hands of the late colonial state (2010, 257) ». Plusieurs réformes ont lieu après l'indépendance, mais ce n'est qu'en 1991 que le principe fédéral est officiellement adopté pour la première fois. Il a depuis été réaffirmé dans la Constitution intérimaire de 2005. L'adoption de ce système faisait suite à l'organisation, en septembre et octobre 1989, d'une conférence de dialogue national sur le thème de la gouvernance et de la division du pouvoir entre le centre et les régions :

During the conference, the regime emphasized policies of decentralization and regional rule, relying on nearly the same reasons previous regimes had cited: a

²³³ Il existe également une importante littérature qui discute de l'aspect approprié du fédéralisme pour les sociétés multi-ethniques et multi-culturelles. Pour un aperçu de ces débats au sujet du continent africain, voir, entre autres, Kasongo 2003; Pérouse de Montclos 2003; Alou 2009; Bach 2011.

weakness in communication between different parts of the country, diverse ethnic composition and cultures, and the aspirations of individuals from local populations to have a say in running their local affairs (El-Battahani et Gadkarim 2017, 18).

Le principe fédéral est explicitement présenté comme un antidote aux inégalités régionales et aux relations inégales entre le centre et les périphéries dans la Constitution de 2005 :

The sharing and allocation of the resources and common wealth of the Sudan shall be based on the premise that all parts of the country are entitled to development (...) No level of government shall withhold any allocation or financial transfers due to any other level of government (République du Soudan 2005, 75).

Elle définit également les institutions chargées de ces mécanismes fiscaux et financiers. En premier lieu, « all revenues collected nationally for or by the National Government shall be pooled in a National Revenue Fund administered by the National Treasury (Constitution 2005, 84) ». En second lieu, la *Fiscal and Financial Allocation and Monitoring Commission* est chargée de contrôler le transfert des fonds et leur bonne allocation (République du Soudan 2005, 85). Or, ces transferts, lorsqu'ils ont été faits, n'ont jamais été suffisants. C'est d'autant plus grave que la Constitution a poursuivi une logique enclenchée depuis l'adoption du fédéralisme, avec la dévolution d'un nombre croissant de responsabilités aux institutions infranationales, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'eau. Mais si les dépenses des wilayas se sont accrues, leurs revenus n'ont pas suivi la même logique :

The devolution of spending responsibilities has not been matched by the devolution of revenue responsibilities. In 2010, for instance, the central Government collected about 97 % of total tax revenues and 86 % of total tax and non-tax revenues combined (IMF 2012, 56).

Le gouvernement central demande donc aux institutions décentralisées de dépenser plus alors qu'il conserve le contrôle de la collecte des taxes. Ses propres transferts sont en outre non

seulement trop faibles mais aussi imprévisibles (Fjeldstad 2013). Un rapport du PNUD explique ainsi que « since the adoption of the Federal System and until the Interim Constitution in 2005, no discernable and clear indicators were identified in the sharing of the financial resources between the centre and the provinces (States) (Suleiman 2008, 3) ». En l'absence de règles claires, les transferts de l'État central fonctionnent de façon discrétionnaire. Les ressources sont allouées selon des logiques politiques, par exemple en période électorale, et non en fonction des besoins (El-Battahani et Gadkarim 2017, 25). La dépendance croissante des autorités locales à l'État central est visible à travers l'augmentation de la part des transferts de revenus de l'État central dans les revenus totaux des wilayas. Cette part est passée de 25 % en 2000 à 70 % en 2010 (Fjeldstad 2013, 4). Au Kordofan en 2010, la part des revenus propres de l'État dans le budget total était de 36 %, soit l'un des taux les plus faibles du pays, uniquement dépassé par les États du Darfour (Fjeldstad 2013, 8). À l'inverse, les États du Nil, de Khartoum et du Nord sont ceux qui dépendent le moins des transferts de l'État, une situation que Fjeldstad explique par leur plus fort taux d'urbanisation. Dans ce contexte d'incertitude quant aux revenus disponibles, les autorités locales usent et abusent du pouvoir de création de taxes qui leur a été accordé, en particulier les localités, avec pour conséquence une situation complexe où domine l'arbitraire et la confusion. Le coût de gestion de ces taxes finit également par largement dépasser leurs bénéfices. Ces dernières apparaissent finalement moins comme un moyen de lever des revenus que comme une façon de contrôler tous les types de transaction possibles (Fjeldstad 2013, 16).

Outre cette faiblesse et cette imprévisibilité, les transferts de l'État central sont également producteurs d'inégalités entre les zones périphériques. El-Battahani et Gadkarim indiquent ainsi que

During the 2000-2010 period, transfers per capita accrued to the top recipient state were on average six times higher than those to the bottom recipient. The Blue Nile, River Nile and Northern states were the highest recipients of federal transfers on a per capita basis, while North Kordofan, Red Sea, and South Darfur figured at the lower end of the ranking (El-Battahani et Gadkarim 2017, 25).

Les mêmes disparités se retrouvent dans les dépenses en matière de développement :

In 2012 development spending in Khartoum state, the most developed state in Sudan, comprised 51,5 % of the total development expenditures in the country. Kassala state was second at 11 % and the Red Sea state was third at 9,6 %, followed by Gezira (7 %), North Kordofan (4,9 %), Sinnar (4,8 %), White Nile (4,3 %), Northern (3,4 %), North Darfur (2,3 %), and Gedarif and Blue Nile (2 % each) (El-Battahani et Gadkarim 2017, 23).

Bien entendu, disparité ne signifie pas inégalité dans la mesure où ces transferts pourraient être réalisés en fonction de la situation socioéconomique de chaque État. Or, il n'en est rien. Par exemple, en 2006 la wilaya de Khartoum a reçu 14,8 % des transferts effectifs réalisés par le gouvernement fédéral, alors que le Nord Kordofan n'en a reçu que 6,5 % (Suleiman 2008, 9), malgré le fait qu'il s'agisse d'une région où le PIB par habitant et les investissements sont bien plus faibles. Ces transferts peuvent être expliqués par la plus grande densité de population dans la région de Khartoum, et il est vrai que les capitales sont en général privilégiées en termes d'investissements dans tous les pays. Néanmoins, les chiffres montrent bien que les transferts de l'État central contribuent à accroître les disparités interrégionales en favorisant les régions déjà mieux loties.

La comparaison des transferts de revenus et des investissements en termes de développement complexifie encore davantage ce portrait du fédéralisme soudanais. En effet, les wilayas qui reçoivent moins de transferts du gouvernement central ne doivent pas être systématiquement et mathématiquement catégorisées comme des espaces marginalisés. Le cas de l'État de la Mer rouge le démontre bien : s'il reçoit peu de transferts, il bénéficie tout de

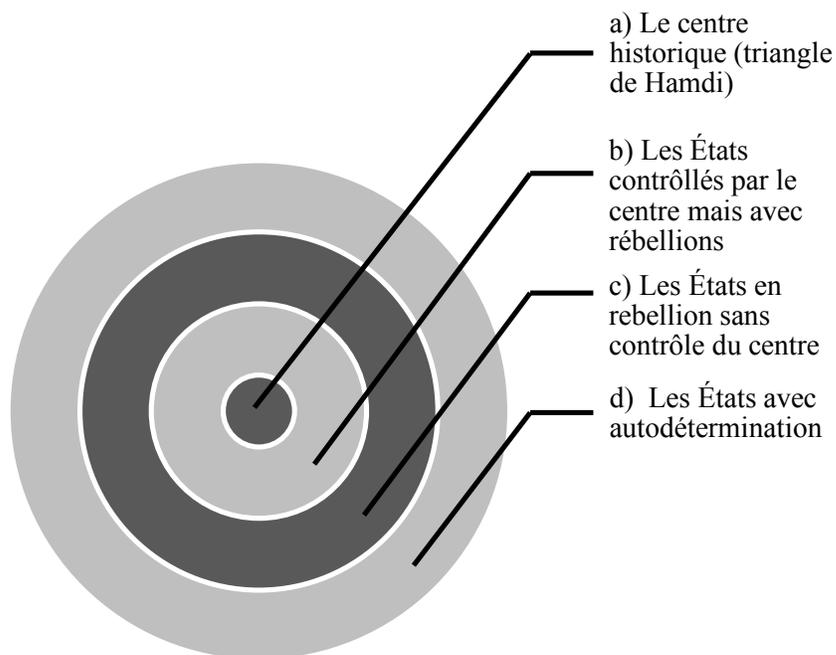
même d'investissements importants et génère 70 % de son propre revenu depuis 2005, ce qui peut justifier la faiblesse des transferts. Cela s'explique en large partie par la situation stratégique de cet État. L'État du Sud-Darfour fait également partie des États qui reçoivent le moins de transferts du gouvernement central, mais à l'inverse de l'État de la Mer Rouge, il ne produit que 30 % de ses propres revenus et ne reçoit que peu d'investissements en matière de développement, ce qui implique non seulement que son budget est extrêmement faible mais aussi qu'il reste très dépendant du centre pour fournir des services à sa population (El-Battahani et Gadkarim 2017, 25). Par conséquent, en croisant les indicateurs chiffrés, il est possible de faire émerger un portrait complexe du fédéralisme soudanais, où de faibles transferts de revenus ne sont pas systématiquement des marqueurs de marginalisation ou d'autonomie. El-Battahani et Gadkarim expliquent ainsi que

The fact that central government funding comprised a lower percentage of total funding in Red Sea and Khartoum does not mean that they received lower amounts of central government funding in absolute amounts. Rather, these states have consistently received *more* funding than other states. Since they are able to generate their own income, however, these large central government grants form a smaller percentage of the funding available to them (2017, 26).

La périphérie n'est donc pas un ensemble homogène et unifié, et le Nord Kordofan semble à cet égard se situer dans un entredeux : il n'est pas la périphérie qui bénéficie le moins des transferts et des investissements du Gouvernement du Soudan, mais il n'est pas non plus celle qui en bénéficie le plus. Comme le retour sur la construction historique de la dichotomie centre/périphérie le montrait, ces deux catégories sont complexes et peuvent se définir par une multitude de facteurs qui ne se superposent pas nécessairement, menant à des régions plus ou moins marginalisées selon le critère de distinction retenu. Cette dichotomie est une simplification qui tend à effacer les différences entre les régions, qui n'ont pas toutes le même rapport au centre. El-Battahani et Gadkarim proposent donc une autre typologie afin de mettre

en évidence l'hétérogénéité de la périphérie. Ils divisent le Soudan en quatre cercles concentriques et situent le Nord Kordofan dans le deuxième :

Figure 7. Degré de séparation des États du Soudan



Source : d'après El-Battahani et Gadkarim 2017, 10

Tableau II. Relations des États avec le centre

Catégorie	États
A	Khartoum, Nil, Nord, El Gezira, Sennar, Nil Blanc
B	Nord Kordofan, Kassala, Mer Rouge, Gedaref
C	Nord Darfour, Sud Darfour, Central Darfour, Ouest Darfour, Est Darfour, Nil Bleu, Ouest Kordofan, Sud Kordofan (région des Monts Nuba),
D	Ancienne région du Sud Soudan, maintenant indépendante

Source : d'après El-Battahani et Gadkarim 2017, 10

Le critère de base de cette typologie est la relation des wilayas à l'État central, présentée comme un continuum allant du contrôle à l'indépendance. Elle a par conséquent l'avantage de

ne pas se fonder uniquement sur des indicateurs chiffrés, dont nous avons pu voir les faiblesses, et elle tente également de prendre en considération la profondeur historique de ces relations. Le premier cercle est ainsi composé des États qui constituent le noyau « historique » du Soudan, une description qui marginalise cependant la contribution d'autres groupes à la construction de l'État soudanais. Le second cercle réunit quant à lui des États qui partagent un héritage ethnique et religieux, qui sont ceux qui composent le fameux « triangle de Hamdi ». L'un des aspects essentiels de cette typologie est qu'elle n'essentialise pas ces catégories : les États peuvent se déplacer d'un cercle à l'autre, même si le « noyau historique » reste impénétrable. C'est ainsi que même si l'État de la Mer Rouge reçoit des investissements importants, il n'appartient pas pour autant au « centre » et ne saurait jamais en faire partie. Cette typologie est donc particulièrement utile pour saisir la multiplicité des relations entre l'État central et les États fédérés et la malléabilité de ces relations, mais elle a toutefois un défaut similaire à la dichotomie centre/périphérie : elle ne prend pas en considération l'existence de disparités au niveau micro, entre catégories de population. Les élites de certaines wilayas, y compris de celles situées dans les cercles les plus lointains, sont en fait capables de passer de cercle en cercle. Ahmed Haroun, comme nous le verrons un peu plus loin, en est un exemple. Par ailleurs, cette typologie soulève la question de la définition du « contrôle » de l'État central. La littérature sur la décentralisation conceptualise en général ce contrôle comme la présence de mécanismes institutionnalisés de responsabilisation par le haut (*upward accountability*) comme les mécanismes d'évaluation et de sanction et les outils légaux (Brinkerhoff 2001; Ribot 2002). Certains auteurs expliquent cependant que ce contrôle peut également s'exercer par le biais de systèmes de patronage plus informels (Dickovick et Riedl 2010, 10), par la mise en place d'agences administratives déconcentrées liées au centre et chargées de surveiller les politiciens locaux au jour le jour

(Dickovick et Riedl 2010, 16), ou par la mise en place d'un parti dominant puissant qui gère les carrières du personnel politique des entités décentralisées (Landry 2008).

La formation de l'État soudanais moderne s'est donc faite sur la base d'une logique de distinction entre un centre et une multitude de périphéries qui repose sur des critères à la fois économiques et culturels. Les relations entre les entités du système fédéral reflètent cette logique, ce dernier n'ayant pas été mis en place de façon à atténuer les inégalités entre centre et périphéries et entre les périphéries elles-mêmes. La situation du Nord Kordofan dans ce contexte est mitigée : marginalisé mais pas trop, c'est un État qui peut être rapproché ou exclu du centre, dépendamment des buts poursuivis par ce dernier. Cette perspective ne prend cependant pas en considération la dimension subjective de la marginalisation, qui est également une question de ressenti et de vécu pour les populations concernées.

4.1.2 L'exemple de la *Western Ingaz Road*

Au quotidien et au plus proche des citoyens, la marginalisation s'incarne dans l'absence de projets de développement ou l'annonce de projets qui ne se réalisent jamais. Pour les Nord-Kordofanais, les aléas de la construction de la *Western Ingaz Road* symbolisent la dimension politique du sous-développement, la négligence des élites de Khartoum et la dépendance de la wilaya à l'État central.

4.1.2.1 Un projet qui n'aboutit jamais

Cette route évoquée dans le chapitre précédent est un enjeu central pour le développement du Nord Kordofan, en particulier son tronçon El-Obeid – Omdurman, qui permettra de faire la jonction avec les routes reliant la capitale à Port Soudan. Lors de ma visite

en 2015, il fallait environ 9 heures de route pour joindre El-Obeid en partant de Khartoum. La route, en bon état, longeait le Nil vers le Sud jusqu'à Kosti, avant de bifurquer vers l'Ouest, pour un total de 619 kilomètres. Le trajet, réputé dangereux, l'est beaucoup moins depuis que des policiers en uniforme ont été postés tout du long. Ils notent l'heure de passage du bus sur un papier qu'ils confient au chauffeur, qui le présente au contrôle suivant, ce qui permet de s'assurer du maintien d'une vitesse raisonnable. La route El-Obeid – Omdurman, qui doit être achevée en 2017, ne fait quant à elle que 421 kilomètres et permet de réaliser le même trajet en seulement 6 heures. Pour un État dont l'économie repose en large partie sur l'exportation de bétail et de gomme arabique, il s'agit d'un gain économique majeur. Cette route est ainsi un projet-phare du régime, annoncé depuis 1989 : la *Western Ingaz Road*. Il lui a d'ailleurs donné son nom, lui concédant par conséquent une importance symbolique majeure. Elle doit permettre de relier l'extrême ouest du Darfour, avec la ville d'El-Fasher, à la capitale. Rabi explique cependant qu'il s'agit d'une route d'ampleur continentale, car elle va connecter le Soudan à l'Afrique de l'Ouest, jusqu'au Sénégal en passant par le Tchad²³⁴.

Pour autant, l'évocation de cette route suscite davantage de cynisme que d'espoir, car si certains tronçons ont été construits, beaucoup restent en chantier depuis 1989, y compris la partie El-Obeid – Omdurman. L'afflux de l'argent du pétrole dans les années 2000, qui aurait permis de financer cet ambitieux projet, aura donc été utilisé ailleurs. Pour ajouter au sentiment de marginalisation des Kordofanais, d'autres routes, comme celle qui lie Khartoum à Port Soudan *via* Atbara, ou celle qui connecte la capitale à Dongola à l'extrême nord, ont quant à elles été construites. Étant donné que la majeure partie du pétrole provenait des régions du Sud et devait

²³⁴ Entretien, 11 novembre 2015, El Obeid.

être transporté jusqu'à port Soudan pour être exporté, le fait que la route de l'Est ait été prioritaire n'est pas étonnant. Il est cependant ironique que le régime ait délaissé le projet même auquel il avait donné son nom. Comment expliquer les retards accumulés depuis 1989 ? Selon Rabi, la route est aujourd'hui sous la considération directe du Président et de ses Vice-Présidents, « car maintenant ils croient que ça va participer au développement de l'État²³⁵ ». Il explique que le gouvernement central avait jusque là d'autres priorités, et c'est la construction du nouvel aéroport dans l'Est du Kordofan qui a remis la route au premier plan. Selon Yunus²³⁶, la route est réclamée depuis de nombreuses années, mais les subventions pour la construire n'ont jamais été trouvées. « Pas parce que le gouvernement ne veut pas ou veut négliger les gens... » ajoute-t-il cependant. Pour d'autres, c'est l'aboutissement récent du tronçon entre El Fasher et El Obeid qui aurait convaincu l'État d'investir à nouveau. Ces explications ne sont pas nécessairement convaincantes étant donné que la route se trouve en fait au cœur d'un scandale de corruption qui a touché la partie darfourienne du projet.

La route a été financée au Darfour par une forme de participation qui ressemble fortement au *nafir* de la Renaissance : une somme était récoltée par l'État sur le paiement du sucre, qui était alors distribué par les Comités Populaires (CP), l'institution décentralisée la plus proche des citoyens. Selon un enquêté, c'est près de 50 ou 60 millions de dollars qui avaient été récoltés, mais ceux-ci ont mystérieusement disparu. Les spéculations abondent autour de cette affaire, mais la théorie la plus répandue semble être que l'argent aurait été volé par un proche d'al-Tourabi aujourd'hui réfugié en Allemagne. Certains pensent cependant qu'il est plus

²³⁵ Entretien, 11 novembre 2015, El Obeïd.

²³⁶ Entretien, 14 novembre 2015, Bara.

probable que l'argent ait été détourné par les proches d'el-Béchar, qui auraient ensuite essayé de placer le blâme sur cet homme. De son exil, ce dernier aurait déclaré que ses accusateurs n'avaient qu'à montrer des preuves, et que s'ils n'en montraient pas c'est bien parce que cela les mettrait eux-mêmes dans l'embarras. D'autres font l'hypothèse que le coupable est un ancien Vice-Président du régime, Zubair Mohammed Salih, mort dans un accident d'avion en 1998. Enfin, une autre explication est que le gouvernement aurait utilisé cette affaire pour accuser de corruption un entrepreneur darfurien, Adam Yacoub, afin de l'exclure de la sphère économique. Il serait aujourd'hui ruiné. Le contentieux autour de cette affaire est d'autant plus fort que l'argent avait été récolté auprès de la population.

Au-delà de ce scandale, la route a fait les frais de l'affaiblissement des relations entre le régime et la Chine, car c'est un prêt accordé par ce gouvernement qui devait la financer en partie. La Chine est devenue un partenaire essentiel du Soudan à la fin des années 1990, alors que les entreprises pétrolières occidentales quittaient le pays suite à la détérioration des relations entre Khartoum et Washington et aux pressions exercées par les sociétés civiles de leurs pays d'origine²³⁷. La Chine investit l'espace laissé vide et entre officiellement sur le marché en 1997 à travers l'achat de 40 % de la *Greater Nile Petroleum Operating Company*, le principal consortium pétrolier du pays (Jakobson et Daojiong 2006, 66). Elle est donc depuis 1989 la principale acheteuse du pétrole soudanais : en 2008, 60 % des exportations de pétrole soudanais lui étaient destinés (Hanson 2008, 3). Cette relation bâtie sur le pétrole s'est étendue à d'autres secteurs, avec notamment un appui financier et technique de la Chine au niveau de la

²³⁷ Ces deux facteurs résultent en large partie de la politique étrangère du régime qui soutenait alors des organisations considérées comme terroristes et accueillait Ousama Ben Laden et Carlos à Khartoum.

construction d'infrastructures, en particulier les gigantesques barrages dont elle a fait sa spécialité. Le financement de ces projets se fait le plus souvent à travers des prêts commerciaux, qui, selon Nour (Nour 2011, 5), représentaient en 2011 87 % des fonds chinois offerts au Soudan.

Ces prêts sont soumis à conditions :

First, the projects should be implemented by the Chinese companies; second, the repayment period of the loans lasts for 4-10 years, determined according to the cost of finance that prevalent in the market, with the grace period last between one to five years, third the payment of insurance or guarantee fees that may reach 5 % from the value of the loan, fourth, payment of advancement money that equal between 10 %- 15 % of the total loan value, and finally, for obtaining these loans Sudan government pay insurance or give guarantees from the Central Bank of Sudan and petroleum guarantees (Nour 2011, 5).

La route entre El-Obeid et Omdurman devait donc être financée de cette façon, mais elle a fait les frais de la perte de la majeure partie des ressources pétrolières du pays avec l'indépendance du Soudan du Sud. En effet, il est indiqué dans le discours du gouverneur que

Ce projet figurait parmi les projets du prêt chinois, et tous les projets financés par ce prêt ont été affectés par la baisse des revenus du pétrole due à la sécession du Sud-Soudan, ainsi que l'arrêt des travaux aux raffineries pétrolières à cause des différends entre les deux pays à l'époque. Mais suite à l'augmentation de la production pétrolière du Soudan avec l'entrée de plusieurs champs au cercle de production, en plus de la reprise du transfert du pétrole du Sud *via* les facilités pétrolières soudanaise, de la décision prise par le Conseil des Ministres d'utiliser ces revenus afin de payer les droits des compagnies partenaires du Soudan et les services de prêts chinois après un arrangement conclu lors de la visite de l'ex-Ministre des Finances chinois en novembre de l'année précédente, on peut dire que rien ne nous sépare du début de l'exécution de ce projet, à part le temps nécessaire au paiement de ces versements partiels d'une part, et la fin des discussions techniques sur les prix avec l'entrepreneur chinois. Pour gagner du temps, et vu que la somme fixée pour la construction de l'autoroute pourrait être inférieure au coût total, nous traitons avec le Ministère des Finances et la Société Nationale des Routes et des Ponts afin de pouvoir commencer l'exécution avec l'entrepreneur national choisi comme entrepreneur dépendant de l'entrepreneur chinois SINOHYDRO CO (Gouvernement du Nord Kordofan 2014b).

Cependant, lorsque j'interrogeai Kedar sur le rôle de la Chine, il écarta rapidement le sujet en m'indiquant avec un petit sourire que « Now they forget about the Chinese company. It is a

Sudanese company that is now involved²³⁸ ». Alors que je demandai pourquoi les Chinois n'étaient plus impliqués, il me répondit « maybe it's politics, maybe related to economic relations between the company and the Government of Sudan », avant de préciser que la route était en fait divisée en trois parties. La première est de la responsabilité de l'État²³⁹, la seconde de l'entreprise soudanaise et la troisième de la Chine. L'État aurait bientôt fini sa part et se serait joint à l'entreprise soudanaise pour réaliser la dernière partie étant donné le désengagement de la Chine. Lorsque j'interrogeai Yasin au sein du Directorate de la planification, du développement et du commerce à El Obeid, il m'indiqua qu'il y avait bien un financement promis par la Chine mais que celui-ci était simplement retardé²⁴⁰.

Enfin, une autre dimension politique joue un rôle dans ces retards : celle de la compétition entre les wilayas elles-mêmes. L'opposition de l'État du Nil Blanc au projet serait en effet un facteur explicatif important²⁴¹. C'est dans cet État que se situe la ville de Kosti, arrêt obligatoire qui disparaîtrait si la route était effectivement construite. C'est toute une économie locale qui risque alors de s'effondrer. Aux conflits entre la wilaya et l'État central s'ajoutent donc des conflits entre les intérêts des périphéries, qui entretiennent alors leur propre marginalisation. Selon Hilal, un député du Nord Kordofan aurait même été jusqu'à pleurer en réclamant la route auprès du Parlement national. Selon Sharaf, un ingénieur kordofanais, c'est finalement l'arrivée de Haroun qui aurait permis de faire bouger les choses²⁴².

²³⁸ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

²³⁹ Il n'est pas certain si le terme renvoie ici à la wilaya du Nord Kordofan ou à l'État fédéral.

²⁴⁰ Entretien, 10 novembre 2015, El Obeid.

²⁴¹ Entretien avec Musa, 19 novembre 2015, et avec Hilal, 7 novembre 2015, El Obeid.

²⁴² Entretien, 13 mai 2015, Khartoum.

4.1.2.2 Au-delà d'un enjeu économique : La route marginalisante

Mais pour comprendre pourquoi cette route a mis si longtemps à être construite, il faut également prendre en considération le fait qu'il ne s'agit pas uniquement d'un enjeu économique, mais également militaire et politique. La *Western Ingaz Road* ne permet en effet pas uniquement le passage du bétail, mais aussi celui de l'armée et des chars dans un sens et celui des mouvements rebelles dans l'autre. Le retard pris par cette construction peut alors s'expliquer par un régime qui désire effectivement maintenir une distance, tant en kilomètres qu'en heures, entre son centre, Khartoum et les régions riveraines, et des zones conflictuelles. Les aléas de la route sont liés aux politiques de marginalisation qui se font au bénéfice du centre. Khartoum a ainsi toujours préféré se reposer sur des entrepreneurs politiques locaux à qui il délègue l'exercice de la violence dans les zones périphériques plutôt que d'envoyer des troupes du centre vers la périphérie, ce qui nécessite un investissement et des capacités de projection que l'État ne possède pas nécessairement (Mahé 2016). Il faut également se rappeler qu'en mai 2008, pour la première fois dans l'histoire du Soudan, un mouvement rebelle, le JEM, est parvenu à atteindre les portes de la capitale. Le conflit darfurien s'était transporté de la périphérie vers le cœur politique et économique du pays. Si l'assaut fut repoussé, il ne faut pas sous-estimer l'impact qu'il a pu avoir sur l'élite gouvernante, qui est apparue bien plus faible qu'on ne l'avait pensé jusqu'alors. Rapprochant les périphéries marginalisées du centre dominateur et favorisé, la route ouvre spatialement de nouveaux chemins pour les mouvements contestataires, d'autant plus que le déplacement des personnes est également celui des idées.

De ce point de vue, il est intéressant de mettre cette route en perspective avec la Route de l'Espoir mauritanienne, car cela permet de voir comment la non-construction de la *Western*

Ingaz Road est également une contribution aux dynamiques centrifuges qui caractérisent l'État soudanais moderne. Construite entre 1974 et 1984, la Route de l'Espoir relie la capitale, Nouakchott, à la ville de Néma à l'est du pays. Si ce projet fut justifié par des motifs économiques, son but était en fait éminemment politique (Staszak 1989). Il s'agissait de construire l'unité du pays tout en asseyant le statut de capitale de Nouakchott, ville créée *ex nihilo* en 1957 peu avant l'indépendance de 1960 (El Hacén 1989, 159). À l'époque,

C'est à peine si la ville constituait une escale sur la « piste impériale » reliant Tindouf (Algérie) à Saint-Louis en passant par Atar et Akjoujt. Toutes les régions méridionales de la Mauritanie étaient desservies à partir du territoire sénégalais. (...) Il fallut dès lors que ce site fut choisi, consolider les fonctions économique et politique de la capitale et les entités régionales éloignées devaient être reliées à la capitale par des routes goudronnées (El Hacén 1989, 159).

Si la construction de ces routes a permis de détourner une partie du trafic de bétail qui passait jusque-là à travers le Mali vers la Côte d'Ivoire, leur impact économique, alors qu'elles se dégradèrent très vite et ne furent pas entretenues, est resté minime (Staszak 1989). La Route de l'Espoir a favorisé l'urbanisation le long de son trajet et facilité l'exode rural vers la capitale. En réduisant les temps de déplacement, « elle a intégré dans l'ensemble national les régions orientales et permis un meilleur contrôle du pouvoir central (Venetier 1990, 747) ». La construction de cette route en Mauritanie correspond donc dans un premier temps à un processus de centralisation, qui prend fin avec la démocratisation²⁴³ qui débute au milieu des années 1980 et s'approfondit à partir de 1991. Cette dernière va en effet aller de pair avec un processus de décentralisation (Frérot 1997). Au regard de cet exemple, les mésaventures de la *Western Ingaz Road* peuvent être vues comme s'inscrivant bien dans une logique de marginalisation et de « périphérisation » qui permet de maintenir les forces potentiellement contestataires à distance.

²⁴³ En réalité une ouverture contrôlée au pluralisme qui aboutit à une restauration autoritaire.

La décentralisation et le fédéralisme contribuent de façon paradoxale à cette dynamique étant donné que ces modes de gouvernance sont souvent présentés comme une solution à ces dynamiques jugées délétères²⁴⁴. Les mésaventures de cette route à laquelle le régime avait décidé de donner son nom permettent donc de mettre en évidence la marginalisation matérielle du Nord Kordofan, ainsi que les incapacités d'un gouvernement qui a constamment privilégié d'autres projets et d'autres régions.

Les relations entre l'État central et les institutions fédérales sont donc caractérisées par leur inégalité. Elles s'inscrivent dans le contexte de la formation d'un État soudanais construit sur la dichotomie centre/périphérie, catégories dont les relations sont fondées sur le couple marginalisation/contrôle. Ces deux aspects entrent parfois en contradiction, nécessitant des compromis (trade-off). La périphérie est toutefois multiple : les disparités entre les régions et entre leurs relations avec le centre sont importantes. Le Nord Kordofan ne fait à cet égard pas partie des wilayas les plus mal loties, mais les chiffres et les difficultés de la construction de la *Western Ingaz Road* démontrent qu'il reste bien dans une relation de dépendance au centre. C'est dans ce contexte que se déroule la Renaissance, et c'est à ces enjeux que la mise en place du dispositif participatif permet de répondre.

²⁴⁴ Plusieurs auteurs considèrent en effet que la décentralisation contribue à la stabilité politique dans des contextes où des groupes et élites locaux font pression pour obtenir davantage de pouvoir. La décentralisation permettrait alors de renforcer la cohésion nationale et le contrôle du centre (Conyers 2000; Madies 2012; Ribot 2002).

4.2 Combattre la marginalisation : l'extension de la logique de l'échange à l'État central

En prenant en main le projet de la *Western Ingaz Road*, la wilaya révèle à la fois l'incurie du gouvernement central et effectue son travail à sa place. C'est ainsi qu'une route qui n'avait pas pu être terminée depuis les années 1990 a atteint Bara en 2015 et devrait arriver à Omdurman en 2017, symbole du pouvoir d'un gouverneur-bâisseur qui utilise le principe participatif pour subvertir ces relations asymétriques avec le centre. En effet, le nafir est aussi utilisé pour les renégocier, et pas uniquement pour mobiliser les citoyens. La logique d'échange qui le caractérise est alors étendue à l'État central, qui est bel et bien investi dans la Renaissance. En analysant ce qui est échangé, comment et par qui, nous pouvons voir que cette renégociation oscille entre émancipation et subversion.

4.2.1 Qu'est-ce qu'on échange ? L'argent contre la paix

4.2.1.1 Un pound contre 4 pounds

Les panneaux à l'effigie d'el-Bécher où il est écrit « Merci Président » érigés à El Obeid font référence à la participation du Gouvernement du Soudan à la Renaissance. L'image originale qui est utilisée a été prise en 2013 lorsqu'Omar el-Bécher s'est rendu au Nord Kordofan pour entendre le gouverneur et son équipe présenter officiellement la Renaissance, une occasion lors de laquelle il annonça son propre soutien au projet.

There was a last meeting, in a stadium with the first Vice-President, with the governor, with the President. The President came to El-Obeid, it was in a big stadium, a big ceremony and the document was handled to him by Suwar al-Dahab. He is a symbol for all of us. He said to him: "The people of North

Kordofan committed to contribute with money, brain and efforts”. The President responded that for every pound he will give us four²⁴⁵.

He [Suwar al-Dahab] handles the document and give it to the President. This is our document, and we are ready to finance with you, and at that time the president replied: “Whatever you pay, one pound, I will pay from central government four pounds, against this one pound”²⁴⁶.

Ce soutien s’inscrit donc dans une logique d’échange : un pound contre quatre. La logique de réciprocité du *nafir* se retrouve ici, étendue à la relation entre la wilaya et le gouvernement central, permettant la mise en place d’un partenariat qui rappelle le partage des tâches entre citoyens et autorités locales dans les *nafir* réalisés en milieu urbain pour construire ou entretenir des routes²⁴⁷. La collecte des fonds opérée par la Renaissance n’a par conséquent pas uniquement vocation à renforcer la wilaya, elle est aussi un outil clé dans la négociation de la relation avec l’État central. Assad indique ainsi que « It is easier to ask money to the central government if you have the seeds²⁴⁸ », faisant référence aux contributions de la population. L’une des idées qui se trouve au cœur du *nafir* de la Renaissance est donc de pousser le gouvernement à contribuer à son tour. Si le *nafir* pourrait être un vecteur d’autonomie pour la wilaya, il semble ici que ce but est en fait secondaire. Abbud affirme par exemple que « the important aspect is having the central government agreeing to participate²⁴⁹ ». Le Gouvernement du Nord Kordofan a ainsi essayé d’utiliser le tournoi de sport national des écoles secondaires, dont il a organisé la vingt-cinquième édition début 2016, pour attirer l’attention du

²⁴⁵ Entretien avec Karim, 5 octobre 2015, Khartoum.

²⁴⁶ Entretien avec Kedar, 19 mai 2015, Khartoum.

²⁴⁷ Entretien avec Ghazi, 13 mai 2015.

²⁴⁸ Entretien, El Obeid, 29 novembre 2015.

²⁴⁹ Entretien, 1er décembre 2015, El Obeid.

gouvernement central et faire la promotion de la Renaissance²⁵⁰. Selon Imran, qui est investi dans le comité du nafir à Bara, cette promesse du Président a en retour accru la mobilisation des citoyens. Alors que je l'interroge sur le processus de construction d'une école *via* le nafir de la Renaissance, il explique : « Par exemple les habitants du village entendent par les médias cette question de un pound contre quatre pound et viennent alors nous consulter²⁵¹ ». Le Président a effectué d'autres promesses lors d'un meeting en Avril 2015 à El Obeid, alors qu'il était en campagne pour sa réélection :

He [el-Bécher] underscored the federal government would offer the necessary support to the government of North Kordofan state, saying they will build a network of roads including the highway linking El-Obeid to Sudan's twin capital city of Omdurman (...) He promised to extend primary health coverage across the state, pledging to provide a midwife for each neighborhood and village. The Sudanese president emphasized the federal government would push forward the nafir, expressing commitment to pay four pounds for each pound paid by the state's inhabitants as stated in the NKRD²⁵² (*Sudan Tribune* 2015).

Pour Karim, il ne faut cependant pas surestimer la réponse du gouvernement : « I would not say it was generous...But his reaction was positive ». Elle est d'autant plus positive que, comme il le rappelle, « The strategy was brave enough because the government, the top people are not used to have people voice out to tell them they are doing things wrong... When you say there is corruption and this has to be handled...²⁵³ ». Ce qui a permis l'établissement d'un partenariat entre le gouvernement et la wilaya est le fait que cette dernière soit arrivée avec un plan précis, c'est-à-dire avec non seulement des critiques, mais surtout des solutions. Il m'a cependant été impossible de déterminer avec précision la somme totale versée par le

²⁵⁰ Entretien avec Abbud, 1er décembre 2015, El Obeid ; Entretien avec Fouad, 8 novembre 2015, El Obeid.

²⁵¹ Entretien, 14 novembre 2015, El Obeid.

²⁵² North Kordofan Renaissance Document.

²⁵³ Entretien, 5 octobre 2015, Khartoum.

gouvernement, qui n'est d'ailleurs pas mentionnée dans le document sur les revenus du nafir en 2013/2014. Kedar m'a garanti qu'elle avait bel et bien été reçue par la wilaya :

Q : Have you received the money from the central government?

R : Yes, yes.

Q : Because I know the central government is having its own difficulties, economically...

R : No, no. We received all of it, maybe more! [he laughs] Anyways, now the implementation there on the field is all right²⁵⁴.

Selon Sharaf, le montant est de 400 milliards de pounds soudanais, puisque la contribution de la population se montait alors à 100 milliards. Cette contribution du centre pourrait apparaître comme un succès de la wilaya, mais elle met encore une fois en évidence les dysfonctionnements du fédéralisme à la soudanaise. En effet, les transferts de revenus devraient être réguliers et définis légalement, et non pas accomplis d'une façon si discrétionnaire. La wilaya récupère en effet ici son dû.

4.2.1.2 Une politique de pacification à moindre coût

Les promesses de contribution du Président soulèvent une question importante : pourquoi un gouvernement qui ne respecte jamais ses engagements vis-à-vis des entités fédérées accepterait-il de s'engager dans une relation d'échange qui lui est si clairement défavorable ? La réponse se trouve dans l'exercice du dispositif participatif : au Nord Kordofan, celui-ci fonctionne comme une politique de pacification à moindre coût.

Nous avons en effet vu dans les chapitres précédents comme les discours et les pratiques de la Renaissance conduisaient à un contrôle accru des citoyens et à la mise en sourdine des contestations. Mais au-delà de la notion de réciprocité, c'est aussi l'idée d'*ownership* qui se joue

²⁵⁴ Entretien, 19 mai 2015, Khartoum.

dans la mise en place des projets à travers un *naḥr*. Corollaire du développement participatif, la notion d'*ownership* signifie que « by being involved in the design and production of facilities poor people would feel (more) responsible for their maintenance (Berner et Phillips 2005, 18) ». Tout comme la notion d'*empowerment*, il s'agit d'un concept qui reste souvent mal défini. Les questions du statut légal ou non de cette propriété, de l'identité, du nombre et des responsabilités des propriétaires sont généralement laissées en suspens. Cette notion est en fait utilisée pour évoquer une forme de responsabilisation des bénéficiaires et leur investissement dans la continuité du projet après le départ des professionnels du développement. Des traces évidentes de cette idée se retrouvent dans le discours des enquêtés. Fatih explique par exemple que « Quand on donne, on a le sentiment que le projet nous appartient. On doit le garder, le protéger²⁵⁵ ». Faisant référence aux manifestations de septembre 2013 qui ont eu lieu dans plusieurs grandes villes du Soudan²⁵⁶, il ajoute que « chaque fois qu'il y a eu un problème, les gens ont défendu les projets. Il ne faut pas les détruire ». Il s'avère par conséquent que le sentiment d'*ownership* créé grâce au *naḥr* va contribuer à calmer les révoltes des citoyens. Hilal explique d'ailleurs l'absence de manifestations en 2013 à El Obeid par la mise en place de la Renaissance. Selon lui, « les gens se sont dit que ça ne servait à rien d'aller détruire ce qu'ils venaient de construire²⁵⁷ ».

Ce discours met en relation les concepts de développement et de sécurité. La Renaissance protège dans une certaine mesure le gouvernement central car en apportant l'un,

²⁵⁵ Entretien avec Fatih, 11 novembre 2015, El Obeid.

²⁵⁶ Les manifestations ont été particulièrement importantes à Khartoum et Port Soudan. Elles ont été violemment réprimées, faisant plusieurs morts (HRW 2013).

²⁵⁷ Entretien, 7 novembre 2015, El Obeid.

elle se fait le fondement de l'autre. Cette fusion entre développement et sécurité n'est ni une nouveauté, ni propre au Soudan. Duffield fait remonter ce phénomène au milieu des années 1990, à un moment où la question des conflits est devenue centrale dans les politiques de développement. Le sens du concept de sécurité s'est alors étendu et

The threat of an excluded South fomenting international instability through conflict, criminal activity and terrorism is now part of a new security framework. Within this framework, underdevelopment has become dangerous (Duffield 2001, 2).

Cette re-conceptualisation du sous-développement et de la sécurité a des effets de pouvoir, autorisant l'intervention des professionnels du secteur dans de nouveaux domaines et conduisant à mettre en avant un agenda de transformation sociale d'une portée plus grande. Si auparavant les efforts en termes de conflit étaient limités aux interventions humanitaires, ils s'inscrivent maintenant dans des opérations de longue durée qui visent à transformer, en l'occurrence pacifier, les sociétés en conflit. Ainsi, « the idea of underdevelopment as dangerous and destabilizing provides a justification for continued surveillance and engagement (Duffield 2001, 7) ». Les ressources du développement sont alors utilisées pour modifier la balance du pouvoir entre les groupes et même modifier les attitudes et les croyances des « sujets » (Duffield 2001, 15).

Cette volonté de transformation sociale est évidente dans les paroles de Fatih. Selon lui, les projets de la Renaissance ont pour but de mettre un terme à l'exode rural, qui pose des problèmes de sécurité. L'intérêt de l'initiative est « de faire des services dans les lieux de production, car les gens quittent leur village parce qu'il n'y a pas de services. Les gens vont

rentrer chez eux plus facilement²⁵⁸ ». La même idée de transformation des attitudes et des croyances se trouve dans le témoignage d'Abbud²⁵⁹, qui décrit ainsi le rôle du conseil du nafir à El Obeid : « It is mandated to formulate ideas, advocacy, making people know, support and internalize the idea ». Il ajoute ensuite que « now people are self-confident that they can do something. It takes people from the area of disappointment to self-confidence ». Enfin, les comportements ont été modifiés : « the real success is that people come by themselves, they come even if they are not being asked ». La mise en relation de la sécurité et du développement conduit donc à la mise en place de politiques de contrôle visant en particulier les plus pauvres, dans la lignée d'une pensée ancienne considérant les catégories populaires – souvent les pauvres urbains – comme fondamentalement dangereuses (Chevalier 1958; Procacci 1996; Bayat 2000). On assiste donc à une transformation des politiques de développement en politiques de pacification, qui est évidente dans le témoignage de Fatih mais également dans celui de Mohammed, un jeune kordofanais. Il explique qu'il y avait en 2013 une inquiétude que les conflits du Darfour et du Sud Kordofan s'étendent au Nord Kordofan et que les projets de développement ont été mis en place empêcher cela²⁶⁰. L'afflux de déplacés au Nord Kordofan depuis les années 1980 et les liens interpersonnels qui existent entre ces zones, de nombreux Nord-Kordofanais ayant des parents au Darfour ou dans les Monts Nuba, en font effectivement une zone qui pourrait aisément devenir instable.

Le lien entre paix et développement se retrouve également dans la « politique du *naming* », pour reprendre le terme de Mamdani (2007). C'est ainsi que la route goudronnée qui

²⁵⁸ Entretien, 11 novembre 2015, El Obeid.

²⁵⁹ Entretien, 1er décembre 2015, El Obeid.

²⁶⁰ Journal, 2 novembre 2015.

permet de se rendre du centre-ville d'El Obeid au souk al Moachi, situé à environ trente minutes, construite par l'ex-maire de la ville, est appelée route de la paix. Depuis 2007, l'Université du Kordofan possède quant à elle un centre de recherche qui s'appelle le Centre pour la Paix et le Développement. Il a été créé afin d'analyser et d'affronter les défis causés par les changements climatiques qui ont touché la région depuis les années 1980, et qui « menacent l'environnement de paix dans la région » en suscitant des différends sur la propriété des terres agricoles, des déplacements de population à grande échelle, du chômage, et enfin un sentiment d'injustice et de marginalisation dû à l'absence de développement dans la région (« Center for Peace and Development Studies », s. d.). L'influence des zones de guerres voisines est donc bien citée comme l'un des principaux dangers pour la paix de la région. En lien avec ces déplacements de population, le nafîr peut aussi être vu comme un outil de renforcement du lien social²⁶¹. Il permet alors de lutter contre la dissolution du tissu social résultant des changements démographiques, une dimension évoquée par Hilal. Il raconte qu'avec les conflits, de nombreuses personnes se sont installées à El Obeid, apportant avec elles leurs traditions et leurs idées. La population de la ville a donc beaucoup changé. Si auparavant il connaissait tout le monde lorsqu'il se rendait au marché, ce n'est maintenant plus le cas²⁶².

La Renaissance du Nord Kordofan se présente ici comme une politique de pacification préemptive d'une zone où la contestation pourrait aisément naître compte tenu de sa situation économique et géographique. Étant en outre financée essentiellement par la population même qui fait l'objet de cette pacification, c'est une politique de *containment* à moindre coût pour le

²⁶¹ Sa mise en œuvre comme taxation limite cependant cette interprétation.

²⁶² Entretien, 7 novembre 2015, El Obeid.

régime. Dans cette perspective, son engagement dans la relation de réciprocité n'est pas surprenant, d'autant plus qu'il fait face avec l'indépendance du Soudan du Sud et la fin de la manne pétrolière à d'importantes difficultés financières. Le pouvoir central peut en outre s'investir dans cette politique sans en assumer la responsabilité, puisque le développement du sentiment d'*ownership* fait aussi explicitement partie d'une stratégie de déplacement du blâme. Yunus l'énonce clairement : « Nous on cherche à arriver à une situation dans laquelle les gens vont dire nous avons réussi et non pas le gouvernement a fait ci, pas fait ça... Dans ce cas, quand on critique les projets, on se critique soi-même²⁶³ ». Karim, l'un des initiateurs de la Renaissance, le confirme : « There were discussion and the bottom line was if we could involve people, make them part of the decision-making process, it might be the way out. If it fails, then it will be because of them too. If you fail, all of you fail, and if you succeed, all of you succeed²⁶⁴ ». Dans cette perspective, la wilaya du Nord Kordofan endosse un rôle qui rappelle celui que Cai (2008) identifie pour les institutions décentralisées chinoises. Il explique qu'en donnant du pouvoir à ces dernières, le gouvernement central leur a également délégué la responsabilité de gérer et réprimer les résistances des citoyens. Ce sont sur ces institutions locales que les critiques vont alors se focaliser, et non sur le pouvoir central. Dans le cas de la Renaissance, la dimension participative conduit la responsabilité à être déplacée sur les citoyens eux-mêmes. Devenus eux-aussi responsables des échecs du développement, ils ne peuvent donc plus s'en prendre au gouvernement central, même si son inclusion dans un partenariat avec la wilaya ouvre cette possibilité. La dépolitisation de la Renaissance examinée dans le chapitre précédent contribue également à ce mécanisme.

²⁶³ Entretien avec Yunus, Masud et Imran, 14 novembre 2015, Bara.

²⁶⁴ Entretien avec Karim, 5 octobre 2015, Khartoum.

La Renaissance et son approche participative permettent donc à la wilaya de renégocier ses rapports avec l'État central en proposant un accord gagnant/gagnant. Du côté de l'État central, la Renaissance représente le développement et la sécurité à moindre frais, et la possibilité de voir les doléances de la population se concentrer sur la wilaya²⁶⁵. Sa participation minimale, présentée comme un soutien inattendu alors même qu'il s'agit de donner à l'État fédéré ce qui lui était dû, lui permet en revanche de faire siens les succès de la Renaissance. Ce n'est donc pas un hasard si le gouvernement central a exhorté les autres wilayas à mettre en place des initiatives similaires²⁶⁶. Du côté de la wilaya, la dimension participative de la Renaissance lui permet d'obtenir de la part de Khartoum les fonds qui sont censés revenir aux États fédérés, mais qui ne sont jamais transférés. Elle permet également un certain degré d'émancipation, puisque les projets de développement ne dépendent alors plus uniquement du bon vouloir du pouvoir central. Enfin, la dimension participative permet aussi aux autorités locales de déplacer le blâme, car elle pourra attribuer aux citoyens la responsabilité partielle des échecs. Cela est en outre facilité par le discours centré sur le nafir, dont nous avons vu qu'il construit une communauté de destin entre les citoyens et la wilaya, excluant de fait le gouvernement central du récit. Cette intégration de Khartoum à la Renaissance conduit donc à nuancer une vision du développement participatif comme émancipateur, puisqu'il est en fait utilisé pour renforcer les liens entre les deux niveaux de gouvernance, présentant en outre le Gouvernement du Soudan comme un partenaire légitime. La Renaissance constitue donc davantage une discrète subversion des relations de pouvoir qu'une transformation radicale.

²⁶⁵ Ce que la wilaya tente d'atténuer avec les processus de dépolitisation de la Renaissance.

²⁶⁶ Entretien avec Karim, 5 octobre 2015, Khartoum.

4.2.2 Comment faire l'échange ? La récupération des pratiques du régime

L'aspect subversif de la Renaissance est d'autant plus limité que les pratiques décrites en détail dans le chapitre 2 ne sont pas aussi innovantes que certains témoignages le laissent croire. La façon dont l'échange est effectué, le « comment », constitue en fait une récupération de pratiques utilisées par le régime, qui a depuis longtemps capturé et institutionnalisé à son profit les traditions de *self-help*. Cette appropriation vise moins à acquérir un certain type de légitimité qu'à mettre la main sur une source de revenus qui permet d'entretenir les réseaux clientélistes, de financer la guerre et, indirectement, de répandre le discours religieux sur lequel le régime fonde sa légitimité.

4.2.2.1 Les nafir de l'Ingaz

Il suffit d'aller au cœur d'El Obeid pour trouver un exemple majeur de l'utilisation du nafir par l'Ingaz. Inaugurée en 1990, l'Université du Kordofan a été construite grâce à la mobilisation populaire. Muhammad, un ancien politicien de haut rang aujourd'hui retraité, explique avoir été au cœur de ce processus. Il raconte que l'idée de construire une université au Kordofan remonte à 1964 et à Fatih al Nour, le fondateur du journal du Kordofan : « C'est un exemple de combien le développement est lent au Soudan²⁶⁷ ». Cette lenteur s'explique par l'absence de ressources économiques durant les premières années du régime. Ce n'est qu'avec les débuts de l'exportation du pétrole en 1999 et l'accroissement de l'exploitation de l'or depuis dix ans que les moyens économiques sont devenus disponibles. Dans ce contexte difficile, la participation populaire constituait une ressource

²⁶⁷ Entretien avec Muhammad, 28 novembre 2015, El Obeid.

centrale pour le régime. Un rapport de l'UNESCO sur les universités soudanaises publiées en 1993 confirme cette perspective, insistant sur l'importance de l'autonomie financière du pays :

There are obvious advantages to « self-reliance » and it is therefore recommended that funding of Higher Education in the Sudan should depend primarily on Sudanese resources. External technical assistance should, of course, be welcome as and when it grows, but there are possibilities for self-reliance with possible support from the Sudanese abroad (Verhoog et al. 1993, 6).

Le rapport évoque les traditions du waqf et de la zakat comme sources potentielles de financement et fait référence à une pratique qui ressemble fortement au nafir du Nord Kordofan :

One way of obtaining this endowment fund (Awkaf Taalem Aali) would be to set a target of voluntary contributions of \$100 from each able Sudanese abroad. A foundation Board of Trustees, non-governmental, headed by General Suwar al-Dahab or by a similar personality of high standing, may be set up and an initial seed money of say \$20, 000 should be set aside by the government or donors for mobilizing the campaign (Verhoog et al. 1993, 7).

L'Université du Kordofan, à l'instar des projets de la Renaissance, a donc été financée par une collaboration entre le gouvernement et la population. Muhammad ne peut indiquer les chiffres, mais il déclare tout de même que s'il y a bien eu une contribution de la part de l'État, la participation de la population a été « considérable ». Selon le rapport de l'UNESCO, la population a apporté quarante millions de pounds le jour de l'anniversaire de l'indépendance en 1993 (Verhoog et al. 1993, 37). Les témoignages récoltés montrent que cette participation se déroulait d'une façon très similaire à la Renaissance et à la construction de la *Western Ingaz Road* au Darfour. L'argent a été prélevé sur le coût d'un produit de première nécessité, le sucre. Ce dernier était rationné et subventionné par le gouvernement. Les CP, ces instances élues composées de volontaires chargées d'administrer un quartier ou un village (Hamid 2002, 8), étaient chargés de sa distribution. Institués en 1992, les CP prennent la suite des Comités de Service instaurés par le régime à son arrivée au pouvoir. Ils sont chargés, entre autre, de

distribuer les denrées de base (Al-Karsani et al. 2002, 7), ce qui leur permet d'assurer leur fonction première : « Before 1996 the Committees used to levy some duties (...) on every rotl (0,38 kilogram) of sugar as means to collect the necessary fund needed for the extension and management of basic services (Al-Karsani et al. 2002, 13) ». Dans le cas de l'Université du Kordofan, un pound était prélevé sur chaque livre de sucre et donné pour la construction de l'Université. Cette somme très basse garantissait que la participation ne devienne pas un poids trop important pour les ménages²⁶⁸. Un célèbre humoriste kordofanais raconte ainsi qu'à chaque fois qu'il est de passage à El Obeid, il passe sa langue sur l'Université pour goûter le sucre avec lequel elle a été construite²⁶⁹. Haenni et Baillard décrivent un processus similaire dans le cas de la construction de l'école secondaire supérieure du quartier Hajj Yusuf, à Khartoum :

Une consultation de la population sous forme de conférence est organisée par la municipalité et, avec l'accord de celle-ci, il est décidé à cette occasion de retirer le sucre subventionné à la population locale pour financer l'établissement par les bénéfices des ventes (Baillard et Haenni 1997, 7).

L'Université du Kordofan n'est donc pas la seule infrastructure ayant été construite de cette façon, et certainement pas la seule université. En effet, l'utilisation de la participation populaire en vue de leur édification était une politique générale du Ministère de l'Enseignement supérieur de l'époque²⁷⁰, rendue nécessaire par l'ampleur de l'investissement envisagé. Le régime désirait en effet créer une université dans chaque État fédéré. Ainsi, vingt des quarante-sept universités que compte actuellement le pays ont été mises en place depuis 1989. Leur création répondait certes à une demande sociale, mais elle était aussi partie prenante de la stratégie hégémonique du régime. Ces institutions sont en effet la courroie de transmission de

²⁶⁸ Entretien avec Muhammad, 28 novembre 2015, El Obeid.

²⁶⁹ Entretien avec Hilal, 7 novembre 2015, El Obeid.

²⁷⁰ Entretien avec Muhammad, 28 novembre 2015, El Obeid.

l'idéologie religieuse et raciale du régime, menée en particulier à travers une politique d'arabisation de la langue d'enseignement et l'islamisation du curriculum (Mann 2011, 97). L'université est devenue le lieu privilégié pour transmettre un discours « that privileges Islamic and Arabic culture as the “official” culture of Sudan and above that of other indigenous cultures and religions (Mann 2011, 98) ». Tel qu'évoqué précédemment, les universités étaient considérées par les islamistes comme des lieux clés et ils les avaient investies bien avant le coup d'État. En créant ces universités décentralisées, le régime s'assurait en outre le contrôle des principaux espaces de production des élites du pays et affaiblissait l'Université de Khartoum. La politique de répression dont cette dernière a fait l'objet cette institution dès les premiers jours du régime témoigne d'ailleurs de la méfiance des islamistes vis-à-vis d'une institution de prestige héritée de l'époque coloniale²⁷¹ :

I was working here at the university in 1992, they just dismissed me because, for political reasons they say. It's not only me, it was a number of staff from the faculty of arts, the faculty of law, the faculty of engineering, faculty of sciences, faculty of agriculture, faculty of medicine. Tens of staff members have been dismissed and all, all the other private university were ordered not to employ any other... Many have been killed, detained, for no reason. And here at the university, after about five or six months after the coup, after they came in, they made a kind of demonstration. It was related to the university agenda, not linked to public or political agenda as such. Related to something internal. At that time, they killed two students and injured a lot²⁷².

Il convient de préciser que cette utilisation des universités n'est pas l'apanage de ce régime. Le professeur Ghazi raconte par exemple que « The practice of nafir is deeply entrenched. Nimeiri's government in the early 1970s used it as a major campaign. They called

²⁷¹ Elle a été fondée en 1902 sous le nom de *Gordon College* par le pouvoir britannique et la majeure partie de l'élite soudanaise y a étudié.

²⁷² Entretien avec Masud, professeur à l'Université de Khartoum, 25 mars 2015, Khartoum.

it self-help at that time. It was everywhere in the media and on the streets²⁷³ ». Le *nafir* fut utilisé pour mener à bien la politique éducative de Nimeiri, la *New Education Policy*. Cette dernière « aimed to construct a socialist society through expanded opportunity and an emphasis on unity (Mann 2011, 112) ». Elle se fondait sur la communauté et le *self-help* : « Fathers' Councils were mobilized across Sudan to construct new schools with local funds while formal responsibility over education was delegated to regional authorities (Mann 2011, 113) ». Cette politique posa également des bases que le régime de l'Ingaz exploita plus tard pour véhiculer son idéologie. Elle démantela par exemple la division entre enseignement laïc et enseignement religieux : « all schools were integrated into a single comprehensive system, with a uniform school calendar introduced across the whole country (Mann 2011, 13) ». Le rapprochement entre Nimeiri et les islamistes durant les dernières années de son règne conduisit à l'intégration de plus en plus d'éléments islamiques et arabisants dans ce curriculum unifié. Cette tendance se renforça bien entendu après 1989. Non sans ironie, les citoyens du Kordofan ont donc contribué à la reproduction de la domination politique et idéologique du régime à travers leur participation à la construction de l'université.

Le rôle des CP et leur capacité à réaliser des *nafir* ont cependant été remis en question depuis la fin des années 1990. Premièrement, la libéralisation des prix du sucre et la disparition du système de rationnement ont restreint leur capacité d'action. Ils ne peuvent logiquement plus remplir leur fonction d'extraction de revenus. Au contraire, ils sont devenus de plus en plus dépendants des dons des habitants pour réaliser leurs missions (Al-Karsani et al. 2002). Leur situation est d'autant plus précaire qu'à l'instar de tous les autres échelons infranationaux, ils ne

²⁷³ Entretien, 13 mai 2015, Khartoum.

reçoivent pas de la part de l'État central les ressources suffisantes à la réalisation des missions que celui-ci leur a confiées. Les connections personnelles des membres des CP avec des personnalités de haut rang du régime deviennent alors cruciales (Abdalla 2015, 164). Enfin, l'absence de renouvellement du personnel à la tête des CP et leurs liens avec le gouvernement suscitent la méfiance des habitants. Comme l'indique Ilias, « The CP is seen as the government, not as representative²⁷⁴ ». L'inefficacité des CP allant croissant, les citoyens sont bien entendu de moins en moins enclins à les financer volontairement. C'est cette situation qui explique officiellement la création de nouvelles institutions dans le cadre de la Renaissance : « Les CP ne sont plus aussi actifs qu'auparavant, le gouvernement, on pense qu'il compte sur le corps administratif officiel, pas comme avant », explique Muhammad. Alors que je lui demande comment il explique qu'on ne se serve plus des CP, il rit et me répond qu'après une longue période de travail de ces institutions, « on » a vu que les choses n'allaient pas :

Il y a de la corruption. Pour cela on a évalué leur travail. Le travail du CP, on l'a évalué, on a trouvé que c'est un travail qui n'a pas une stratégie bien pensée au niveau des priorités, les programmes. Les ressources se sont multipliées avec le pétrole et l'or. Le gouvernement a des moyens puissants qu'il peut mettre en place à travers les corps officiels [administration, bureaucratie]²⁷⁵.

4.2.2.2 Un maillage administratif pour contrôler la population et le territoire

La mise en place des Comités du nafir de la Renaissance et la logique qui y préside est donc similaire à l'utilisation des CP pour les nafir du régime. Or, les CP n'ont jamais fonctionné comme des vecteurs de représentation et de participation mais bien comme des outils de contrôle au plus près des citoyens, incarnant une structure décentralisée dont les

²⁷⁴ Entretien avec Ilias, 13 octobre 2015, Khartoum.

²⁷⁵ Entretien avec Muhammad, 28 novembre 2015.

but sont le contrôle et l'extraction de ressources. Ils sont en charge non seulement des services de base comme l'éducation, mais aussi de la mobilisation et de l'avancement de la société selon la loi de 1992 (Abdalla 2015, 158). À cette époque, ce sont les seules institutions véritablement élues. Les CP sont constitués par un groupe de vingt à trente volontaires élus pour deux ans à l'occasion d'une sorte de forum public auquel participent tous les habitants du district et sur lequel ils doivent ensuite s'appuyer pour gouverner. Ce forum doit se réunir deux fois par an, mais une réunion extraordinaire peut être organisée si les circonstances l'exigent (Hamid 2002, 8). Dans la réalité, les CP ne sont pas tant devenus des espaces de représentation que des institutions essentielles pour quadriller le territoire et contrôler la population. Ils servent alors les mêmes fins les institutions décentralisées de la zakat, qui font sentir quotidiennement la présence du gouvernement au plus près de la population. Un ancien secrétaire général de la Chambre de la zakat cité par Abdallah explique ainsi que les projets financés par cette charité

Target the needy families by involving the state officials in distributing zakat among these families (...) the project's objectives are to allow the leaders to check on their community, to enter their houses, to know about their conditions and to solve their problems (Abdalla 2015, 57).

Le régime crée donc des institutions, dans lesquelles les frontières entre le politique et l'administratif tendent à s'effacer, qui lui permettent de se livrer très concrètement à un contrôle et une surveillance des plus pauvres, contribuant à rapprocher physiquement le régime des citoyens. Il ne faut d'ailleurs pas s'y tromper : si les membres des CP sont élus, ils sont liés au pouvoir central. Abdallah explique ainsi qu'elle a découvert au fil de son terrain que tous les membres du CP étaient affiliés au NCP (Abdalla 2015, 161). Étudiant plusieurs quartiers d'Omdurman, al-Karsani (2002) explique lui aussi qu'il existe un processus de politisation des élections des CP par l'appareil du NCP qui décourage la

participation. Le président du Comité est d'ailleurs nommé par le gouvernement. Par ailleurs, les élus vont souvent rester en poste bien au-delà de leur mandat : « Most of the members of the committees enjoyed membership at least for two continuous sessions with slight changes in their position (Al-Karsani et al. 2002, 9) ». Cette politisation des CP en fait des institutions incontournables pour les habitants, même lorsqu'elles sont contestées. C'est le cas sur l'île de Tuti à Khartoum, un espace encore peu urbanisé, dont les habitants cultivent une identité forte distincte du reste de la ville et qui fait actuellement face à de fortes pressions immobilières sur ses terres agricoles (Franck 2015, 40). Cette situation a donné naissance à une compétition entre trois comités : le CP, le comité de village et un « comité de sages ». Le comité villageois s'oppose à la présence du CP, mais comme l'indique Alice Frank, c'est grâce à lui que les habitants ont accès au gouverneur de l'État. La politisation des CP en fait donc les courroies de transmission des demandes locales aux échelons supérieurs.

Les CP et les chambres locales de la zakat sont l'incarnation même de cette décentralisation qui ne vise ni la démocratisation ni l'efficacité des politiques publiques, mais bien la reproduction de la domination et, paradoxalement, la centralisation du pouvoir. Cette structure territoriale, supposément participative, permet en fait au gouvernement de créer une multitude de petites entités qui contrôlent la population et de mettre en action sa politique libérale de retrait de l'État (Lavergne 1997, 37). L'idée de mettre en place des institutions chargées localement de la mobilisation de la population présente quant à elle des similitudes avec les conseils locaux établis par Nimeiri (Norris 1983). La doctrine socialiste du régime se fondait la participation des citoyens. La Charte Nationale complétée en 1969 et ratifiée par le congrès fondateur de l'Union Socialiste Soudanaise en 1972 met

ainsi en avant comme fondement philosophique de la Révolution la position centrale des militants (Kasfir 1975, 357). C'est ainsi que

Popular and functional organizations (unions of workers, farmers, teachers, women, youth, village development committees, and the like) were encouraged where they existed, or were created to permit every sector of the population to express its interests. (...) In addition local government has been overhauled with councils established by an act decreed in November 1971. Councils are supposed to be set up in every village, town section, market area, and nomadic encampment (...) The intention is to increase mass participation (Kasfir 1975, 357).

À ces institutions s'ajoutaient les structures du parti unique, calquées sur ces différents échelons décentralisés. Un grand nombre de ces organes locaux n'existait toutefois que sur le papier (Niblock 1987, 268). En outre, tous comme les CP du régime de l'Ingaz, ces conseils ne possédaient pas de ressources financières et humaines suffisantes pour réaliser leur mission, et étaient donc dépendants des autorités provinciales. Ce sont ces dernières qui avaient la responsabilité « for political enlightenment, people's mobilisation, economic and social development and consolidation of national unity in accordance with the objectives of the May Socialist Revolution (Norris 1983, 212) », selon le *Local Government Act* de 1981. Ainsi, le régime encourageait la participation populaire d'un côté, mais l'encadrait rigoureusement de l'autre grâce à un maillage fin d'institutions locales. À l'instar des CP de l'Ingaz, la distinction entre l'administration des services publics et les logiques politiques était floue au sein de ces institutions (Norris 1983, 212). Il existe donc des continuités évidentes entre ces deux régimes, malgré leurs idéologies très différentes. Le fait que le NIF ait participé au gouvernement de Nimeiri après une période initiale d'opposition a pu contribuer à la familiarisation et l'acquisition de façons de faire qui ont été perpétuées après la conquête du pouvoir.

En mettant en place une structure qui dédouble celle de l'État soudanais, la Renaissance récupère les pratiques du régime de l'Ingaz, les comités du nafir occupant théoriquement des fonctions de contrôle et de mobilisation similaires à celle des CP²⁷⁶. L'aspect déterritorialisé de la construction de la communauté leur permet en outre, à la différence des CP, d'étendre leur contrôle à la capitale et aux expatriés. Ainsi, la relation d'échange entre la wilaya et le gouvernement central est instaurée à travers une récupération par les autorités locales de pratiques que le régime a utilisé pour assoir son contrôle sur les périphéries. La subversion se trouve alors dans le fait que ces pratiques confèrent un degré d'autonomie à la périphérie ainsi que la capacité d'extraire des ressources de l'État central.

4.2.3 Qui échange ? Le rôle d'un « *big man* »

La wilaya du Nord Kordofan obtient donc l'engagement du gouvernement central dans une initiative qui récupère des stratégies politiques anciennes. Afin de déterminer dans quelle mesure il s'agit d'une subversion, il convient de s'intéresser aux individus responsables de la mise en œuvre de la Renaissance. En effet, si ceux-ci sont issus du centre et ont fait preuve d'allégeance envers le régime, alors il n'est alors pas étonnant qu'ils appliquent les mêmes recettes. Cette analyse nécessiterait cependant des données micro précises sur un nombre considérable d'individus que le terrain n'a pas permis de collecter, et qu'il serait en outre difficile de mobiliser tout en préservant l'anonymat des participants. Néanmoins, il est possible de s'intéresser à l'instigateur de la Renaissance, Ahmed Haroun. Si l'état du Nord Kordofan est

²⁷⁶ C'était du moins l'intention de départ, mais comme nous l'avons vu il n'est pas certain qu'elle se soit accomplie.

capable de renégocier ses relations avec l'État central, c'est en effet en grande partie grâce à son positionnement ambigu au sein du régime.

4.2.3.1 Le gouverneur - guérisseur

All the peripheries are affected by conflict. People from the far away states believe they are marginalized, deprived. It is true in a sense. But if that is true, they went right away to fighting. They want to get their rights by force. People in North Kordofan did not use force. They believe that conflict takes them back (...) They waited for many years, things got worse. People were ready for it [the *nafir*]. Culturally they needed a healer²⁷⁷.

Ce soigneur, c'est le gouverneur, Ahmed Haroun, dont le portrait est reproduit sur des banderoles lors de tous les événements connectés à la Renaissance organisés à El Obeid et, comme celui du Président, est inscrit dans le paysage urbain. Si Haroun occupe un rôle central dans l'imagerie de la Renaissance, c'est parce que c'est grâce à la place qu'il occupe au sein du régime que l'État central est entré dans cette relation de réciprocité avec la wilaya.

Les enquêtés présentent le gouverneur comme un homme simple, incarnation d'une certaine idée de l'identité soudanaise qui valorise un mode de vie modeste et condamne les signes de richesse ostentatoires. Fatih me raconte ainsi que Haroun a mis en place une politique de contrôle des dépenses de l'État, car avant l'argent se perdait dans les cérémonies et le luxe des responsables. Maintenant, dit-il, « tout le monde sait que le wali ne mange que des lentilles pour le déjeuner²⁷⁸ ». Le gouverneur est vu comme un homme actif et proche du peuple. Selon un enquêté, « The wali works a lot, start the day at 5 am. He is a very modest person, people

²⁷⁷ Entretien avec Karim, 5 octobre 2015, Khartoum.

²⁷⁸ Entretien, 11 novembre 2015, El Obeid.

like him²⁷⁹ ». De nombreux récits évoquent des rencontres directes avec le gouverneur. Yusni, à qui je demande s'il a reçu la visite d'Ahmed Haroun au souk principal d'El Obeid, répond « Il y a beaucoup de réunions, le gouverneur à l'habitude de nous visiter. Il fait de la politique populaire²⁸⁰ ». Il raconte également que le gouverneur a organisé une réunion au stade avec tous les acteurs du secteur du sport afin qu'ils exposent leurs préoccupations. Deux idées ont alors émergé : renouveler les installations et faire en sorte que l'équipe de football d'El Obeid intègre à nouveau le championnat national. « Le gouverneur a accepté et ça a été fait²⁸¹ ». Il serait aisé de penser que ces rencontres avec le gouverneur ont été rendues possibles par le statut de notable de Yusni, mais la multiplication des anecdotes permet de remettre cette idée en question. Latif, une personnalité de la communauté chrétienne d'El Obeid, explique que « ce gouverneur travaille. Il y a des choses qui bougent. Ils essaient de donner de l'aide à tout le monde, avant c'était réservé à certains quartiers²⁸² ». Abbud, un administrateur de l'Université du Kordofan, livre un témoignage similaire :

The state wali²⁸³ did a lot of efforts, he paid a visit to the university, to address the university. He did this everywhere. To make people know the concept, to make people feel like this is their own idea. He talked to the staff, to the students²⁸⁴.

Enfin, l'un des marchands rencontré au souk Kandahar à Khartoum explique que Haroun est venu leur annoncer le projet de construction de la route entre Bara et Omdurman, bien que

²⁷⁹ Journal, 30 octobre 2015.

²⁸⁰ Entretien, 25 novembre 2015, El Obeid.

²⁸¹ Entretien avec Yusni, 25 novembre 2015.

²⁸² Entretien, 16 novembre 2015, El Obeid.

²⁸³ Wali signifie gouverneur.

²⁸⁴ Entretien, 1er décembre 2015, El Obeid.

ce marchand n'ait pas assisté à ces réunions lui-même²⁸⁵. Par ailleurs, le gouverneur ne semble pas hésiter à se déplacer pour venir répondre personnellement aux demandes de la population. C'est ce qu'il a fait lorsque les étudiants d'un campus délocalisé de l'université ont manifesté pour dénoncer la qualité des transports qui le relie au centre d'El Obeid. Il arrive que ces anecdotes à propos du gouverneur soit même à la limite du vraisemblable. Il aurait ainsi visité l'hôpital d'El Obeid en pleine nuit, en cachette, avant que celui-ci ne soit rénové. Voyant l'état des malades et de la structure, il décida dès le lendemain de réorganiser son fonctionnement et d'entamer sa rénovation²⁸⁶. On raconte également qu'il visite régulièrement les chantiers à l'improviste.

L'aspect véridique de ces récits n'est cependant pas un enjeu central. Leur existence elle-même témoigne de l'importance prise par le gouverneur dans la Renaissance, et de la façon dont il est perçu par la population. La proximité du gouverneur avec les citoyens est également facilitée par le fait qu'il soit lui-même originaire du Nord Kordofan. C'est à El Obeid qu'il a débuté sa carrière en tant que juge (Sudan Tribune, s. d.). Par conséquent, « il connaît tout le monde²⁸⁷ ». De même, selon Latif, les relations entre sa congrégation religieuse et le gouvernement local se sont améliorées depuis son arrivée justement car « il est d'ici²⁸⁸ ». Cette affirmation est cependant paradoxale dans la mesure où son prédécesseur était également originaire du Nord Kordofan. Il n'avait cependant pas la même capacité d'action et d'influence que Haroun.

²⁸⁵ Entretien avec Abdul, 20 octobre 2015, Khartoum.

²⁸⁶ Entretien avec Hilal, 7 novembre 2015, El Obeid.

²⁸⁷ Entretien avec Rabi, 11 novembre 2015, El Obeid.

²⁸⁸ Entretien, 16 novembre 2015, El Obeid.

Cet investissement du gouverneur n'a toutefois pas que des effets positifs. Tel qu'évoqué dans le chapitre précédent, Ahmed Haroun semble contrôler totalement la Renaissance, ayant court-circuité les comités du nafir. Cette mainmise témoigne d'une difficulté à déléguer, qui peut expliquer pourquoi les projets ralentissent lorsque le gouverneur s'absente²⁸⁹. Par ailleurs, si les enquêtés ont bien insisté sur la modestie, l'accessibilité et l'efficacité du gouverneur, cette vision positive doit être nuancée. En premier lieu, j'ai assisté à deux événements où Haroun était présent, et dans les deux cas il était impossible de s'approcher de lui car il était entouré d'un cortège agissant comme une barrière physique. Cet extrait de mon journal fait le récit de sa visite d'une exposition au Musée Shikan d'El Obeid :

L'exposition a lieu dans les anciens bâtiments du British Council, et semble être sur le thème du Mahdi puisque c'est son image qui est représentée en grand sur l'affiche. Je suis avec Salim et ses amis. Nous attendons pendant une demi-heure environ dehors, où des chaises ont été installées, pendant que des jeunes femmes chantent pour le public. Nous attendons le Ministre de la culture et peut-être le Wali, qui doivent inaugurer l'exposition. L'un des organisateurs, un membre de la société des artistes, m'explique que l'exposition est en relation avec le nafir mais je ne parviens pas exactement à comprendre dans quelle mesure. Au bout de quelques temps, un groupe d'hommes en djellaba arrive, accompagné de plusieurs policiers en uniforme qui vont se poster un peu partout dans la cour. Ahmed Haroun est en tête du cortège. D'un pas rapide il va jusqu'à l'entrée de l'exposition et coupe le ruban d'inauguration, puis entame une visite rapide, toujours entouré d'une nuée d'hommes. Il y a un moment de confusion car d'ordinaire les discours ont lieu avant la coupure du ruban, la majeure partie du public se lève et s'empresse de suivre le gouverneur dans sa visite. Finalement au bout de quelques minutes Haroun revient s'asseoir et deux hommes prononcent un discours. Le premier est celui auquel j'ai parlé et le second est le Ministre de

²⁸⁹ J'ai pu observer directement ce phénomène lors de mon séjour car, étant donné que j'essayais d'obtenir un rendez-vous avec Haroun, mes connaissances me mettaient au courant de ses allers-retours hors de la ville. Je remarquais alors que lorsqu'il était présent, les travaux sur le stade et les routes continuaient la nuit. Les lumières du stade restaient allumées jusqu'à 23 heures, éclairant les nombreux badauds venus boire là une tasse de thé tardive. En revanche, lorsque le gouverneur était absent, les machines comme les éclairages restaient éteints.

la culture. Après les discours, le gouverneur quitte prestement le lieu, emportant avec lui la nuée d'hommes en blanc²⁹⁰.

4.2.3.2 L'homme du régime

Les discours sur le gouverneur ne sont par ailleurs pas toujours positifs. L'un des marchands rencontrés à Khartoum raconte par exemple que « Haroun a proclamé les projets du nafir mais ce sont des mensonges²⁹¹ ». Sa colère s'explique en particulier par la lenteur de la construction de la route entre El Obeid et Omdurman. Il ajoute qu'on leur a promis beaucoup, mais que rien n'est fait et qu'en plus leur participation est presque une obligation. Un autre marchand, qui refuse de dire son nom, m'explique que lorsque Haroun est venu présenter les projets, il leur a dit que cela ne se ferait pas avec la participation financière des gens, que c'était une initiative du gouvernement. « Mais après il ne s'est rien passé. Il n'y a pas eu de réunions ni rien ». Il ne participe donc pas, car il juge inutile de gaspiller l'argent²⁹². Au-delà de ces attitudes explicitement négatives, plusieurs Kordofanais rencontrés ont exprimé leur ambivalence vis-à-vis du gouverneur. Un jeune homme rencontré à Khartoum explique ainsi que d'un côté, il n'apprécie pas Ahmed Haroun, à cause de questions internes au Soudan, mais que d'un autre côté, ces projets sont nécessaires et les choses évoluent de façon visible²⁹³. La même attitude se retrouve chez plusieurs enquêtés. Les promesses et les progrès concrets de la Renaissance les poussent à soutenir un homme dont ils savent pourtant bien qu'il a un lourd passé.

²⁹⁰ Journal, 8 novembre 2015.

²⁹¹ Entretien avec Tamir, 20 octobre 2015, Khartoum.

²⁹² Entretien avec Osman, 20 octobre 2015, Khartoum.

²⁹³ Journal, 14 octobre 2015.

Car s'il est difficile de déterminer aujourd'hui si Haroun fait partie des premiers cercles du pouvoir, il est indéniable qu'il en a longtemps fait partie. Selon le Sudan Tribune,

After the coup, Haroun was prominently involved in the establishment of NIF-sponsored security organs parallel to the regular army and police. In 1992, he became the 'co-ordinator general' of the Popular Police, which was established to enforce the NIF's strict interpretation of Islamic morality (Sudan Tribune, s. d.).

Mais c'est son rôle dans la gestion du conflit darfurien qui fait de Haroun une personnalité particulièrement controversée. Selon la CPI, il était en charge de l'organisation des milices Janjaweed entre avril 2003 et septembre 2005, alors qu'il était Ministre de l'Intérieur (International Criminal Court 2007). Ces agissements ont conduit la CPI à émettre un mandat d'arrêt contre lui, de même qu'elle l'avait fait pour Omar el-Béchir. La majorité des enquêtés que j'ai rencontrés et interrogés sont au courant de cet épisode, auquel ils font généralement référence à grands renforts de sous-entendus. Si Haroun est aujourd'hui capable d'obtenir l'engagement de Khartoum dans la Renaissance, d'être écouté par les hauts dignitaires du régime, ce serait en partie grâce à cela. Il aurait connaissance de tous les « dossiers noirs » du pouvoir et serait donc pour le Président un allié encombrant qui en sait trop, mais dont il ne peut par conséquent pas se débarrasser. Pour Hilal, « [Haroun] peut dire non à Khartoum, prendre des décisions sans consulter Khartoum. C'est une chance pour l'État, car si c'était quelqu'un d'autre, il serait placé par Khartoum et ne ferait qu'obéir aux ordres²⁹⁴ », ce qui était le cas de son prédécesseur.

²⁹⁴ Entretien avec Hilal, 7 novembre 2015, El Obeid.

La question centrale qui se pose alors est de déterminer si Haroun est encore un « homme du régime », qui sert avant tout les intérêts du centre, ou s'il possède une capacité d'action réelle, fort de ce pouvoir acquis grâce à ses années en tant qu'*insider*. Selon le professeur Ghazi, « This regime will never appoint somebody who is not an ally²⁹⁵ ». Haroun est toutefois apparemment entré plusieurs fois en conflit avec d'autres membres du NCP, dont des personnages de premier plan proches d'el-Béchir. Il a ainsi été vivement critiqué par des membres du parti pour son rôle dans le déclenchement du conflit au Sud Kordofan, dont il était gouverneur entre 2009 et 2012 (*Sudan Tribune* 2013). Il se serait également opposé à Nafie Ali Nafie²⁹⁶ à ce propos. Ce dernier lui aurait demandé ce qu'il fabriquait au Sud Kordofan en qualifiant les habitants d' « esclaves ». Haroun aurait répondu en le giflant et en lui demandant « mais qui sont les esclaves ici²⁹⁷ ? ». Hilal évoque également un discours que le Président aurait prononcé et lors duquel il aurait vivement critiqué le Nord Kordofan, en disant que la situation s'y était nettement améliorée et que pourtant la population continuait à réclamer.

Des citoyens sont alors allés voir Haroun pour se plaindre, ils ont dit qu'ils allaient faire des manifestations. Il leur a dit de ne pas le faire, il a téléphoné au Président qui a dit qu'il ne pensait pas ça et s'est expliqué, mais Haroun a dit qu'il devait le dire directement aux gens. Il a organisé une rencontre avec Béchir à Khartoum. Une délégation a été envoyée par avion, puis Béchir est venu à El Obeid un ou deux mois plus tard. Haroun a organisé un événement dans le stade. C'est lors de cet événement que Béchir a déclaré son soutien au *nafir* et fait la déclaration sur le fait que le gouvernement allait contribuer. Suwar al-Dahab et Haroun lui ont remis la Charte du *nafir*²⁹⁸.

²⁹⁵ Entretien avec Ghazi, 13 mai 2015, Khartoum.

²⁹⁶ Ancien vice-président du NCP, Nafie Ali Nafie est un *hardliner* qui dirigea dans l'ombre les services de sécurité pendant plusieurs années (International Crisis Group 2015b, 14).

²⁹⁷ Entretien avec Hilal, 7 novembre 2015, El Obeid.

²⁹⁸ Entretien avec Hilal, 7 novembre 2015, El Obeid.

Cette anecdote révèle les ambiguïtés de la relation entre Haroun et le pouvoir central. Comme les autres membres des élites régionales, il se trouve dans une posture incertaine. Ces élites sont en effet marginalisées par l'élite centrale qui contrôle le régime, à laquelle elles ne pourront jamais appartenir étant donné leurs identités. Mais elles sont en même temps acceptées sous condition, intégrées au sein du NCP, ce qui leur donne accès à certaines ressources. Selon certaines interprétations, l'exclusion d'une partie de l'élite darfurienne proche d'al-Tourabi vers les marges du pouvoir après le schisme entre lui et el-Béchir constitue justement l'une des causes du conflit (Tubiana 2005, 180). L'exemple du Darfour, comme avant lui ceux du Sud et des provinces de l'Est, démontre en outre que toute tentative d'opposition frontale au gouvernement obtient généralement la violence pour toute réponse.

La relation d'échange avec l'État central existe grâce à Ahmed Haroun, et à son utilisation du dispositif participatif pour renforcer son pouvoir de négociation. Ce dispositif lui était en outre familier, étant donné son expérience au sein du régime. Il met donc en place une politique qui bénéficie au Nord Kordofan sans remettre en question le régime et son fonctionnement lui-même. Les relations entre l'État central et la wilaya sont ainsi renégociées à la suite d'une initiative discrétionnaire et ponctuelle qui ne peut qu'alimenter les disparités entre périphéries.

Conclusion

Alors que les deux chapitres précédents ont démontré comment le dispositif participatif est utilisé pour renforcer le pouvoir de la wilaya auprès de la population kordofanaise et mis en lumière les stratégies discursives qui suscitent la participation et sanctionnent critiques et abstentions, ce chapitre a analysé les usages de ce dispositif dans le contexte plus large des

relations entre la wilaya et l'État central. Ces dernières sont ancrées dans un processus historique qui a construit un centre et de multiples périphéries et qui a été entretenu par la mise en place d'un système décentralisé puis fédéral sous le régime de l'Ingaz. Paradoxalement, ce système institutionnel permet une extension du contrôle des pouvoirs centraux au plus près des citoyens. Le *nafir* de la Renaissance est utilisé dans ce contexte pour apporter un degré supérieur d'autonomie à la wilaya et forcer le gouvernement central à faire face à ses responsabilités vis-à-vis de ses entités décentralisées. En faisant entrer le Président lui-même dans la relation d'échange pour extraire des ressources de l'État central, la Renaissance fonctionne comme un mécanisme d'imputabilité. Non sans ironie, c'est en reprenant des stratégies utilisées par le régime pour entretenir l'exploitation et le contrôle des périphéries, stratégies elles-mêmes empruntées aux régimes précédents, que cette renégociation se fait.

Cette subversion des pratiques par la Renaissance ne constitue toutefois pas une contestation directe et ouverte de ces relations inégalitaires. Les processus de dépolitisation montrent d'ailleurs bien que le gouvernement local cherche à éviter une confrontation avec le pouvoir central. La Renaissance ne vise ainsi pas à bouleverser le système mais bien à ménager en son sein une place plus favorable au Nord Kordofan, entretenant au passage le mécanisme de compétition inter-périphérie qui bénéficie à un régime passé maître dans l'art du « diviser pour mieux régner ». En 2013, Hess (2013, 202) défendait l'idée que l'analyse de la structure étatique, notamment de son degré de centralisation, restait insuffisante dans la littérature sur la résilience autoritaire. En s'intéressant aux relations entre l'État central et la wilaya, ce chapitre confirme le rôle majeur que joue cette dimension dans la reproduction des relations de domination propres au régime autoritaire soudanais.

Conclusion

Le nouveau régime de Khartoum est faible, ne s'appuyant que sur les islamistes, sur une minorité de militaires et sur les services de sécurité. Il cherche à l'étranger - en Égypte, en Libye, en Arabie saoudite, en Irak mais aussi aux États-Unis et à l'Ouest - l'aide qui lui permettrait de survivre. L'Occident lui accordera-t-il l'oxygène qu'il avait refusé à la jeune démocratie soudanaise? (Gresh 1989)

Alain Gresh pose la question en octobre 1989, quelques mois à peine après le coup d'État qui a placé Omar el-Béchir et Hassan al-Tourabi à la tête du Soudan. La réponse fut vite donnée : en quelques années, la révolution islamiste perdit tous ses alliés potentiels et se trouva mis au ban de la communauté internationale. Et pourtant, malgré ce constat d'une faiblesse originelle, le régime de l'Ingaz est toujours au pouvoir. La volonté de comprendre ce puzzle a guidé cette thèse.

L'analyse de ce régime pose un double défi théorique, car les explications existantes de la résilience ont des difficultés à concevoir que l'autoritarisme puisse être durable malgré l'exercice d'un degré important de violence et des échecs économiques répétés. Alors que l'étendue de la répression fait croître le nombre d'ennemis du régime, le marasme économique dans lequel se trouve le pays, malgré l'apport de l'argent du pétrole dans les années 1990, ne peut qu'entraver les mécanismes d'achat des loyautés.

Mettant de côté la première dimension, largement explorée dans la littérature multidisciplinaire sur le Soudan, la thèse s'est concentrée sur le second aspect, celui de la faillite de la mission développementaliste que s'était attribué le pouvoir dès 1989. Elle a posé l'hypothèse que le développement contribue à la résilience non pas grâce à ses résultats, même si ceux-ci peuvent certainement jouer un rôle, mais à travers la façon concrète dont il est mis en œuvre.

Les politiques de développement ont des effets au-delà des améliorations matérielles qu'elles produisent, et c'est au niveau micro qu'il faut s'intéresser afin de mettre en évidence des mécanismes précis. L'analyse empirique de la Renaissance du Nord Kordofan démontre donc comment l'utilisation du principe de développement participatif ouvre des espaces où la domination autoritaire peut être négociée, ce qui n'implique toutefois pas sa contestation ou son renversement. Cette négociation assoit donc de façon indirecte le pouvoir du régime.

En étudiant l'impact des dispositifs participatifs sur les relations entre les autorités locales et les citoyens (chapitre 2), la recherche met en évidence le décalage entre les aspects discursifs et matériels de la Renaissance. D'une part, la participation est présentée à travers la référence à la tradition du nafir comme s'inscrivant dans une logique d'entraide mutuelle et de réciprocité. Ce discours évoque l'idée de relations horizontales et égalitaires entre les autorités locales et les citoyens, tous participant à la Renaissance. D'autre part, cependant, la mise en œuvre de la participation passe par des pratiques aux degrés de coercition variables, allant de la consultation à une véritable taxation, qui reproduisent les relations de domination entre la wilaya et la population. Le dispositif participatif apparaît alors comme un outil de capture de la population et d'extraction des ressources qui renforce ainsi le pouvoir des autorités locales.

Ces effets disciplinaires sont en outre dissimulés derrière un discours qui présente l'initiative comme consensuelle et contribue de ce fait à effacer la dimension éminemment politique de ces projets, qui constituent matériellement un acte de pouvoir (chapitre 3). Les projets sont dépolitisés et la Renaissance présentée comme « méta-politique » : elle se situe au-delà de la petite politique politicienne des partis, qui doit être subsumée pour être mise au service de la noble mission développementaliste. Les voix dissidentes doivent se taire, mais l'analyse des

détails de certains projets met en évidence le fait que certaines d'entre elles peuvent continuer à s'exprimer, notamment celles venant des commerçants les plus importants, classe sociale particulièrement courtisée par la wilaya. Les débats, cependant, se font sur les enjeux techniques des transformations prévues par les autorités. C'est là qu'opère pleinement la fabrique du consensus, dans cette séparation malaisée entre ce qui relève de l'ingénieur et ce qui relève du politicien.

L'un des effets centraux de ce discours est de faire disparaître la responsabilité du gouvernement central dans la situation économique du Nord Kordofan. Cet acteur n'est cependant pas absent de la Renaissance. Au contraire : la logique de réciprocité lui est également étendue, le faisant entrer dans une relation d'échange avec les autorités locales (chapitre 4). Le dispositif participatif est utilisé par ces dernières pour pousser l'État central, avec lequel les relations sont particulièrement compliquées, à contribuer lui aussi à la Renaissance. La technique est subversive dans une certaine mesure, puisque le nafir fait partie depuis longtemps de l'éventail des stratégies utilisées par l'Ingaz et ses élites pour entretenir leur domination. L'échange est toutefois gagnant/gagnant, car le dispositif participatif a également pour effet de pacifier une région clé, entourée de provinces où ont émergé d'importants mouvements rebelles.

L'analyse démontre ainsi que si la mise en place de la Renaissance accroît les pouvoirs de la wilaya et son autonomie face à l'État central, en lui fournissant de nouvelles ressources financières via la participation, cette dernière est au final utilisée pour renégocier de façon discrétionnaire les relations avec Khartoum et non pas pour remettre en question la structure globale qui façonne ces relations. L'extension du pouvoir de la wilaya sur les citoyens apparaît

alors dans une perspective instrumentale, et les participants ont beau être critiques vis à vis du régime, leur participation a pour effet indirect de l'entretenir.

La participation ouvre toutefois un interstice dans les relations de domination entre l'État central, la wilaya et la population. Elle introduit en effet dans ces relations la possibilité d'une certaine imputabilité qui va à la fois vers le haut (*upward accountability*) et vers le bas (*downward accountability*), et qui va de pair avec le contrôle accru qu'elle rend possible. Cette dialectique contrôle/imputabilité découle de la dimension polysémique de la participation. Si d'un côté elle permet de rapprocher le pouvoir local des citoyens sur lesquels ce pouvoir s'exerce, d'un autre côté elle implique une responsabilité des autorités face à ceux qui participent. Certes, les autorités peuvent refuser de se soumettre à cette logique, mais il s'agit d'un choix dangereux si elles ont besoin de la participation de la population pour poursuivre leurs objectifs²⁹⁹. À partir du moment où ils donnent de l'argent aux projets, les Kordofanais peuvent se prononcer sur ce qui en est fait, même si cette capacité d'expression est limitée par la structure autoritaire, la violence du contexte et la construction de l'aspect consensuel de la Renaissance. Il ne faut cependant pas oublier ici que si le régime de l'Ingaz exerce une répression violente, il n'a jamais fait taire totalement les contestations, et la parole politique est restée relativement libre au Soudan. En cela, le résultat des politiques de développement reste important. Cette dialectique se reproduit dans les relations entre la wilaya et l'État fédéral, les autorités du Nord Kordofan tentant de s'émanciper de ce contrôle et de mettre en place un mécanisme de responsabilisation du gouvernement central à travers la participation. En mettant

²⁹⁹ Cela ne signifie pas nécessairement que les citoyens se révolteront de façon violente, car il existe toute une panoplie de tactiques qu'ils peuvent utiliser pour résister quotidiennement au pouvoir (Scott 1985).

en évidence ces mécanismes complexes, la thèse offre plusieurs contributions empiriques, théoriques et méthodologiques.

Contributions empiriques

Tout d'abord, elle s'intéresse à un cas peu analysé dans la littérature sur la résilience autoritaire. Les recherches produites sur ce sujet depuis le début des années 2000 tendent à se focaliser sur les régimes hybrides, et l'appartenance du Soudan à cette catégorie fait débat (Joseph 1999, 61; Tripp 2004, 5 - 6). Si la qualification de l'Ingaz comme régime hybride est peut-être exagérée, la thèse démontre bien que la gouvernance autoritaire au Soudan ne s'appuie pas uniquement sur les piliers qui caractérisaient les autoritarismes d'avant la troisième vague, comme la répression. Par ailleurs, les théories sur la résilience de l'autoritarisme ont largement été développées à partir d'études de cas moyen-orientaux ou asiatiques. Chez les premiers, les cas du Maroc (Gandhi 2008; Kienle 2008; Ferrié 2012), de la Tunisie (Brownlee 2002; Hibou 2006b) et de la Syrie (Wedeen 1999; Brownlee 2002; Droz-Vincent 2004;) sont particulièrement utilisées. Chez les seconds, la Chine a récemment attiré beaucoup d'attention (Cai 2008; Landry 2008; Hess 2013), ainsi que la Malaisie (Means 1996; Slater 2003). L'Afrique subsaharienne reste largement absente de ce sous-champ de la discipline, même si une littérature émergente sur les stratégies de *coup-proofing* (N'Diaye 2002; Belkin et Schofer 2005; Powell 2012), liée à celle de la résilience mais tout de même distincte, lui accorde empiriquement une place plus importante. Géographiquement situé entre le Moyen Orient et l'Afrique subsaharienne, le Soudan est souvent oublié. La thèse apporte donc une contribution à la littérature sur la résilience de l'autoritarisme en examinant ce cas relativement délaissé.

Ensuite, pour l'opérationnalisation de la recherche, nous nous sommes focalisés sur une zone peu explorée du Soudan. Province en paix, qui n'a jamais connu de mouvement de rébellion, et essentiellement rurale, le Nord Kordofan n'occupe pas une place centrale dans la recherche multidisciplinaire conduite sur ce pays. En science politique, les analyses tendent à se concentrer soit au niveau macro, en récoltant des données au cœur du pouvoir à Khartoum, soit sur les zones en conflit comme le Darfour (Prunier 2005; Flint et de Waal 2008; Mamdani 2010; Bashir Ali Adi 2014) et les provinces de l'Est (Ali El Amin 2004; Sørnbø 2010; Baas 2013). Les chercheurs s'intéressant au développement vont davantage au nord, où le barrage de Méroé a été construit (Askouri 2004; Vines 2007; Saleh 2008), ou au sud de Khartoum où se trouve le schème de Gezira et où se déroulent les processus d'accaparement des terres les plus importants (Barnett 1975; Bernal 1997; Abdelhadi et al. 2004). Les difficultés économiques qui ont touché le Nord Kordofan depuis les années 1980, et qui ont en particulier affecté l'industrie de la gomme arabique, expliquent sans doute en partie ce désintérêt. Pour autant, cette industrie reste l'un des ressorts économiques majeurs du pays, et si le Nord Kordofan fait partie du triangle de Hamdi, c'est qu'il possède des ressources utiles au régime. La thèse démontre donc clairement que des choses se passent dans cette province, et que ces dynamiques ne sont pas isolées des dimensions politiques du niveau macro. Elle contribue en outre à cette littérature spécialisée sur le Soudan en produisant des données inédites.

Contributions théoriques

Au niveau théorique, cette thèse contribue directement à la vaste littérature qui s'interroge sur le fonctionnement des autoritarismes ainsi qu'à l'étude des politiques de développement.

La thèse vient en premier lieu nourrir les débats sur la nature du pouvoir autoritaire en mettant en évidence le rôle de négociation et de médiation que jouent les autorités locales. Alors que nombre de travaux se focalisent sur les négociations intra-élites, considérant le pouvoir en régime autoritaire comme une situation d'équilibre produite par un assemblage plus ou moins solide d'individus ou de groupes (Gandhi 2008; Svobik 2009), la thèse montre que la population fait également partie de l'équation et qu'elle n'est pas simplement l'objet sur lequel ce pouvoir va s'appliquer. À travers la participation, les autorités locales du Nord Kordofan font de la population une ressource pour améliorer leur position dans ces jeux intra-élites. Ce faisant, elles ont besoin de sa coopération, et entrent donc avec elle dans une relation paradoxale entre « contrôle sur » et « responsabilité face à ». La mise en place de cette relation découle en large partie du fait que ces autorités locales entretiennent après tout des relations quotidiennes avec cette population, qui obéissent à des logiques de service, d'amitié et même d'identité, et non pas uniquement de domination. La thèse montre donc l'intérêt de prendre en considération l'axe central/local dans l'analyse du pouvoir autoritaire. Les acteurs qui le produisent et l'exercent font l'objet de contraintes et d'opportunités différentes en fonction de leur positionnement sur cet axe, qui vont influencer les modalités d'exercice du pouvoir.

En attirant l'attention sur cet aspect relationnel et à géométrie variable du pouvoir autoritaire, la thèse se distingue en particulier des explications économiciste de la résilience qui reposent sur la modélisation et les théories du choix rationnel, particulièrement utilisées chez les institutionnalistes (Wintrobe 1998; Gandhi et Przeworski 2006). Elle contribue en revanche aux approches sociologiques du phénomène, attentives à la complexité et la diversité des expériences vécues de l'autoritarisme, en s'intéressant aux façons dont des interactions et processus micro peuvent, de façon plus ou moins directe, contribuer à l'enjeu macro de la

résilience de l'autoritarisme. Ces effets sont ambigus, incertains et parfois même contradictoires, mais c'est en prenant cette complexité en considération que nous avons la possibilité de comprendre comment un régime instable et faible peut néanmoins être durable.

La thèse offre à ce propos une piste de réponse. Elle montre en effet que certaines pratiques, comme la participation, peuvent produire simultanément de l'instabilité – en ouvrant des espaces où la domination est négociée et des logiques d'imputabilité et d'autonomisation peuvent se développer –, et de la résilience – en permettant la capture et le contrôle de la population et en fournissant de nouvelles ressources financières au pouvoir. Ces résultats divergent fortement du point de vue des auteurs qui considèrent que résilience et instabilité sont incompatibles (Camau et Geisser 2003, 16) ou que stabilité et résilience s'entretiennent mutuellement (de Mesquita 2000, 17; Gerschewski 2013). En mettant en lumière l'existence d'interstices dans la domination autoritaire, tout en expliquant que ces derniers ne deviennent pas nécessairement des failles, notre analyse rejoint les conclusions de Droz-Vincent lorsqu'il affirme que de façon générale, l'instabilité est une caractéristique essentielle de l'autoritarisme (Droz-Vincent 2004, 301). Ainsi, si la maison autoritaire est capable de résister aux séismes, c'est grâce aux ressorts et amortisseurs qui lient ses composantes, à son élasticité et à sa capacité à se déformer en cas de secousse, à tous ces aspects qui lui permettent de tanguer sans s'effondrer. Cela ne signifie évidemment pas qu'elle ne puisse jamais être détruite.

Enfin, la thèse contribue également aux approches critiques de la participation qui se sont développées à la fois en sociologie et anthropologie du développement et dans le champ des études de la démocratie. Elle établit des ponts théoriques entre ces littératures qui dialoguent encore peu, et démontre au passage que les outils conceptuels développés à partir de cas occidentaux et démocratiques peuvent être utiles, dans une certaine mesure, pour aborder des

pratiques qui se développent dans des contextes autoritaires. Elle s'inscrit ici dans la continuité des recherches qui questionnent activement la division entre autoritarisme et démocratie (Dabène, Geisser, et Massardier 2008) Beaucoup d'intérêt a ainsi été donné à l'analyse du développement de pratiques autoritaires dans des contextes démocratiques (Gelman 2010; Gibson 2010), alors que le phénomène inverse a été traité sous l'angle des régimes hybrides (Diamond 2002; Levitsky et Way 2002). Notre analyse des dispositifs participatifs au Nord Kordofan ouvre cependant la possibilité de considérer non plus seulement les régimes dans leur ensemble, mais bien les pratiques elles-mêmes, comme hybrides. Cela met au passage en évidence ce que peut apporter la recherche sur l'Afrique à la science politique en général.

Contributions méthodologiques

Pour terminer, la thèse offre plusieurs contributions méthodologiques à l'analyse de l'autoritarisme.

Premièrement, elle démontre les apports théoriques que peut avoir une étude de cas monographique. Cette méthode est en effet souvent critiquée au niveau de sa capacité à produire des généralisations, mais cette perception se fonde en réalité sur une vision restrictive de la généralisation, vue purement comme statistique. Or, l'analyse présentée ici met en évidence les possibilités de généralisations analytiques, ses résultats pouvant être utilisés pour approfondir les théories de la résilience (N'Diaye 2002)

Deuxièmement, elle démontre l'intérêt de mener une recherche au niveau micro, au plus près des pratiques des acteurs, à la recherche des détails concrets à partir desquels bâtir l'analyse. Les aspects très matériels de la réalité autoritaire constituent des pierres d'angle particulièrement utiles, étant donné qu'il s'agit de contextes où les discours tenus par les acteurs ne sont pas

libres, et font donc toujours l'objet de soupçons vis à vis de leur fiabilité et leur honnêteté. Il est ainsi particulièrement surprenant de constater que la littérature sur la résilience autoritaire délaisse largement la matérialité des régimes qu'elle étudie, alors même qu'elle est le produit des dynamiques internes au pouvoir et une porte d'entrée aisément accessible au niveau empirique. Ainsi, les réformes institutionnelles menées par les autocrates dans les années 1990 ne sont pas dénuées d'existence concrète : la mise en place d'un parlement implique de choisir ou bâtir un espace où il se réunit, de le meubler, de le décorer, de l'entretenir. À chaque étape, des choix sont faits - qui ne sont pas arbitraires - et des effets sont produits. Notre analyse, dont le point de départ est finalement la construction d'une route, met donc en évidence la dimension heuristique de cette posture méthodologique. Elle propose ainsi un argument pour une meilleure prise en compte de la dimension matérielle et spatiale des régimes autoritaires, qui passe selon nous par un dialogue accru avec la géographie, discipline qui a déjà développé des outils analytiques et méthodologiques pour répondre à ce défi.

Troisièmement, en choisissant d'aller observer ce qui se passe dans une région périphérique, la recherche contribue à un questionnement à la fois théorique et méthodologique sur la prédominance des capitales, et plus généralement des espaces urbains, dans l'analyse qualitative des autoritarismes et la recherche qualitative en science politique en général³⁰⁰. Il existe bien sûr des contraintes techniques et politiques qui expliquent cela. Il n'est notamment pas toujours possible d'accéder à toutes les parties du territoire d'un État non démocratique, et des contraintes de sécurité peuvent également délimiter le périmètre spatial de la recherche. Il

³⁰⁰ C'est ce que l'enquête de Kapiszewski, Maclean et Read sur la pratique de l'enquête de terrain révèle, mais il faut préciser qu'elle ne concerne que les États-Unis (Kapiszewski, MacLean, et Read 2015, 56).

est en outre probable que cette focalisation sur les villes dans l'analyse des autoritarismes découle du constat que les contestations les plus dangereuses pour les autocrates émergent au sein de ces espaces, ce qui implique en retour une attention accrue du pouvoir. Or, ce n'est pas toujours le cas. C'est à Sidi Bouzid et non à Tunis que s'est produit l'évènement déclencheur de l'insurrection de 2010 en Tunisie³⁰¹. Des manifestations et des émeutes ont régulièrement lieu en dehors des capitales, mais passent souvent inaperçues aux yeux des journalistes et des chercheurs dont le regard est posé sur les capitales (Allal 2012). Cela s'explique peut-être également par le développement de modalités de la politique contentieuse (Tilly et Tarrow 2015) différentes dans les zones rurales. Il existe d'ailleurs une riche tradition d'analyse des stratégies de résistance des paysans face au pouvoir central (Hydén 1980; Scott 1985) qu'il serait intéressant de revisiter pour développer un regard nouveau sur ces catégories de population et les espaces qu'elles habitent. En l'état actuel de la recherche, la focalisation sur la ville signifie qu'une vaste multitude de voix et d'expériences de l'autoritarisme reste inexplorée.

Pistes pour un agenda de recherche

Cette thèse a posé un éclairage sur une facette du régime autoritaire qui dirige actuellement le Soudan, mettant en évidence la complexité et les ambiguïtés de la reproduction de la domination au niveau micro. Plutôt que de fournir une réponse définitive à la question du

³⁰¹ Cela ne signifie pas qu'il ne s'était rien passé auparavant, et l'idée même « d'évènement déclencheur » peut être discutée. La place qu'a occupé le suicide de Mohamed Bouazizi dans les récits de la révolution, sur le moment et par la suite, en fait néanmoins un évènement symboliquement majeur.

pourquoi de la résilience, elle a ajouté une pièce au puzzle, ouvrant de nouvelles pistes de recherches.

Ainsi, si notre analyse a bien mis en évidence le rôle complexe des autorités locales, la question du rôle des institutions infranationales doit être abordée de façon plus approfondie. La littérature sur la résilience autoritaire s'est largement désintéressée de ces institutions, alors même qu'elles se sont multipliées depuis les années 1980 avec la mise en œuvre de politiques de décentralisation partout dans le monde. Deux logiques ont contribué à ce foisonnement : la diffusion des plans d'ajustement structurel qui ont conduit à un rétrécissement de l'État, et le déclenchement de la troisième vague de démocratisation (Ribot 2002, 6). La décentralisation a alors été présentée par les organisations internationales et les donateurs internationaux comme l'une des innovations institutionnelles contribuant à la démocratisation, à la stabilité et au développement économique (USAID 2009). L'absence des institutions infranationales de la littérature sur la résilience s'explique en partie par le constat empirique qu'il existe peu d'autoritarismes réellement décentralisés à l'exception de la Chine (Landry 2008). Mais ce constat soulève d'autres questions épineuses : qu'est-ce qu'une « véritable » décentralisation? Quels critères permettent de l'identifier? La réponse n'est pas aisée, car ces politiques sont particulièrement complexes. Elles varient en fonction des degrés d'autonomie concédés aux entités décentralisées, allant de la déconcentration à la dévolution, mais aussi en fonction des domaines auxquels elles s'appliquent. La décentralisation peut être économique, politique, fiscale, ou encore coercitive (Hess 2013). Elle peut simultanément être forte sur l'un de ces aspects et faible sur d'autres. Or, si l'on prend cette diversité en considération, de nombreux États autoritaires ou hybrides sont bien décentralisés, y compris en Afrique : le Soudan, bien

entendu, mais aussi l'Ouganda, l'Éthiopie, le Zimbabwe... Cela soulève la question des liens potentiels entre décentralisation et résilience de l'autoritarisme.

Enfin, il semble prometteur de s'intéresser aux politiques publiques mises en place par les régimes autoritaires. La conceptualisation de ces derniers comme essentiellement fondés sur des mécanismes de cooptation et de distribution sélective, souvent discrétionnaires, a pour conséquence une invisibilisation de ce travail quotidien des autocrates et de la dimension administrative de ces régimes, bien entendu variable en fonction de leurs caractéristiques spécifiques et de leurs moyens. L'utilisation des outils de l'analyse des politiques publiques permettrait d'arriver à une meilleure observation et compréhension des mécanismes de routinisation de la domination autoritaire en plaçant la focale soit sur les instruments bureaucratiques que les dirigeants cherchent à mettre en place, soit sur le rôle des *street-level bureaucrats* (Lipsky 1980) qui mettent en œuvre les politiques voulues par le pouvoir. Cela permettrait d'entretenir le dialogue avec les recherches conduites sur les régimes démocratiques occidentaux et de poursuivre l'exploration des pratiques et les discours qui chevauchent la frontière entre autoritarisme et démocratie. Cette exploration nécessite en effet le développement de recherches transgressant les frontières académiques, géographiques et conceptuelles afin d'améliorer et agrandir nos boîtes à outils théoriques et méthodologiques.

Bibliographie

- Abbas, Ali Abdalla. 1991. « The national Islamic front and the politics of education ». *Middle East Report* 172: 22-25.
- Abd al-Magid, Wahîd. 1994. « Crise du dialogue et dialogue de la crise en Égypte. L'expérience du dialogue national de 1994 ». *Égypte/Monde Arabe*, n° 20: 11-24.
- Abdalla, Salma Mohamed. 2015. « Charity Drops: Water Provision and the Politics of the Zakat Chamber in Khartoum, Sudan ». Thèse de doctorat. Bayreuth: Universität Bayreuth.
- Abdelhadi, AW, HS Adam, Mohamed A Hassan, et Takeshi Hata. 2004. « Participatory management: Would it be a turning point in the history of the Gezira scheme? » *Irrigation and Drainage* 53 (4): 429-36.
- Abdelwahid, Mustafa. 2008. *The Rise of the Islamic Movement in Sudan (1945-1989)*. Lewinston, New York: Edwin Mellen Press.
- Acemoglu, Daron, Suresh Naidu, Pascual Restrepo, et James A Robinson. 2013. « Democracy, redistribution and inequality ». National Bureau of Economic Research.
- Ahmed, Einas. 2009. « L'islam politique au Soudan ». Dans *Islam, État et Société en Afrique*, René Otayek and Benjamin Soares. Paris: Karthala, 293-325.
- Aidt, Toke S, Jayasri Dutta, et Elena Loukoianova. 2006. « Democracy comes to Europe: franchise extension and fiscal outcomes 1830–1938 ». *European Economic Review* 50 (2): 249-83.
- Aït-Aoudia, Myriam, Lucie Bargel, Nathalie Ethuin, Élise Massicard, et Anne-Sophie Petitfils. 2010. « Franchir les seuils des partis. Accès au terrain et dynamiques d'enquête ». *Revue internationale de politique comparée* 17 (4): 15-30.
- Ali, Bashir. 2010. « Repression of Sudanese civil society under the national Islamic front/national congress party ». *Review of African Political Economy* 37 (126): 437-50.
- Ali El Amin, Khalid. 2004. « Eastern Sudan indigenous conflict prevention, management and resolution mechanisms ». *African Security Studies* 13 (2): 7-22.
- Al-Karsani, Awad Al-Sid, Fatima El Amin Ali, Yasir Awad Abdalla, et Nazar Salah El Din. 2002. « The CEDEJ-DSRC Omdurman Project ». CEDEJ-DSRC.
- Allal, Amin. 2012. « Trajectoires «révolutionnaires» en Tunisie ». *Revue française de science*

politique 62 (5): 821-41.

- Almond, Gabriel, et Sidney Verba. 1963. *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. SAGE Publications.
- Alou, Mahaman Tidjani. 2009. « La décentralisation en Afrique: un état des lieux de la recherche en sciences sociales ». Dans *Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*, édité par Mamoudou Gazibo et Céline Thiriot. Paris: Karthala, 185-208.
- Amselle, Jean-Loup. 2008. « Retour sur “l’invention de la tradition” ». *L’Homme*, n° 1: 187-94.
- Anderson, Benedict. 1996. *L’imaginaire national: réflexions sur l’origine et l’essor du nationalisme*. Paris: La Découverte.
- Anderson, Lisa. 1995. « Democracy in the Arab World: a Critique of the Political Culture Approach ». Dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, édité par R. Brynen, B. Korany, et P. Noble. Boulder (CO): Lynne Rienner Publishers, 77-92.
- Askouri, Ali K. 2004. « The Merowe Dam: controversy and displacement in Sudan. » *Forced Migration Review*, n° 22: 2.
- Baas, Saskia. 2013. « Low-intensity conflict in Eastern Sudan: A comparative approach to the development of rebel groups ». *Small Wars & Insurgencies* 24 (3): 518-35.
- Bach, Daniel C. 2011. "Patrimonialisme et néopatrimonialisme: lectures et interprétations". Dans *L’État néopatrimonial: genèse et trajectoires contemporaines*, édité par Mamoudou Gazibo et Daniel C Bach. Ottawa: Presses de l’Université d’Ottawa, 37-78.
- Baillard, Isabelle, et Patrick Haenni. 1997. « Libéralité prétorienne et État minimum au Soudan. L’effort civique entre la poudre et les travaux publics ». *Égypte/Monde arabe*, n° 32: 71-96.
- Bakker, Karen. 2010. *Privatizing water: governance failure and the world’s urban water crisis*. Ithaca: Cornell University Press.
- Barnett, Tony. 1975. « The Gezira Scheme: Production of Cotton and the Reproduction of Underdevelopment ». Dans *Beyond the Sociology of Development. Economy and Society in Latin America and Africa*, édité par Ivar Oxaal, Tony Barnett, et Tony Booth. Vol. 94. London; New York: Routledge.
- Barrett, Christopher B, et Jeffrey Cason. 2010. *Overseas research II: A practical guide*. London; New York: Routledge.

- Bashir Ali Adi, Mutasim. 2014. « Power-sharing in Southeast Darfur. Local translations of an international model ». Dans *Travelling Models in African Conflict Management: Translating Technologies of Social Ordering*, édité par A. Behrends, S.J. Park, et R. Rottenburg. Africa-Europe Group for Interdisciplinary Studies 1574-6925 ; Volume 13. Leiden; Boston: Brill, 117-46.
- Bates, Robert H. 2005. *Markets and States in Tropical Africa: The Political Basis of Agricultural Policies*. Berkeley: University of California Press.
- . 2015. *When things fell apart*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bayart, Jean-François. 1991. « La problématique de la démocratie en Afrique noire : “La Baule, et puis après ?” » *Politique africaine*, n° 43: 5-20.
- Bayat, Asef. 2000. « From "Dangerous Classes" to "Quiet Rebels". Politics of the Urban Subaltern in the Global South ». *International sociology* 15 (3): 533-57.
- Beblawi, Hazem, et Giacomo Luciani. 2015. *The rentier state*. London; New York:Routledge.
- Beckerdorf, Anne-Sophie. 2011. « Political waters: Khartoum governmental water management in the context of neoliberal reforms ». Thèse de doctorat. Bayreuth: Universität Bayreuth.
- Belkin, Aaron, et Evan Schofer. 2005. « Coup risk, counterbalancing, and international conflict ». *Security Studies* 14 (1): 140-77.
- Bellin, Eva. 2005. « Coercive institutions and coercive leaders ». Dans *Authoritarianism in the Middle East: Regimes and Resistance*, édité par Marsha Pripstein Posusney et Michele Penner Angrist. Boulder CO: Lynne Rienner Publishers, 21-41.
- . 2012. « Reconsidering the robustness of authoritarianism in the Middle East: Lessons from the Arab Spring ». *Comparative Politics* 44 (2): 127-49.
- Beresford, Alex, Marie Berry, et Laura Mann. 2017. « Liminal Hybrid Regimes. Political Abjection and the Reproduction of Power in Rwanda and South Africa ». Unpublished Manuscript.
- Bernal, Victoria. 1997. « Colonial moral economy and the discipline of development: the Gezira scheme and “modern” Sudan ». *Cultural Anthropology* 12 (4): 447-79.
- Berner, Erhard, et Benedict Phillips. 2005. « Left to their own devices? Community self-help between alternative development and neo-liberalism ». *Community Development Journal* 40 (1): 17-29.

- Bishai, Linda S. 2008. *Sudanese universities as sites of social transformation*. United States Institute of Peace (USIP).
- Blanchon, David, et Olivier Graefe. 2012. « La radical political ecology de l'eau à Khartoum. Une approche théorique au-delà de l'étude de cas ». *L'Espace géographique* 41 (1): 35-50.
- Blum, Élena. 2017. « Après les déclarations de Macron sur la natalité en Afrique, que disent les chiffres ? » *Le Monde*. http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/12/apres-les-declarations-de-macron-sur-la-natalite-en-afrique-la-verite-des-chiffres_5159751_3212.html.
- Bolz, Daphné. 2016. *Arènes totalitaires: Hitler, Mussolini et les jeux du stade*. Paris: CNRS Éditions via OpenEdition.
- Botes, Lucius, et Dingie van Rensburg. 2000. « Community participation in development: nine plagues and twelve commandments ». *Community Development Journal* 35 (1): 41-58.
- Bouguerra, Larbi. 2006. *Water under threat*. Zed Books.
- Bourmaud, Daniel. 2006. « Aux sources de l'autoritarisme en Afrique: des idéologies et des hommes ». *Revue internationale de politique comparée* 13 (4): 625-41.
- Bovaird, Tony. 2007. « Beyond Engagement and Participation: User and Community Coproduction of Public Services ». *Public Administration Review* 67 (5): 846-60.
- Bratton, Michael, et Nicholas Van de Walle. 1997. *Democratic experiments in Africa: Regime transitions in comparative perspective*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bratton, Michael, et Nicolas Van de Walle. 1994. « Neopatrimonial regimes and political transitions in Africa ». *World Politics* 46 (4): 453-89.
- Brinkerhoff, Derick W. 2001. « Taking account of accountability: A conceptual overview and strategic options ». *Draft Report*, US Agency for International Development, Center for Democracy and Governance, Implementing Policy Change Project, Phase 2. Washington DC.
- Brownlee, Jason. 2002. « ... And yet they persist: Explaining survival and transition in neopatrimonial regimes ». *Studies in Comparative International Development* 37 (3): 35-63.
- . 2007. *Authoritarianism in an Age of Democratization*. Cambridge: Cambridge University Press.

- Burgess, Robin, Rémi Jedwab, Edward Miguel, et Ameet Morjaria. 2010. « Our turn to eat: The political economy of roads in Kenya ». Manuscript, London, UK: London School of Economics and Political Science.
- Burr, Millard, et Robert Oakley Collins. 2006. *Alms for Jihad: Charity and Terrorism in the Islamic World*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . 2003. *Revolutionary Sudan: Hasan Al-Turabi and the Islamist State, 1989-2000*. Leiden; Boston: Brill.
- Cadot, Olivier, Lars-Hendrik Röller, et Andreas Stephan. 2006. « Contribution to productivity or pork barrel? The two faces of infrastructure investment ». *Journal of public Economics* 90 (6): 1133-53.
- Cai, Yongshun. 2008. « Power structure and regime resilience: contentious politics in China ». *British Journal of Political Science* 38 (3): 411-32.
- Camau, Michel, et Vincent Geisser. 2003. *Le syndrome autoritaire: politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. Paris: Presses de sciences po.
- Cardoso, Fernando Henrique, et Enzo Faletto. 1976. *Dependency and development in Latin America*. Berkeley: University of California Press.
- Carothers, Thomas. 2002. « The end of the transition paradigm ». *Journal of democracy* 13 (1): 5-21.
- « Center for Peace and Development Studies ». s. d. *University of Kordofan*. <http://cpds.kordofan.edu.sd/>.
- Chaîne télévisée du nafir du Nord Kordofan*. 2014. <https://www.youtube.com/watch?v=4mscYXzaLRU>.
- Chaîne télévisée du Nafir du Nord Kordofan* 2. 2015. <https://www.youtube.com/watch?v=BqtpE-yrPHY>.
- Chakrabarty, Dipesh. 2009. *Provincializing Europe: Postcolonial thought and historical difference*. Princeton: Princeton University Press.
- Chambers, Robert. 1983. *Rural Development: Putting the Last First*. World Development Series. Prentice Hall.
- Championnats nationaux d'athlétisme*. 2015. https://www.youtube.com/watch?v=7_QupP4rC1A.
- Chazan, Naomi. 1988. « Patterns of state-society incorporation and disengagement in Africa ».

- Dans *The Precarious Balance: State and Society in Africa*, édité par Donald Rothchild et Naomi Chazan. African modernization and development series. Boulder (CO): Westview Press, 121-48.
- Chevalier, Louis. 1958. *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle*. Paris: Plon.
- Collins, Robert Oakley. 2008. *A history of modern Sudan*. Cambridge University Press.
- Conyers, Diana. 2000. « Decentralization: A conceptual analysis ». *Local Government Perspectives: News and Views on Local Government in Sub-Saharan Africa*, vol. 7 (4).
- Cornwall, Andrea, et Karen Brock. 2005. « What Do Buzzwords Do for Development Policy? A Critical Look at “Participation”, “Empowerment” and “Poverty Reduction” ». *Third World Quarterly* 26 (7): 1043-60.
- Crombé, Laure, et Guillaume Sauloup. 2016. « Autoritarisme, hybridation et pratiques du pouvoir dans le Grand Khartoum: une étude des services de l’eau et du commerce de rue ». *L’Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 30.
- Cutts, Mark. 1998. « Politics and humanitarianism ». *Refugee Survey Quarterly* 17 (1): 1-15.
- Dabène, Olivier, Vincent Geisser, et Gilles Massardier. 2008. *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle. Convergence Nord-Sud*. Paris: La Découverte.
- Davenport, Christian. 2007. « State repression and political order ». *Annual Review of Political Science*, 10: 1-23.
- De Juan, Alexander, et André Bank. 2015. « The Ba‘athist blackout? Selective goods provision and political violence in the Syrian civil war ». *Journal of Peace Research* 52 (1): 91-104.
- De Mesquita, Bruce Bueno, James D Morrow, Randolph M Siverson, et Alastair Smith. 1999. « Policy Failure and Political Survival The Contribution of Political Institutions ». *Journal of Conflict Resolution* 43 (2): 147-61.
- De Waal, Alex. 2005. « Who are the Darfurians? Arab and African identities, violence and external engagement ». *African affairs* 104 (415): 181-205.
- . 2014. « Visualizing Sudan: Geographical Inequality ». *World Peace Foundation. Reinventing Peace*. Mai 7. <https://sites.tufts.edu/reinventingpeace/2014/05/07/3-visualizing-sudan-geographical-inequality/>.
- Deng, Francis Mading. 2010. *New Sudan in the making? Essays on a nation in painful search*

- of itself*. Trenton: Red Sea Press.
- Diamond, Larry. 1987. « Class formation in the swollen African state ». *The Journal of Modern African Studies* 25 (4): 567-96.
- Diamond, Larry Jay. 2002. « Thinking about hybrid regimes ». *Journal of democracy* 13 (2): 21-35.
- Dickovick, Tyler, et Rachel Beatty Riedl. 2010. *Comparative assessment of decentralization in Africa: final report and summary of findings*. Washington, DC: United States Agency for International Development (USAID).
- Dimé, Mamadou, et Boubacar Ba. 2016. « L'émergence en lieu et place du développement au Sénégal: changement cosmétique, nouvelle mode institutionnelle ou (r)évolution paradigmatique? » *Journal of African Transformation* 1 (2): 1-21.
- Droz-Vincent, Philippe. 2004. *Moyen-Orient: pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées*. Paris: Presses Universitaires de France.
- DuBois, Marc. 1991. « The governance of the Third World: a Foucauldian perspective on power relations in development ». *Alternatives* 16 (1): 1-30.
- Duffield, Mark. 2001. *Global governance and the new wars: The merging of development and security*. Zed Books.
- Easton, David. 1979. *A systems analysis of political life*. Chicago: Chicago University Press.
- Edelman, Murray. 1988. *Constructing the political spectacle*. Chicago: University of Chicago Press.
- Edward, Saïd. 2005. *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*. Paris: Seuil.
- El Hacén, Moctar Ould. 1989. « Centre et régions en Mauritanie ». *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée* 54 (1): 149-60.
- El Murtada, Mustafa. 1993. *The Sudanese Trade Unions and The State. Their Role in The Democratic Economic Reform and Development*. Sudan Economy Research Group. Bremen: University of Bremen. <http://www.iwim.uni-bremen.de/publikationen/pdf/sudan29.pdf>.
- El-Battahani, Atta, et Hassan Ali Gadkarim. 2017. *Governance and Fiscal Federalism in Sudan, 1989-2015: Exploring Political and Intergovernmental Fiscal Relations in an Unstable Polity*. 1. Sudan Report. Chr Michelsen Institute; University of Bergen.

- El-Gaili, Ahmed T. 2004. « Federalism and the tyranny of religious majorities: Challenges to Islamic federalism in Sudan ». *Harvard International Law Journal* 45: 503-46.
- Élias, Norbert. 1975. *La dynamique de l'Occident*. Paris, Calmann-Lévy.
- Eltahir, Muna M. 2005. « Community participation in housing and urban development in poor urban communities, case study of Umbadda, Khartoum ». Communication, XXXIII IAHS World Congress on Housing. Pretoria, South Africa, 27 au 30 septembre.
- Escobar, Arturo. 1984. « Discourse and power in development: Michel Foucault and the relevance of his work to the Third World ». *Alternatives* 10 (3): 377-400.
- Esposito, John L, éd. 1983. *Voices of resurgent Islam*. Oxford: Oxford University Press.
- Evans, Peter B. 2012. *Embedded autonomy: States and industrial transformation*. Princeton: Princeton University Press.
- Fauve, Adrien, et Cécile Gintrac. 2009. « Production de l'espace urbain et mise en scène du pouvoir dans deux capitales «présidentielles» d'Asie Centrale ». *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 8.
- Ferguson, James. 1990. *The anti-politics machine: 'development', depoliticization and bureaucratic power in Lesotho*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Ferrero, Guglielmo. 1945. *Pouvoir, les génies invisibles de la cité*. Paris, Plon.
- Ferrié, Jean-Noël. 2012. « Dispositifs autoritaires et changements politiques. Les cas de l'Égypte et du Maroc ». *Revue internationale de politique comparée* 19 (4): 93-110.
- Fjelde, Hanne. 2010. « Generals, Dictators, and Kings Authoritarian Regimes and Civil Conflict, 1973—2004 ». *Conflict Management and Peace Science* 27 (3): 195-218.
- Fjelde, Hanne, et Indra De Soysa. 2009. « Coercion, co-optation, or cooperation? State capacity and the risk of civil war, 1961—2004 ». *Conflict Management and Peace Science* 26 (1): 5-25.
- Fjeldstad, Odd-Helge. 2013. *Revenue mobilization at sub-national levels in Sudan*. Chr Michelsen Institute; International Centre for Tax and Development.
- Flint, Julie, et Alex de Waal. 2008. *Darfur: A New History of a Long War*. African Arguments. Zed Books.
- Flyvbjerg, Bent. 2006. « Five misunderstandings about case-study research ». *Qualitative inquiry* 12 (2): 219-45.

- Foucault, Michel. 1982. « The subject and power ». *Critical inquiry* 8 (4): 777-95.
- . 2004. *Sécurité, Territoire, Population. Cours au Collège de France, 1977-1978*. Paris: Gallimard / Seuil.
- Fournier, Pierre. 2006. « Le sexe et l'âge de l'ethnologue: éclairants pour l'enquête, contraignants pour l'enquêteur ». *ethnographiques.org*, n° 11-octobre 2006.
- Franck, Alice. 2015. « The Case of New Real Estate Projects on Tuti and Abu Seid ». Dans *Multidimensional Change in Sudan (1989–2011): Reshaping Livelihoods, Conflicts and Identities*, édité par Barbara Casciarri, Munzoul Assal, et François Ireton. New York: Berghahn Books, 33-51.
- Frérot, Anne-Marie. 1997. « Territoires nomades réinventés? Le cas mauritanien ». *Bulletin de l'Association de géographes français* 74 (1): 111-25.
- Gaffney, Christopher, et Gilmar Mascarenhas. 2005. « The soccer stadium as a disciplinary space ». *Esporte e sociedade* 1 (1): 1-16.
- Gallab, Abdullahi. 2011. « The State of South Sudan: the Change is about the New Sudan ». *Association of concerned Africa scholars* 86 (novembre).
- Gallagher, Mary, et Jonathan K Hanson. 2009. « Coalitions, carrots, and sticks: economic inequality and authoritarian states ». *PS: Political Science & Politics* 42 (4): 667-72.
- Gandhi, Jennifer. 2008. *Political institutions under dictatorship*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Gandhi, Jennifer, et Adam Przeworski. 2006. « Cooperation, cooptation, and rebellion under dictatorships ». *Economics & Politics* 18 (1): 1-26.
- . 2007. « Authoritarian institutions and the survival of autocrats ». *Comparative political studies* 40 (11): 1279-1301.
- Gazibo, Mamoudou. 2006. *Introduction à la politique africaine*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Gazibo, Mamoudou, et Jane Jenson. 2015. *La politique comparée: fondements, enjeux et approches théoriques*. Deuxième édition. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Geddes, Barbara. 2004. *Authoritarian breakdown*. Manuscrit. Department of Political Science, UCLA.

- Geisser, Vincent. 2008. « L'autoritarisme des «dominés»: un mode paradoxal de l'autoritarisme politique? » Dans *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, édité par Olivier Dabène, Gilles Massardier, et Vincent Geisser. Paris: La Découverte, 181 - 212.
- Gelman, Vladimir. 2010. « The Dynamics of Subnational Authoritarianism: (Russia in Comparative Perspective) ». *Russian Politics & Law* 48 (2): 7-26.
- Gerschewski, Johannes. 2013. « The three pillars of stability: legitimation, repression, and co-optation in autocratic regimes ». *Democratization* 20 (1): 13-38.
- Gertel, Jörg, Richard Rottenburg, et Sandra Calkins. 2014. *Disrupting territories: Land, commodification & conflict in Sudan*. Suffolk: Boydell & Brewer.
- Gibson, Edward L. 2010. « Politics of the periphery: An introduction to subnational authoritarianism and democratization in Latin America ». *Journal of Politics in Latin America* 2 (2): 3-12.
- Goertz, Gary. 2006. *Social science concepts: A user's guide*. Princeton University Press.
- Gouldner, Alvin W. 1960. « The norm of reciprocity: A preliminary statement ». *American sociological review*, 161-78.
- Gourgues, Guillaume, Sandrine Rui, et Sezin Topçu. 2013. « Gouvernamentalité et participation ». *Participations*, n° 2: 5-33.
- Gouvernement du Nord Kordofan. 2014a. « Convention de la Renaissance ».
- . 2014b. « Discours du Gouverneur lors de la session d'ouverture du Conseil Législatif du Nord Kordofan ».
- . s. d. « Ensemble pour le Nafir ».
- Grauvogel, Julia, et Christian von Soest. 2014. « Claims to legitimacy count: Why sanctions fail to instigate democratisation in authoritarian regimes ». *European Journal of Political Research* 53 (4): 635-53.
- Gresh, Alain. 1989. « Les militaires soudanais en quête de légitimité ». *Le Monde diplomatique*, octobre 1.
- Haggard, Stephan, et Robert R Kaufman. 1995. *The political economy of democratic transitions*. Princeton: Princeton University Press.
- Hall, Peter A, et Rosemary CR Taylor. 1996. « Political science and the three new

- institutionalisms ». *Political studies* 44 (5): 936-57.
- Hamid, Gamal M. 2002. *Localizing the Local: Reflections on the Experience of local Authorities in Sudan*. Ryadh: Arab Urban Development Institute (AUDI). Available at < <http://www.passia.org/goodgov/resources/Localizing.pdf>.
- Hanson, Stephanie. 2008. *China, Africa, and oil*. Council on Foreign Relations, USA.
- Helmke, Gretchen, et Steven Levitsky. 2004. « Informal institutions and comparative politics: A research agenda ». *Perspectives on politics* 2 (4): 725-40.
- Herb, Michael. 2005. « No representation without taxation? Rents, development, and democracy ». *Comparative Politics*, 297-316.
- Hermet, Guy. 1985. « L'Autoritarisme ». Dans *Traité de Science Politique. Vol.2: Les régimes politiques contemporains*, édité par Madeleine Grawits et Jean Leca. Paris: Presses Universitaires de France, 269-312.
- Hess, Steve. 2013. *Authoritarian landscapes: Popular mobilization and the institutional sources of resilience in nondemocracies*. New York: Springer.
- Hibou, Béatrice. 2006a. « Domination & control in Tunisia: Economic levers for the exercise of authoritarian power ». *Review of African political economy* 33 (108): 185-206.
- . 2006b. *La force de l'obéissance: économie politique de la répression en Tunisie*. Paris: La Découverte.
- . 2011. *Anatomie politique de la domination*. Paris: La Découverte.
- Hinnebusch, Raymond. 2006. « Authoritarian persistence, democratization theory and the Middle East: An overview and critique ». *Democratization* 13 (3): 373-95.
- Hirschman, Albert O. 1970. *Exit, voice, and loyalty: Responses to decline in firms, organizations, and states*. Vol. 25. Cambridge (MA): Harvard university press.
- Hobsbawm, Eric. 1983. « Mass-Producing Traditions: Europe, 1870-1914 ». Dans *The invention of tradition*, édité par Eric Hobsbawm et Terence Ranger. Cambridge: Cambridge University Press, 263-308.
- HRW. 2013. « Sudan: Dozens Killed During Protests ». *Human Rights Watch*. septembre 27. <https://www.hrw.org/news/2013/09/27/sudan-dozens-killed-during-protests>.
- Hunter, Emma. 2008. « Revisiting Ujamaa: political legitimacy and the construction of community in post-colonial Tanzania ». *Journal of Eastern African Studies* 2 (3): 471-85.

- Hurwitz, Leon. 1973. « Contemporary approaches to political stability ». *Comparative Politics* 5 (3): 449-63.
- Hydén, G. 1980. *Beyond Ujamaa in Tanzania: Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry*. Berkeley: University of California Press.
- Ibrahim, Abdulrahman. 1985. *Regional Inequality and Underdevelopment in Western Sudan*. University of Sussex.
- IMF. 2012. « Sudan: Selected Issues Paper ». Washington, DC: International Monetary Fund.
- International Criminal Court. 2007. *Warrant of arrest for Ahmad Harun*.
- International Crisis Group. 2011. « Divisions in Sudan's Ruling Party and the Threat to the Country's Future Stability ». 174. Africa Reports.
- . 2015a. « Sudan: The Prospects for "National Dialogue" ». 108. Africa Briefing. Nairobi/Brussels: International Crisis Group.
- . 2015b. « The Chaos in Darfur ». 110. Africa Briefing. Nairobi/Brussels: International Crisis Group.
- Jakobson, Linda, et Zha Daojiong. 2006. « China and the worldwide search for oil security ». *Asia-Pacific Review* 13 (2): 60-73.
- Jenkins, Paul, Yoon Kim, Haiyan Shi, et Kerstin Gerling. 2013. *Sudan. Selected issues*. IMF Country Report 13/320. Washington, DC: Fond Monétaire International.
- Jha, Manish K., P.K. Shajahan, et Mouleshri Vyas. 2013. « Biopolitics and Urban Governmentality in Mumbai ». Dans *The Biopolitics of Development: Reading Michel Foucault in the Postcolonial Present*, édité par Sandro Mezzadra, Julian Reid, et Ranabir Samaddar. New Delhi: Springer India, 45-66.
- Johnson, Chalmers. 1982. *MITI and the Japanese miracle: the growth of industrial policy: 1925-1975*. Stanford University Press.
- Johnson, Douglas. 2003. *The Root Causes of Sudan's Civil Wars*. African issues. Bloomington: Indiana University Press.
- Joseph, Lauren, Matthew Mahler, et Javier Auyero. 2007. *New perspectives in political ethnography*. New York: Springer.
- Joseph, Richard. 1999. « The reconfiguration of power in late twentieth-century Africa ». Dans *State, Conflict, and Democracy in Africa*, édité par Richard Joseph. Boulder (CO): Lynne Rienner Publishers.

- Jouve, Bernard. 2005. « La démocratie en métropoles: gouvernance, participation et citoyenneté ». *Revue française de science politique* 55 (2): 317-37.
- Kalyvas, Stathis. 2003. « The ontology of “political violence”: action and identity in civil wars ». *Perspective on Politics* 1 (3): 475-94.
- . 2006. *The logic of violence in civil war*. Cambridge Studies in Comparative Politics. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kapiszewski, Diana, Lauren M MacLean, et Benjamin L Read. 2015. *Field research in political science: practices and principles*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kasongo, Makita-Kass. 2003. « Fédéralismes africains: l’idée fédérale dans l’afrique des turbulences politico-ethniques ». *Revue internationale de politique comparée* 10 (1): 19-40.
- Khan, Mushtaq H. 2000. « Rent-seeking as Process ». Dans *Rents, rent-seeking and economic development: Theory and evidence in Asia*, édité par Mushtaq H Khan et Kwame Sundaram Jomo. Cambridge: Cambridge University Press, 70-144.
- Khan, Mushtaq H, et Kwame Sundaram Jomo. 2000. « Introduction ». Dans *Rents, rent-seeking and economic development: Theory and evidence in Asia*, édité par Mushtaq H Khan et Kwame Sundaram Jomo. Cambridge: Cambridge University Press, 1-20.
- Kienle, Eberhard. 2008. « Libéralisation économique et délibéralisation politique: le nouveau visage de l’autoritarisme? » Dans *Autoritarismes démocratiques et Démocraties autoritaires au XXIe siècle. Convergences Nord-Sud*, édité par Olivier Dabène, Gilles Massardier, et Vincent Geisser. Paris: La Découverte, 251 - 65.
- King, Stephen J. 2007. « Sustaining Authoritarianism in the Middle East and North Africa ». *Political Science Quarterly* 122 (3): 433-59.
- Knutsen, Carl Henrik, et Magnus Bergli Rasmussen. 2014. « The Autocratic Welfare State Resource Distribution, Credible Commitments and Political Survival ». [En ligne] SSRN: <https://ssrn.com/abstract=2482593>
- Kohli, Atul. 2004. *State-directed development: political power and industrialization in the global periphery*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kothari, Uma. 2001. « Knowledge and Social Control in Participatory Development ». Dans *Participation: the New Tyranny?* Édité par Bill Cooke et Uma Kothari. London; New

- York: Zed Books, 139-52.
- Krane, Dale A, et T David Mason. 1989. « The political economy of death squads: Toward a theory of the impact of state-sanctioned terror ». *International Studies Quarterly* 33 (2): 175-98.
- Kushkush, Isma'il. 2013. « As Floods Ravage Sudan, Young Volunteers Revive a Tradition of Aid ». *The New York Times*, août 30. <http://www.nytimes.com/2013/08/30/world/africa/as-floods-ravage-sudan-young-volunteers-revive-a-tradition-of-aid.html>.
- Laborier, Pascale. 2014. « La gouvernementalité ». Dans *Michel Foucault. Un héritage critique*, édité par Jean-François Bert et Jérôme Lamy. Paris: Éditions du CNRS, 169-81.
- Landry, Pierre F. 2008. *Decentralized authoritarianism in China*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Large, Daniel. 2007. « Arms, Oil and Darfur: The evolution of relations between China and Sudan ». *Small Arms Survey*, n° 7.
- Lascoumes, Pierre. 2004. « La Gouvernémentalité: de la critique de l'État aux technologies du pouvoir ». *Le Portique. Revue de philosophie et de sciences humaines*, n° 13-14.
- Lavergne, Marc. 1997. « La violence d'État comme mode de régulation de la croissance urbaine: le cas de Khartoum (Soudan) ». *Espace, populations, sociétés* 15 (1): 49-64.
- Le nafir du Nord Kordofan*. 2014. <https://www.youtube.com/watch?v=ScEKnocB9Zg>.
- Le Nafir pour le développement du Nord Kordofan*. 2014. <https://www.youtube.com/watch?v=6a9Tat3F3LQ>.
- Leal, Pablo Alejandro. 2007. « Participation: The Ascendancy of a Buzzword in the Neo-Liberal Era ». *Development in Practice* 17 (4/5): 539-48.
- Lee, Myungsuk. 1990. « Policy and rule configuration: Korean Rural Development Movement-Saemaul Undong ». Communication, Workshop in political theory and policy analysis, Indiana University, Bloomington, 28 au 30 avril.
- Leservoisière, Olivier. 2011. « Democracy and Decentralization in Africa: A Mauritanian Example ». *Ethnologie française* 41 (3): 443-52.
- LeVan, Carl. 2015. « Subnational legislative politics and African democratic development ». Dans *African State Governance: Subnational Politics and National Power*, édité par Carl

- LeVan, Joseph Olayinka Fashagba, et Edward R McMahon. Palgrave Macmillan UK, 1-27.
- Levi, Margaret. 1988. *Of rule and revenue*. Berkeley: University of California Press.
- Levine, Charles H, et Glenn Fisher. 1984. « Citizenship and service delivery: The promise of coproduction ». *Public Administration Review*, 178-89.
- Levitsky, Steven, et Lucan Way. 2002. « The rise of competitive authoritarianism ». *Journal of democracy* 13 (2): 51-65.
- Lewi, Hannah, et Gary Wickham. 1996. « Modern urban government: a Foucaultian perspective ». *Urban policy and research* 14 (1): 51-64.
- Li, Tania Murray. 2007. *The will to improve: Governmentality, development, and the practice of politics*. Durham: Duke University Press.
- « Life in Nuba ». s. d. *Nuba Reports*. <https://nubareports.org/life-in-nuba/>.
- Linz, Juan J. 1975. « Totalitarian and authoritarian regimes ». Dans *Handbook of political science* vol. 3, édité Fred I Greeststein et Nelson W Polsby. Reading (MA): Allison-Wesley, 175-411.
- Lipset, Seymour M. 1960. *Political man: The social basis of modern politics*. Garden City (NY): Doubleday & Company.
- Lipset, Seymour Martin. 1959. « Some social requisites of democracy: Economic development and political legitimacy ». *American political science review* 53 (1): 69-105.
- Lipsky, Michael. 1980. *Street-Level Bureaucracy*. New York: Russel Sage Foundation.
- Macmillan, Alexandre. 2010. « La biopolitique et le dressage des populations ». *Cultures & Conflits*, n° 78: 39-53.
- Madies, Thierry. 2012. « Decentralization: a comparative and cross-cutting analysis of the stakes ». Dans *The political economy of decentralization in sub-Saharan Africa: A new implementation model in Burkina Faso, Ghana, Kenya, and Senegal*, édité par Bernard Dafflon et Thierry Madies. World Bank Publications, 265-86.
- Magaloni, Beatriz. 2008. « Credible power-sharing and the longevity of authoritarian rule ». *Comparative Political Studies* 41 (4-5): 715-41.
- Magaloni, Beatriz, et Ruth Kricheli. 2010. « Political order and one-party rule ». *Annual Review of Political Science* 13: 123-43.

- Mahdavy, Hossein. 1970. « The patterns and problems of economic development in rentier states: the case of Iran ». Dans *Studies in the Economic History of the Middle East. From the rise of Islam to the present day*, édité par Michael Cook. London: Oxford University Press.
- Mahé, Anne-Laure. 2016. « Thriving on chaos: the war in Darfur and the transformation of the authoritarian coalition ». *Égypte/Monde arabe*, n° 1: 137-54.
- Malekzadeh, Shervin. 2011. « Paranoia and Perspective, or How I Learned to Stop Worrying and Start Loving Research in the Islamic Republic of Iran ». *APSA Comparative Democratization*, vol. 9 (2), 20-23.
- Mamdani, Mahmood. 2007. "The politics of naming: Genocide, Civil War, Insurgency". Vol. 29 (5). *London Review of Books*, 5-8.
- . 2010. *Saviors and survivors: Darfur, politics, and the war on terror*. New York: Three Rivers Press.
- Mann, Laura. 2011. *The Retreat of the State and the Market: Liberalisation and Education Expansion in Sudan under the NCP*. Thèse de doctorat. Edinburgh: University of Edinburgh.
- Marchal, Roland. 1992. « Le Soudan entre islamisme et dictature militaire ». *Monde arabe: Maghreb Machrek*, n° 137: 56-79.
- . 1996. « Soudan: vers une recomposition du champ politique? » *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* 81 (1): 93-117.
- Marchal, Roland, et Christian Messiant. 1995. *Éléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais*. Fondation nationale des sciences politiques.
- Markowitz, Lawrence P. 2013. *State erosion: Unlootable resources and unruly elites in Central Asia*. Ithaca: Cornell University Press.
- Martin, Denis-Constant. 1989. « A la quête des OPNI. Comment traiter l'invention du politique? » *Revue française de science politique* 39 (6): 793-815.
- Means, Gordon Paul. 1996. « Soft authoritarianism in Malaysia and Singapore ». *Journal of Democracy* 7 (4): 103-17.
- Médard, Jean-François. 1990. « L'État patrimonialisé ». *Politique africaine*, n° 39: 25-36.
- . 1991. « Autoritarismes et démocraties en Afrique noire ». *Politique africaine*, n° 43:

92-104.

- Mesquita, Bruce Bueno de. 2000. *Political Instability as a source of growth*. Stanford: Hoover Press.
- Middle East Monitor*. 2016. « “National Dialogue outputs guarantee stability and unity of Sudan’s”, says former president », octobre 13. <https://www.middleeastmonitor.com/20161013-national-dialogue-outputs-guarantee-stability-and-unity-of-sudans-says-former-president/>.
- Milton-Edwards, Beverley. 2004. *Islam and politics in the contemporary world*. Oxford: Polity.
- Ministère des Finances et de l’Économie du Nord Korfodan. 2014. « Total des Revenus du Nafir du Nord Kordofan. Octobre 2013-Avril 2014 ».
- Mitchell, Timothy. 2002. *Rule of experts: Egypt, techno-politics, modernity*. Berkeley: University of California Press.
- Monnet, Jérôme. 1998. « La symbolique des lieux: pour une géographie des relations entre espace, pouvoir et identité ». *Cybergeog: European Journal of Geography*.
- Moore, Barrington. 1966. *Social origins of dictatorship and democracy: lord and peasant in the making of the modern world*. Boston: Beacon Press.
- Moore, Pete W, et Bassel F Salloukh. 2007. « Struggles under authoritarianism: Regimes, states, and professional associations in the Arab world ». *International Journal of Middle East Studies* 39 (1): 53-76.
- Moser, Christine. 2008. « Poverty reduction, patronage, or vote buying? The allocation of public goods and the 2001 election in Madagascar ». *Economic Development and Cultural Change* 57 (1): 137-62.
- Mosse, David. 2001. « "People’s Knowledge", Participation and Patronage: Operations and Representations in Rural Development ». Dans *Participation: the New Tyranny?*, édité par Bill Cooke et Uma Kothari. Development studies. Zed Books, 16-35.
- N’Diaye, Boubacar. 2002. « How Not to Institutionalize Civilian Control: Kenya’s Coup Prevention Strategies, 1964-1997 ». *Armed Forces & Society* 28 (4): 619-40.
- Ngo, Tak-Wing. 2008. « The politics of rent production ». Dans *Rent Seeking in China*, édité par Tak-Wing Ngo et Yongping Wu. Routledge, 1-21.
- Niblock, Tim. 1987. *Class and power in Sudan: The dynamics of Sudanese politics, 1898-1985*.

- Albany: Suny Press.
- Norris, Malcolm W. 1983. « Local Government and decentralization in the Sudan ». *Public Administration and Development* 3 (3): 209-22.
- North, Douglas, et Barry Weingast. 1996. « Constitutions and Commitment: The Evolution of Institutions Governing Public Choice in Seventeenth-Century England ». Dans *Empirical Studies in Institutional Change*, édité par Lee J Alston, Douglas North, et Thrainn Eggertsson. Cambridge et New York: Cambridge University Press, 134-65.
- Nour, Samia Satti Osman Mohamed. 2011. « Assessment of effectiveness of Chinese aid in financing development in Sudan ». Working Paper. Working Paper Series. United Nations University.
- Nuba Mountains Soildarity Abroad, et Nuba Relief, Rehabilitation and Development Society. 1995. « NAFIR. Nuba Action For an International Rescue ». Sudan Open Archives. [En ligne] http://sudanarchive.net/cgi-bin/pagessoa?e=01off---vand-TX-nafir--100125-%5bnafir%5d%3aTX+-1-0-SectionLevel-0-0-1nafir-1&a=d&cl=&d=Dzcrgd5_1.1.2
- Nubukpo, Kako, et Boris Samuel. 2017. « Entre les plans d'émergence sans vision et des visions sans émergence: la difficile appropriation par l'Afrique de ses trajectoires de développement ». *Politique africaine*, n° 1: 51-63.
- OCHA. 2013. « Sudan: Hundreds of thousands affected by heavy rains and floods ». *Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*. Août 26. <http://www.unocha.org/country/top-stories/all-stories/sudan-hundreds-thousands-affected-heavy-rains-and-floods>.
- O'Donnell, Guillermo A. 1988. *Bureaucratic authoritarianism: Argentina, 1966-1973, in comparative perspective*. Berkeley: University of California Press.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 2001. « Les trois approches en anthropologie du développement ». *Revue Tiers Monde*, 729-54.
- . 2008. *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain-La-Neuve: Academia-Bruylant.
- . 2011. « Aide humanitaire ou aide au développement? La «famine» de 2005 au Niger ». *Ethnologie française* 41 (3): 415-29.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre, et Thomas Bierschenk. 1993. « Les courtiers locaux du développement ». *Bulletin de l'APAD*, n° 5.

- Ostrom, Elinor. 1994. « Constituting Social Capital and Collective Action ». *Journal of Theoretical politics*, n° 4: 527-62.
- Ostrom, Elinor, et TK Ahn. 2009. « The meaning of social capital and its link to collective action ». *Handbook of Social Capital: The Troika of Sociology, Political Science and Economics*, Édité par Gert Tinggaard Svendsen et Gunnar Lind Haase Svendsen. Cheltenham (UK) et Northampton (MA): Edward Elgar.
- Palomares, Élise, et Aude Rabaud. 2006. « Minoritaires et citoyens? Faites vos preuves! » *L'Homme et la société*, n° 2: 135-60.
- Paquet, Mireille, et Jörg Broschek. 2017. « This Is Not a Turn: Canadian Political Science and Social Mechanisms ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 50 (1): 295-310.
- Parizet, Raphaëlle. 2011. « Se rebeller ou participer: les enjeux de la participation comme élément du développement en milieu autochtone ». Communication, XI^e Congrès de l'AFSP, Institut d'Études Politiques de Strasbourg, septembre 31.
- Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. 2003. « Le fédéralisme au secours de l'Afrique? Du Nigeria au Soudan, des expériences contrastées ». *Afrique contemporaine*, n° 208: 101-14.
- Picard, Elizabeth. 2008. « Armée et sécurité au coeur de l'autoritarisme ». Dans *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle: convergences Nord-Sud*. Paris: La Découverte, 303-29.
- Piveteau, Alain, et Éric Rougier. 2010. « Émergence, l'économie du développement interpellée ». *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, n° 7:1-17.
- Posusney, Marsha Pripstein. 2004. « Enduring Authoritarianism: Middle East Lessons for Comparative Theory ». *Comparative Politics*, 127-38.
- Powell, Jonathan. 2012. « Determinants of the Attempting and Outcome of Coups d'état ». *Journal of Conflict Resolution* 56 (6): 1017-40.
- Pratten, David. 1996. « Return to the Roots? Migration, Local Institutions and Development in Sudan ». SOS Sahel.
- ProAct Network. 2013. « Community Environmental Action Planning. A handbook for practitioners in Sudan ». UNEP.
- Procacci, Giovanna. 1996. « Exclus ou citoyens? Les pauvres devant les sciences sociales ».

European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie / Europäisches Archiv für Soziologie 37 (2): 323-42.

Prunier, G. 2005. *Darfur: The Ambiguous Genocide*. Ithaca: Cornell University Press.

Przeworski, Adam, et Fernando Limongi. 1997. « Modernization: Theories and facts ». *World politics* 49 (2): 155-83.

Radio Dabanga. 2015a. « Students wounded in attack on North Kordofan university », mai 27.

<https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/students-wounded-in-attack-on-north-kordofan-university>.

———. 2015b. « Sudan's National Dialogue extended "indefinitely" », décembre 28.

<https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/sudan-s-national-dialogue-extended-indefinitely>.

———. 2016. « University of Kordofan student slain in election violence », avril 19.

<https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/university-of-kordofan-student-slain-in-election-violence>.

Rakner, Lise, et Siri Gloppen. 2003. « Tax reform and democratic accountability in sub-Saharan Africa ». Dans *Beyond Structural Adjustment: The Institutional Context of African Development*, édité par Nicolas Van de Walle, Nicole Ball, et Vijaya Ramachandran. Palgrave Macmillan US, 77-100.

Ranger, Terence O, et Eric J Hobsbawm. 1983. *The invention of tradition*. Cambridge: Cambridge University Press.

Rapoport, Hillel. 1995. « Recherche de rente, politique commerciale et développement ». *Revue française d'économie* 10 (2): 147-85.

République du Soudan. 2005. « The Interim National Constitution of the Republic of Sudan ».

<http://www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/en/sd/sd003en.pdf>.

Ribot, Jesse C. 2002. *African decentralization: local actors, powers and accountability*. UNRISD Geneva.

Rieker, Pernille. 2015. « Introduction ». Dans *Dialogue and conflict resolution: potential and limits*, édité par Henrik Thune et Pernille Rieker. Ashgate Publishing, 1-14.

Ronen, Yehudit. 1992. « Sudan ». Dans *Middle East Contemporary Survey, Volume XIV: 1990*, édité par Ami Ayalon, Avalon Publishing, 630-48.

- Ross, Michael L. 2001. « Does oil hinder democracy? » *World politics* 53 (3): 325-61.
- Rueschemeyer, Dietrich, Evelyne Huber Stephens, et John D Stephens. 1992. *Capitalist development and democracy*. Cambridge: Cambridge, UK.
- Ryle, John, Justin Willis, Suliman Baldo, et Jok Madut Jok, éd. 2011. *The Sudan Handbook*. Suffolk: Boydell & Brewer.
- Saleh, Saleh MK. 2008. « Hydro-hegemony in the Nile Basin: a Sudanese perspective ». *Water Policy* 10 (S2): 29-49.
- Salole, G. 1991. « Participatory development: the taxation of the beneficiary? » *Journal of Social Development in Africa* 6 (2): 5-18.
- Saunders, Harold H. 2008. « Dialogue as a process for transforming relationships ». Dans *The SAGE handbook of conflict resolution*, édité par Jacob Bercovitch, Victor Kremenyuk, et I William Zartman. Sage, 376-91.
- Schaar, John H. 1981. *Legitimacy in the modern state*. New Brunswick: Transaction Publishers.
- Schatz, Edward. 2005. « Reconceptualizing clans: Kinship networks and statehood in Kazakhstan ». *Nationalities Papers* 33 (2): 231-54
- . 2009a. « Ethnographic immersion and the study of politics ». Dans *Political ethnography: What immersion contributes to the study of power*, édité par Edward Schatz. Chicago: Chicago University Press, 1-22.
- . 2009b. *Political ethnography: What immersion contributes to the study of power*. Chicago: University of Chicago Press.
- Schatzberg, Michael. 2001. *Political legitimacy in Middle Africa: father, family, food*. Bloomington: Indiana University Press.
- Schedler, Andreas. 2009. « The New Institutionalism in the Study of Authoritarian Regimes ». 215. Centro de Investigacion y Docencia Economicas. <http://www.libreriace.com/librospdf/DTEP-215.pdf>.
- Scott, James C. 1985. *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*. New Haven: Yale University Press.
- . 1998. *Seeing like a state: How certain schemes to improve the human condition have failed*. New Haven: Yale University Press.
- Sen, Amartya. 1988. « Chapter 1 The concept of development ». Édité par Hollis Chenery et

- T.N Srinivasan. *Handbook of Development Economics*. North Holland, 9-26.
- Sharkey, Heather J. 2008. « Arab identity and ideology in Sudan: The politics of language, ethnicity, and race ». *African Affairs* 107 (426): 21-43.
- Slater, Dan. 2003. « Iron cage in an iron fist: authoritarian institutions and the personalization of power in Malaysia ». *Comparative Politics*, 81-101.
- Sørnbø, Gunnar M. 2010. « Local violence and international intervention in Sudan ». *Review of African Political Economy* 37 (124): 173-86.
- Staszak, Jean-François. 1989. « Le Goudron dans la brousse. La “Route de l’Espoir” (Mauritanie) ». Paris: Publications du Département de Géographie de l’Université de Paris Sorbonne.
- Sudan News Agency. 2015. « Sudan: Haroun Affirms Importance of Dialogue, Security and Peace for Achieving Goals ». *AllAfrica Global Media*, octobre 13. <http://allafrica.com/stories/201510141307.html>.
- Sudan Tribune*. 2012. « NCP figure calls to remove South Kordofan governor », octobre 21. <http://www.sudantribune.com/spip.php?article44286>.
- . 2013. « Sudan shuffles governors of Kordofan states including ICC suspect », juillet 12. <http://www.sudantribune.com/spip.php?article47269>.
- . 2015. « Bashir vows to support development projects in N. Kordofan », avril 4. <http://www.sudantribune.com/spip.php?article54494>.
- . 2016. « One student killed in clashes at University of Kordofan », avril 20. <http://www.sudantribune.com/spip.php?article58689>.
- . 2017a. « Sudan welcomes US move to ease sanctions », janvier 14. <http://www.sudantribune.com/spip.php?article61381>.
- . 2017b. « Al-Mahdi returns to Khartoum, says U.S humanitarian proposal is “reasonable” », janvier 27. <http://www.sudantribune.com/spip.php?article61502>.
- . 2017c. « Sudan’s anti-dam committees join SRF-Agar », février 24. <http://www.sudantribune.com/spip.php?article61701>.
- . s. d. « Ahmed Haroun ». *Sudan Tribune*. <http://www.sudantribune.com/+Ahmed-Haroun,594+>.
- Suleiman, Ibrahim. 2008. « Wealth Sharing and Intergovernmental Transfers in Sudan ».

- UNDP; Unicons.
- Svolik, Milan W. 2009. « Power sharing and leadership dynamics in authoritarian regimes ». *American Journal of Political Science* 53 (2): 477-94.
- Theis, Joachim. 1991. « Changing patterns of food consumption in Central Kordofan, Sudan ». *Food and Foodways* 5 (1): 39-55.
- Thyen, Kressen, et Johannes Gerschewski. 2018. « Legitimacy and protest under authoritarianism: explaining student mobilization in Egypt and Morocco during the Arab uprisings ». *Democratization* 25 (1): 38-57.
- Tilly, Charles. 1992. *Coercion, capital, and European states, AD 990-1992*. Cambridge (MA): Blackwell.
- Tilly, Charles, et Sidney Tarrow. 2015. *Contentious Politics*. 2ème. New York: Oxford University Press.
- Tripp, Aili Mari. 2004. « The changing face of authoritarianism in Africa: The case of Uganda ». *Africa Today* 50 (3): 3-26.
- Tubiana, Jérôme. 2005. « Le Darfour, un conflit identitaire? » *Afrique contemporaine* 214 (2): 165-206.
- Uehara, Edwina S. 1995. « Reciprocity reconsidered: Gouldner's moral norm of reciprocity' and social support ». *Journal of Social and Personal Relationships* 12 (4): 483-502.
- USAID. 2009. « Democratic decentralization programming handbook ». US Agency for International Development.
- Valenzuela, J Samuel, et Arturo Valenzuela. 1978. « Modernization and dependency: Alternative perspectives in the study of Latin American underdevelopment ». *Comparative politics* 10 (4): 535-57.
- Valéri, Marc. 2008. « Le Conseil d'Oman, une instance bicamérale de consolidation de l'autoritarisme sultanien ». *Revue internationale de politique comparée* 15 (2): 189-204.
- Van de Walle, Nicolas. 2001. *African economies and the politics of permanent crisis, 1979-1999*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Vandewalle, Dirk J. 1998. *Libya since independence: oil and state-building*. Ithaca: Cornell University Press.
- Vaughan, Chris. 2010. « Reinventing the Wheel? Local Government and Neo-Traditional

- Authority in Late-Colonial Northern Sudan ». *The International Journal of African Historical Studies* 43 (2): 255-78.
- Vennetier, Pierre. 1990. « Jean-François Staszak, Le Goudron dans la brousse. La Route de l'Espoir (Mauritanie) » *Annales de Géographie* 99:747.
- Verhoeven, H. 2015. *Water, Civilization, and Power in Sudan: The Political Economy of Military-Islamist State Building*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Verhoog, F, A Bibtana, O Abayazid, et A Kharat. 1993. « The new sudanese universities ». UNESCO.
- Vezzadini, Elena. 2011. « Genologies of Racial Relations: the Independence of South Sudan, Citizenship and the Racial State in Modern History of Sudan ». *Association of concerned Africa scholars* 86 (novembre): 30-46.
- Vines, Alex. 2007. « China in Africa: A Mixed Blessing? » *Current History* 106: 213-19.
- Walker, Brian, Crawford S Holling, Stephen Carpenter, et Ann Kinzig. 2004. « Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems ». *Ecology and society* 9 (2).
- Way, Lucan A, et Steven Levitsky. 2006. « The dynamics of autocratic coercion after the Cold War ». *Communist and Post-Communist Studies* 39 (3): 387-410.
- Weber, Max. 1971. *Économie et Société, Les catégories de la sociologie*, tome 1. Paris: Plon.
- Wedeen, Lisa. 1999. *Ambiguities of Domination: Politics, Rhetoric, and Symbols in Contemporary Syria*. Chicago: University of Chicago Press.
- . 2002. « Conceptualizing culture: Possibilities for political science ». *American Political Science Review* 96 (4): 713-28.
- White, Gordon. 1994. « Civil society, democratization and development (I): Clearing the analytical ground ». *Democratization* 1 (2): 375-90.
- White, Luise. 2000. « Telling more: Lies, secrets, and history ». *History and Theory* 39 (4): 11-22.
- Wintrobe, Ronald. 1998. *The Political Economy of Dictatorship*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Woo-Cumings, Meredith. 1999. *The developmental state*. Ithaca: Cornell University Press.
- World Food Programme. 2013. « Comprehensive Food Security Assessment, North Kordofan,

- Sudan ». World Food Programme.
- Ybema, Sierk, Dvora Yanow, Harry Wels, et Frans H Kamsteeg. 2009. *Organizational ethnography: Studying the complexity of everyday life*. Sage.
- Yiftachel, Oren. 1998. « Planning and social control: Exploring the dark side ». *Journal of Planning Literature* 12 (4): 395-406.
- Yin, Robert. 2003. *Case study research: Design and methods*. Sage.
- Ylönen, Aleksi. 2009. « On Sources of Political Violence in Africa: The Case of “Marginalizing State” in Sudan ». *Política y cultura*, n° 32: 37-59.
- Young, Crawford. 1999. « The third wave of democratization in Africa: ambiguities and contradictions ». Dans *State, Conflict, and Democracy in Africa*, édité par Richard Joseph, 15-38. Boulder (CO): Lynne Rienner Publishers.
- Zahar, Marie-Joelle, et Rex Brynen. 2012. « Rentierism and Resource Politics ». Dans *Beyond the Arab spring: authoritarianism & democratization in the Arab world*, édité par Rex Brynen, Pete W Moore, Bassel F Salloukh, et Marie-Joelle Zahar. Boulder (CO): Lynne Rienner Publishers, 193-212.
- Zahar, Marie-Joelle, et Stephen Saideman. 2008. « Causing security, reducing fear : deterring intra-state violence and assuring government restraint ». Dans *Intra-State Conflict, Governments and Security : Dilemmas of Deterrence and Assurance*, Marie-Joëlle Zahar and Stephen Saideman. London; New York: Routledge, 1-19.
- Zug, Sebastian. 2014. *The gift of water: Bourdieusian capital exchange and moral entitlements in a neighbourhood of Khartoum*. LIT.

Annexe 1 : Liste des entretiens

Les entretiens conduits avec un traducteur sont signalés par un astérisque.

Pseudonyme	Fonction	Date	Lieu
Adam	Ministre darfuri	10/03/2015	Khartoum
Faiz	Ministre darfuri	10/03/2015	Khartoum
Majid	Professeur	16/03/2015	Khartoum
Alima	Volontaire pour <i>Sadagaat et Shariah el Hawadith</i>	18/03/2015	Khartoum
Masud	Professeur	22/03/2015	Khartoum
Bakri	Professeur, Roads and Building Research Institute	30/03/2015	Khartoum
Isam	Entrepreneur dans le secteur de l'or	05/04/2015	Khartoum
Saleh	Membre du parti communiste	13/04/2015	Khartoum
Mina	Volontaire pour Sadagaat et Shariah el Hawadith	14/04/2015	Khartoum
Majoub	Journaliste	16/04/2015	Khartoum
Anwar	Militaire à la retraite	28/04/2015	Khartoum
Zaim	Professeur d'arabe	28/04/2015	Khartoum
Ramzi	Militaire à la retraite, ex-membre d'un mouvement rebelle	29/04/2015	Khartoum
Ghazi	Professeur	13/05/2015	Khartoum

Mahjub	Professeur et architecte	13/05/2015	Khartoum
Sharaf	Ingénieur	13/05/2015	Khartoum
Alima	Volontaire pour <i>Sadagaat et Shariah el Hawadith</i>	17/05/2015	Khartoum
Kedar	Volontaire pour le Comité du nafir de Khartoum	19/05/2015	Khartoum
Zaim	Professeur d'arabe	20/05/2015	Khartoum
Joe	Employé dans le domaine de la coopération internationale dans une organisation européenne	21/05/2015	Khartoum
Mina	Volontaire pour Sadagaat et Shariah el Hawadith	23/05/2015	Khartoum
Maysam	Professeur	23/05/2015	Khartoum
Harry	Agent de l'UNEP	24/05/2015	Khartoum
Ilias	Professeur	26/05/2015	Khartoum
Malik	Professeur	31/05/2015	Khartoum
Rafid*	Employé retraité de l'Université du Saint Quran	31/05/2015	Khartoum
Kedar	Volontaire pour le Comité du nafir de Khartoum	05/10/2015	Khartoum
Karim	Ancien ministre du North Kordofan	05/10/2015	Khartoum
Ilias	Professeur	13/10/2015	Khartoum
Sayyid	Étudiant	14/10/2015	Khartoum
Habib*	Marchand de bétail	20/10/2015	Khartoum

Abdul*	Marchand de bétail		
Hassan*	Marchand de bétail		
Tayyib*	Marchand de bétail		
Faisal*	Marchand de bétail		
Adnan*	Marchand de bétail		
Tamir*	Marchand de bétail		
Osman*	Marchand de bétail		
Ashraf	Directeur d'une agence de communication	30/10/2015	Khartoum
Marwan	Pharmacien	02/11/2015	Khartoum
Yahya*	Petit commerçant	03/11/2015	Khartoum
Tariq*	Homme d'affaires	03/11/2015	Khartoum
Nadir	Enseignant	05/11/2015	El Obeid
Hilal	Enseignant	07/11/2015	El Obeid
Fouad*	Fonctionnaire au Ministère de la Culture du Nord Kordofan	08/11/2015	El Obeid
Nassim*	Fonctionnaire à la National Health Insurance	09/11/2015	El Obeid
Yasin*	Fonctionnaire, Directorate for planning, development and trade	10/11/2015	El Obeid
Rabi*	Responsable, Chambre du Commerce du Nord Kordofan	11/11/2015	El Obeid
Fatih*	Responsable, Chambre du Commerce du Nord Kordofan	11/11/2015	El Obeid
Yunus*	Élu, city of Bara	14/11/2015	Bara

Masud*	Architecte	14/11/2015	Bara
Imran*	Instituteur	14/11/2015	Bara
Hilal	Enseignant	15/11/2015	El Obeid
Latif	Dirigeant religieux	16/11/2015	El Obeid
Musa	Exportateur de bétail*	19/11/2015	El Obeid
Yusni	Commerçant*	25/11/2015	El Obeid
Muhammad	F de haut niveau retraité, Nord Kordofan*	28/11/2015	El Obeid
Asad	Administrateur, University of North Kordofan*	29/11/2015	El Obeid
Abbud	Administrateur, University of North Kordofan	01/12/2015	El Obeid

Annexe 2 : Liste des observations

Espace / Évènement	Lieu	Organisateur	Date
Visite d'une Unité de Soins Intensifs	Hôpital de Bahri, Khartoum		27/05/2015
Visite du centre-ville d'El Obeid	El Obeid		05/11/2015
Visite de la Cité Olympique en construction			08/11/2015
Exposition	Ancien bâtiment du British Council, El Obeid	Musée Shikan	08/11/2015
Exposition d'artisanat	El Obeid	Associations féminines	09/11/2015
Exposition	El Obeid	Organisation de jeunesse	09/11/2015
Visite du nouvel hôpital	El Obeid		10/11/2015
Mariage collectif	El Obeid		10/11/2015
Conférence sur la diplomatie dans les arts au Soudan	Université du Kordofan, El Obeid	Center for Peace and Development	11/11/2015
Visite de Bara	Bara		14/11/2015

Annexe 3 : Liste des documents

Les trois premiers documents sont contenus dans la même brochure.

Titre	Auteurs	Date
Discours du Gouverneur lors de la session d'ouverture du Conseil Législatif du Nord Kordofan	Gouvernement du Nord Kordofan	2014
Copie de la lettre du Président de la République concernant le nafir du Nord-Kordofan	République du Soudan, Présidence de la République	2014
Convention de la Renaissance	Gouvernement du Nord Kordofan	2014
Total des Revenus du Nafir du Nord Kordofan. Octobre 2013-Avril 2014	Ministère des Finances et de l'Économie du Nord Korfodan	2014
Water in North Kordofan	Gouvernement du Nord Kordofan	Non daté

Annexe 4 : Liste des sources audiovisuelles

Titre	Auteurs	Date	Durée	Lien URL
Le nafir du Nord Kordofan	Nafir Channel	08/04/2014	2'40	https://www.youtube.com/watch?v=ScEKnocB9Zg
Le nafir pour le développement du Nord Kordofan	Nafir Channel	22/07/2014	1'28	https://www.youtube.com/watch?v=6a9Tat3F3LQ
Chaîne télévisée du nafir du Nord Kordofan (1)	Nafir Channel	11/10/2014	20'00	https://www.youtube.com/watch?v=4mscYXzaLRU
Chaîne télévisée du Nafir du Nord Kordofan (2)	Nafir Channel	08/02/2015	2'25	https://www.youtube.com/watch?v=BqtpE-yrPHY
Découvertes archéologiques lors de la construction du nouveau bâtiment du Gouvernement	Nafir Channel	08/02/2015	1'28	https://www.youtube.com/watch?v=S4kWTE1OINQ
Championnats nationaux d'athlétisme	Nafir Channel	08/04/2015	0'47	https://www.youtube.com/watch?v=7_QupP4rC1A
Chaîne télévisée du Nafir du Nord Kordofan (3)	Nafir Channel	08/04/2015	2'22	https://www.youtube.com/watch?v=3C-01_S3--w

Annexe 5 : Carte du Soudan

Source : United Nations, Department of Field Support, Cartographic Section



Map No. 4458 Rev.2 UNITED NATIONS
March 2012

Department of Field Support
Cartographic Section

* L'État du Kordofan de l'Ouest, effacé en 2005 et réinstauré en 2013, n'est pas visible sur cette carte.

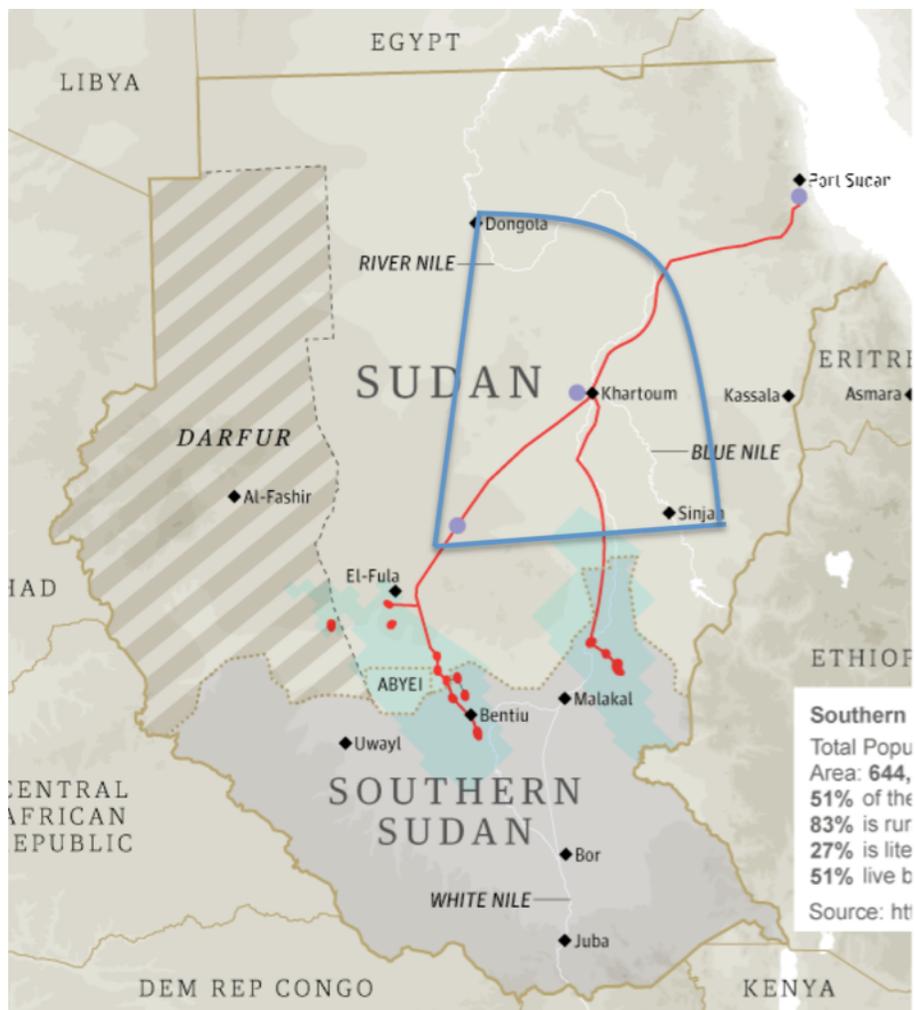
Annexe 6 : Carte des wilayas du Soudan



1	Khartoum	7	Sud Darfour	13	El Gedaref
2	Nord Kordofan	8	Sud Kordofan	14	Sennar
3	État du Nord	9	El Gezira	15	Ouest Darfour
4	Kassala	10	Nil Blanc	16	Darfour du Centre
5	Nil Bleu	11	État du Nil	17	Est Darfour
6	Nord Darfour	12	Mer Rouge	18	Ouest Kordofan

Source : By Lasunncty (modified by Nicolay Sidorov) (modified from Sudan states numbered.svg) [CC BY-SA 3.0 (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0>) or GFD, via Wikimedia Commons

Annexe 7 : Le triangle de Hamdi



Source : Alex de Waal, 2014.

Annexe 8 : Couverture du document officiel



Annexe 9 : Les chantiers d'El Obeid

Chantier du stade



Chantier de la Cité olympique



Chantier du théâtre



Chantier de l'hôpital



Source : Photographies de l'auteur